TL5638-4
M-TL 217

TIMOR ORIENTAL

EVOLUTIONS CONTEMPORAINES

VOLUME III

PLAN

PREMIERE PARTIE : 15 ANS DE GUERRE SANS MERCI

CHAPITRE I : UNE INVASION MASSIVE

A) LE DEBARQUEMENT

1) Occuper les villes.. p.3
2) Intégration de l'enclave d'Oecussi et Départ définitif des Portugais........................ p.5
3) Invasion : la deuxième vague........................ p.6

B) L'ENJEU DU CONTROLE TERRITORIAL, LES FORCES EN PRESENCE..p.7

C) L'INDONESIE TENTE DE SE DONNER LES MOYENS DE SA POLITIQUE

1) Les nouvelles armes de l'ABRI........................p.9
2) Le moral des troupes....................................p.11
3) La mise en place d'une administration pro-indonésienne..p.13

D) LES REFUGIES A TIMOR OUEST..p.19

E) LA VIE DANS LES "ZONES LIBRES"..p.20

CHAPITRE II : SEPTEMBRE 1977 - FEVRIER 1979 : VERS UNE VICTOIRE INDONESIENNE

A) DES DIVERGENCES POLITIQUES AU SEIN DU FRETILIN..............p.23

B) LA CAMPAGNE D'ENCERCLEMENT ET D'ANNIHILATION..............p.27

1) Déloger le FRETILIN..p.27
2) L'Opération *Skylight*..p.28
3) Pousser le FRETILIN dans ses derniers retranchements...p.32

CHAPITRE III : TIMOR EST ENTRE LES MAINS DES INDONESIENS

A) PAS DE PRISONNIERS..p.36

B) LA POLITIQUE DES CAMPS (Daerah Pemukiman Baru) L'EXTERMINATION PAR LA FAMINE..p.37

C) LA GESTION DE LA FAMINE

1) Les justifications....................................p.41
2) La Croix Rouge Indonésienne (Palang Merah Indonesia) Une aide fantôme....................................p.41
3) Le programme de l'église....................................p.43
4) Le rôle du Comité International de la Croix Rouge
    a) Le Purgatoire....................................p.44
    b) Un accord pour une action limitée....................................p.45
5) Le Catholic Relief Service (CRS) : un organisme contesté....................................p.47

CHAPITRE IV : LE CONFLIT REBONDIT

A) LA RENAISSANCE DU FRETILIN : LA GUERRE CONTINUE

1) La Résistance change de forme....................................p.51
2) La réaction indonésienne....................................p.53

B) L'OPERATION "SECURITE"
(OPERASI KEAMANAN) OU L'ERREUR STRATEGIQUE INDONESIENNE
(MAI-SEPTEMBRE 1981)

1) La Mobilisation Générale (Gerakan)....................................p.58
2) Une deuxième vague de famine....................................p.58

C) LA PLUS CUISANTE DEFAITE DES INDONESIENS

1) Une grave faute tactique....................................p.59
2) Se méfier des Timorais....................................p.60

CHAPITRE V : LE CESSEZ-LE-FEU

A) LE CHANGEMENT DE TACTIQUE INDONESIEN....................................p.64

B) LES NEGOCIATIONS....................................p.66

CHAPITRE VI : L'OPERATION *SAPU BERSIH*

A) UN INVESTISSEMENT MASSIF POUR UNE OFFENSIVE RATEE....................................p.71

B) DE NOUVEAU LA GUERRE....................................p.72

C) LA "TIMORISATION" DU CONFLIT ?....................................p.74

D) UN NOUVEL "ECHEC SANGLANT" POUR DJAKARTA....................................p.79

CHAPITRE VII : EN FINIR AVEC LA GUERILLA ?

A) QUE FAIRE ?..p.86

B) L'OPERATION KIKIS ("EXTINCTION") (LITTERALEMENT : SUPPRIMER-BALAYER-FAIRE DISPARAITRE) - JUILLET 1986..........p.90

C) SAPU BERSIH (SUITE...)..p.92

CHAPITRE VIII : UN BILAN HUMAIN TRES LOURD

A) UNE TENTATIVE D'EVALUATION....................................p.95

B) UNE PROFONDE DESTRUCTURATION DES SOCIETES TIMORAISES..p.97

DEUXIEME PARTIE : L'ENTREPRISE DE COLONISATION INDONESIENNE A TIMOR-EST

CHAPITRE I : UNE ADMINISTRATION DUALE

A) L'ADMINISTRATION CIVILE

- 1) Trois gouverneurs en quinze ans.........................p.101
- 2) La lente et difficile mise en place d'une administration pro-indonésienne...................p.104
  - a) La désillusion des militants pro-indonésiens........p.104
  - b) Construire un appareil administratif : le règne de la carotte mais surtout du baton........p.105
  - c) Des résultats évidemment peu probants...............p.109

B) L'ADMINISTRATION MILITAIRE INDONESIENNE

- 1) Civils timorais et militaires indonésiens : des rapports orageux....................................p.111
- 2) Timor-Oriental dans l'organisation militaire indonésienne...................................p.113

CHAPITRE II : LA VIOLENCE COMME MODE DE GOUVERNEMENT

A) LA TORTURE INSTITUTIONNALISEE..........................p.118

B) LA FOLIE MEURTRIERE

- 1) Le fond de l'horreur....................p.119
- 2) Profiter des femmes et des jeunes filles timoraises....................p.121

C) "ABUS INDIVIDUELS" OU STRATEGIE DELIBEREE : LES POURQUOI D'UN TEL ACHARNEMENT

- 1) Cacher la vérité....................p.123
- 2) Martyriser les populations : une erreur tactique ?....................p.124
  - a) Un racisme institutionnalisé....................p.124
  - b) Une erreur tactique due à la "patte" de Murdani....................p.126

D) LES CENTRES DE DETENTION

- 1) Atauro transformée en prison
  - a) Première époque : automne 1980-février 1982.....p.127
  - b) De l'intervention du Comité International de la Croix-Rouge à la fermeture de la prison (février 1982-début 1984)....................p.128
  - c) Un épilogue faussement heureux....................p.129
- 2) Les conditions de détention dans l'île principale...p.131
- 3) Le Comité International de la Croix-Rouge "dans les prisons"....................p.132
- 4) Cautionner les incarcérations par un processus légal : le piège de la justice indonésienne à Timor-Est....................p.133

CHAPITRE III : TIMOR ORIENTAL, UN TERRITOIRE FERME

A) IMPOSSIBLE D'EN SORTIR

- 1) Eviter les témoignages compromettants....................p.135
- 2) Satisfaire la communaute internationale à moindre frais....................p.136

B) IMPOSSIBLE D'Y ENTRER

- 1) Des visiteurs triés sur le volet....................p.138
  - a) Ne jamais laisser le visiteur seul avec la population....................p.142
  - b) Réprimer les Timorais qui ont accepté de répondre aux questions des journalistes.........p.142
  - c) "Améliorer les traductions" et "souffler les réponses" aux personnes interrogées.............p.143
  - d) Dissimuler le matériel militaire et remplacer les témoins trop gênants par des fonctionnaires indonésiens....................p.145
  - e) Organiser des "réceptions d'accueil"............p.146

C) OUVRIR OU NE PAS OUVRIR....................................p.148

CHAPITRE IV : TRANSPLANTER LA VIE POLITIQUE INDONESIENNE AU TIMOR-ORIENTAL

A) LES MEANDRES DE LA VIE POLITIQUE DE L'ARCHIPEL.........p.151

B) L'ORGANISATION DES ELECTIONS DE 1982...................p.153

C) LES ELECTIONS DE 1987 : "LA GRAND MESSE INDONESIENNE"

1) Une préparation minutieuse...........................p.155
2) Les résultats : un savant dosage...................p.157

D) L'INDONESIE PRISONNIERE DE SA PROPRE PROPAGANDE........p.158

CHAPITRE V : A COURT TERME : "INDONESIANNISER LES TIMORAIS"

A) ELIMINER LES SPECIFICITES TIMORAISES...................p.160

1) La langue...p.160
2) Se débarrasser des religions traditionnelles et implanter l'Islam..........................p.161

B) L'INTEGRATION PAR L'EDUCATION

1) Miser sur l'école...................................p.163
2) Conditionnement à l'école comme pendant les "loisirs"...même les parents sont concernés........p.165
3) L'enseignement secondaire...........................p.166
4) Un accès difficile à l'enseignement supérieur......p.166

C) DE NOUVELLES FORMES DE RESISTANCES POUR LES NOUVELLES GENERATIONS..............................p.169

CHAPITRE VI : A LONG TERME SE DEBARRASSER "EN DOUCEUR" DE LA POPULATION TIMORAISE

A) REMPLACER LES TIMORAIS PAR DES INDONESIENS

1) Le programme de transmigration

a) Une priorité du gouvernement indonésien........p.173
b) Timor-Oriental intégré dans le programme de transmigration avec l'arrivée des "fermiers modèles"..............................p.173

2) L'afflux des migrants volontaires....................p.175
3) Des programmes qui s'inscrivent dans une stratégie politique....................................p.176

B) LE CONTROLE DES NAISSANCES A TIMOR-EST : UNE CONTRIBUTION A L'ETHNOCIDE............................p.178

CHAPITRE VII : LA NOUVELLE ECONOMIE COLONIALE

A) UN BUDGET IMPOSANT MAIS POUR QUOI FAIRE ?

1) Un effort financier considérable.....................p.183
2) Un budget alléchant mais des détournements massifs..p.185

B) DEVELOPPER UNE ECONOMIE DE PLANTATION

1) 1976-1980 : un racket organisé.......................p.190
2) Une prise de contrôle méthodique des richesses timoraises...p.191
3) La main d'oeuvre timoraise : une main d'oeuvre gratuite..p.195

C) LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

1) Des chiffres peu convaincants........................p.196
2) La survie dans les camps.............................p.198
   a) Dans le sud-ouest du territoire : Maliana, Ainaro.....................................p.200
   b) Dans le centre-ouest, autour de Dili, Manatuto Lacluta, Alas et Same.........................p.201
   c) Plus à l'est dans la région de Baucau, Venilale, Laga et Quelicai...............................p.202
   d) Dans la régions sud-est, Viqueque et Ossu.......p.203
   e) Dans la pointe est à Baguia, Lautem, Iliomar et Lospalos.....................................p.204
3) Masquer la misère par des "initiatives louables"
   a) Les villages modèles : un alibi et une vitrine..p.206
   b) Le travail en demi-teinte du Catholic Relief Service...................................p.207

D) LA PRIORITE DONNEE AUX INFRASTRUCTURES A USAGE MILITAIRE

1) Les voies de communication...........................p.210
2) Un système de santé qui exclut les Timorais........p.213

CHAPITRE VIII : LE ROLE DE L'EGLISE CATHOLIQUE

A) QUINZE ANS AUX COTES DES TIMORAIS

1) 1975-1977 : un clergé dépassé par les évènements....p.216
2) 1977-1981 : l'église s'engage aux côtés des Timorais....................................p.217
3) La réaction indonésienne et le remplacement de Mgr. Da Costa Lopes................................p.218
4) Mgr. Luis Filipe Belo sur les traces de son prédécesseur.................................p.222

B) L'ATTITUDE DE L'EGLISE INDONESIENNE.....................p.225

C) LE VATICAN COINCE ENTRE LA PRESSION DE LA COMMUNAUTE CATHOLIQUE INTERNATIONALE ET SES IMPERATIFS DE *REAL POLITIK*..........................p.226

TROISIEME PARTIE : LE PROBLEME TIMORAIS VU PAR LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

CHAPITRE I : TIMORAIS CONTRE INDONESIENS : LE FACE A FACE INTERNATIONAL

A) LES ACTIVITES POLITIQUES DES EXILES TIMORAIS

1) La délégation extérieure du FRETILIN...............p.231
2) Le renouveau de l'UDT..............................p.232
3) Vers une nouvelle convergence nationaliste.........p.234

B) LA PROPAGANDE INDONESIENNE

1) Des efforts diplomatiques tous azimuts..............p.238
2) Les tâtonnements de l'argumentaire indonésien.......p.239
    a) Les Timorais doivent rejoindre la mère-patrie...p.239
    b) Respecter la volonté du peuple timorais.........p.240
    c) Justifier l'intervention militaire..............p.242
    d) A Timor, la situation est normalisée............p.243

CHAPITRE II : LE DEBAT AU SEIN DES NATIONS UNIES

A) UNE REACTION IMMEDIATE................................ p.245

B) LA DEMISSION PROGRESSIVE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES...p.250

C) LA CONCRETISATION DES EFFORTS INDONESIENS AUX NATIONS UNIES

- 1) Le Secrétaire Général : "privilégier les rapports entre Etats"..p.255
- 2) Les curieux rapports du "Comité Spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux payx et aux peuples coloniaux"
  - a) L'"économique" prend le pas sur le "politique"..p.257
  - b) Un "glissement" qui dépasse le cadre des Nations Unies..................................p.258
- 3) Les pressions exercées sur la "Sous-Commission pour la prévention de la discrimination et pour la protection des minorités"........................p.259

CHAPITRE III : LA GESTION PORTUGAISE DU PROBLEME TIMORAIS

A) 1975-1980 : "OUBLIER TIMOR"

- 1) Le mouvement des forces armées favorable à l'intégration.....................................p.262
- 2) Surtout ne rien entreprendre........................p.263

B) 1980-1989 : LE PORTUGAL S'INTERESSE PROGRESSIVEMENT A LA "CAUSE TIMORAISE"

- 1) Timor-Est inscrit au programme des délégations diplomatiques portugaises..........................p.265
- 2) Timor vu par l'opinion publique portugaise..........p.266
- 3) Que veut réellement obtenir le gouvernement portugais
  - a) Mario Soares : un président convaincu sur le tard.......................................p.267
  - b) Carvaco Silva et son cabinet : soutenir Timor-Oriental mais(...)........................p.267

CHAPITRE IV : L'AUSTRALIE : AU-DELA DU DEBAT PUBLIC, UN SOUTIEN SANS FAILLE A LA POLITIQUE INDONESIENNE

A) 1974-1975, LES ENCOURAGEMENTS DE WHITLAM ET LE ROLE ACTIF DES SERVICES SECRETS AUSTRALIENS..................p.270

B) 1975-1981 : LA POLITIQUE PRO-INDONESIENNE DE LA COALITION CONSERVATRICE

1) Privilégier les relations avec l'Indonésie plutôt que la défense des Droits de l'Homme à Timor........p.271
2) Des réfugiés dans une situation précaire............p.273
3) La pression de l'opinion publique et le désaccord d'une partie de la classe politique avec la ligne suivie par le gouvernement Frazer..................p.274

4) Reconnaître le bien-fondé de l'annexion : le processus suit son cours sous la pression indonésienne

a) L'exaspération de Djakarta.......................p.277
b) Les moyens de pression économique de l'Indonésie.................................p.278
5) De la reconnaissance de l'intégration de Timor-Est à la République d'Indonésie à la normalisation des relations entre les deux pays..................p.279

C) LE RETOUR DES TRAVAILLISTES AU POUVOIR

1) La duplicité du nouveau gouvernement................p.281
2) L'accord est signé pour le partage de la "zone de Kelp"......................................p.282

CHAPITRE V : LES ETATS-UNIS : EMPECHER L'EMERGENCE D'UN "NOUVEAU CUBA" DANS LE PACIFIQUE SUD

A) PARAPHER SANS CONDITION LE PROJET D'INVASION

1) Les calculs géostratégiques de Washington...........p.286
2) Le gouvernement américain suit de près l'évolution, de la situation de l'île...............p.288

B) "LAISSER PASSER L'ORAGE" EN FEIGNANT LA DESAPPROBATION

1) Le silence officiel..................................p.290
2) L'interruption de l'aide militaire : un acte symbolique...p.290

C) DEFENDRE AVEC CONVICTION LA POSITION INDONESIENNE

1) Un cheminement ambigü mais des situations sans équivoque....p.295
2) Colporter la propagande indonésienne....p.296

CHAPITRE VI : LES BIEN FAIBLES PROTESTATIONS DES PAYS SOCIALISTES

A) L'URSS ET LES DEMOCRATIES POPULAIRES ADOPTENT UN PROFIL BAS SUR LA QUESTION TIMORAISE

1) Se débarrasser du problème....p.298
2) Pourquoi ménager l'Indonésie
  a) Les échanges de "bons procédés" politico-stratégiques....p.299
  b) Moscou veut rétablir des contacts économiques avec l'Archipel....p.301

B) LE SOUTIEN DECROISSANT DE LA CHINE AU FRETILIN....p.302

CHAPITRE VII : LES FIDELES ALLIES DE L'INDONESIE EN ASIE DE L'EST

A) LE JAPON VEUT PRIVILEGIER SES INTERETS ECONOMIQUES....p.304

B) LA SOLIDARITE AU SEIN DES NATIONS DU SUD-EST ASIATIQUE (ANSEA)....p.305

C) LA PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE CRAINT L'IMPERIALISME INDONESIEN....p.307

CHAPITRE VIII : LE DEBAT SUSCITE PAR LA QUESTION TIMORAISE AU SEIN DU (DES ?) TIERS-MONDE

A) L'INVASION DE TIMOR-EST : UN PREJUDICE DIPLOMATIQUE POUR L'INDONESIE AU SEIN DU "MOUVEMENT DES NON-ALIGNES".p309

B) LES PAYS QUI SOUTIENNENT LE FRETILIN

1) La solidarité des ex-colonies portugaises....p.310
2) Les pays africains "progressistes" et les petits Etats insulaires....p.311

C) L'INDE, L'AMERIQUE DU SUD ET LES PAYS ARABES : DE BONNES RAISONS POUR SOUTENIR L'INDONESIE......................p.311

CHAPITRE IX : L'EUROPE DE L'OUEST : EVITER DE S'ENGAGER DANS LE DEBAT TIMORAIS

A) L'AMBIGUITE DE LA POSITION FRANCAISE

1) Le silence du régime giscardien...................p.315
2) Les socialistes français sur la voie des travaillistes australiens ?........................p.315

B) LA GRANDE-BRETAGNE : UNE POLITIQUE PRO-INDONESIENNE SANS ETAT D'AME.....................................p.317

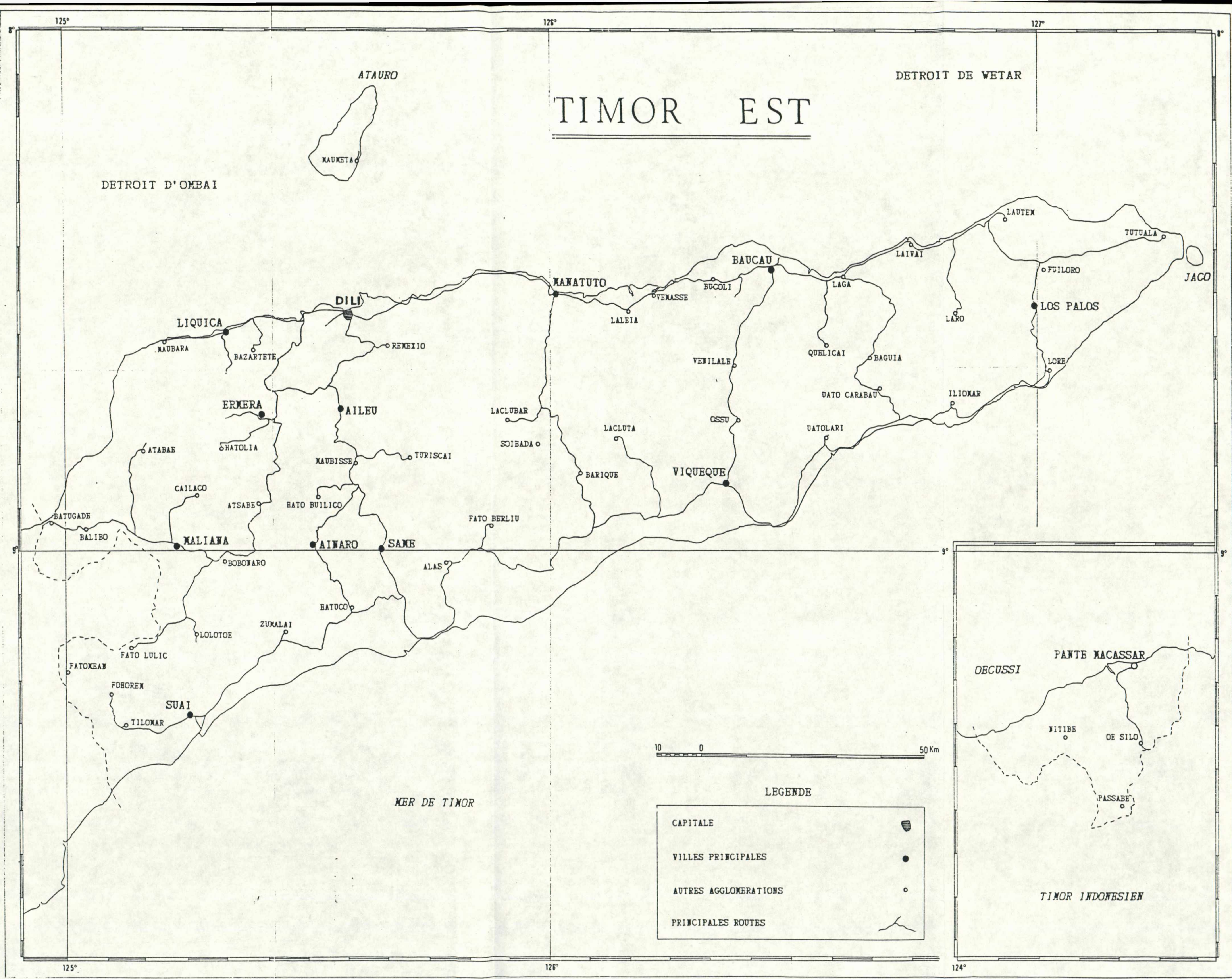
C) LE MALAISE EN EUROPE DU NORD

1) Les Pays-Bas dans une situation délicate...........p.319
2) La Suède déroge à ses principes...................p.320

D) LE DYNAMISME DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE.....p.321

CONCLUSION...p.326

ANNEXES..p.328


TIMOR EST
125°
126°
127°
8°
9°
124°
ATAURO
MAUMETA
DETROIT DE WETAR
DETROIT D'OMBAI
LAUTEM
TUTUALA
LAIVAI
BAUCAU
MANATUTO
BUCOLI
VEMASSE
LAGA
FUILORO
JACO
DILI
LIQUICA
LALEIA
LOS PALOS
LARO
MAUBARA
BAZARTETE
REMEXIO
QUELICAI
BAGUIA
VENILALE
LORE
UATO CARABAU
ILIOMAR
ERMERA
AILEU
LACLUBAR
OSSU
UATOLARI
LACLUTA
SOIBADA
ATABAE
HATOLIA
MAUBISSE
TURISCAI
BARIQUE
VIQUEQUE
CAILACO
ATSABE
HATO BUILICO
BATUGADE
FATO BERLIU
BALIBO
MALIANA
AINARO
SAME
BOBONARO
ALAS
BATUCO
ZUMALAI
LOLOTOE
FATO LULIC
FATOMEAN
FOHOREM
SUAI
TILOMAR
10
0
50 Km
MER DE TIMOR
LEGENDE
CAPITALE
VILLES PRINCIPALES
AUTRES AGGLOMERATIONS
PRINCIPALES ROUTES
OECUSSI
PANTE MACASSAR
NITIBE
OE SILO
PASSABE
TIMOR INDONESIEN

PREMIERE PARTIE :

15 ANS DE GUERRE

SANS MERCI

CHAPITRE - I -

UNE INVASION MASSIVE

A) LE DEBARQUEMENT

1) OCCUPER LES VILLES...

Le 7 décembre 1975 à deux heures du matin, la flotte indonésienne qui croisait au large de la côte timoraise, s'en est approchée pour pilonner les quartiers de l'est et de l'ouest de Dili, là où l'Etat-Major supposait trouver les pièces d'artillerie des FALINTIL. Une vingtaine de navires de guerre de tonnage divers ont été mobilisés pour proceder à ces bombardements. Pendant plusieurs heures, les tirs se sont concentrés sur tous les points névralgiques : la maison de l'Evêque, l'hôtel *Turismo* et l'ensemble du quartier résidentiel portugais ont été touchés, alors que l'aéroport faisait l'objet d'un acharnement particulier.

Le FRETILIN qui avait donné l'ordre d'éteindre toutes les lumières a commencé à positionner ses troupes dans l'attente d'un éventuel débarquement, alors que les ressortissants chinois affluaient vers le Consulat taïwanais qui n'était pas pour autant épargné par les obus.

Vers cinq heures du matin, les avions indonésiens, chargés de parachutistes, ont commencé à survoler la ville et, ironie du sort constatée par la journaliste australienne Jill Jolliffe (CF 0.48. p2), c'est à l'embouchure de la rivière Comoro, à l'endroit précis où les japonais avaient pris pied dans l'île un peu plus de trente ans plus tôt, que les premières troupes d'élites (*KOPASANDHA*) vont se poser dans l'île.

La proximité du quartier musulman, potentiellement favorable aux envahisseurs et l'absence de barrieres de corail à cet endroit de la côte semble expliquer ce choix (ibidem). D'après des sources gouvernementales australiennes *plus de 2 500 parachutistes indonésiens ont participé à cette opération* (CF P.309).

Alors que de nombreux soldats indonésiens étaient abattus avant même d'avoir touché le sol, les témoins racontent que les survivants ont commencé à avancer dans les rues de Dili, *tuant tous les gens qu'ils rencontraient sur leur passage* (Mgr. Da Costa Lopez in P.379. p3).

De nombreuses maisons ont été fouillées et pillées sans ménagement. Même les sympathisants de l'APODETI ont été dépouillés de leurs objets de valeur, alors que ceux chez qui on trouvait des drapeaux du FRETILIN étaient massacrés (CF 0.28. p285).

Une fois le front de mer contrôlé, des troupes de soutien accompagnées d'engins blindés ont débarqué des bâtiments de guerre indonésiens et ont convergé vers le Quartier Général Militaire du FRETILIN à Taibesse dans la banlieue sud-est (Avec près de dix mille hommes engagés dans l'opération, les troupes indonésiennes étaient à peu près aussi nombreuses que la population de Dili à l'époque).

Les différents dirigeants du FRETILIN restés dans le centre de la ville vont tous être supprimés de sang froid tant qu'ils opposent une quelconque résistance. C'est ce qui est arrivé à Rosa (Muki) Bonaparte Soares (leader de l'OPMT), au poête Borja Da Costa, à Isabel Lobato, la femme de Nicolau et à Roger East, journaliste australien en charge de l'agence de presse du Front.

Des massacres collectifs organisés par des officiers ou des sous-officiers indonésiens ont été décrits par plusieurs témoins et un certain nombre de victimes ont pu être identifiées (CF O.2. pp26-27).

Il s'est par exemple avéré qu'entre le 7 et le 8 décembre, de nombreuses personnes des deux sexes ont été emmenées sur le port et abattues de sang-froid. Leurs corps étaient ensuite lestés de pierres puis poussés à l'eau depuis les jetées. Près de 150 personnes vont subir ce sort, par vague ou individuellement, le plus souvent sans raison particulière.

D'ailleurs, la plupart des victimes étaient des chinois, alors que ces derniers étaient connus pour ne pas s'impliquer dans la vie politique (CF VOL II. pp41-42). La minorité va payer un très lourd tribut pendant les heures qui vont suivre l'invasion. Même la femme du Consul taïwanais sera blessée par balles, alors que les nombreux commerces chinois étaient systématiquement pillés.

En fait, d'après *Amnesty international* (CF O.2. p28), c'est à Vila Verde, dans la banlieue sud-ouest de Dili que les pires massacres ont été perpétrés. Les "bérets verts" indonésiens, après avoir regroupé presque toute la population du quartier sur un terrain de football adjacent aux baraquements désertés par la police coloniale, ont réunis leurs détenus par groupes. Un témoin direct raconte qu'avec cinquante autres hommes vigoureux, il a été emmené derrière un bâtiment où un Sergent a donné l'ordre à ses soldats de faire feu sur eux alors que tous criaient qu'ils faisaient partie de l'APODETI et que certains agitaient des petits drapeaux indonésiens. Seules quatre personnes ont survécu en se faisant passer pour mortes après avoir été seulement blessées.

L'abondance et la précision des témoignages de ce type laisse à penser qu'il y a eu entre le 7 et le 8 décembre de nombreuses tueries qui étaient loin d'avoir uniquement pour cible les responsables du FRETILIN.

Globalement, l'invasion de Dili s'est déroulée dans la plus grande confusion et il semble bien que l'organisation militaire indonésienne ait largement laissé à désirer. Certains parachutistes ont été lâchés trop tôt et, tombés dans la mer, ils n'ont pu se défaire de leurs équipements trop pesants et se sont noyés (CF O.28. p282). De même, les troupes d'élites (*KOPASSANDHA* (- Parachutistes -) mais aussi *KOPASGAT* (-Bérets Oranges-), *KOPS MARINIR* (K.K.O - Corp de la Marine -) fonctionnant conjointement avec des bataillons de Java-ouest (Siliwangi) et Java-est (Brawijaya) connaissaient si peu le programme des opérations, qu'ils se sont quelques fois affrontés, se prenant mutuellement pour les troupes ennemies (CF O.28. p282 et O.48. p6).

L'opération, dirigée par les Majors Généraux Murdani et Suweno semble avoir été le coup de force le plus spectaculaire réalisé par l'armée indonésienne depuis l'indépendance (des bases spéciales ont même été crées pour l'occasion à Alor et Wetar). Pourtant, les troupes du FRETILIN qui ont très vite abandonné le front de mer, vont rapidement tenir tête aux envahiseurs qui, jusqu'à Noël n'ont pu contrôler que la moitié de la ville.

Les choses vont être plus faciles à Baucau, qui, située en haut d'une haute plaine va s'avérer trop difficile à défendre pour les timorais. Aussi, le 10 décembre, lorsque les troupes indonésiennes débarqueront, c'est avec la plus grande hâte que les deux tiers de la population de l'agglomération vont se diriger vers les forêts et les montagnes.

Il faut dire que la sauvagerie des troupes indonésiennes dont les échos avaient eu le temps de franchir les 130 kilomètres qui séparent les deux villes avaient convaincu les plus réticents de suivre les instructions du FRETILIN. Il semble bien que de nombreux supporters de l'UDT et même de l'APODETI vont préférer se replier avec leurs anciens adversaires plutôt que de se signaler aux indonésiens.

D'ailleurs, ayant pris le contrôle de la station émettrice de Dili, les services de propagande indonésiens vont faire preuve d'une maladresse tout à fait déconcertante. Même si le 8 décembre, Adam Malik déclarait à la radio qu'*il ne fallait pas craindre l'armée indonésienne venue pour unir l'ensemble du peuple de l'île de Timor et donner ainsi leur liberté aux habitants de la moitié est* (O.28), certaines menaces diffusées sur les ondes avaient de quoi "frapper l'imagination" des Timorais. Lorsque le speaker promettait par exemple *d'arracher le foie de Xavier do Amaral* et *d'éliminer tous les soldats communistes du FRETILIN*, les appels à la réddition et à la collaboration risquaient fort de rester sans réponse, malgré d'incessants messages incitant à la dénonciation des "communistes" (CF P.272).

2) INTEGRATION DE L'ENCLAVE D'OECUSSI ET DEPART DEFINITIF DES PORTUGAIS.

Alors que dans la partie est de l'île, les troupes d'occupation faisaient face à une sévère résistance du FRETILIN et attendaient des renforts avec impatience, les bataillons basés au Timor Occidental contrôlaient la situation dans l'enclave d'Oecussi et le 12 décembre, à Kupang, lors d'une cérémonie spéciale du *Conseil Représentatif Régional* de Nusa Tenggara Est, l'administration locale décidait de l'intégration de l'enclave à la République d'Indonésie.

De son côté, l'Administration Coloniale Portugaise, accompagnée de quelques troupes d'élite, se préparait à quitter l'île d'Atauro où elle se trouvait depuis le 27 août. Pour ce faire, elle bénéficiait de deux corvettes très modernes et bien équipées : la *Joao Roby* et l'*Afonso Cerquiera*.

D'après James Dunn (CF O.28. p290), ces navires auraient même pu créer des dommages irréparables à la flotte indonésienne s'ils avaient dû rentrer en action ; mais si l'Etat-Major indonésien avait pu nourrir quelques craintes à ce sujet, elles se sont avérées infondées, car sans instruction de Lisbonne (?). et probablement dépassé par les évènements, le Gouverneur Lemos Pires allait choisir le repli. Ainsi, le 8 décembre 1975 à 18 heures 30, les corvettes levaient l'ancre à destination de Darwin avec à leur bord tous les officiels métropolitains, mettant ainsi fin à 460 ans de présence coloniale portugaise dans le territoire.

3) INVASION : LA DEUXIEME VAGUE

Devant le demi échec de la première vague d'invasion qui n'était parvenu à contrôler que Baucau et la moitié de la ville de Dili, plus de dix mille fusiliers marins supplémentaires vont débarquer dans l'île pour prendre le contrôle de ses principales agglomérations.

Le 25 décembre, les villes côtières de Maubara, Liquica et Basartete au Nord et de Suai et Tiliomar au sud ont été attaquées. La Place Forte d'Aileu, à une vingtaine de kilomètres au sud de Dili est tombée le 29, l'île d'Atauro, désertée par les Portugais le 30 et Manatuto, la troisième ville du pays, le 31.

Le Comité Central du FRETILIN s'était replié au sud-ouest de l'île, à Ainaro, d'où il tentait de maintenir son contrôle sur la piste d'atterrissage de Same et la ville côtière de Suai harcelées depuis plusieurs jours.

Rencontrant une très sévère résistance de la population dans les montagnes, les indonésiens ont été une nouvelle fois stoppés, si bien que malgré l'ampleur des moyens mis en oeuvre, *Antara*, l'agence de presse officielle indonésienne, reconnaissait le 8 janvier 1976 que *les troupes pro-indonésiennes ne contrôlaient encore qu'un tiers du territoire* (proportion qui était probablement encore très largement surestimée).

B) L'ENJEU DU CONTROLE TERRITORIAL :

1) LES FORCES EN PRESENCE.

Alors que les troupes indonésiennes espéraient parvenir à contrôler rapidement le territoire, il a très vite été évident que l'on s'acheminait plutôt vers une guerre de type conventionnelle de longue durée.

D'après Ken Fry, membre de l'administration australienne qui a témoigné devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies le 14 avril 1976, les services de renseignements australiens évaluaient à 32 000 hommes les troupes indonésiennes stationnées à Timor-Est, plus 10 000 hommes gardés en réserve à Timor-Ouest. Cette évaluation a été à peu près corroborée par James Dunn (CF O.28. p292), José Ramos Horta (CF P.307) et le Département d'Etat Américain (CF O.29. p24).

Les atouts de l'ABRI (*Angkatan Bersenjata Republik Indonesia* - Forces Armées de la République d'Indonésie -) n'étaient donc pas négligeables, mais, outre leur motivation supérieure et leur meilleure connaissance du terrain, les militaires du FRETILIN bénéficiant d'un armement moderne (armes légères de types *Nato* notamment) allaient le plus souvent prendre le dessus. D'ailleurs, si l'on ajoute aux 2 500 hommes de troupe régulière anciennement membres de l'armée portugaise, les 7 000 fantassins qui avaient fait leur service militaire pendant la période coloniale, et les 10 000 soldats formés plus sommairement, on obtient une force de frappe tout à fait conséquente. Cette armée populaire, soutenue par une population informée dès l'automne de la marche à suivre en cas d'invasion, allait nécessairement s'avérer extrêmement difficile à vaincre.

De surcroît, ayant dû faire face depuis octobre 1975 aux incursions indonésiennes du côté de Maliana et Bobonaro, les troupes timoraises étaient déja aguerries et prêtes à combattre. Bien encadrées par des leaders comme Vitor Alves ou Nicolau Lobato, elles vont infliger de très lourdes pertes aux troupes indonésiennes (que les différents observateurs évaluent déja à plusieurs milliers au milieu de l'année 1976).

Entre le printemps et la fin de l'année 1976, les combats vont s'avérer extrêmement violents et meurtriers. Les engagements directs seront particulièrement nombreux entre mai et juin dans le Nord-Ouest du territoire (Ermera est prise par les indonésiens en avril). Et, alors que dans les régions de Suai et Laclubar, l'issue reste incertaine, sur la côte Nord, le FRETILIN reprend l'agglomération de Laleia (à l'Est de Manatuto).

Les combats se poursuivent également dans les environs de Dili (le FRETILIN reprend Remexio (15 kilomètres au Sud de Dili) le 24 décembre, alors que les indonésiens tentent de récupérer Colamau et Tibar, respectivement à 10 et 15 kilomètres de Dili). Quelques kilomètres plus loin la garnison indonésienne d'Aileu restait encerclée et faisait l'objet d'un harcèlement constant (CF BCp. P.250).

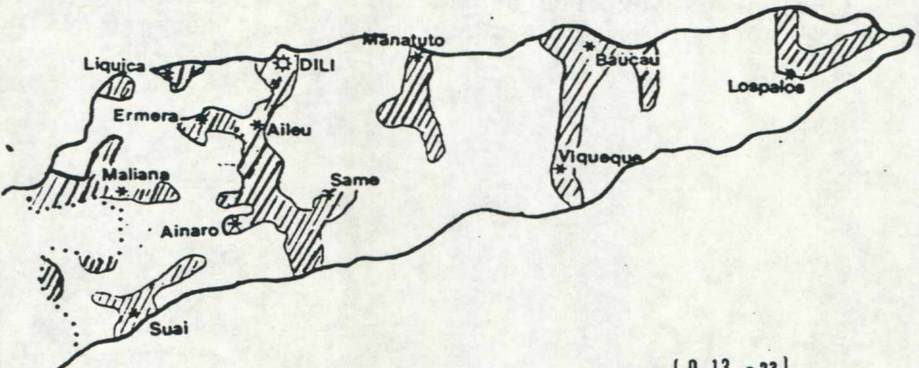
A l'est du territoire, des villes comme Lacluta vont rester timoraises pendant plus de deux ans et demi et si l'on en croit le père Leoneto Régo, qui a pu rentrer au Portugal en 1979, les troupes indonésiennes cantonnées à Viqueque n'ont jamais tenté d'attaquer la zone avant 1978 (CF P.414).

en août 1977, Richard Carleton, le premier journaliste indépendant autorisé à se rendre à l'Est de l'île depuis le début de l'invasion, évalue à un tiers la portion du territoire occupée par les indonésiens, la Résistance en contrôlant également un tiers, le dernier tiers étant considéré comme un "no man's land".

Le Brigadier Général Dading Kalbuadi aurait d'ailleurs reconnu que "les bandes armées" étaient particulièrement actives autour de Lagoa sur la côte Sud, dans les zones montagneuses de l'Ouest et autour d'Aileu (CF BCp. P.173).

Position of Invasion Forces in August 1976

Shaded ribbons indicate Indonesian control of roads and villages along those roads. Indonesian positions were subject to frequent guerrilla attacks by the East Timorese forces.



[0.13 p23]

Le pilote de l'hélicoptère de Carleton avait pour instruction de voler à plus de 900 mètres d'altitude, afin d'éviter les tirs d'armes légères et le journaliste "bénéficiait" jour et nuit d'une imposante escorte d'hommes armés (Ibidem).

Si l'on ajoute que malgré un programme bien établi, Carleton a eu l'occasion d'entendre des échanges de tirs à l'arme automatique, on mesure bien les limites du contrôle territorial indonésien, contrairement à ce que pouvait laisser supposer la mise en place d'une administration régionale (CF p13).

C) L'INDONESIE TENTE DE SE DONNER LES MOYENS DE SA POLITIQUE

1) LES NOUVELLES ARMES DE L'*ABRI*

Si les soldats indonésiens se montraient souvent d'une férocité incroyable (1), ils utilisaient également un arsenal de plus en plus sophistiqué pour venir à bout de la Resistance.

D'après José Ramos Horta, les premiers "orgues de Staline" sont arrivés au Timor Oriental en décembre 1976 (CF P.259) et bien que les armes chimiques aient été peu utilisées dans l'île avant septembre 1977 (CF Alarico Fernandes in BCp. P.68. p1), on a cité plusieurs cas d'utilisation de Napalm au cours de l'automne 1976. D'ailleurs, un fonctionnaire du *Pentagone* Américain admettra plus tard que ce type de matériel a pu être utilisé, mais qu'il était *fabriqué par les Indonésiens* et non fourni par les Etats-Unis (CF O.28. p 311).

Utilisé à Timor, au moment de la saison sèche, le Napalm est une arme particulièrement efficace qui peut entrainer la destruction de nombreux villages et terres agricoles, même si les bombardements sont initialement concentrés sur des surfaces réduites.

---

(1) : Un réfugié portugais rapporte qu'à Maubara, au début de l'année 1976, tous les chinois de la ville ont été réunis sur la plage avant d'être abattus. Leurs femmes et leurs filles furent ensuite violées avant que leurs magasins ne soient systématiquement pillés (CF BCp. P.145. p4).

Alors que les américains semblaient hésiter à fournir de nouveaux équipements aux indonésiens en raison de leur probable utilisation à Timor Est (CF p29), l'Etat-Major javanais va tenter de faire renouveler son stock d'avions de combat (jusque-là seulement constitué à Timor de chasseurs bombardiers *Mustang*, de *DC3* et de deux bombardiers américains B26 datant de la dernière guerre mondiale).

Ce ne sont pas les fournisseurs qui vont manquer :
Les Hollandais promettront la livraison de 8 *Fokkers F27* (transports de troupes); l'Australie va livrer dès 1976 une escadre d'*OV 10 Bronco* armés pour la lutte anti-guerilla, ainsi qu'un certain nombre de *Bell 205* (hélicoptères utilisés pour le transport des troupes); et l'Espagne et la RFA vont également contribuer à l'effort de guerre indonésien en travaillant avec les techniciens locaux au montage d'avions légers *Casa 212* pour les uns et d'hélicoptères *BO 105* pour les autres (CF BCp. P.213).

2) LE MORAL DES TROUPES.

Si les timorais mettaient toute leur énergie pour gagner une guerre à l'issue de laquelle ils se voyaient accéder définitivement à l'indépendance, les troupes indonésiennes manquaient souvent cruellement de motivation pour s'investir dans un conflit qui somme toute ne les concernait pas.

Aux yeux des Sous-Officiers comme des hommes de rang arrivés à Timor en décembre 1975, les combats ne devaient pas durer plus de quinze jours et, puisque la sécurité de l'Indonésie n'était pas directement menacée, ils rechignaient à prendre des risques dans un milieu aussi hostile que Timor Est. Ainsi, l'intensité et la durée de la guerre vont faire naître un sentiment de malaise au sein des casernements.

De plus, le manque d'entraînement des troupes et leur implication dans les activités de contrôle civil (*Dwi-Fungsi*) : vérification des papiers, parquage des populations, quadrillage des villes... ne leur permettaient pas de prétendre lutter efficacement contre les FALINTIL à moins d'une écrasante supériorité numérique (1). En conséquence, la mortalité au sein des divisions de l'ABRI qui faisaient sans cesse l'objet de meurtrières embuscades semble avoir été particulièrement élevée (2).

Dans ces conditions, le cimetière militaire de Dili est vite devenu trop petit, si bien que les autorités indonésiennes ont rapidement dû en créer d'autres (3) et un ancien responsable de l'UDT, réfugié au Portugal après avoir été intégré à l'administration pro-indonésienne a déclaré qu'en 1976 *une moyenne de cinq soldats étaient inhumés chaque jour dans le nouveau cimetière militaire au coin de l'avenue Mouzinho Alberqueque et de l'avenue Americo Thomas (...) mais seuls les morts tués dans la région de Dili étaient enterrés à cet endroit* (B.Cp. P.45. p4).

Dans les autres villes il a également vu des cimetières similaires mais il signale que de nombreuses victimes étaient enterrées sur les lieux mêmes de leur décès (faute de moyens de transport adéquats pour évacuer leur corps).

---

(1) : Au cours de l'automne 1977, un officier indonésien confiait à Hamish Mc Donald du *Melbourne Age* que son armée *passait beaucoup trop de temps avec ces "Dwi-Fungsi" et pas suffisamment en entraînement au combat* (BCp. P.191)

(2) : Certaines sources indonésiennes auraient fait état de 17 000 décès de décembre 1975 à fin 1979 (CF. P.356. p9) ce qui correspond à peu près aux évaluations du FRETILIN (CF B.Cp. P.46. p1) et à celles d'Iniacio de Moura, un portugais qui a fait partie de l'administration locale avant de parvenir à quitter l'île (CF. B.Cp. P.145. p4).

(3) : L'ancien cimetière a ainsi pu devenir le "jardin public de l'intégration" !

Les hôpitaux de la région vont également devoir accueillir les dizaines de milliers de militaires blessés au cours des affrontements. Celui de Dili, d'une capacité de 800 lits au début de l'année 1977 a rapidement été engorgé et les patients ont dû être acheminés vers celui d'Atapupo (de l'autre côté de la frontière). Seuls, les officiers étaient envoyés à Java où à Bali pour bénéficier d'un traitement adéquat (1).

Bien que les unités indonésiennes stationnent rarement plus de six mois dans l'île, le moral des troupes semble y avoir été particulièrement bas. Même les officiers, traditionnellement plus motivés craignaient cette affectation dans la mesure où ils savaient que les "tireurs d'élites" des FALINTIL les visaient en priorité au début des embuscades.

Le sentiment de malaise au sein de l'armée indonésienne était clairement renforcé par le caractère secret des opérations. En effet, comme dans la plupart des cas de guerres coloniales, les engagements étaient le plus souvent niés et les faits d'armes cachés. Il n'y avait pas de héros montrés au grand jour, de médailles abondamment distribuées ou de quelconque ferveur populaire au retour des unités.

Les enterrements dans les cimetières de Dili et Baucau étaient le plus souvent réalisés la nuit (les timorais n'avaient jamais l'autorisation de passer à proximité) et à Java, les tombes des officiers supérieurs ne portaient aucune mention du lieu de décès, contrairement aux pratiques généralement en vigueur (CF. P.356. p19). On rapporte que même les femmes des soldats blessés à Timor n'étaient pas autorisées à leur rendre visite dans les hôpitaux militaires (CF. O.13. p24).

Certaines familles javanaises, interrogées par un journaliste australien en 1977 ont affirmé *avoir reçu sans la moindre explication et sans savoir d'où, une machine à coudre de 10 000 roupies (un peu plus de 150 francs à l'époque). Elles supposaient que c'était une façon de leur annoncer que leurs fils ou leurs maris avaient été tués* (CF. P.424. p 8). Pareil dédommagement devait leur tenir lieu de pension.

Le FRETILIN prétend même que certaines familles Flores qui rechignaient à envoyer leurs fils se battre à Timor se sont vues offrir un demi million de roupies pour hâter leur décision. Il faut dire que ces recrues étaient d'autant plus précieuses que les populations des îles voisines de Timor ressemblaient plus aux timorais sur le plan physiologique que des sumatranais ou des javanais (ce qui limitait le sentiment de xénophobie ressenti par les populations des territoires occupés).

---

(1) : A partir de 1978, les blessés indonésiens quelque soient leurs grades vont être plus systématiquement envoyés à Java dans le grand hôpital militaire de Surabaya, ou dans ceux de Yogyakarta et de Djakarta.

En dehors même du danger représenté par le FRETILIN, les fantassins indonésiens avaient bien quelques raisons de se plaindre. Les salaires perçus n'étaient pas beaucoup plus intéressants que dans les casernements situés dans les îles en paix et ils arrivaient très irrégulièrement à Dili (CF. O.28. p309). De plus, les gradés, souvent corrompus, détournaient à leur profit les stocks de vivre destinés aux avant-postes (CF. P. 424).

Le système de rotation rapide (2 à 4 mois selon le Major Général Murdani (CF. O. 28 p 325)) n'a pas suffit à satisfaire les troupes indonésiennes qui étaient souvent envoyées dans le territoire sans qu'on les ait informées préalablement de leur destination (1). Une fois arrivées sur place et confrontées à la réalité locale, on a même signalé des cas de mutineries (CF. par exemple Mgr. da Costa Lopez in B.Cp. P.125. p4).

3) LA MISE EN PLACE D'UNE ADMINISTRATION PRO-INDONESIENNE.

Alors que dans des villes comme Ainaro, Aileu ou Same, des garnisons fortes de plusieurs centaines d'hommes ne parvenaient pas à contrôler la périphérie immédiate et que des convois militaires renforcés continuaient à être nécessaires ne serait-ce que pour s'éloigner de quelques kilomètres de Dili, les troupes d'occupation vont tenter de légitimer leur présence dans l'île en mettant en place un "Gouvernement Provisoire", puis une "Assemblée territoriale".

Dès le 17 septembre 1975, les responsables de l'APODETI, certains membres de l'UDT, du KOTA et du Trabalhista (?) ont été réunis pour former ce "Gouvernement Provisoir" (P.S.T.T.) qui va docilement se conformer aux désirs des indonésiens. Sans aucune autonomie propre, cette nouvelle institution va organiser sa propre dissolution en préparant un "processus d'autodétermination à l'indonédienne" visant à mettre en place "une Assemblée Populaire Régionale" *dont feraient partie les chefs traditionnels et d'autres personnalités en vue, y compris des personnalités religieuses. Des elections au scrutin direct ne seraient organisées que dans les centres fortement peuplés tels que Dili et Baucau où les habitants avaient un certain niveau d'instruction* (CF N.U.32. p239, pt.52).

---

(1) : **M. Utrecht du *tribunal permanent des peuples* signale même que certains bataillons affectés dans le territoire refusaient de s'y rendre et que seuls les forces spéciales et les jeunes recrues inexpérimentées pouvaient y être envoyées (CF N.U.15. p5).**

En fait, il s'agissait de préparer une demande d'intégration susceptible de satisfaire la Communauté Internationale. La loi indonésienne N° 1/A.D de 1976 qui doit en principe régir le processus électif est pourtant d'une clarté on ne peut plus relative :

> *(le) droit démocratique fondamental doit être appliqué conformément aux traditions et à la spécificité du peuple de Timor Oriental et s'entend donc d'un système représentatif reposant sur les principes du consentement* (ART. 2). *Les membres de l'"Assemblée Populaire" sont élus parmi les personnes résidant dans la circonscription administrative (Posto/Conselho) intéressée, conformément au principe du consensus et du consentement et compte tenu des valeurs traditionnelles et culturelles existantes ou en voie de formation dans la circonscription* (Art. 9A) (CF P.35. pp264-265).

Il semble bien qu'en définitive, les éléctions prévues le 2 mai dans les treize "Assemblées de District" dont sept avaient vu leurs administrateurs nommés quelques jours plus tôt n'ont certes pas ressemblé à un processus démocratique. Non seulement les nominations se sont souvent exercées dans les zones presque entièrement contrôlées par la Resistance, mais "les personnalités représentatives" ont été choisies "à la va vite" par les indonésiens sans que personne n'ait pu contrôler quoi que ce soit ni apprécier "la qualité" d'un éventuel scrutin électif. D'ailleurs, comme le fait remarquer J. Stephen Hoadley :

> *puisque les quatre partis avaient fusionnés dans un "Front National" unique (le 31 janvier 1976), l'ensemble du processus ne s'accompagnait pas de débats partisans, ni finalement, de débats tout court.* (P.358. p138).

District (formerly *conselho*, now *kabupaten*)	*District administrator* (formerly *administrador*, now *bupati*)	*Date announced by Antara*
Baucau	Abel da Costa Belo	7 January 1976
Oe Cussi Ambeno	Jaime dos Remedeis de Oliveira	10 January 1976
Dili	Marto Sanches da Costa	15 January 1976
Lautem	Claudio Vera	25 February 1976
Viqueque	Jaime de Cavalho	25 February 1976
Bobonaro	Joao da Silva Tavares	1 March 1976
Ainaro	Moises da Silva Barros	5 May 1976
Ermera	Tomas Goncalves	8 May 1976
Manufahe	Alexandrio Bormeo	21 May 1976
Cova Lima	Americo da Costa Nunes	21 May 1976
Ailieu	Abel dos Santos Fatima	21 May 1976
Liquica	Francisco dos Santos Reberio	21 May 1976
Manatuto	Doao Pereira Soares	21 May 1976

Le 31 mai, sept Etats favorables à la politique indonésienne à l'égard de Timor Oriental ont accepté d'y envoyer des représentants pour légitimer la cérémonie de demande d'intégration en assistant à la première session de l'"Assemblée Représentative Populaire" (il sagissait de l'Arabie Saoudite, de l'Inde, de l'Iran, de la Malaisie, de la Nouvelle Zélande, de la Thaïlande, et du Nigéria).

Malgré "ses bonnes dispositions" à l'égard de l'Indonésie, le représentant indien émettra tout de même quelques réserves dans son rapport affirmant notamment que *les observateurs n'avaient pas été en mesure de déterminer si la réunion était un acte authentique d'autodétermination du fait que les débats s'étaient déroulés en portugais et que les explications manquaient de clarté ; de plus, ils n'ont pas eu la possibilité de rencontrer les membres de l'Assemblée.* (CF P.35. p265).

Aux journaliste du *Time* invité pour l'occasion qui demandaient quand aurait lieu la Conférence de Presse, la diplomatie indonésienne a répondu qu'*il n'y avait pas de temps* pour ce type d'exercice et à peine la réunion finie, tous les députés *ont soudainement disparu* pour ne plus réapparaître (CF BCp P.249).

Finalement, c'est après moins de deux heures de délibérations secrètes que les 37 membres de l'"Assemblée Représentative Populaire" vont régler le seul point à l'ordre du jour de cette session, en décidant à l'unanimité de demander au gouvernement indonésien d'accepter le "retour" de Timor Oriental au sein de l'Archipel. Ils ont donc signé une pétition demandant l'intégration qui sera remise au Général Suharto par Arnaldo dos Reis Araùjo (APODETI) et la totalité des membres de l'Assemblée qui feront le voyage pour Djakarta le 7 juin 1976.

Cet acte "d'autodétermination" était censé faire suite à une déclaration commune du 7 septembre 1975, lorsque réunis à Batugade, les "partis pro-indonésiens" avaient demandé l'intégration.

L'un des signataires de l'époque, José Martins, Président du KOTA déclarera par la suite dans une lettre au Conseil de Sécurité des Nations Unies, qu'il n'était pas libre de ses choix à l'époque et que *prisonnier comme les autres signataires*, il a été forcé de dire ce que les indonésiens avaient écrit pour lui (CF P.431).

D'ailleurs, des membres de l'UDT comme Domingos de Oliveira, Joao Carrascalao ou Paolo Pires profiteront de la première occasion pour fuire Timor. Ils étaient pourtant également impliqués dans le "Mouvement Anti Communiste" et s'étaient soit-disant prononcés en faveur de l'intégration.

Après qu'une délégation d'officiels indonésiens emmenés par le Ministre de l'interieur Amir Machmud ait été dépêchée dans le territoire (le 24 juin) afin de *déterminer si la demande* (d'integration) *reflétait vraiment le voeux de la majorité de la population* (!) (O.86. p49), le parlement indonésien adopta le projet de loi à l'unanimité le 15 juillet 1976. Ce texte sera signé et promulgé officiellement par le Président Suharto dès le lendemain (CF document page suivante) et malgré les désidératas des leaders de l'APODETI dés la fin de l'année 1974 (CF VOL II. p18), la nouvelle province n'a pas obtenu de statut spécial (*Daerah Istimewa*) comme Aceh, Yogyakarta ou Irian Jaya ont pu en avoir dans le passé.

Journal officiel de la Rèpublique d'Indonésie No 35, 1976

TRADUCTION OFFICIEUSE

LOI DE LA REPUBLIQUE D'INDONESIE
No 7/1976

INTEGRATION OFFICIELLE DU TIMOR ORIENTAL A L'ETAT UNITAIRE DE LA REPUBLIQUE D'INDONESIE ET CREATION DE LA PROVINCE DU TIMOR ORIENTAL

AVEC LA BENEDICTION DU TOUT-PUISSANT,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE D'INDONESIE,

Ayant considéré :

a. Qu'une délégation du Peuple et du Gouvernement provisoire du Timor oriental a présenté une pétition au Gouvernement de la République d'Indonésie pour exprimer officiellement le voeu que le Timor oriental soit intégré à l'Etat unitaire de la République d'Indonésie;

b. Qu'après avoir procédé sur place à une évaluation de la situation, une délégation du Gouvernement de la République d'Indonésie a rapporté des éléments d'information prouvant que le peuple du Timor oriental souhaite vivement, en toute sincérité et indépendance, que le Timor oriental soit intégré à l'Etat unitaire de la République d'Indonésie;

c. Que les voeux du Peuple et du Gouvernement provisoire du Timor oriental susmentionnés ont rencontré l'assentiment du Gouvernement et du peuple indonésiens et qu'il est donc nécessaire de promulguer une loi pour rendre officielle l'intégration du Timor oriental à l'Etat unitaire de la République d'Indonésie et créer la province du Timor oriental;

Rappelant :

1. Le paragraphe 1 de l'article 1, le paragraphe 1 de l'article 5, l'article 18 et le paragraphe 1 de l'article 20 de la Constitution de la République d'Indonésie;

2. La décision de l'Assemblée populaire de la République d'Indonésie No IV/MPR/1973 concernant les grandes lignes de la politique nationale;

3. La loi No 5/1974 concernant la composition de base du gouvernement local (Journal officiel No 38, 1974, et supplément au Journal officiel No 3037);

AVEC L'ACCORD DE LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS DE LA REPUBLIQUE D'INDONESIE

A DECIDE :

De promulguer la : LOI CONCERNANT L'INTEGRATION OFFICIELLE DU TIMOR ORIENTAL A L'ETAT UNITAIRE DE LA REPUBLIQUE D'INDONESIE ET LA CREATION DE LA PROVINCE DU TIMOR ORIENTAL

Article premier

Le Timor oriental est officiellement intégré à l'Etat unitaire de la République d'Indonésie.

Article 2

La province du Timor oriental est créée; son territoire coïncide avec l'ancien territoire colonial portugais du Timor oriental.

Article 3

Les questions relatives à l'application de la décision mentionnée à l'article 2 feront l'objet d'une législation distincte, compte tenu des conditions actuelles et de l'évolution de la situation au Timor oriental.

Article 4

La présente loi entre en vigueur le jour de sa promulgation.

Afin que chacun puisse en prendre connaissance, la présente loi sera promulguée et publiée dans le Journal officiel de la République d'Indonésie.

Fait à Djakarta
le 17 juillet 1976
Le Président de la République
d'Indonésie,

(Signé) SOEHARTO

Publié à Djakarta
le 17 juillet 1976
Le Ministre/Secrétaire d'Etat

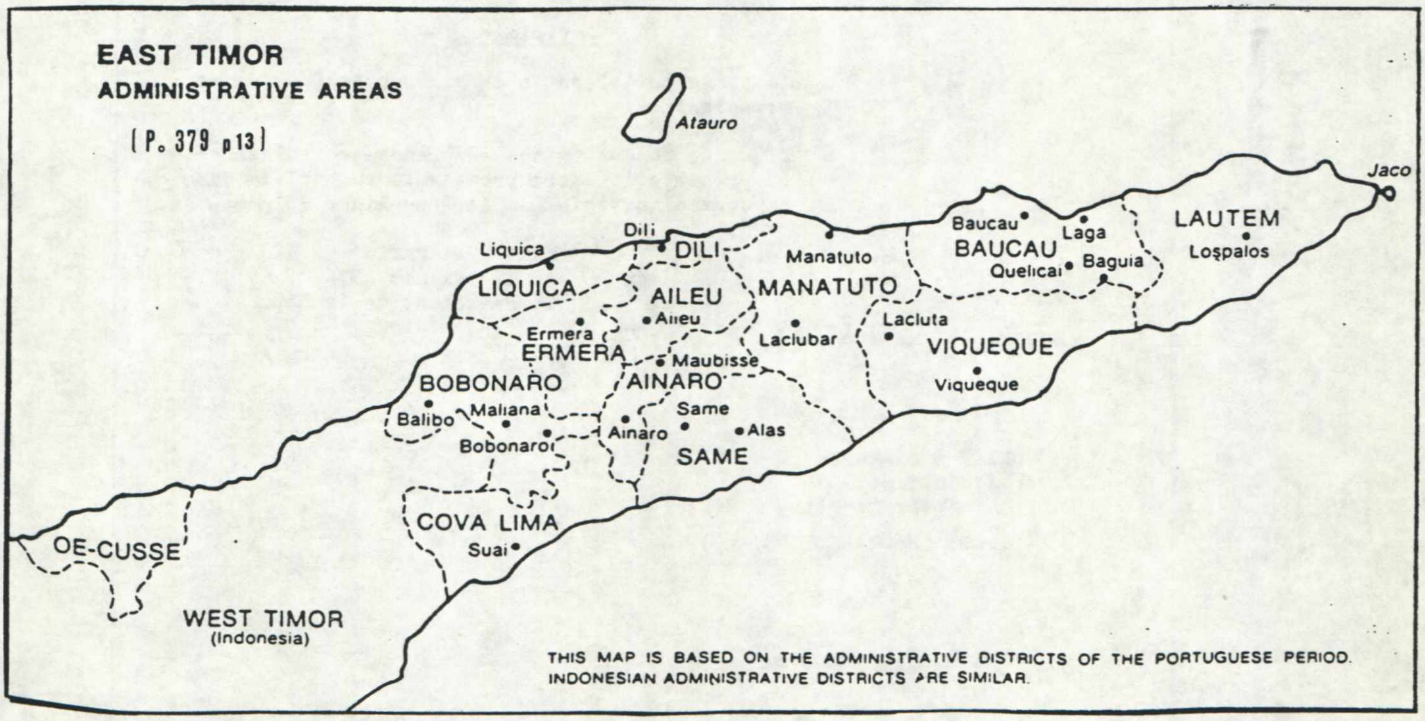
(Signé) (SUDHARMONO S. H.)

[0.86 pp94-95]

Arnaldo dos Reis Araùjo va être nommé Gouverneur et Francisco Lopes da Cruz (UDT) Vice-Gouverneur de la "nouvelle Province" (par les décrets présidentiels N° 92/M et 93/M) alors que les "députés" de l'"Assemblée Représentative Populaire étaient confirmés dans leur fonction et devenaient membres du "Conseil Provincial Représentatif du Peuple" (D.P.R.D - *Dewan Perwakilan Rakyat Daerah -) avec comme Président le Liurais* d'Atsabe Guilherme Maria Goncalves et comme Secrétaire, l'ancien Vice-Président du KOTA (Tomas Dias Ximemes) (décret N°48 et n°49 du Ministère de l'Interieur) (CF P. 358. p139).

La tendance APODETI était très largement majoritaire dans ce premier "Conseil Provincial", ce qui s'explique autant par la loyauté de ce Parti à l'égard de l'Indonésie que par le manque de fiabilité de l'UDT dont nombre de membres avaient fait défection (CF p15). De toute façon, ces institutions vont s'avérer inopérantes dans la mesure où ce sont les militaires dirigés par le Brigadier Général Dading Kalbuadi (Commandant territorial - *Pangluma*) -) et le Colonel Cinaga, surnommé "l'ange noir" par les timorais (CF O.28. p301) qui vont superviser le travail de l'administration timoraise.

Sur le plan administratif, Dili a été conservé comme "capitale" et en conformité avec la loi N°5 régissant les gouvernements régionaux (CF P.359. p139), les 13 *Concelhos* de Timor Oriental sont devenus des *Kabupaten* (district) sous la direction d'un *Bupati*, les 61 *Postos* des *Kecamatan* (subdistrict) dirigé par des *Camat* et les 1 717 *Sucos* des *Desa* (villages) commandés par des *Lurah*.


EAST TIMOR
ADMINISTRATIVE AREAS
[P. 379 p13]
Atauro
Jaco
Dili
Liquica
DILI
Manatuto
Baucau
BAUCAU
Laga
LAUTEM
Lospalos
Quelicai
Baguia
LIQUICA
AILEU
MANATUTO
Aileu
Ermera
ERMERA
Laclubar
Lacluta
VIQUEQUE
Maubisse
BOBONARO
AINARO
Viqueque
Balibo
Maliana
Same
Bobonaro
Ainaro
Alas
SAME
COVA LIMA
Suai
OE-CUSSE
WEST TIMOR
(Indonesia)
THIS MAP IS BASED ON THE ADMINISTRATIVE DISTRICTS OF THE PORTUGUESE PERIOD.
INDONESIAN ADMINISTRATIVE DISTRICTS ARE SIMILAR.

D) LES REFUGIES A TIMOR OUEST

Au cours de la guerre civile des mois d'août et septembre 1975, bon nombre de personnes (majoritairement des membres de l'UDT) vont choisir d'abandonner leurs villages pour traverser la frontière qui sépare les deux "Timor".

Parqués dans des camps de réfugiés où la Croix Rouge internationale n'aura pratiquement pas accès, ils vont suivre en spectateurs impuissants l'évolution politique dans leur pays.

D'abord bien traités par les indonésiens qui espéraient les utiliser et les embrigader au sein du "Mouvement Anti-Communiste", leur situation s'est rapidement dégradée au point qu'ils sont quasiment devenus prisonniers des camps.

Sébastiao Guterres, dont la famille est très engagée au sein de l'UDT (1) a quitté Timor-Est le 3 septembre 1975 après la défaite de son parti et s'est retrouvé avec une vingtaine de milliers d'autres réfugiés aux environs d'Atambua, au Timor indonésien (2).

D'abord soutenu par la Croix Rouge indonésienne et intégré au séminaire de Lalian pour y poursuivre ses études de théologie, Sébastiao raconte qu'après avoir tout tenté pour les convaincre de s'engager dans les bataillons pro-indonésiens, l'administration locale a finalement commencé à se méfier d'eux (contrôles de police et interrogatoire fréquents) avant d'interrompre le travail d'assistance de la Croix Rouge en mai 1976.

A peine un mois plus tard, les vingt séminaristes de Timor Oriental vont même être expulsés du séminaire de Lalian par des soldats en arme qui les ont escortés jusqu'au camp, baillonnette au canon.

Sans ressource, les 20 000 réfugiés ont bien sûr eu les plus grandes difficultés pour trouver du travail (Sébastiao aura la chance d'être engagé comme fossoyeur dans un cimetière chinois) et, alors que seul 1 600 à 2 000 personnes finiront par être autorisées à se rendre au Portugal (essentiellement les anciens fonctionnaires de l'administration coloniale et leurs familles), les autres (pourtant presque tous canditats au départ) vont devoir continuer à vivre dans des conditions de plus en plus épouvantables.

---

(1) : Son frère ainé, le père Apolinario, bien que n'étant pas directement impliqué dans une activité politique a été longtemps Président de la "Communauté des Réfugiés" (proche de l'UDT) et un autre de ses frères, Vincente est actuellement vice-président du parti (CF. p224)

(2) : Les autorités et la Croix Rouge indonésienne ont couramment prétendu que 40 000 personnes avaient trouvé refuge à Timor ouest consécutivement à la guerre civile. Mais les réfugiés et les rares observateurs estiment que ce chiffre ne correspond pas à la réalité. Il s'agirait là d'une manipulation de Djakarta visant à exagérer l'ampleur de la guerre civile.

Forcés par l'occupant à accomplir toute une série de tâches de terrassement sans percevoir de rétributions, ils ont vite perdu toutes leurs valeurs en achetant à des prix très élevés le riz et les médicaments nécessaires à leur survie. N'étant plus autorisés à s'éloigner des camps à partir du début de l'année 1976, la communauté des réfugiés, privée de ses leaders, (pour la plupart rentrés au Portugal), vont subir de plein fouet l'arbitraire indonésien (CF. O.29. p32) et les affres de la famine.

Un membre de l'église de Timor Occidental confiera dans une lettre à un ami australien datée du 6 juin 1977, que 3 000 timorais réfugiés dans le village frontalier de Batugadé *souffraient réellement de malnutrition et de maladie. Nombre d'entre eux étaient déja morts de faim* (BCp. P54. p1).

Officiellement, toutes les personnes réfugiées à Timor ouest étaient sensées avoir regagné leurs foyers dès le printemps de l'année 1976. En effet, la paix étant supposée rétablie, leur maintien dans les camps ne se justifiait plus. Pourtant, de toute évidence, si certains réfugiés de l'UDT avaient pu repartir vers la partie orientale de l'île, de nouvelles populations de la zone frontalière avaient été internées dans ces camps. Ces nouveaux arrivants (entre 5 000 et 15 000 selon les estimations) semblent avoir été chassés de leurs villages par l'armée indonésienne qui craignait qu'ils apportent un soutien logistique au FRETILIN.

Ces nouveaux réfugiés, suspectés de sympathie pour la cause de l'indépendance, vont être purement et simplement considérés comme des détenus et à ce titre ils vont souffrir de l'arbitraire indonésien.

A Lakamaras, par exemple, à la frontière du Timor indonésien, un témoin a rapporté que de nombreuses familles déplacées auraient été froidement abattues par les militaires, après qu'elles aient protesté contre la destruction de leurs abris. Le nombre des victimes de ce drame aurait été très important (CF P.307).

E) LA VIE DANS LES "ZONES LIBRES"

A la fin de l'année 1977, environ 150 000 à 200 000 personnes vivaient dans les zones contrôlées par l'Indonésie alors que de 450 000 à 500 000 autres habitaient dans les montagnes (la population autochtone déja nombreuse dans ce pays essentiellement rural avait dû accueuillir des milliers de réfugiés en provenance ds villes désormais sous contrôle indonésiennes).

Pour le FRETILIN, il s'agissait donc d'organiser la survie et la protection de tout ce monde, c'est à dire; d'une part de superviser la production alimentaire et d'autre part, d'assurer un semblant d'alphabétisation et de système de santé.

Ayant mis en place un réseau de distribution de semences et renforçant un système d'exploitation des terres en coopérative (qui fonctionnait déja depuis octobre 1975), il semble bien que les timorais aient obtenu des récoltes tout à fait conséquentes en 1976 et au début de l'année 1977. Bien que le riz ne pousse que difficilement dans les zones de montagne, le maïs, le manioc et les pommes de terre ont permis d'éviter la famine. D'après deux réfugiés qui faisaient partie de la résistance à l'époque, les groupes armés qui se déplaçaient entre les villages dans les zones "à risque" se nourrissaient de fruits sauvages, de tubercules et du produit de leur chasse, contribuant parfois aux activités agricoles lorsque la pression militaire indonésienne leur en laissait le temps.

Le troc, tradition timoraise bien établie (CF VOL I. p43) a repris ses droits et, pour obtenir du riz, du sucre ou des médicaments, la culture du café a été maintenue. D'après certains responsables locaux aujourd'hui en exil, des échanges avaient parfois lieu dans les zones occupées par les indonésiens avec certains militaires de hauts rangs qui vendaient ensuite le café à Singapour pour leur plus grand profit.

Certains produits comme la poudre à canon ou les médicaments traditionnels ont pu être fabriqués à Lacluta ou dans la région du Mont Matabian (CF O.13. p59), alors que les mécaniciens et artisans étaient mis à contribution pour maintenir les rares véhicules ou les radios en état de marche.

En fait c'est sur le plan de l'alphabétisation que le FRETILIN va accomplir le plus gros effort. Créant de nombreuses écoles (350 selon un rapport de la résistance en date de mai 1978) ; les rares lettrés vont essayer de former un maximum d'instituteurs (250 selon les mêmes sources). Ce travail considérable répondait à un double objectif. Non seulement cela devait être utile aux populations qui apprennaient ainsi à lire, à écrire et à compter, mais cela permettait aux cadres du Front de les mobiliser politiquement.

Sur le plan de l'organisation locale, chaque zone se voyait déléguer des commissaires politiques qui tachaient de faire comprèndre la stratégie menée par le Front et expliquaient le développement de la lutte. D'autres réunions étaient également organisées afin de gérer les problèmes courants. En effet, forcées à vivre une existence nomade à laquelle elles n'étaient pas acclimatées, les populations pouvaient ainsi faire appel aux Commissaires ou à leurs assistants pour discuter de la meilleure façon de parquer le petit bétail, d'organiser les campements, de prévoir les toilettes...

Le père de Rego, religieux portugais plutôt conservateur qui n'a pu être évacué de l'île pendant la guerre civile d'août-septembre 1975, et a été plus ou moins forcé de suivre la résistance pendant près de trois ans, a finalement beaucoup apprécié l'organisation du FRETILIN. Revenu au Portugal à la fin de l'année 1979, il est le premier à avoir décrit la vie dans les "zones libérées" et les difficiles conditions d'érrance des populations :

Immédiatement, dès que nous étions quelque part, le FRETILIN donnait tout de suite des ordres pour qu'on commence à construire des cabanes et que l'on organise tous les aspects de la vie quotidienne. Nous cultivions des champs, nous plantions (même si parfois nous n'avions pas le temps de récolter ce que nous avions planté). On ne souffrait jamais beaucoup de la faim ; on passait parfois un jour avec un seul repas mais on arrivait quand même à s'en tirer. Il y avait toujours des ressources et en plus on transportait beaucoup de choses sur les chevaux ou sur nos dos, puisque dans ces marches, l'alimentation etait le plus important. Les vêtements avaient plus ou moins d'importance mais l'alimentation était ce qui nous accompagnait toujours.

CHAPITRE - II -

SEPTEMBRE 1977 - FEVRIER 1979 : VERS UNE VICTOIRE INDONESIENNE ?

A) DES DIVERGENCES POLITIQUES AU SEIN DU FRETILIN

Le FRETILIN était obligé de défendre les zones les plus densément peuplées encore sous son contôle en y renforçant ses positions. Sa marge de manoeuvre globale y était ainsi limitée et il était très exposé aux attaques frontales des forces indonésiennes. Les pertes en hommes et en matériel étaient telles qu'il lui était difficile d'espérer tenir longtempssans changer de stratégie.

Dans cette période difficile où il était désormais clair qu'une victoire militaire n'était pas concevable, un certain nombre de différends vont opposer les dirigeants du FRETILIN quant à la marche à suivre.

Ce débat interne, déja latent au congrès du Comité Politique du Front tenu à Soibada du 20 mai au 2 juin 1976, va apparaître au grand jour avec la destitution et l'arrestation de Xavier do Amaral le 7 septembre 1977.

Alors que la majorité avait toujours refusé de négocier avec les forces d'occupation (1), le président du Front avait choisi de se désolidariser progressivement du reste de la direction politique (2). Les divergences sont apparues dès l'invasion. En janvier 1976 par exemple, Amaral avait suggéré au Comité Central de faire une demande aux Nations Unies afin qu'elles organisent un référendum d'autodétermination. Cette suggestion avait été *rejettée de façon catégorique*, les principaux dirigeants ayant estimé qu'un tel scrutin allait à l'encontre de *la proclamation unilatérale d'indépendance* (CF 0.55. p5). *Cette divergence d'opinion sur cette question précise est en fait symptomatique du profond malaise idéologique éprouvé par la tendance modérée du FRETILIN face à l'intransigeance de la ligne dure.*

---

(1) : *La position du FRETILIN est que nous ne négocierons jamais (...) le seul langage pour les envahisseurs indonésiens, c'est le langage du fusil (...). Nous forcerons les indonésiens à se retirer de Timor Oriental par les armes, en annulant leurs troupes, en les écrasant sur le champ de bataille. Ils ont une dette de sang à payer au peuple de Timor Oriental.* (P. 420. pp 23-24).

(2) : Déja, à la réunion de Soibada, Amaral ne restera que trois jours sur les quinze prévus et par la suite, il refusera fréquemment de participer aux discussions du "Conseil Suprême".

On ne saura jamais si, comme l'ont affirmé les autres responsables du Parti, Amaral à bien essayé de faire assassiner Nicolau Lobato, Alarico Fernandes et Vincente Sa'he mais toujours est-il que sa position posait un certain nombre de problèmes de fond.

En effet, face au déclin de l'intérêt international suscité par la question timoraise et à l'efficacité croissante de l'armée indonésienne (entraînant la diminution progressive des zones contrôlées par la Résistance), on pouvait s'interroger sur les suites à donner aux opérations, d'autant que le bilan humain s'alourdissait chaque jour davantage.

Adoptant une ligne intransigeante et accordant aux tenants de la ligne dure les postes de responsabilité (Antonio Carvarinho (Mau Lear) devient vice-président et Vincente Reis Sa'he, Commissaire Politique), le Commité Central se radicalise très sensiblement.

C'est également la période où la station de radio du FRETILIN attaquait sans relache *l'imperialisme et ses valets* (CF. O.55. p11) et où les différents leaders utilisaient de plus en plus souvent une réthorique Marxiste que n'auraient pas désavoué les Apparatchiks soviétiques des années 30) (1).

De son côté, Amaral estimait qu'il était préférable de ménager les pays occidentaux pour ne s'en prendre qu'aux indonésiens (CF O.55. p11) mais ce type de position l'exposait aux menaces d'exclusion clairement formulées par le Comité Central pour qui se montrait trop "mou" idéologiquement (2).

Même Nicolau Lobato, le nouveau président, considéré comme un "pragmatique modéré" en 1974-1975 (CF. VOL II. p14) semble avoir changé d'état d'esprit en deux ans de lutte. D'ailleurs, alors qu'aucune rivalité personnelle ne semblait l'opposer à Amaral, il le présentera comme un *saboteur, capitulard, traître à la patrie, esclave loyal de l'expansionnisme javanais, valet de l'impérialisme*... Qui a perpétré *l'acte le plus vil, la manoeuvre la plus honteuse, le crime le plus crapuleux jamais commis par un fils de notre peuple* (O.55. p2).

---

(1) : Il était sans arrêt question d'*exploitation de l'homme par l'homme* de *déviation*, de *centralisme démocratique*, de *lignes de masse révolutionnaires* et on pouvait réapprendre que *ce sont les masses qui font l'histoire* malgré le *complot des impérialistes* dirigé par la CIA qui n'est en fait qu'un *tigre de papier*...
Parallèlement, les orateurs faisaient d'ailleurs montre d'un lyrisme tout à fait étonnant en se montrant diserts sur *les devoirs sacrés, le peuple bien aimé et héroïque, le sang versé généreusement, la cause sublime etc*...

(2) : *Tous ceux qui par leur pratique montrent des tendances conservatrices (...) sont des réactionnaires et en tant que tels finiront par capituler et trahir* (O. 55. p 2).

L'acharnement avec lequel do Amaral sera accusé de tous les maux et detoutes les turpitudes (1) nous semble assez révélateur du malaise qui agitait la direction du Front. D'ailleurs, Amaral n'a pas été le seul à faire défection, avec lui Arsenio Ramos Horta (le frère de José), Mario Bonnifacio do Rego (secrétaire du comité régional de Manatuto) et plusieurs membres des comités régionaux ont été destitués et emprisonnés.

Finalement, Xavier do Amaral, détenu par le FRETILIN, sera capturé par les troupes indonésiennes lors d'une attaque menée aux environs de Viqueque (sur la côte Sud) mais contrairement à la plupart des dirigeants du Front il ne sera pas abattu (CF p36) mais transféré à Bali où il sera placé en semi-détention dans la maison du Brigadier-Général Dading Kalbuadi avec un statut d'employé de maison.

L'épisode de l'exclusion de Xavier Amaral clos, le Comité Central du Parti allait devoir s'entendre sur la stratégie militaire à mettre en oeuvre.

---

(1) : Il aurait :
- *Fomenté et protégé le féodalisme* (O.55. p4).
- *Lancé une forte campagne pour discréditer tous les membres du Comité Central qui ont critiqué ses buts et sa conduite* (ibid p5).
- *Protégé tous les féodaux et les mégalomanes, les séduisant et les utilisant comme chevaux de bataille* (ibidem).
- *Volé des semences* destinées aux coopératives (ibid p8).
- *Fait manier le couteau par les mains de ses agents qui assassinaient (...) en dressant des embuscades* (ibid p8).
- *Toujours crée plus de confusion que de clarifications avec ses dicours ambigüs, contradictoires et stupides (ibid p9).*
- *Donné des codes à l'ennemi (ce qui lui aurait permis) de découvrir plusieurs tactiques du FRETILIN* (ibid p11)...

De surcroît, Xavier aurait été *polygame* et *dans tous les Sucos, dans ses fiefs féodaux où il passait, il avait des femmes à sa disposition avec qui il passait la nuit dans le style des administrateurs coloniaux ou des grands et petits seigneurs féodaux. Les femmes et le sexe devinrent une réèlle obsession pour Xavier do Amaral. Selon la déclaration d'une bi-bère (une camarade) poursuivie par Xavier do Amaral, celui-ci lui aurait révélé que son problème principal n'était pas la guerre mais le sexe* (ibid p 6).

Pour ce faire, comme le signalent Carmel Budiardjo et Liem Soei Liong, la forte proportion d'anciens soldats de l'armée coloniale portugaise au sein du mouvement a été à l'origine de frictions importantes (CF. O.13. p62).

En effet, alors que le FRETILIN considérait que la ligne politique devait prendre le pas sur la stratégie militaire, les soldats professionnels étaient plutôt entraînés dans l'esprit de l'*apartidarismo* (maintenir l'armée séparée de la vie politique). Ils rechignaient donc à armer des milices civiles très politisées alors que fusils et munitions commençaient à manquer sérieusement.

De surcroît, en août 1977, l'attaque par les troupes indonésiennes du Quartier Général du FRETILIN située entre Laclubar et Lacluta avait poussé le Front à abandonner le système de commandement centralisé en vigueur jusqu'alors. Aussi, la coordination entre les différentes régions militaires allait bientôt laisser quelque peu à désirer. D'autant que les clivages ethniques commençaient à réapparaître (1).

Les attaques de l'ennemi étaient de plus en plus gérées localement sans que puisse s'articuler une stratégie globale et, plus grave encore, l'organisation clandestine dans les zones occupées se relâchait progressivement, si bien que le Front commençait à perdre le contact avec les populations urbaines.

---

(1) : Les allusions au "féodalisme" reviennent très fréquemment dans le discours de Nicolau Lobato qui consacre la destitution d'Amaral. Il est également souvent fait référence aux "pratiques traditionnelles obscurantistes et aux divisions parmi les differents groupes ethniques (CF O.55).

B) LA CAMPAGNE D'ENCERCLEMENT ET D'ANNIHILATION.

Trois offensives indonésiennes majeures vont se dérouler entre septembre 1977 et mars 1979. Baptisées "Encerclement et Annihilation", elles vont avoir pour but de forcer les populations à descendre des montagnes où elles étaient réfugiées, de manière à couper la guérilla de son soutien logistique.

Pour ce faire, l'armée indonésienne, équipée de ses deux bombadiers et de cinq tout nouveaux avions *OV10 Bronco* anti-guerilla (CF. B.Cp. P.255) et *Nomads* (CF O.28. p 312) va mener une politique de bombardements massifs afin de détruire les espaces cultivés et les réserves alimentaires (opérations *recherche et destruction*).

De même, les raids d'infanterie visant à raser les villages et à brûler les champs de maïs et les arbres fruitiers vont se multiplier.

David Watts, journaliste du *Times* de Londres qui a pu visiter l'île sous bonne escorte à la fin de l'année 1979, remarquait encore dans certaines régions les trâces laissées par le Napalm et les bombes incendiaires, notamment dans le nord-ouest et aux environs de Viqueque où dans certaines vallées, tous les champs avaient été dévastés et les villages rasés (CF. *The Times* du 28 décembre 1979).

1) DELOGER LE FRETILIN...

L'opération va commencer le long de la frontière entre les deux "Timor" du côté de Liquica, Bobonaro et Maliana, afin de repousser le Front vers l'est. Le journaliste français Denis Reichle parvenu à rentrer clandestinement dans le territoire, à évalué à 38 000 le nombre de soldats de l'ABRI engagés dans l'opération (ce qui représentait un peu plus de 10 % des effectifs militaires indonésiens de l'époque) (CF. *Melbourne Age* du 8 octobre 1977). Cette information a été corroborée par le groupe des Affaires Etrangères du Parlement australien dans un rapport rendu public le 8 mars 1979 (CF. P.416. p4) et diverses sources officielles australiennes (CF. P.237).

Par ailleurs, outre l'aviation, la marine et les divisions équipées de blindés lançaient toutes leurs forces dans la bataille sans même respecter la trève traditionnellement obsevée pendant la saison des pluies (à partir de novembre (CF. VOL I. p12)) (1).

---

(1) : En cette saison, l'ensemble du réseau routier laissé par les portugais (CF VOL I pp 154-155) était pratiquement impraticable.

Pendant les trois premiers mois, le FRETILIN est parvenu à réaliser quelques coups d'éclat, neutralisant notamment la garnison cantonnée dans le village de Tapo à dix kilomètres de la frontière et se saisissant ainsi d'un important stock d'armes et de munitions. Mais ayant dû supporter quelques revers dans le nord-ouest, il va bientôt devoir amorcer un lent repli vers le sud et l'est. Il entraînera dans son sillage les populations qui subissaient d'incessants bombardements et dont les réserves alimentaires commençaient à s'épuiser.

D'ailleurs, c'est à cette époque que le Front va commencer à conseiller aux populations civiles de se rendre aux indonésiens. Ne pouvant plus assurer leur sécurité militaire et alimentaire, il va quelquefois devoir choisir de privilégier sa mobilité au détriment de ses anciens impératifs de contrôle territorial.

Une lettre envoyée par un prêtre de Dili à deux soeurs dominiquaines portugaises en novembre 1977 rend bien compte de l'extrême intensité des combats et de la misère humaine qui les accompagnaient.

Ce document dont nous citons ici un extraits est l'un des rares à avoir pu sortir du territoire pendant cette période :

... Depuis fin septembre (1977), la guerre s'est encore intensifiée. Les bombardements durent du matin au soir. Des centaines d'êtres humains meurent tous les jours et leurs corps sont laissés en pâture aux oiseaux charognards (si ce ne sont pas les balles qui vous tuent ce sont les épidémies). Certains villages ont été completement détruits et certaines tribues décimées (...) La barbarie (compréhensible au moyen âge et justifiable à l'âge de la pierre), la cruauté, les pillages, les destructions inqualifiables que connaît Timor, les exécutions sans raison, en un mot l'"enfer organisé" a profondément pris racine à Timor.

L'insécurité est complète et la terreur de l'emprisonnement arbitraire est notre pain quotidien (je suis maintenant sur la liste des "Personata non grata" et je peux disparaître à n'importe quel moment).

(...) Le groupe de village dans lequel je vivais a été complètement détruit il n'y a plus âme qui vive là-bas (...) on ne voit personne d'autre que des soldats indonésiens et des chinois dans les rues de Dili. Il ne reste que très peu de timorais, ils sont réfugiés dans des forêts, morts ou en prison
(CF. P.416. p 4 et O.28. p313).

En terme de conquête territoriale, les résultats de cette première opération ont été une fois encore assez peu convaincants pour les Forces de l'ABRI même si leur main-mise sur la zone nord-ouest s'est indéniablement renforcée. Aussi, au début de la saison sèche, en mai 1978, elles vont devoir lancer une nouvelle offensive pour accelérer leur progression.

2) L'OPERATION *SKYLIGHT*

Le Général Yusuf, nouveau Ministre de la Défense et Commandant en chef des forces armées indonésiennes va prendre personnellement le commandement de cette nouvelle opération.

Ce militaire, plus modéré que le Major-Général Benny Murdani et le Brigadier-Général Dading Kalbuadi avait mené une entreprise militaire victorieuse contre la rébéllion de Kahar Muzakkar à Sulawesi-Sud au début des années 60 ; aussi le Président Suharto pouvait-il éspérer des résultats probants.

Afin de soutenir au mieux le Général Yusuf dans sa tâche, Djakarta va également négocier l'achat de nouvelles armes sophistiquées auprès de ses pourvoyeurs habituels.

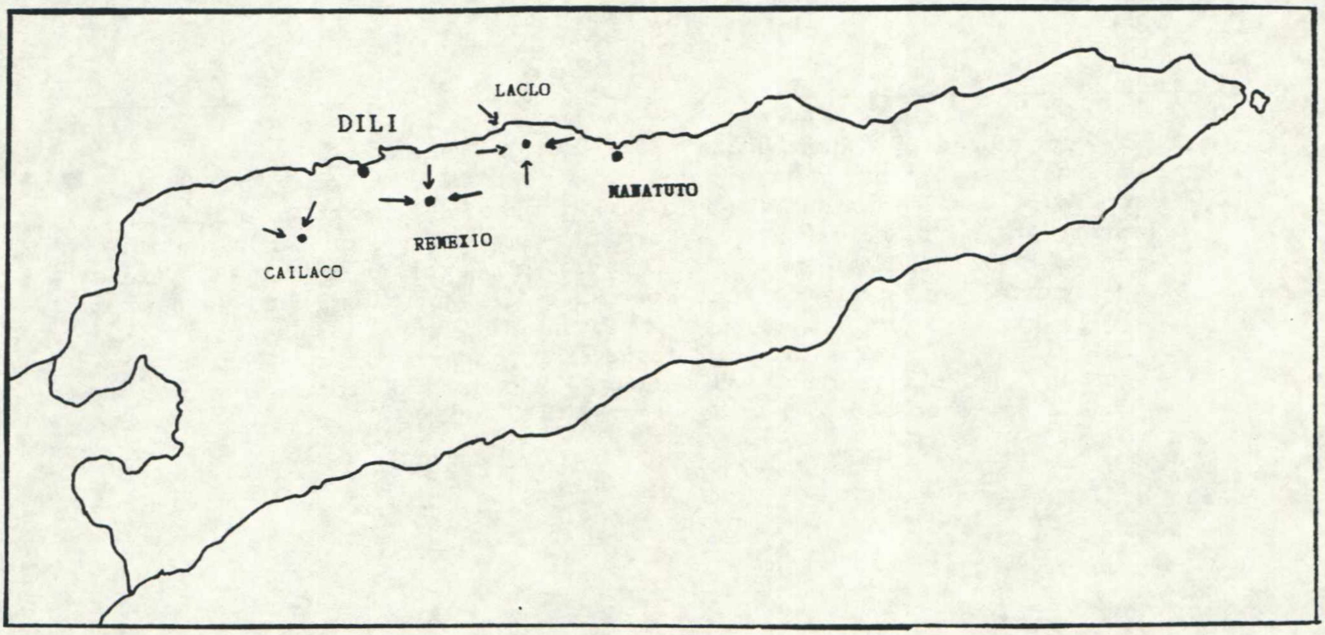
Un accord sera signé en avril 1978 avec *British Aerospace* pour l'achat de 8 avions *Hawk* équipés de missiles Air/Sol et, deux mois plus tard, le Vice-Président américain Walter Mondale venait conclure à Djakarta la vente de 16 avions *A4 Skyhawk*, des appareils adéquats pour les missions anti-guerilla et la diffusion de bombes incendiaires. Ces appareils avaient été hautement dommageables pour les populations civiles lors de leur utilisation au cours de la guerre du Viêt-Nam (CF. O.13. p30).

De son côté, l'Australie va livrer 12 hélicoptères *Bell Sioux* ainsi que 6 nouveaux avions *Nomades* du même type que ceux utilisés l'année précédente pour localiser les unités de la guerilla (CF. *Melbourne Age* du 29 avril 1977).

Pour accelerer la progression indonésienne sur le terrain, l'Etat-Major de l'ABRI va dépécher une nouvelle division (15 000 hommes) qui va bientôt prendre position dans le territoire et plus spécialement dans les environs de la capitale.

Les villages de Railaco (vingt kilomètres au Sud-Ouest de Dili), de Remexio à (quinze kilomètres au Sud-Est)et de Laclo (à vingt kilomètres à l'Est sur la route qui mène à Manatuto sur la côte nord) étaient toujours plus ou moins contrôlés par le FRETILIN. Il devenait urgent de pacifier la zone à l'approche de la visite du Président Suharto dans l'île.

Les 2 000 habitants de Remexio vont subir des bombardements aéronavals particulièrement massifs avant que les chars ne s'approchent pour les encercler et finalement parvenir à en déloger le FRETILIN (B.Cp P.68. p1).



Finalement, la visite présidentielle aura bien lieu entre le 16 et le 17 juillet 1978 et le Général Suharto pourra se rendre compte par lui-même de l'étendue de la résistance.

Initialement prévue pour marquer la pacification complète du territoire aux yeux de la Communauté Internationale, ce voyage semble avoir été considérablement écourté (moins de 24 heures au total). Les journalistes qui ont accompagné le Président dans son déplacement n'ont pas été autorisés à quitter Dili alors qu'il était prévu qu'ils le suivent à Maliana. Tous ont décrit l'extrême nervosité des troupes indonésiennes, probablement accrue par les efforts fournis par la Résistance pendant ces deux jours pour se rapprocher de Dili.

Après le retour de Suharto à Java, alors que jusque là, les autorités indonésiennes s'étaient montrées extrêmement peu locaces, niant à l'occasion la poursuite de la guerre, des officiers supérieurs vont aller jusqu'à reconnaître devant les micros d'un journaliste occidental que *de violents combats se poursuivent près de Dili* (CF. B.Cp. P.252) et le Président Suharto lui-même, dans une communication adressée à l'"Assemblé Provinciale" signalait que *le plus urgent était de rétablir la paix et l'ordre* (ibidem).

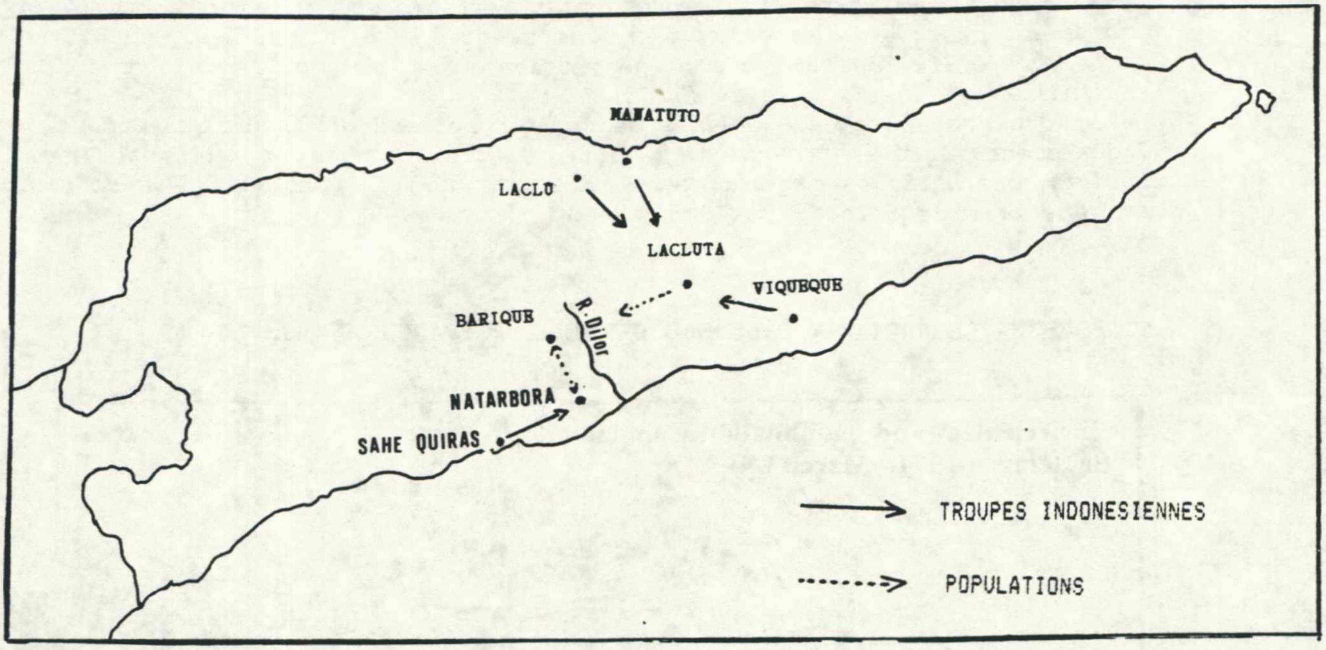
D'ailleurs, presque simultanément, le président de l'"Assemblé Provinciale", Guilherme Goncalves déclarait dans une interview à l'hebdomadaire indonésien *Tempo* que Timor n'était pas encore prêt à participer au plan de développement indonésien Repelita IV, reconnaissant que *pour l'instant, les gens ne peuvent travailler que dans les endroits où notre armée a concentré ses forces comme Dili, Same ou Maliana* (CF. Far Eastern Economic Review du 5 septembre 1978).

Malgré la pression militaire et la faim qui commençait à se faire sentir dans les régions dévastées par les bombardements, le FRETILIN, très affaibli, continuait à résister. Jusqu'en septembre 1978, la perte des villes et des villages ne l'empêchait pas de poursuivre ses attaques dans la grande banlieue de Dili (1).

Mais parallèlement, la ville de Lacluta, l'un des derniers "bastion urbain" du Front dans le centre du territoire était désormais dans une position critique et n'allait pas tarder à tomber.

---

(1) : En septembre 1978, quatre australiens ayant endommagé leur plaisancier de onze mètres dans le détroit d'Ombai-Wetar, ont décidé de faire escale dans le port le plus proche. A son retour à Darwin le propriétaire du bateau, Mr Hayward et son équipage qui croyaient que *la guerre était finie au Timor Oriental* ont expliqué qu'ils ne s'étaient pas méfiés lorsqu'ils se sont aperçus qu'ils entraient dans le port de Dili. Mais ils ont entendu des explosions et la ville ressemblait à une grosse et active base militaire. Aux journalistes qui les interrogeaient, ils ont répondu avoir quitté l'île *sans douter un instant que Dili était encore une zone de guerre* (CF. B.Cp. P.36).



D'après le père Leoneto de Rego qui est resté un an et demi dans la ville, les garnisons indonésiennes de Manatuto, Laclo et Viqueque ont convergé pour encercler la zone (CF. P.414. p4). Une "foule immense" dont il n'est pas arrivé à mesurer précisément l'ampleur a alors fuit vers Barique en suivant le cours de la rivière Dilor :

Nous sommes venus nous concentrer à Natarbora avec les indonésiens toujours derrière nous. Le FRETILIN à réussi à empêcher leur avancée. Alors les indonésiens sont venus avec d'autres forces par la côte sud, du côté de Sahe Quiras. A ce moment-là, les choses sont devenues plus difficiles pour nous puisque le FRETILIN ne pouvait plus tenir le coup et il y avait plusieurs unités indonésiennes ici, là et partout. Nous avons tout de même réussi à passer à l'ouest en traversant le cercle des indonésiens et nous sommes revenus encore une fois à Barique. Dans cette région se trouvaient encore beaucoup de champs que les indonésiens n'avaient pas réussi à dévaster au cours de leur poursuite. Nous y sommes restés environ un mois jusqu'à ce qu'ils attaquent encore une fois nos villages, ce qui nous a obligé à retourner dans la jungle de Barique.

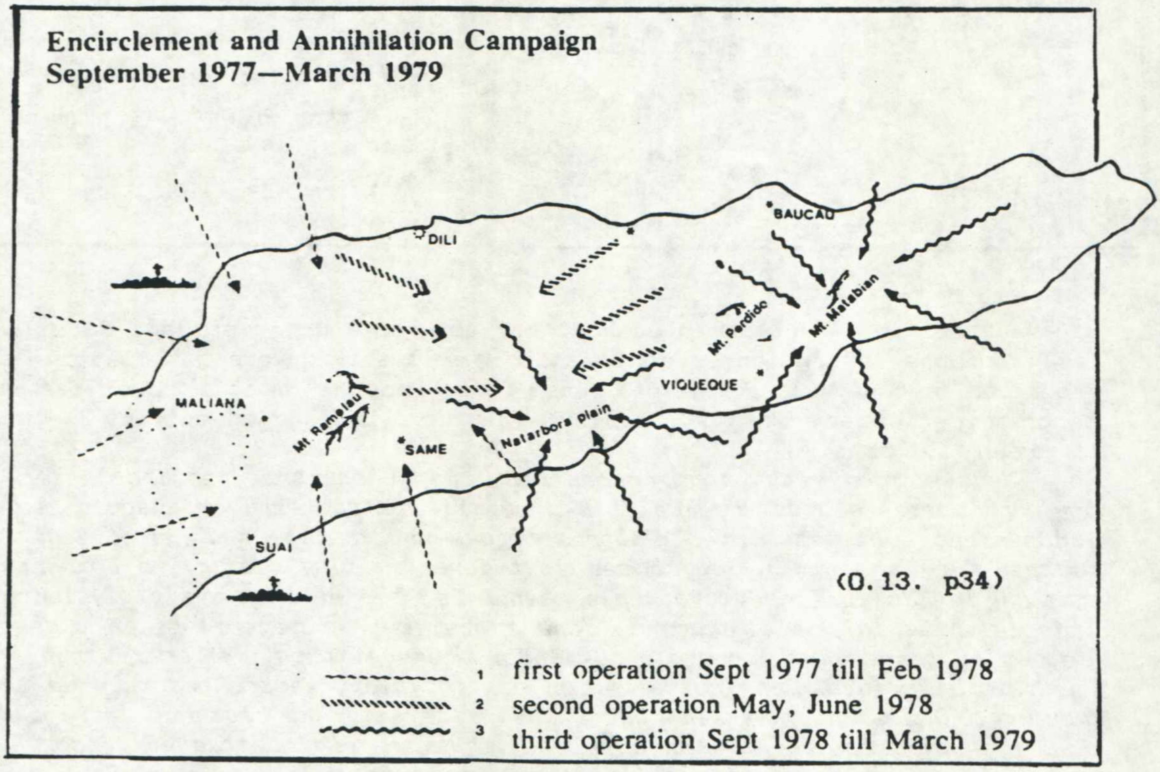
Ensuite, les indonésiens ont commencé à resserrer le cercle pendant que les FALINTIL leur faisaient face et retardaient leur avance au prix de multiples difficultés puisque les indonésiens attaquaient sur plusieurs fronts depuis la zone longeant la frontière jusqu'à la pointe Orientale.

Nous étions donc en 1978 et beaucoup d'autres soldats étaient arrivés, qui venaient de Java. Nous avons alors décidé de changer de lieu ; bien sûr, ce furent les forces du FRETILIN qui décidèrent cela puisque nous, nous ne voyions pas les soldats indonésiens auxquels le FRETILIN faisait face.

La zone était très riche sur le plan agricole et comme les cultures se trouvaient presque intactes, nous avions de quoi nous ravitailler. En effet, cette zone était appelée "la zone de soutien" car c'est de là que venait tout le ravitaillement des troupes du FRETILIN.

Nous avons donc été obligés de quitter cet endroit quand les troupes indonésiennes qui se trouvaient à Viqueque et qui avaient aussi avancé vers Lacluta, ont attaqué nos villages. Nous avons dû fuir vers la jungle de Barique et même près de Soibada. (ibidem).

3) POUSSER LE FRETILIN DANS SES DERNIERS RETRANCHEMENTS...



Encirclement and Annihilation Campaign September 1977—March 1979

DILI
BAUCAU
Mt. Matabian
Mt. Perdido
VIQUEQUE
MALIANA
Mt Ramelau
SAME
Natarbora plain
SUAI
1 first operation Sept 1977 till Feb 1978
2 second operation May, June 1978
3 third operation Sept 1978 till March 1979

(O. 13. p34)

C'est au sud-est de Baucau, aux alentours du Mont Matabian et sur la côte sud, dans la plaine de Natarbora que les forces de l'ABRI vont porter l'estocade aux troupes du FRETILIN. En effet, c'est là que les populations s'étaient dirigées pour échapper aux troupes indonésiennes (on évalue à respectivement environ 30 000 et 60 000 le nombre de personnes réfugiées dans ces deux sites) (CF. O.13. p32).

A Natarbora, les troupes du FALINTIL étaient commandées par Mau Lear (Carvarinho) et Vincente Sa'he, alors que sur le Mont, c'est le Commandant Xanana Gusmao qui supervisait les opérations de défense.

Malgré leurs efforts, les dernières bases tomberont fin novembre après deux mois de bombardements massifs et sous les assauts répétés de plus de 10 000 soldats indonésiens.

Le FRETILIN, déja démoralisé par la progression indonésienne et la disparition de nombre de ses unités, va subir de plein fouet la défèction de l'un des membres les plus eminents du Comité Central, Alarico Fernandez.

Bien que les circonstances exactes de sa reddition restent peu claires, on sait que l'ancien "Ministre de l'Information et de la Sécurité Nationale" de l'éphémère "République Démocratique de Timor Oriental" a annoncé lui-même sa décision au début du mois de décembre 1978 (1).

Tout juste un an après l'arrestation de Xavier do Amaral, ce sont à peu près les mêmes raisons qui ont poussé Fernandez à se rendre. Estimant la cause perdue sur le plan militaire et ne voyant pas arriver l'aide des pays de l'est qu'il escomptait (CF. O.13. p61), il a préféré la voie de la négociation avec l'Indonésie, allant même jusqu'à entrer clandestinement en contact avec les responsables locaux de l'ABRI.

Sa disparition a été extrêmement préjudiciable à la Résistance pour au moins deux raisons : non seuleument il est parvenu à entraîner avec lui de nombreux Commissaires Politiques et leaders locaux qui se sont rendus avec armes et combattants mais en plus, en livrant à l'ennemi le matériel necessaire aux émmissions radiophoniques du FRETILIN, il coupait ce dernier du monde extérieur.

C'est toujours lui qui, depuis le début de l'invasion organisait les émissions pendant quelques heures, chaque mercredi, vendredi et dimanche. Les messages, musiques, et nouvelles du front diffusées aussi bien en tetum, qu'en portugais, en anglais, ou en indonésien étaient ainsi audibles sur la côte nord de l'Australie (CF. B.Cp. P.40) mais également à Dili, malgré le brouillage provoqué par les Autorités indonésiennes.

Par ailleurs Fernandez s'occupait également des liaisons radios avec les responsables du Front à l'extérieur (José Ramos Horta, Rogerio Lobato et Mari Alkatiri notamment).

Le FRETILIN avait désormais virtuellement perdu la guerre mais dans certaines régions, si les villages étaient indonésiens, les forêts et les montagnes pouvaient s'avérer propices au maintien d'une guerilla mais malheureusement pour le Front, un dernier évènement va achever de le destructurer :

Le 31 décembre 1978, 2 500 commandos d'élite indonésiens, commandés par le Lieutenant Prabowo (futur gendre de Suharto), et peut-être aidé par des informations communiquées par Alarico Fernandez vont encercler le groupe de Nicolau Lobato basé aux environs de Maubisse. L'opération, commencée à 5 heures 45 du matin va durer plusieurs heures jusqu'à ce que les troupes de l'ABRI soient confrontées directement au Président du FRETILIN.

---

(1) : Après avoir été maintenu en détention quelques temps à Dili, Fernandez sera transféré dans l'île de Sumba, alors que, tous ceux qui s'étaient rendus avec lui ont été executés (CF. O.13. p36).

Après un bref échange de coups de feu, ce dernier a été touché à la jambe et à l'estomac, avant de mourir des suites de ses blessures dans l'hélicoptère militaire qui tentait de le ramener à l'hôpital de Dili.

Le général Yusuf, apprenant la nouvelle s'est immédiatement rendu à Dili où il s'est triomphalement fait photographier aux côtés du corps de Lobato. Aussitôt après, il allait déclarer lors d'une Conférence de presse que les "forces rebelles" à Timor-Est avaient cessé d'exister. Le Général Suharto a adressé un télégramme de félicitation à son armée et le lieutenant Prabowo a été promu capitaine.

Les indonésiens avaient quelques raisons de se réjouir. En effet, Nicolau Lobato était devenu au fil des mois une véritable légende vivante à Timor- Est. Avec sa mort, c'était l'espoir de la victoire, encore entretenu par de nombreux timorais qui s'envolait. Jusque là, il avait survécu à tous les bombardements et à tous les assauts et un peu partout, il semble que se soit développé le mythe de son invulnérabilité (CF O. 28. p 317). Sur le terrain, Lobato était bel et bien l'âme de la Résistance, et en dehors des leaders du Front qui avaient quitté Timor juste avant l'invasion, tous les membres de se que l'on pourrait appeler la "direction historique de l'ASDT/FRETILIN" avaient été tués ou s'étaient rendus.

La mort du Vice-Président Antonio Carvarinho (Mau Lear), également tué dans une embuscade aux alentours du 2 février va achever le travail commencé trois ans plus tôt et seuls quelques groupes isolés des régions d'Ermera, Liquica, Aileu et Dili continuaient à entretenir la Résistance armée alors qu'un très petit nombre d'unités plus étoffés continuaient la lutte dans la pointe-est de l'île.

CHAPITRE - III -

TIMOR-EST ENTRE LES MAINS DES INDONESIENS

A) PAS DE PRISONNIERS...

La campagne d'*Encerclement et Annihilation* avait commencé le 17 août 1977 (jour anniversaire de l'indépendance indonésienne) par un discour très médiatisé du président Suharto. Il appelait les militants du FRETILIN à se rendre, tout en leur promettant une amnistie générale. Cette offre sera souvent réitérée par la suite.

Pourtant, entre la fin de l'année 1976 et décembre 1978, rares sont les responsables du Front qui ont survecu à leur reddition, soit qu'ils aient été executés sur les lieux mêmes des affrontements, soit qu'ils aient disparu par la suite.

Amnesty International constate par exemple que presque tous les ministres de la République Démocratique de Timor Oriental ont connu le même sort (CF. O.2. p 31) (1), d'ailleurs sur les 67 membres que comptait le Comité Central du Front en 1975, il ne restait que 9 survivants en 1989.

Même certains de ceux qui après leur réddition avaient consenti à servir d'instrument à la propagande indonésienne (Léopold Joaquim notamment) allaient "disparaître mystérieusement". D'ailleurs, même pour ceux qui n'appartenaient pas aux instances dirigeantes du front, la survie était loin d'être garantie. *Amnesty International* parle d'*"executions systématiques" et de "disparitions" des gens qui se sont rendus ou ont été capturés par les forces indonésiennes* (ibid p 29).

"Des centaines" de timorais auraient ainsi été executés entre mars et mai 1979, consécutivement aux victoires militaires indonésiennes de la fin de l'année 78. C'est le colonel Iswanto qui semble avoir supervisé toutes ces opérations de nettoyage", sévissant plus particulièrement dans les régions de Lospalos, de Quelicai de Viqueque et d'Ossu ainsi qu'au voisinage du mont Matebian.

---

(1) : sont portés disparus : d'Antonio Duarte Carvarinho (Ministre de la Justice) ; Amis Basarewan Bin Umar (Ministre de l'Education et de la Culture) ; Juvenal Maria de Fatima Iniacio (Ministre des Finances) ; Ermeneglido Alves (Vice-Ministre de la Défence Nationale) ; Eduardo do Anjos (Ministre des Communications et des Transports) ; Domingos da Costa Ribeira (Vice-Ministre des Communications et des Transports) ; Ainsi que Maria do Ceu Pereira Carvarniho, Dulce Maria da Cruz, Sebastiao Monatalvao, Afonco Redentor de Araujo, Leopold Joaquim, Inacio da fonseca, Oscar Leopoldino de Araujo... tous membres du Comité Central du Front. Certains ont été brulé vifs après avoir été torturés (c'est le cas d'Antonio Carvarinho), d'autres ont été torturés à mort, (Inacio da Fonseca), d'autres encore ont été emmenés en hélicoptère et jetés dans le vide (Juvenal de Fatima Inacio) mais la plupart ont tout simplement "disparu" (CF. P.356. pp14-15).

La liste des personnes disparues dans ces conditions fournie par *Amnesty International*, bien que comportant déja plus de 300 noms ne semble fournir qu'un faible aperçu des exécutions sommaires perpétrées ; la plupart d'entre elles ayant eu lieu sans témoin et sans que les familles souvent très modestes ne puissent s'en plaindre à qui que ce soit.

B) LA POLITIQUE DES CAMPS (*Daerah Pemukiman Baru*) : L'EXTERMINATION PAR LA FAMINE.

Afin d'isoler les FALINTIL de leur soutien populaire (ou *séparer le peuple des terroristes* selon l'expression employée par un député indonésien (CF. P. 50.)), les populations qui se sont rendues aux indonésiens entre septembre 1977 et fin 1979 ont été parquées dans des camps retranchés, situés dans les plaines côtières.

Aux villes, souvent difficiles à contrôler étaient ainsi préférés des ensembles de baraquements provisoires, rapidement construits, souvent entourés de barbelés et de miradors. Dans ces camps, aux nombres d'environ 150, on estime que de 150 000 à 300 000 personnes ont été internées entre 1976 et 1979 (1).

Au fond, ces camps étaient assez comparables dans leurs fonctions aux "villages stratégiques" installés au Sud Viêt-Nam quelques années plus tôt mais, pour justifier cette politique de déplacement et de réinstallation forcée, l'administration indonésienne préférera mettre en avant de pseudo raisons économiques et sociales :

L'administration coloniale portugaise avait laissé de nombreuses zones montagneuses et isolées dans un état d'abandon. Il n'y avait pratiquement aucune politique pour structurer ces établissements humains éparpillés. De ce fait, il était extrèmement difficile de les faire bénéficier des services du bien être social.

Dans le cadre de ces efforts pour modifier l'ancienne structure de ces établissements humains, le gouvenement a lancé une politique visant à susciter un changement graduel dans leur mode de vie, notamment pour ceux qui étaient installés dans les zones montagneuses où ils n'étaient pas sédentaires. La politique de réinstallation de la population est étroitement liée au programme d'augmentation de la production alimentaire, à travers le réajustement de la répartition démographique. (CF. B.Cp. O.23. p153).

---

(1) : "L'agence américaine pour le développement international" donne le chiffre de 300 000 (CF. Situation Report N° 1, du 19 octobre 1979. East Timor, Indonesia - displaced persons) mais un autre observateur, le diplomate australien D. J. Richardson précisait qu'à son avis, certaines personnes recensées ayant été déplacées plus d'une fois, on devait minorer cette évaluation (CF. *report submitted to australian senate committee-hearings on East Timor* septembre 1982).

En 1982, tout en reconnaissant que les camps *permettaient d'exercer un meilleur contrôle sur les populations*, le colonel Kalangie, responsable indonésien de la "sécurité" à Timor-Est renchérissait en signalant qu'ils étaient bien utiles pour *fournir de la nourriture, une aide médicale, l'éducation et d'autres agréments* (CF. P. 332).

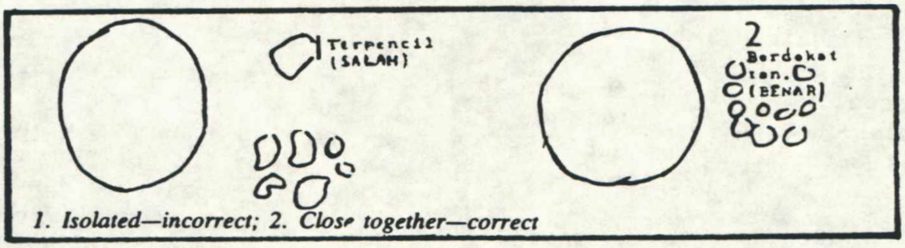
En fait la réalité était tout autre et cette présentation idyllique des camps est tout à fait abjecte si l'on pense à la somme de misère humaine que la politique de regroupement a engendrée.

Non seuleument les conditions de vie y étaient misérables sur le plan médical, scolaire et psychologique (les gens étaient fréquemment séparés de leur famille dont ils ignoraient même si elles avaient survecu), mais beaucoup plus grâve encore, les prisonniers n'étaient pas autorisés à s'éloigner de plus de quelques centaines de mètres du périmètre déterminé, ce qui les empêchait de mettre suffisamment de terre en culture pour assurer leur subsistance.

L'un des manuels d'instruction destiné aux responsables militaires indonésiens locaux et intercepté par la résistance en 1982 stipule d'ailleurs que :

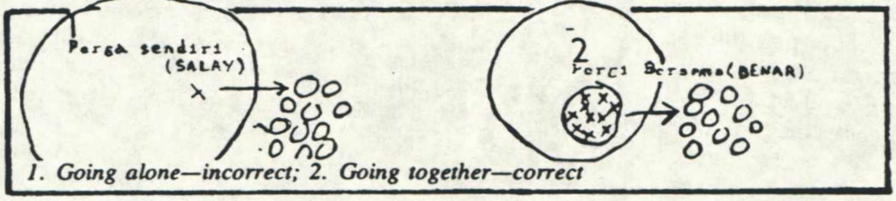
A- il ne doit pas y avoir de jardins ou de champs localisés loin des villages de regroupement.

B- aucun jardin ou champ sans exeption ne doit être isolé (1)
(Doc. N° 5 - CF. O. 13. p 219).



1. Isolated—incorrect; 2. Close together—correct

c. When people go to their gardens or fields, no-one should go alone; they should go and return together.



1. Going alone—incorrect; 2. Going together—correct

---

(1) : Les experts de l'indonésie sollicités par *Amnesty International* pour examiner ces documents ont considéré qu'ils étaient authentiques car ils utilisent la terminologie militaire généralement en vigueur, des diagrammes, un format et un style identifiables et ils sont introduits par des tampons officiels (CF. O.2. pp11-12).

Ces instructions, anodines à priori, prennent tout leur sens lorsque l'on sait que les camps, localisés en fonction d'impératifs stratégiques pouvaient être situés sur des sols déja très érodés ou beaucoup trop salins (D. Jenkins in *Far Eastern Economic Review* du 6 août 1982) ou dans des zones côtières infectées par la malaria (CF. O.2. p69).

Donald E. Weatherbee, un chercheur américain plutôt favorable à l'intégration (CF. P. 213. notamment) remarquait à l'issue d'une visite aux environs de Quelicai, en 1980, à quel point la situation pouvait être difficile pour les paysans "replacés" alors qu'*il n'y avait pas d'engrais, que les rongeurs détruisaient un pourcentage substantiel des cultures dans les champs et qu'il n'y avait pas de circuit régulier d'alimentation d'eau* (CF. Weatherbee : *The situation in East Timor. Institute of International Studies*, University of South Carolina, 1980, p 21). Si l'on ajoute que le bétail nécessaire à certains travaux agricoles (pietinement, transport, moins souvent travaux de bât) avaient disparu, victimes de l'opération *Encerclement et Annihilation* (CF p 19), Weatherbee peut effectivement conclure que *les terres cultivées ne pouvaient suffire pour ravitailler les populations, alors qu'il ne leur était pas autorisé de s'éloigner ou de mettre en culture de nouveaux champs* (ibidem).

Les terres les plus fertiles vont être partout laissées à l'abandon (CF. P.379. p15) et la plupart des paysans n'arriveront pas à produire plus que l'équivalent de 75 kilos de maïs dans l'année (lorsque ce n'était pas seulement 50 (ibidem)).

En 1979-80, Timor va donc connaître le taux de mortalité le plus épouvantable de son histoire, les populations privées de nourriture et de moyens d'en obtenir ayant subi à la fois la famine et les épidémies qui l'accompagnent généralement.

Les premiers membres des organisations humanitaires à se rendre sur place seront interloqués par l'ampleur du désastre. Franck Carlin, responsable régional du *Catholic Relief Services* (CRS) confiera au journaliste australien Peter Rodgers que les problèmes de famine à Timor Est étaient "les pires" qu'il ait vu en 14 ans d'activité en Asie. David Delaprez, responsable des opérations de secours du *Comité International de la Croix Rouge* aurait également déclaré que la situation était *aussi mauvaise qu'au Biafra et potentiellement aussi sérieuse qu'au Kampuchea* (CF. *Sydney Morning Herald du 1/11/78*).

Le village de Remexio, que les troupes indonésiennes avaient eu tant de mal à reprendre au printemps 1978 (CF. p29), va être transformé en camp où quelques 4 000 personnes ont remplacé les 100 ou 200 qui y vivaient quelques semaines plus tôt (CF. B.Cp. P.245). Richard Gill, un journaliste australien qui a pu s'y rendre en septembre 1978 décrit une population à peine habillée qui présente toutes les caractéristiques d'un état avancé de malnutrition :
certains enfants étaient nus et la plupart avaient le regard vide, les membres émaciés et le ventre ballonné. (...) Il fait très froid la nuit et les maladies respiratoires sont devenues un problème majeur (B.Cp. P.231).

Pourtant, aux ambassadeurs et journalistes qui visitaient Remexio, un officiel confiait que les problèmes observés ici étaient mineurs. Il signalait qu'à Suai par exemple, *les choses étaient largement pires et les gens beaucoup plus nombreux* (P.181).

En 1982, tout en reconnaissant que les camps *permettaient d'exercer un meilleur contrôle sur les populations*, le colonel Kalangie, responsable indonésien de la "sécurité" à Timor-Est renchérissait en signalant qu'ils étaient bien utiles pour *fournir de la nourriture, une aide médicale, l'éducation et d'autres agréments* (CF. P. 332).

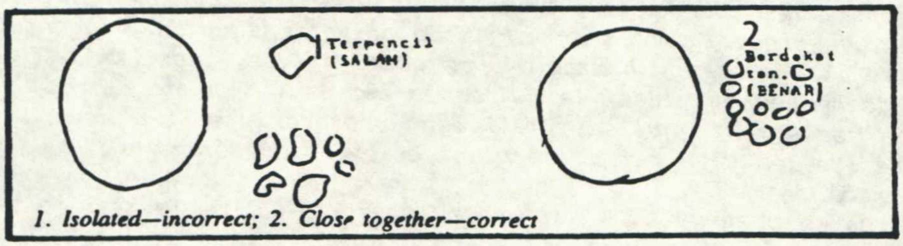
En fait la réalité était tout autre et cette présentation idyllique des camps est tout à fait abjecte si l'on pense à la somme de misère humaine que la politique de regroupement a engendrée.

Non seuleument les conditions de vie y étaient misérables sur le plan médical, scolaire et psychologique (les gens étaient fréquemment séparés de leur famille dont ils ignoraient même si elles avaient survecu), mais beaucoup plus grâve encore, les prisonniers n'étaient pas autorisés à s'éloigner de plus de quelques centaines de mètres du périmètre déterminé, ce qui les empêchait de mettre suffisamment de terre en culture pour assurer leur subsistance.

L'un des manuels d'instruction destiné aux responsables militaires indonésiens locaux et intercepté par la résistance en 1982 stipule d'ailleurs que :

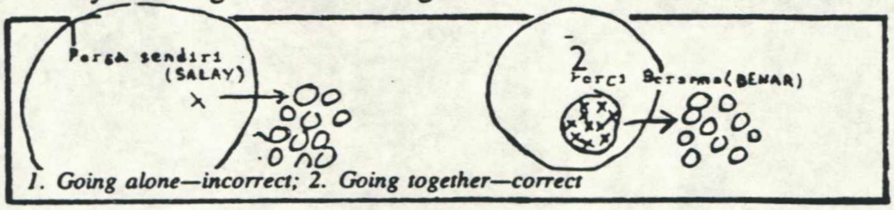
A- il ne doit pas y avoir de jardins ou de champs localisés loin des villages de regroupement.

B- aucun jardin ou champ sans exeption ne doit être isolé (1) (Doc. N° 5 - CF. O. 13. p 219).



1. Isolated—incorrect; 2. Close together—correct

c. When people go to their gardens or fields, no-one should go alone; they should go and return together.



1. Going alone—incorrect; 2. Going together—correct

---

(1) : Les experts de l'indonésie sollicités par *Amnesty International* pour examiner ces documents ont considéré qu'ils étaient authentiques car ils utilisent la terminologie militaire généralement en vigueur, des diagrammes, un format et un style identifiables et ils sont introduits par des tampons officiels (CF. O.2. pp11-12).

Une personne qui s'est rendue aux indonésiens en Janvier 79 à Natarbora, rapporte que *plusieurs milliers de personnes y vivaient à ce moment là et qu'une dizaine mourait chaque jour* (O.3. p21). Seuls ceux qui avaient la chance de posséder encore un peu d'argent ou de l'or pouvaient encore obtenir du riz (ibidem).

Alors que les organisations humanitaires ne sont toujours pas autorisées à travailler dans le territoire et que les photos de la famine à Timor-Est sont largement ignorées par la presse internationale, les populations, affaiblies par le manque de nourriture ne parviennent plus à résister aux maladies infectieuses.

David Jenkins constate que les gens *souffrent de tout depuis la malnutrition et la malaria jusqu'aux maladies respiratoires, aux blessures et à des inféctions de peau si grâves qu'elles couvrent souvent la totalité du corps* (P. 175. p 33).

A Alas, un petit bourg de la côte Sud, 68 % de la population souffre de malaria (ibidem). D'autres villages côtiers semblent encore plus touchés, alors que même à Bobonaro, pourtant situé à près de 800 mètres d'altitude (là où les moustiques sont généralement moins virulants), 75 % des gens sont infectés et les taux de tuberculose sont considérablements élevés.

En 1980, Henry Kamm du *New-York Times* qui a visité Uatolare (un village de l'intérieur situé aux environs de la côte Sud), imaginait que cet endroit *pourrait servir de métaphore pour la fin du monde* (CF. P. 321. p35).

Il s'est déplacé *parmi des milliers de gens entassés les uns contre les autres depuis les abords du village jusqu'au centre ravagé. Hommes, femmes et enfants, tous présentaient des traces de privations qu'ils supportaient aux limites de la résistance humaine : Des corps frêles, habillés de haillons, des visages décharnés et vides, déja marqués par le rictus de la mort. Les ventres ballonnés des enfants qui sont tellement protubérants au dessus de leur taille si maigre que les plus petits devaient enlever leur short s'ils ne voulaient pas le perdre* (ibidem).

Les rares observateurs qui ont pu se rendre dans le territoire à l'époque, ont tous décrit le même genre de scène dans les camps et les villages prisons, alors que quelques kilomètres plus loin, les champs laissés à l'abandon servaient de pature aux animaux sauvages avant de retourner en friche.

C- LA GESTION DE LA FAMINE.

1) LES JUSTIFICATIONS.

L'opinion publique internationale ayant été informée de la famine par les journalistes qui ont pu se rendre sur le terrain entre septembre 1978 et l'automne 1980, l'administration indonésienne se devait de réagir. Pourtant, si elle admettait l'ampleur de la catastrophe (CF. 0.2. p 69), elle ne pouvait reconnaître qu'elle trouvait son origine dans les opérations de dévastation systématique des espaces agricoles lancés en 1977-78 et la politique des camps de regroupement. Les officiels préferaient de beaucoup la justifier en insistant sur l'arrieration du système cultural timorais et en mettant l'accent sur les limites d'une agriculture sur brûlis.

Certes, ce mode d'exploitation des sols, facteur d'érosion, devait nécessairement disparaître dans l'avenir (CF. VOL I. pp68-69) mais cette habitude culturale millénaire était toujours bon an, mal an, parvenue à nourrir les populations (CF. à ce sujet, Shepard Forman à propos des Makassae in B.Cp. 0.12 pp30-31), d'autant qu'elle se perdait progressivement au bénéfice d'un système de champs permanents (CF. VOL I. p69).

Pour tenter de donner un peu plus de corps à leur argumentation, les indonésiens, soutenus en cela par un certain nombre d'officiels américains (CF. Notamment 0.31), vont s'attacher à décrire une soit-disant "sécheresse" qui aurait particulièrement touché la région en 1978-79. Cet "aléa climatique" très sélectif n'aurait alors concerné que la partie Est de l'île (en tout cas dans cette proportion) mais il aurait été tellement insidieux que les courbes de précipitations n'en auraient pas été spécialement affectées.

2) LA CROIX ROUGE INDONESIENNE (Palang Merah Indonesia) : UNE AIDE FANTOME.

Jusqu'en juillet 1979, le gouvernement indonésien a refusé toute ingérence d'une organisation humanitaire étrangère à Timor-Est ; seule la branche nationale de la croix rouge a été admise sur le terrain.

En 1977, cet organisme (fondé en 1945) se divisait en 290 sections locales répertoriées sur tout le territoire indonésien et si une partie de son financement était assumée par les dons, elle restait essentiellement dépendante des subsides accordés par les administrations locales et le gouvernement central. Cela réduisait d'autant son autonomie, mais comme de toute façon, elle avait toujours *coopéré étroitement avec le gouvernement local et l'armée pendant ses missions de secours d'urgence* (CF. P. 50 p 13), on ne sera pas étonné de constater que tous les médecins qu'elle engagera pour ses opérations à Timor soient des praticiens militaires.

La brochure officielle publiée par le ministère de l'information indonésien (*Activities of the Indonesian Red Cross in East-Timor*) stipule que la *Palang Merah Indonesia* a établi son "quartier général" à Dili le 29 décembre 1975, avant de créer 12 antennes régionales (avec chacune un médecin, une infirmière et des assistants).

Sa présidente, Sebastiana Lopes da Cruz (la femme du futur Vice-Gouverneur, Francisco Lopes da Cruz) semble avoir essentiellement joué un rôle de représentation alors que les décisions étaient prises par des fonctionnaires envoyés de Djakarta.

Sur le plan pratique, la marge de manoeuvre de l'organisation à Timor-Est semble avoir été extrêmement faible et en tout état de cause ses déplacements ont été limités aux territoires sous contrôle indonésien.

Bien que les sommes attribuées à la *Palang Merah* n'aient pas été négligeables (Francisco Lopes da Cruz parle de 3 milliards de roupiahs entre 1975 et mai 1979 (ibid p 15) du fait de l'aide internationale (1), mais également de la "solidarité indonésienne" (2).

Il semble bien que l'aide ait rarement atteint sa destination initiale. Bien que l'on ne puisse pas précisément mesurer leur ampleur, étant donnée l'absence d'observateurs sur le terrain, on peut penser qu'il y a eu des détournements tout à fait considérables (de l'ordre de 50 à 80 % des sommes totales en jeu). De nombreux réfugiés ont pu témoigner que dans les zones où des vivres, des vêtements ou médicaments sont sensés avoir été distribués, une proportion très faible des subsides soit disant attribués, l'était effectivement.

Par contre, à Maubisse, par exemple, en février 1979, alors que les centres de santé étaient vides, *il y avait des médicaments à vendre chez le commerçant chinois à des prix qui ne permettaient pas aux gens de les acheter* (*Asia News letter* N° 46 - juin 1979 - p 2).

De même, en janvier 1979, après l'arrivée à Dili du bateau australien chargé de la majeure partie de l' aide humanitaire (CF. note 1), *on pouvait trouver des médicaments donnés par la Nouvelle-Zélande en vente dans le magasin "Vong Vi Vung"* dans le quartier central de Dili (CF. P.50. p16).

---

(1) : L'Australie à elle seule a attribué 581 270 $ australiens au gouvernement indonésien pour Timor-Est entre octobre 1976 et septembre 1978 et en novembre 1978, l'équivalent de 250 000 $ australiens de vivres,de vêtements et de médicaments ont été acheminés par bateau jusqu'à Dili (CF. B.Cp. P238).

(2) : Le gouverneur de Sulawesi Nord, W. Lacut a par exemple demandé à ses administrés de faire preuve de générosité, en donnant de vieux vêtements et de la nourriture pour Timor-Est (CF. Kompas du 16/3/79).

Les militaires indonésiens réalisaient ainsi des profits substantiels par l'intermédiaire des négociants à qui ils recédaient "leur stock". Des sacs de riz et de maïs portant encore le tampon *For Free Distribution* étaient également vendus à des prix dissuasifs (le sac de 100 kilos de riz était négocié entre 12 500 et 18 000 roupiahs à Dili, 25 000 à Laga et 30 000 à Bacau, soit nettement plus que le revenu mensuel de la plupart des rares salariés de l'île).

Aux organisations et gouvenements étrangers qui s'inquiétaient de voir se tarir l'aide dans certaines régions, on expliquait que l'*assistanat ne constituait pas une solution souhaitable à long tèrme*, que *les gens devaient apprendre à travailler dur* ou d'autres inépties de ce genre. C'est ce qui est par exemple arrivé à Ermera quand malgré l'ampleur des besoins, le flux, déja bien faible, s'est tari en avril 1979, au pire moment de la famine.

Il faut également signaler que la croix rouge indonésienne semble avoir servi à plusieurs reprises la propagande de l'administration. Ainsi, on rapporte que lors de la visite du parlementaire américain Helen Meyner, en 1977, les stocks de l'organisation semblent s'être reconstitués comme par enchantement. D'ailleurs, immédiatement après le départ de la visiteuse, "la magie" aurait été rompue et les vêtements, couvertures et fournitures diverses auraient à nouveau disparu, cette fois définitivement (CF. P.50. p13).

3) LE PROGRAMME DE L'EGLISE.

Théoriquement obligée de passer par la Croix Rouge Indonésienne pour distribuer les denrées qu'elle distribuait à la population (1), l'Eglise va tout de même tenter d'en assurer seule la charge.

N'osant pas la contrarier, alors qu'elle représente un "Loby Socio-culturel" non négligeable à Timor-Est (CF. 2^{e} partie, Chap. VIII), l'administration indonésienne va la laisser mettre au point dès la fin 1977, un "programme d'urgence et de réhabilitation" soutenu financièrement par les organisations carritatives européennes, américaines et australiennes (en juillet 1979 100 millions de roupiahs avaient déja été dépensés).

Pourtant, aucun personnel étranger ne sera habilité à se rendre dans l'île, malgré les besoins exprimés par l'église locale et le programme (comme toutes les opérations d'assistance d'ailleurs), se heurtera à la fois à la médiocrité du réseau routier et à la mauvaise volonté des responsables civils et militaires qui considéraient que c'était à eux et non au clergé d'assurer cette tâche et de profiter des retombées positives qu'elle devait necessairement impliquer.

---

(1) : *Toute aide doit passer par les gouvernements centraux ou régionnaux, alors que les subsides pour les opérations humanitaires doivent être transmis à la CRI qui est responsable de ce travail* (Dr Mochtar - Ministre des Affaires Etrangères indonésien, in : *Indonesian Embassy Newsletter* - juin 1979 - p 5).

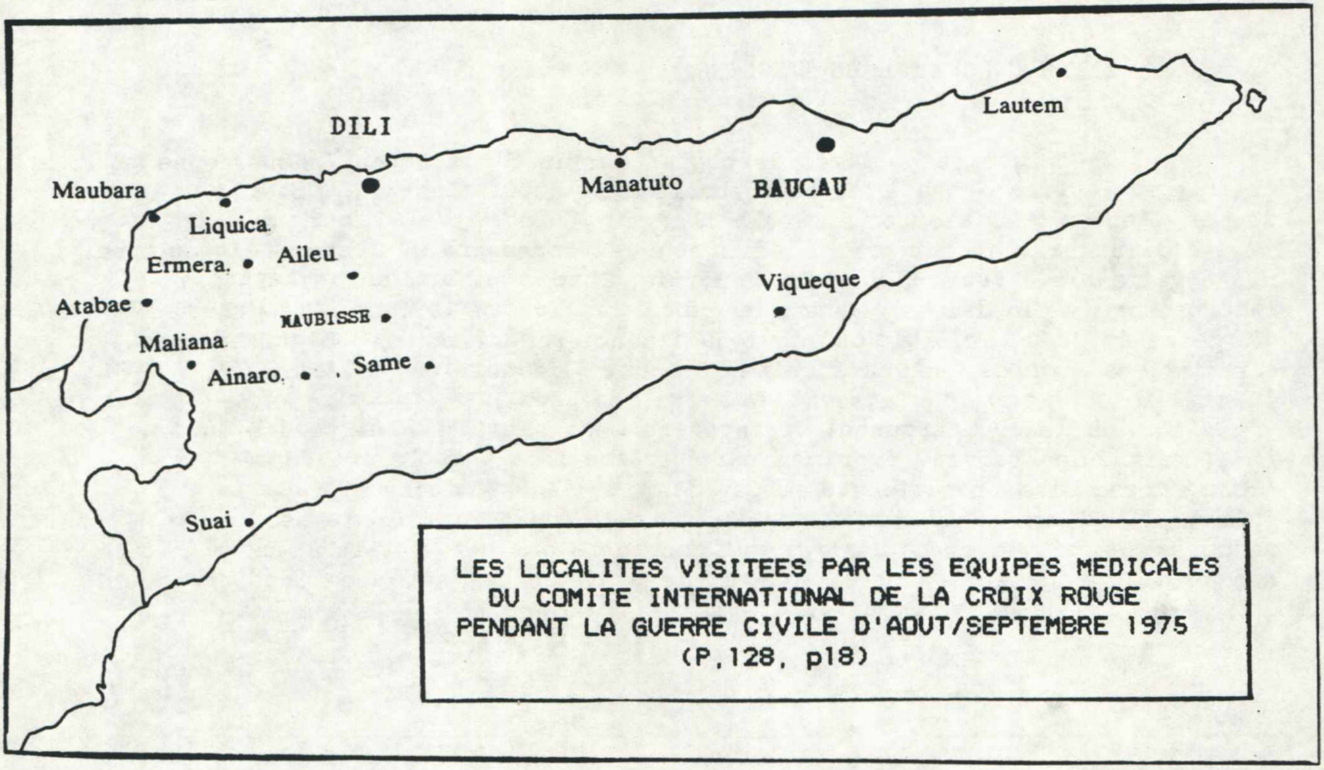
Ainsi, comme le regrettait le père Raper, jésuite australien membre d'une organisation catholique d'aide, *la moitié du budjet des programmes devait être versée à l'armée indonésienne pour couvrir les frais de transport et de stockage des vivres (!)* (CF. P.211. p10).

4) LE ROLE DU COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX ROUGE.

a) Le Purgatoire.

Le 21 août 1975, le Portugal demandait officiellement l'aide du Comité international de la Croix Rouge, pour qu'il s'occupe des blessés de la guerre civile. L'UDT avait immédiatement donné son accord (par la voix de J. E. da Costa Mousinho, le 28 août à Baucau) suivit de peu par le FRETILIN (Xavier do Amaral et Rogerio Lobato à Dili le 31).

L'équipe du CICR obtiendra par la suite toutes les facilités pour se rendre où elle le désirait, y compris dans les centres de détention de chacun des mouvements.



LES LOCALITES VISITEES PAR LES EQUIPES MEDICALES DU COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX ROUGE PENDANT LA GUERRE CIVILE D'AOUT/SEPTEMBRE 1975 (P,128, p18)

Fin septembre, les contacts seront rompus avec les responsables de L'UDT en exil à Timor-Ouest, mais l'organisation continuera son travail à Dili jusqu'au 7 décembre au matin, où, après avoir passé la nuit dans l'île d'Atauro, les délégués ne pourront pas revenir dans l'île principale.

Ils adresseront aussitôt un message aux responsables indonésiens,leur signalant qu'ils resteraient à Darwin en attendant l'autorisation depoursuivre leur mission (CF. P. 130)... Ce message restera 4 ans sans réponse, l'Indonésie se contentant de préciser à l'occasion que sa propre Croix Rouge assumait la totalité du travail humanitaire. Pourtant, comme le précisait le CICR dans son bulletin N° 1 du 2 février 1976, *il existait dans ce pays un certain nombre de tâches humanitaires que le CICR était non seulement en mesure d'accomplir, mais il en avait même le devoir, en vertu des dispositions des conventions de Genève. Ces tâches, comme par exemple les visites aux prisonniers de guerre, ne peuvent en effet être déléguées à une société nationale...* (P. 147).

En désespoir de cause, le siège genèvois de l'organisation, rappelera son équipe de Darwin le 13 février 1976 (CF. P. 146) et,attendant patiemment le bon vouloir de l'administration indonésienne, il va prendre la décision d'assister la Croix Rouge sur le plan logistique.

Du fait de l'opposition formelle exprimée par les donnateurs, le solde des fonds réunis en 1975 pour aider les populations timoraises ne sera pas transmis à la *Palang Merah Indonesia* (alors que son président M. Soehanda Tjas en avait fait la demande) (ibidem) mais dès juin 1976,le CICR transfèrera à Dili 2 000 tonnes de céréales brutes et 100 tonnes de lait en poudre offert par la Communauté Economique Européenne. C'est à peu près tout ce qui va être possible de faire avant l'été 1979.

b) Un Accord Pour Une Action Limitée

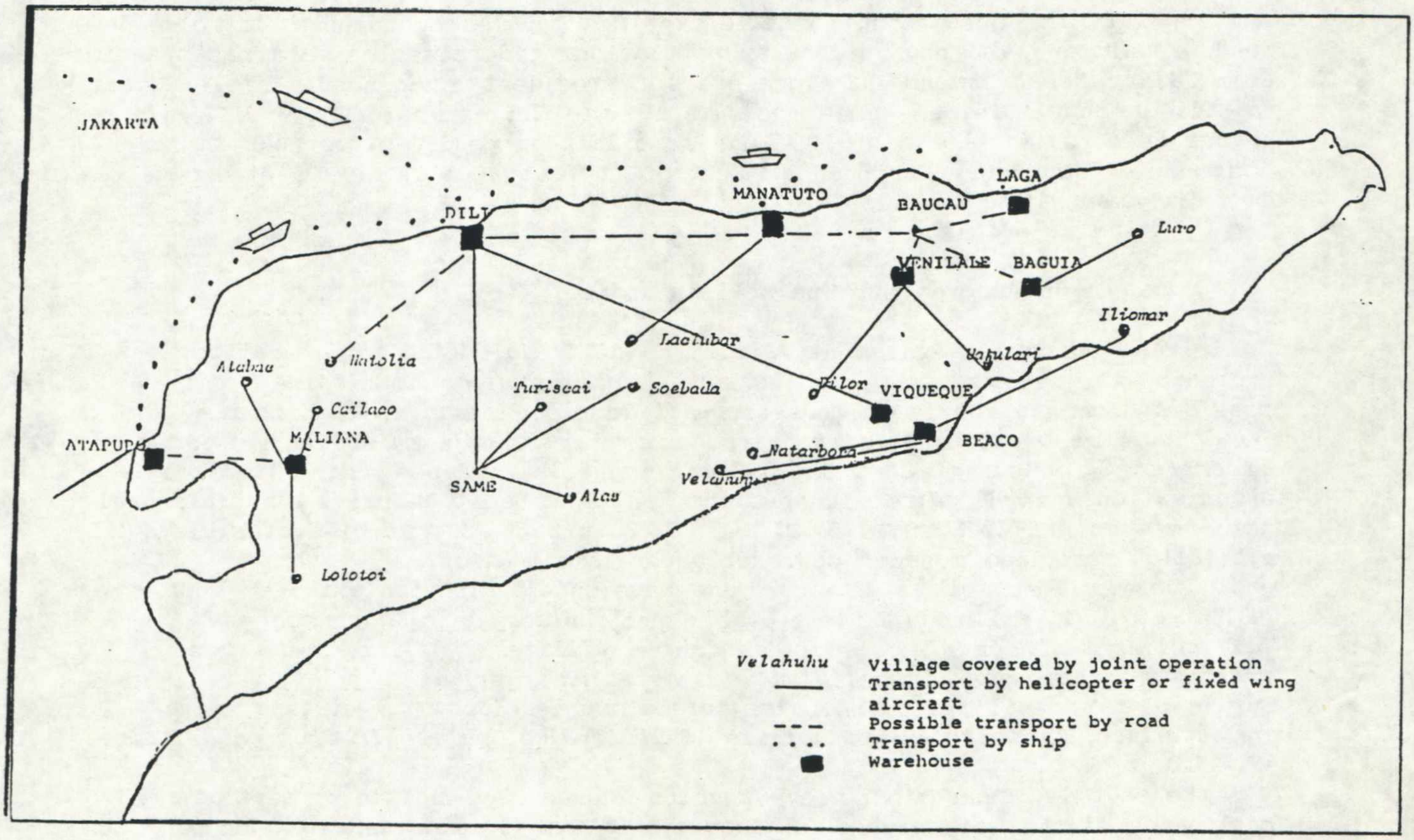
James Dunn mais également Patrick Sabatier du quotidien Libération, prétendaient que c'est seulement lorsque *l'administation américaine a dit au président Suharto que le congrès risquait de bloquer son aide militaire, que l'indonésie a accepté que la croix rouge internationnale puisse travailler à Timor Est* (P. 230 et O. 28 p 324). Etant donné la méfiance qu'inspirait cette organisation aux militaires indonésiens (qui l'accusait en privé d'avoir fourni des armes au FRETILIN en 1975 (!) (CF. O. 28 p 323), il est bien possible qu'il ait fallut pareilles menaces pour débloquer la situation.

Quoi qu'il en soit, a l'issue d'une mission d'évaluation qui a eu lieu en juillet 1979, il a finalement été établi que *quelques 60 000 personnes particulièrement démunies, réparties dans 8 villages très isolés dans des régions montagneuses nécessitaient une action d'urgence.*
Sur le plan médical *les principales infections décelées (...) étaient la malnutrition, la malaria, les maladies intestinales, pulmonaires et parasitaires* (P. 144. p 2).

Le coût de l'opération, prévu pour une durée de 6 mois était évalué à 13 million de francs suisses, ce qui permettait l'envoi de couvertures, de médicaments et de 4 000 tonnes de vivres (dont plusieurs dizaines de tonnes de biscuits proteinés) qui seront acheminés vers les zones concernées par bateau puis par hélicoptère. L'usage de ces derniers sera facturé 850 $ US de l'heure par les autorités militaires indonésiennes (CF. P. 175).

Le personnel requis sera essentiellement constitué de membres de la Croix Rouge Indonésienne qui était associée au projet (9 médecins et 11 infirmiers), alors que seul un médecin, une infirmière et un délégué secours du CICR étaient admis dans le territoire.

Avec la prolongation du programme pour deux fois 6 mois supplémentaires, il est à noter que le nombre d'indonésiens impliqués va encore croître sensiblement (11 médecins et 16 infirmières en août 1980 sans compter les dizaines de collaborateurs, chauffeurs et manutentionnaires), alors qu'il n'y avait toujours que 3 membres du Comité International de la Croix Rouge pour s'assurer de la bonne marche des opéations sur le terrain.


JAKARTA
DILI
MANATUTO
BAUCAU
LAGA
Luro
VENILALE
BAGUIA
Iliomar
Uatulari
Laclubar
Hatolia
Atabae
Cailaco
MALIANA
ATAPUPU
Turiscai
Soebada
Dilor
VIQUEQUE
BEACO
Natarbora
Velaluhu
SAME
Alas
Lolotoi
Velahuhu Village covered by joint operation
Transport by helicopter or fixed wing aircraft
Possible transport by road
Transport by ship
Warehouse

SOURCE : P.85. p10

Pendant les 18 mois qu'a duré sa mission, le CICR s'est borné à assurer une assistance matérielle et médicale très limitée dans l'espace, renonçant par la force des choses à ses actions traditionnelles de réunification familiale et de visite des prisons, ainsi qu'à ses exigences de liberté totale de déplacement. Ainsi, n'ayant pas opéré dans des conditions normales pour elle, la croix rouge internationale, malgré la bonne volonté de ses délégués a sans aucun doute cautionné certains abus qui ne lui sont pas directement imputables : *Contrairement à la pratique habituelle, le CICR a chargé la Croix Rouge Indonésienne des différentes activités opérationnelles et de leur comptabilité, lui même fournissant l'appui matériel et technique. Le CICR, qui normalement aurait du suivre les aspects financiers et médicaux des opérations de secours, n'a pas été en mesure de le faire parce que ses vérificateurs de comptes n'ont pas pu se rendre au Timor Oriental. ils se sont contentés des assurances de la Croix Rouge Indonésienne qui prétendait que la totalité, sauf 0,01 % des 4 300 tonnes environ de produits envoyés au Timor Oriental avait été distribuée.* (Sue Nichterlein, représentante du groupe pour le droit des minorités in N.U. 18 p 5).

Ceci dit, lorsque le 15 avril 1981, les autorités indonésiennes ont décidé de ne pas renouveler le programme, afin d'écarter d'éventuels témoins génants du champ des nouvelles opérations militaires (*Operasi Keamanan* (CF. CHAP)), la situation des 80 000 personnes qui ont pu être soutenues materiellement par le personnel medical et les délégués semblait s'être sensiblement améliorée, d'autant que cette présence étrangère, fusse-t-elle minime, avait nécessairement exercé une influence modératrice sur les militaires indonésiens.

5) LE *CATHOLIC RELIEF SERVICE* (C.R.S) : UN ORGANISME CONTESTE.

Association américaine dépendant pour l'essentiel de la très officielle *Government Agency for International Development* (A. I. D.), le *Catholic Relief Service* peut difficilement être considéré comme une organisation non gouvernementale (même s'il reçoit également des dons par le biais des évèques). Aussi, il n'est guère étonnant que l'administration américaine ait fait pression pour qu'il soit admis à Timor-Est.

Arrivé dans l'île à la fin de l'été 1979, quelques jours après le Comité International de la Croix Rouge, le CRS y a joué un rôle très contestable. Déja accusé par un certain nombre de prêtres philippins d'avoir affiché des positions pro-Marcos et soupçonné d'avoir entretenu des liens privilégiés avec la CIA au Viet-Nam (CF. P.85. p57), les délégués de cette organisation à Timor-Est ont exprimé à plusieurs reprises des opinions politiques pro-indonésiennes, ce qui ne faisait évidemment pas partie de leurs attributions humanitaires (1).

On pourra également s'étonner que le "project manager" de l'organisation à Timor, ait été indonésien, et que 80 % de son personnel soit nommé non pas par le siège mais par les responsables de l'ABRI en poste dans l'île.

Le plus souvent, aucun fonctionnaire américain ne suppervisait la réception et la distribution des produits à Dili et dans les villages de l'intérieur (CF. N.U.18. p5) (2).

Bien que le budget de l'organisation pour Timor Oriental ait été très substanciel (environ 10 millions de dollars américains dont 90 % financés par l'A.I.D. entre 1979 et 1981), on sait très peu de choses sur le programme lui-même, si ce n'est qu'il a été entaché d'un grand nombre d'irrégularités. Le témognage d'ex-employés du CRS, interviewés par le journal militant *Em Timor-Lest. A Paz E Possivel* donne une idée de l'ampleur des détournements :

> *Notre travail était d'aller au Kabupaten ou Kecamatan compter le nombre de familles. Ensuite nous faisions le rapport et on nous donnait 10 kilos d'aliments par personne, et aussi des médicaments. Nous devions distribuer les aliments mais en fait nous étions obligés de les remettre au Koramil, le poste militaire du district. Il ne nous permettait pas de distribuer tant d'aliments en une seule fois parce que, disait-il, ils seraient donnés au FRETILIN. Alors il nous donnait 5 kilos. Il devait distribuer les autres 5 kilos plus tard, mais il ne les donnait que lorsque de nouveaux approvisionnements étaient envoyés par le CRS. Le reste, disait-il, serait pour les membres de son personnel, ou il le*

---

(1) : J. Ramos Horta rapporte notamment que Jervel Slingerland, l'assistant du directeur régional de l'Organisation pour la région Asie Pacifique aurait déclaré à deux visiteurs qu'il fallait *voir la vérité en face* et qu'il était *manifeste* que Timor-Est *appartenait désormais à l'indonésie* (CF. O.83. p198).

(2) : La brochure indonésienne *The Province of East Timor - Development in Progress*, décrivant sommairement le programme du CRS, annonçait que sur ses 93 salariés, 75 % étaient originaires de Timor Est et les 25 % restant d'autres îles de l'indonésie. Il n'est nulle part fait mention de représentants étrangers (CF. O.85. p58).

vendrait et l'utiliserait comme salaire pour les programmes de construction (pour lesquels le gouvernement avait déja des fonds disponibles) ou il l'échangerait contre des oeufs et des poules, etc... Nous savons que des aliments ont été vendus par les militaires (TNI) dans les postes suivants (et nous avons rapportés cela au cabinet du CRS à Dili) : Maubisse, Ermera, Hatobuilico, Liquiça, Manatuto, Baucau, Lospalos, Suai, Laga.

Les articles d'habillement étaient choisis de telle façon que les meilleurs habits étaient gardés par les militaires.

Si le fonctionnaire du CRS protestait, il était maltraité et menacé avec un revolver : "Tu dois être du FRETILIN, je te tue..."
(B.Cp. P.139 pp 3-4).

D'ailleurs, si l'on en croit Sue Nichterlein, le système comptable du CRS pour Timor-Est laissait quelque peu à désirer :

Les chiffres relatifs à la réception de produits alimentaires figurant sur l'état de compte du CRS qui a été présenté à l'Office of United States Foreign Desaster Assistance ne concorde pas avec les chiffres du Département de l'Agriculture des Etats-Unis concernant les achats du CRS pour l'Indonésie, non plus qu'avec ceux fournis par l'Office of United States Foreign Disaster Assistance lui même. Toutefois, les trois séries de chiffres montrent qu'il y a plus de vivres expédiées que de vivres distribuées au Timor Oriental.
(N.U.18. p5).

Avant de conclure ce paragraphe, il serait malhonnête de ne pas du tout tenir compte de l'action humanitaire positive exercée grâce au concours du *Catholic Relief Service*. En effet, comme on l'a déja signalé à propos du Comité International de la Croix Rouge, la marge de manoeuvre des organisations humanitaires est très limitée à Timor et les distributions de vivres, de médicaments et de couverture, aussi "mal organisées" soient-elles, ont probablement permis de soulager bien des souffrances entre l'été 1979 et avril 1981 (même si seule une petite partie des 240 000 personnes initialement prévues a été réellement secourue).

Pourtant, alors que la Croix Rouge Internationale a fait montre d'une attitude très réservée en privilégiant son rôle humanitaire, le CRS s'est beaucoup plus volontiers laissé intégrer aux rouages du système militaro-humanitaire de l'occupant, ce qui l'a largement décrédibilisé aux yeux des timorais comme des observateurs étrangers.

Lors de la visite du journaliste américain Rod Nordland, par exemple, le responsable des projets agricoles mis au point par le CRS à Timor en 1982 (CF. p.207), M. Hans Meier Eybers ne quittait pratiquement pas le Colonel Kalangie, responsable des opérations militaires. D'ailleurs, lorsque Nordland a demandé l'opinion de Meier Eybers sur des enfants dans un état pitoyable, dont même le docteur F. C. Kurniati, un médecin indonésien disait qu'ils *étaient tous mal nourris* , le responsable du CRS, repondra que pour lui, *ils paraissaient en bonne santé, un peu maigres, mais c'est tout* (CF. P.332).

CHAPITRE - IV -

LE CONFLIT REBONDIT

A- LA RENNAISSANCE DU FRETILIN : LA GUERRE CONTINUE.

1) LA RESISTANCE CHANGE DE FORME.

Au début de l'année 1979, le FRETILIN avait bien triste mine. Coupé de l'exterieur, traqué par les 50 000 hommes de l'armée indonésienne encore dans le territoire, les groupes isolés les uns des autres manquaient de tout ; alimentation, vêtements, munitions et surtout coordination et motivation.

Les FALINTILS avaient perdu 80 % de leurs effectifs et plus encore de leurs armes. Les survivants s'étaient repliés dans les zones de montagne les plus reculées où les conditions de vie étaient extrêmement difficiles et seuls trois membres du Comité Cntral avaient échappé à l'encerclement indonésien.

A l'étranger, même les associations militantes qui éprouvaient le plus de sympathie pour le Front commençaient à croire possible sa complète disparition, tout en songeant qu'à l'avenir *une autre insurrection armée ne saurait être évitée* (CF. P.416. p10).

En fait, c'est probablement grâce à l'énergie exceptionnelle déployée par un de ses leaders, encore largement inconnu, que le Front va pouvoir commencer à renaître à partir du printemps 1980. En effet, c'est en envoyant des messagers à la recherche des groupes isolés, que José Alexandre Jusmao (dit Xanana) va patiemment commencer à reconstruire l'édifice. Les premières missions envoyées en mars et avril 1979 seront interceptées par les troupes de l'occupant et en décembre, le groupe suivant n'aura pas beaucoup plus de succès lorsque se dirigeant vers Alas et Turiscai, il se heurtera aux forces de l'ABRI et rentrera à sa base bredouille et très affaibli (CF. O.13. p68).

En mai 1980, enfin, quelques survivants emmenés par Xanana vont longer la côte nord pour tenter de forcer les lignes ennemies et d'opérer la liaison avec les derniers groupes combattants des environs de la frontière ouest.

La campagne se heurtera aux indonésiens aux environs de Remexio mais elle parviendra à passer pour finalement arriver à Kablake en août, établir la liaison et repartir vers l'Est. Pratiquement simultanément (en juin 1980) de petites sections autonomes basées près des rivières Bazartete et Kamoro, redynamisés par la restructuration en cours vont lancer une série d'actions dans les faubourgs et jusqu'au centre de Dili.

Réussissant coups de poker sur coups de poker, ils vont successivement endommager le nouvel émetteur de télévision (TURI), et attaquer les casernes de Railaco, Bazartete, Tibar, et Alas.

Quelques semaines plus tard, un autre groupe, installé au environs de Baucau, et contacté par l'unité de Mau Hunu (seul membre du Comité Central encore vivant avec Xanana), va également passer à l'action, créant ainsi un climat d'insécurité pour les indonésiens dans les points les plus stratégiques du territoire.

Les FALINTIL étaient relancés, il ne restait plus qu'à organiser une Conférence Nationnale afin d'élire des leaders et de mettre en place une nouvelle stratégie. Ce sera chose faite entre le 1er et 8 mars 1981.

Conscient qu'il n'était désormais plus capable de reconstituer une armée suffisante pour lutter de front contre les forces de l'ABRI, le FRETILIN allait devoir revoir la tactique mise au point en 1976-1977 et songer en tèrme d'efficacité maximum.

Deux ans de lutte pour la survie dans des conditions extêmements difficiles avait largement "dépolitisé" les nouveaux leaders de la Résistance pour lesquels les considérations stratégiques allaient largement prendre le pas sur le débat idéologique. Il ne sagissait plus désormais d'"exclure" ou d'"épurer" (comme on voudra), mais de réunir toutes les forces nationalistes.

Pour ce faire, le choix de Kay Rala Xanana, élu "Commissaire Politique National", "Président du Conseil Révolutionaire de la Résistance Nationale" et "Commandant en Chef des FALINTIL" semble avoir été particulièrement judicieux. En 1974, cet ancien ouvrier du bâtiment, alors âgé de 25 ans, s'est très tôt engagé au sein de la SDT puis du FRETILIN (il travaillera au service de l'information au sein de la *république démocratique de Timor Oriental*), tout en restant largement à l'écart de l'agitation politique qui régnait à Dili à l'époque.
Décrit comme un homme discret et volontier poète, il était apprécié de tous pour sa délicatesse et son ouverture d'esprit.

Après l'invasion du 7 décembre, il se repliera dans les montagnes avec les autres dirigeants timorais et se verra affecté dans la région centre Est. C'est à la suite de l'hécatombe des années 1977-78, et un peu par la force des choses qu'il va devoir assumer plus de responsabilités, mais sa modération, ses talents diplomatiques et son sens de la stratégie constituent des atouts qui vont lui permettre d'assumer parfaitement ses nouvelles fonctions.

A ses côtés, Kilik Wae Gae, et Mau Hulu Bulerek Karataiann pour la coordination générale, ainsi que Mauk Moruk Teki Timor, pour la partie militaire et Ber Malay Laka pour l'information, l'agitation et la propagande.

Une fois les nominations effectuées, il s'agissait de transformer les compagnies en petites unités d'intervention très mobiles, sans bases arrières permanentes, qui pouvaient ainsi compenser leur infériorité numérique et logistique par une extême rapidité d'exécution et une grande capacité d'adaptation.

Timor-Est sera désormais divisé en trois secteurs d'activités : la partie Orientale (*Funu Sei Nafatin*-"le combat continu") ; la zone centrale, de Baucau et Viqueque à l'Est, à Dili et Betano à l'Ouest, (*Nakroma*-"lumière") et la région frontalière de l'Ouest (*Hacsolok*-"allégresse", nom choisi pour commémorer la rencontre de 1980 entre les diverses communautées isolées).

Parallèlement à la réorganisation de la lutte armée, il fallait également mettre sur pied une stratégie particulière pour intégrer les populations des villes et des camps de regroupements au mouvement, sans trop les exposer aux risques de représailles.

Ce sera désormais la fonction des *Nucleos de resistencia popular* ("noyaux de resistance populaire"), des agents de liaison chargés de constituer des réseaux civils de soutien et d'information.

Il ne s'agissait plus pour le FRETILIN de créer une "armée extensive" mais de conserver un petit nombre de combatants motivés, bien équipés, bien coordonnés et bénéficiant d'un large soutient des populations dans les zones occupées.

Sur le plan alimentaire, les unitées du Front vont "bénéficier" des vastes régions fertiles "vidées" par l'occupant. Sans consacrer trop de temps aux travaux agricoles, elles pourront ainsi constituer de petits stocks très accessibles comprennant non seuleument des céréales et des tubercules mais également des armes, des vêtements, des munitions et même quelques radio-émetteurs fournis par leurs sympatisants.

2) LA REACTION INDONESIENNE.

Après avoir organisé un quadrillage quasi systématique du terrain en 1978-79 et fait exécuté 80 des dirigeants du Front, les autorités indonésiennes aimeraient bien en avoir fini une bonne fois pour toutes avec la Résistance.

Ainsi, les attaques audacieuses menées par la guerilla entre Dili et sa banlieue aux alentours du 10 juin 1980 vont les surprendre désagréablement et provoquer une vague de répression tout à fait hors de proportion avec les opérations qui l'avaient suscitée.

Amnesty International considère qu'il s'agit d'une des périodes où les exécutions extra-judiciaires, les tortures et les abus de toutes sortes ont été les plus nombreux (CF. O. 2. p 18). Environ 600 personnes soupçonnées de complicité ont été arrétées à Dili et déportées dans l'île d'Atauro 5CF. CHAP) alors que plusieurs dizaines d'autres ont été sommairement abattues.

Dans une lettre datée du 12 juillet 1980, l'administrateur apostolique de l'époque, Mgr. Martinho da Costa Lopes écrivait à l'archevêque de Djakarta pour lui décrire *plusieurs incidents qui se sont produit à Dili au cours des mois de juin et juillet 1980 : - Vendredi 13/6/1980 : Norberto (Fernandes) s'est rendu au commandement militaire (Korem) escorté par l'évêque de Dili, Mgr. Martinho da Costa Lopes, le père Ricardo, viquaire général du diocèse de Dili et le père Felgueiras (société de Jésus), recteur du séminaire de Nossa Senhora de Fatima.*

Mgr. Martinho a insisté auprès des commandants pour que Norbertho soit protégé et ne soit ni brutalisé ni tué. Le commandant a donné son accord et a promis que Norberto ne serait pas maltraité.

Quelques jours plus tard, Norberto a été emmené à Dare. Là dans le hall du séminaire détruit, les membres des HanSip (milice civile) l'ont battu et torturé jusqu'à ce qu'il soit à l'article de la mort. Le père Parolus a été autorisé à lui administrer les derniers sacrements.

- Samedi 21/6/1980 : Norberto a été exécuté et son corp lancé dans un ravin au Nord du Nord du séminaire de Notre-Dame de Fatima.

- Mercredi 2/7/1980 : Anastacio a été brutalement traité dans la cour du séminaire de Dare. Il a été attaché à un poteau de volley-ball et battu devant une large foule de gens. Après ça, il a été emmené dans un endroit du jardin du séminaire pour être tué. Une tombe avait été creusée pour lui, parce que déja avant d'être battu en public, les Hansips avaient ordonné aux gens de creuser le trou.

- Jeudi 3/7/1980 : Joé Manual Martins (un proche d'Anastacio), Maria Barreto (la femme de José Manual Martins) et Agustinho (un des membres de sa famille à elle) ont été tués au séminaire de Dare après avoir été torturés par les HanSips locaux.

Jusqu'à maintenant, en dehors du corp d'Anastacio, les dépouilles de ces gens ne sont pas encore enterrées. Ils ont été jettés dans un ravin au Nord du séminaire de Notre-Dame de Fatima à Dare. Comme les autorités n'en ont pas donné la permission, personne n'a été suffisement brave pour descendre et les ramasser pour leur accorder une scépulture.

Après le 10 juin 1980, à Dili, de nombreuses personnes ont été traitées brutalement et poignardées à mort. Les corps de ces gens ont été emportés dans deux camions et jettés dans un ravin pas très loin de Dili le long de la route qui mène de Dili à Baucau.

Dans les prisons de Dili, des tortures cruelles sont souvent infligées. Les gens sont battus et forcés de confesser d'exaction qu'ils n'ont pas commises. (CF. O.2. pp 35-36).

Ce témoignage est largement corroboré par d'autres rapports, lettres et temoignages (CF. ibid Cp 36-38 et *dossier on East-Timor* réalisé par l'Australian Council for Overseas Aid en 1982).

B) L'OPERATION "SECURITE" (*OPERASI KEAMANAN*) OU L'ERREUR STRATEGIQUE INDONESIENNE (mai-septembre 1981)

1) LA MOBILISATION GENERALE (*GERAKAN*)

Ayant perdu un avion et trois hélicoptères sous le feu du FRETILIN au cours du seul mois d'avril 1981 (CF. O.13. p41) ce qui était révélateur de l'ampleur du problème auquel elles étaient confrontées, les autorités militaires indonésiennes vont prendre la décision de lancer une vaste offensive militaire avec le soutien forcé des populations civiles.

La mobilisation que l'on pourrait qualifier de générale va concerner tous les hommes valides âgés de 15 à 55 ans que l'on va faire marcher devant les fusils des bataillons indonésiens. Ainsi, en constituant un bouclier humain pour les troupes régulières, elles placeront les guerilleros devant un choix cornélien : "tirer sur les compatriotes ou se rendre massivement".

Pour mettre en pratique cette stratégie (bâptiséer *Operasi Pagar Betis* littéralement "barrière de jambe"), ses concepteurs ne vont pas hésiter à interrompre les paysans en pleine saison des récoltes (1), afin de les faire marcher jusqu'à Uatolari et Lospalos à l'est ou vers la frontière ouest, d'où les opérations de ratissage systématique allaient commencer. L'objectif final était d'encercler la Résistance dans la région de Manatuto au centre de l'île, en créant deux véritables chaînes humaines qui en s'étendant du nord au sud devaient empêcher les combattants de fuir.

L'encerclement ressemblait *à un jeu d'enfant : on donne les mains puis on avance en serrant le cercle afin de ne laisser échapper personne* (lettre d'un prêtre catholique in P.404. p11).

Le Journaliste américain Rod Nordland qui a pu suivre pendant 15 jours le Colonel Kalangie, responsable de l'*Operasi Pagar Betis* est le seul à avoir pu en décrire une partie :

Des camions militaires déversent leur chargement humain devant la case où Kalangie a établi son quartier général, à l'extrémité nord de l'Uatolari. Il y a des centaines, des milliers d'adolescents, dépenaillés et d'une maigreur terrifiante. L'armée de Kalangie les fait aligner en braquant sur eux des fusils mitrailleurs.

---

(1) : alors que dans certaines régions comme celles de Quelicai, Seical, Vemasse, Laga et Laleia... elle venait à peine de commencer.

Le maître de l'île tend la carte à son aide de camp et considère cette foule l'air satisfait. "Devant vous, la montagne hurle-t-il. Tenez-vous la main maintenant. Vous allez former une chaîne, le premier qui la rompt, le premier qui recule, sera abattu. Les soldats ont l'ordre de tirer, ils le feront. En avant, marche".

Kalangie va passer la montagne au peigne fin. Le peigne sera humain. Les civils battent les fourrés à coup de manche de pioche. Derrière eux, les soldats ne les quittent pas des yeux, prêts à faire feu. J'aimerais pouvoir les suivre, assister au déroulement de l'opération, mais Kalangie me l'interdit : "C'est efficace. Vous pouvez me croire sur parole" marmonne-t-il entre ses chicots. (CF. P.406. p33).

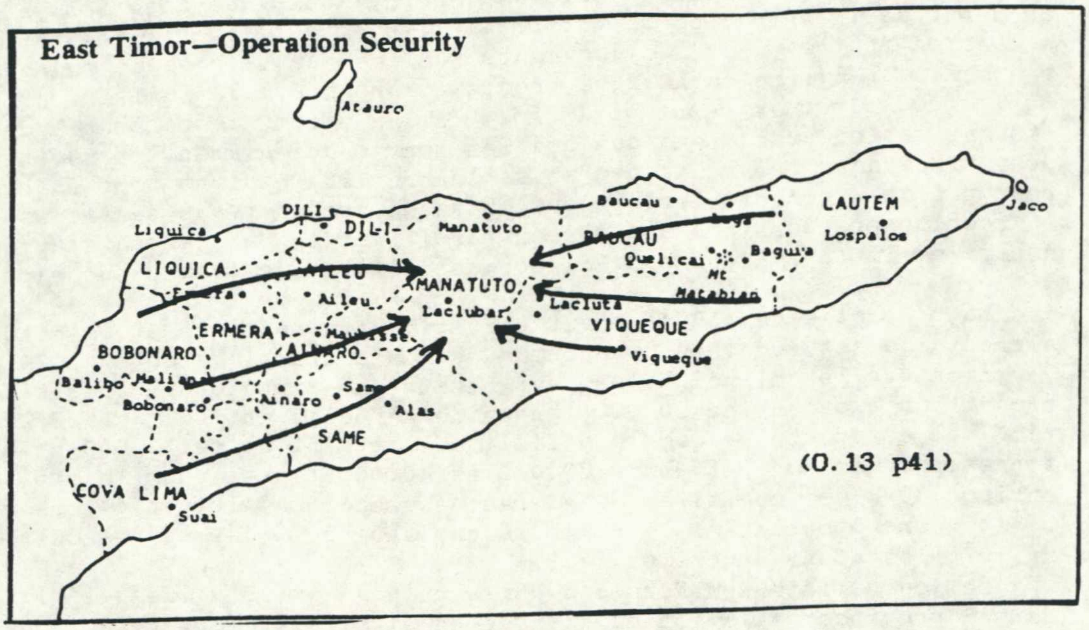
Certains réfugiés affirmeront plus tard que les "nouvelles recrues" (50 000 à 80 000 au total (CF. P.211. p13 et P.408. p2)) avaient également pour instruction d'engager le combat avec le FRETILIN, alors qu'elles ne recevaient aucune arme à feu.
Maltraités par les militaires indonésiens qui savaient leur sympathie pour la cause du FRETILIN, les hommes ne recevaient pratiquement aucune nourriture (1). Et, bien qu'il ait été prévu qu'ils puissent rentrer chez eux au bout d'une semaine, ils étaient maintenus "en opération" beaucoup plus longtemps.

Dormant dehors, leurs vêtements déchirés, certains sont morts d'attaque de paludisme, de faim ou d'épuisement alors que d'autres qui tentaient de fuir étaient abattus.

Un missionnaire, revenu à Lisbonne en juillet 1982 a rapporté que dans beaucoup de cas, les militaires mettaient le feu aux herbes dans des endroits où de très nombreux Timorais réquisitionnés étaient obligés de rester. *Les flammes hautes et rapides montaient à toute vitesse sur les pentes de la montagne et les timorais, affamés et épuisés, n'arrivaient pas à fuir à temps* (CF. P.157). Le missionnaire interprête ce geste apparemment dénué de finalité militaire comme *un divertissement macabre supplémentaire pour l'armée indonésienne* (ibidem).

---

(1) : Même le journaliste indonésien Julius Pour laisse entendre dans son article pour le journal *Kompas* de septembre 1981, que les Timorais engagés dans l'opération *Pager Betis* sont insuffisamment nourris. Le lieutenant général Viyoga Atmodorminto reconnaîssait d'ailleurs qu'il fallait *suggérer aux officiers responsables que l'envoi de nourriture aux Timorais et aux soldats soit amélioré, pour que cela n'arrive pas trop tard (!)* (P.408. p3).


East Timor—Operation Security

Atauro
DILI
DILI
Manatuto
Liquica
LIQUICA
AILEU
Aileu
MANATUTO
Laclubar
ERMERA
Maubisse
AINARO
BOBONARO
Balibo
Maliana
Bobonaro
Ainaro
Same
Alas
SAME
COVA LIMA
Suai
Baucau
BAUCAU
Quelicai
Baguia
Mt
Matabian
LAUTEM
Lospalos
Jaco
Lacluta
VIQUEQUE
Viqueque

(O.13 p41)

Pour des raisons également mal élucidées, plusieurs centaines de personnes, hommes, femmes et enfants, auraient été massacrés par les troupes indonésiennes près de Lacluta dans le sanctuaire du "Rocher Saint Antoine". Les autorités ont prétendu qu'il s'agissait de guérilleros du FRETILIN et de leurs familles qui avaient refusé de se rendre mais d'autres sources rapportent plutôt qu'il s'agissait de réfugiés qui auraient été froidement abattus après s'être rendus aux forces de l'ABRI (CF. P.152. p11 et O.2. p39).

2) UNE DEUXIEME VAGUE DE FAMINE

L'*Union Of Catholic Asia Newsagency (UCAN) de Hong Kong a publié au début de l'année 1982 un rapport intitulé East Timor : The worst situation in the world.* Ce document, réalisé sur la base de sources proches de l'Eglise catholique prédisait une nouvelle famine pour *la fin de l'année 81 ou le début de l'année 82.* En effet, le personnel de l'organisation avait remarqué que les hommes qui avaient pu revenir des opérations dans les montagnes en septembre 1981 étaient trop faibles pour préparer convenablement leur champ et procéder aux semailles. Déjà, la récolte précédente avait été en partie mangée par les rats après leur départ et ils n'avaient pu réaliser de cultures de saison sèche pendant l'été.

La prophétie de l'UCAN s'est effectivement réalisée et la situation alimentaire est redevenue presque aussi catastrophique qu'en 1979.

Bien que le colonel Kalangie n'hésite pas à prétendre que l'île a produit un excédent de 50 000 tonnes de céréales en 1981 (CF. P.211. p15), il est probable que le déficit ait atteint entre 40 000 et 60 000 tonnes pour le maïs et entre 30 000 et 40 000 tonnes pour le riz (soit environ 30 % des quantités de vivres nécessaires) (ibid p14), ce qui n'est guère étonnant si l'on ajoute que seul 50 % des terres cultivées en 1974 l'étaient encore en 1982.

Le journaliste Rod Nordland qui a pu visiter 15 villes et villages dans 8 provinces à la fin de l'année 81 signalait à son retour que malgré l'encadrement rapproché dont il avait fait l'objet, il lui avait tout de même été possible *de voir des signes évidents de malnutrition et de maladie qui touchaient la population sur une grande échelle* (P.332. p20A).

Cette fois-ci, c'est dans les régions de Baucau et Viqueque que la famine va être la plus grave, sans doute à cause de la virulence de la guérilla dans cette partie de l'île et de l'embrigadement des populations civiles plus systématique qu'ailleurs dans le territoire.

A Uatolari par exemple, où le vice-gouverneur Lopes Da Cruz prétendait pourtant qu'il y avait de grandes quantités de maïs en surplus (ibidem), Nordland découvre des enfants *au ventre gonflé et aux membres décharnés* (ibidem) et alors qu'il ne peut avoir accès à de nombreuses localités où la situation est réputée dramatique (Lufa (près de Lospalos), ou Beguia, Quelicai et Laga (aux environs de Baucau)...), il s'aperçoit que même dans la région de Dili et d'Aileu, les problèmes de nutrition sont considérables.

Dans le camp de Lahane (au voisinage immédiat de la capitale), *la malnutrition est générale et apparente* ; sur les 22 enfants (de moins de 12 ans) que Nordland a pu approcher pour prendre discrètement des mesures (il n'avait pas informé les autorités de ce déplacement qui sera à l'origine de son expulsion), 18 présentaient les symptômes internationalement reconnus (OMS) d'une malnutrition chronique. Plus petit que la normale, souffrant de maladies de peau, le ventre ballonné, les cheveux de certains ayant déjà pris une teinte orangée annonciatrice de leur décès imminent, les enfants n'avaient aucune chance de survie selon les nutritionnistes de la *National Academy of Science* des Etats-Unis à qui Norland a présenté photos et chiffres (CF. P.406. p33).

Des exemples de ce type, on pourrait en donner beaucoup, tant les problèmes alimentaires semblent avoir été importants mais, si en 1979-80, les autorités avaient fini par accepter l'intervention des organisations humanitaires, elles préfèreront cette fois-ci leur claquer la porte au nez, prétendant contre toute évidence que l'île était autosuffisante en maïs comme en riz.

C) LA PLUS CUISANTE DEFAITE DES INDONESIENS

1) UNE GRAVE FAUTE TACTIQUE

En définitive, l'opération *Pagar Betis* semble avoir été fondamentalement contre productive pour les indonésiens. Non seulement la "chaîne humaine" n'a pas produit les effets escomptés, les guérilléros du FRETILIN ayant le plus souvent réussi à se faufiler à travers les mailles du dispositif (1) mais en plus, les populations civiles qui se remettaient à peine de la grande famine de 1979 ont conçu de nouvelles rancoeurs à l'égard de l'occupant.

L'impopularité de l'*Operasi Pagar Betis* semble avoir été telle que des milliers de jeunes Timorais, parqués dans les villes ou dans les camps ont tenté de fuir dès leur retour pour lutter aux côtés de la résistance. Parmi ceux qui ne prendront pas ce risque, beaucoup vont s'engager dans les réseaux d'information et d'approvisionnement du Front, alors que jusque-là rien ne les prédisposait à s'engager activement dans une activité politique.

Les indonésiens auraient très bien pu prévoir ce risque, car si en 1978, les paysans avaient bien dû supporter comme une fatalité l'abandon de leur village, les troupes de l'envahisseur ayant triomphé, elles ne parvenaient pas à comprendre que trois ans plus tard, alors que les administrateurs locaux leur répétaient sans cesse qu'il ne restait plus qu'une "poignée de bandits" dans les montagnes, on les oblige sous les coups et la menace à aller faire le travail des militaires qui étaient à l'origine de leur malheur.

---

(1) : il semble que dans de nombreux cas, les combattants se sont tout simplement intégrés à la chaîne des rabatteurs sans que les militaires indonésiens n'aient pu s'en apercevoir

Les Timorais avaient déjà assez de difficultés pour nourrir leurs familles avec les rares champs qu'ils pouvaient mettre en exploitation pour supporter à nouveau de voir leurs maigres cultures dévorées par les rongeurs (particulièrement nombreux dans l'île à l'époque). Le réflexe de rejet était bien compréhensible et la haine allait l'emporter sur la peur.

2) SE MEFIER DES TIMORAIS...

Dans les villes et les camps, les familles étaient contrôlées matin et soir et leurs maisons régulièrement fouillées. Avant chaque déplacement à l'extérieur du périmètre de sécurité, tout individu devait venir demander une permission, prouver le bien fondé des raisons invoquées et bien entendu fournir une heure précise de retour (CF. O. 2. p70).

D'ailleurs, en sortant trop souvent pour chercher de la nourriture à l'extérieur, on risquait de se trouver exposé aux soupçons des autorités locales, ce qui pouvait signifier un "interrogatoire musclé" ou même une "disparition définitive".

C'est dans ce contexte pour le moins difficile que le FRETILIN va parvenir à mettre au point un réseau clandestin extrêmement élaboré :

Dans chaque camp de regroupement, des NUREPs (*Nucleos de Resistancia Popular* "cellule de résistance populaire") constituées d'un petit groupe d'individus non armés vont être formées afin de maintenir le contact entre les personnes internées et la résistance.

Ces NUREPs vont rapidement constituer une gêne considérable pour les autorités, car comme le reconnaîtra plus tard le colonel Purwanto (futur Commandant en Chef des troupes indonésiennes dans l'île), l'armée va avoir les plus grandes difficultés pour *identifier les rebelles* (CF. *"Sinar Arapan"* du 25 janvier 1983).

Afin d'éclairer les responsables militaires indonésiens locaux, le système des NUREPs et le réseau de relations très complexes organisées autour d'eux est décrit très minutieusement dans le manuel d'instruction (n°3) rédigé à la fin de l'année 1982 par le colonel Sahala Rajagukguk (commandant en chef des troupes indonésiennes à Timor) :

Les organisations liées au GPK (1) qui agissent dans les villages et constituent la meilleure façon pour lui d'entretenir la guerrilla (...)

---

(1) : le terme GPK (Gerombolan Pengacan Keamanan - groupe qui perturbe la sécurité -) est l'appelation la plus couramment utilisée par indonésiens pour définir le FRETILIN.

I - Autour de chaque NUREP, un groupe de contrôle connu sous le nom de OD ou *Orgao Directivo* est formé. Sa composition est la suivante :

- * chaque OD comprend de 3 à 6 personnes.
- * les membres de l'OD doivent être choisis parmi les patriotes qui comprennent la politique, comprennent la nécessité du secret, sont actifs et prêts à se sacrifier pour le bien de l'organisation.

II- En outre, tous les NUREPs doivent être en contact avec une MIPLIN (*Milicia Popular Libertaçao National* - Milice Populaire de Libération Nationale-), où se regroupent les combattants qui veulent se battre avec les FALINTIL. Ils ont un esprit patriotique, comprennent la ligne politique, sont disciplinés et ont le courage de se sacrifier dans l'intérêt de l'organisation.
Chaque Miplin est composé et organisé comme suit :

- * Une équipe composée de cinq personnes plus un commandant.
- * Une section composée de trois équipes plus un commandant.
- * Une compagnie composée de trois sections plus un commandant.
- * Un détachement composé de quatre ou cinq compagnies plus un commandant (NDLA. : soit environ 200 combattants).

III- Les activités et responsabilités de chaque section sont les suivantes : (...)

- * les informations relatives aux activités militaires (mouvement opérationnel, armement, route etc...) sont directement envoyées au Comité Régional dès que ces informations sont obtenues.
- * sur le plan de la logistique, tous les besoins des zones rouges (NDLA : territoire tenu par le FRETILIN) sont satisfaits par les zones blanches (NDLA : zones tenues par les indonésiens)
  il s'agit de l'approvisionnement en vêtements, nourriture, médicaments, matériel pour écrire etc...
  Leur destination est soigneusement cachée et ils sont transportés par étapes dans le plus grand secret.
  En plus de la satisfaction des besoins immédiats, il s'agit pour eux, à chaque fois que les conditions le permettent, d'acheminer le plus de produits possibles dans des entrepôts de stockage spéciaux.

V- Dans le même temps, les MIPLINs pratiquent aussi des activités comme :

- * *les patrouilles secrètes.*
- * *(ses membres) s'infiltrent au sein des forces de supports opérationnels, des : KORAMIL, KOSEK, KODIM* (CFP la description de l'organisation militaire indonésienne) *ou deviennent domestiques au domicile des chefs de district etc...*
- * *ils pénètrent la garde civile, les forces de police et l'armée.*

VI- Les individus en charge de l'OD - Orgao Directivo- (...) essaient de travailler dans les bureaux des Bupatis, Camats, Police et KODIM, afin de bien connaître l'ennemi...

(CF. instruction pour les activités de renseignements dans le territoire de Timor-Est (In O.13. pp.202-203).

Ce document, ainsi que les 8 autres livrets d'instruction interceptés par la résistance (CF p38, note (1)) montre bien l'étendue du problème à résoudre pour les militaires indonésiens qui ne faisaient pas l'erreur de le sous-estimer. Dans le document n°5), le Major Willem da Costa, justement chargé des services de renseignements de l'ABRI à Timor Oriental, signalait même qu'il y avait des NUREPs *dans tous les camps de regroupement* (in O.13. p216).

Aux yeux de la Communauté Internationale, par contre, les délégations diplomatiques envoyées par Djakarta, continuaient à prétendre contre toute évidence que la situation dans l'île était normalisée :

Le FRETILIN n'existe plus que dans l'esprit de quelques individus qui ont quitté Timor Oriental il y a maintes années mais s'efforcent encore désespérément de convaincre les autres d'inverser le cours de l'histoire en violant la volonté du peuple du Timor Oriental. Les effectifs du FRETILIN sont devenus insignifiants et les troubles qui ont pu se produire en 1981 n'ont été que quelques cas isolés de banditisme et de brigandage. (M. Alatas, devant la tribune de la 4ᵉ Commission de l'Assemblée Générale des Nations Unies le 15 novembre 1982 Cp. N.U. 14. p11).

CHAPITRE - V -

LE CESSEZ-LE-FEU

A) LE CHANGEMENT DE TACTIQUE INDONESIEN

L'opération *Pager Betis* avait contribué à liguer toute la population contre l'envahisseur et la guerilla, forte de bases arrières d'autant mieux établies qu'elles n'étaient plus fixées, reprenait lentement l'ascendant (1). La méthode employée par les militaires indonésiens pour "pacifier" Timor Oriental n'était manifestement pas la bonne.

Alors qu'ils avaient tout tenté pour mettre un terme à la guerilla dans les montagnes les plus reculées, "le ver s'installait tranquillement dans le fruit". En effet, depuis déjà plus d'un an, c'est dans les camps que la résistance s'organisait. Le FRETILIN avait fait sienne la métaphore de Mao Ze Dong : *le peuple constitue la mer pour les poissons que sont les guerilleros* et les opérations militaires ne représentaient plus qu'une part limitée des "activités subversives" menées par l'organisation.

Prenant probablement conscience des erreurs commises et de l'évolution de la stratégie du Front, le colonel Kalangie, tout en se félicitant de la capture (et) ou du décès d'*environ 200 guerrilleros* grâce aux "barrières de jambes", annonçait qu'*il n'y aurait plus d'opération semblable à l'avenir* (CF. Barry Wain in *Asian Wall Street Journal* du 21 juin 1982).

L'idée ayant fait son chemin, le nouveau commandant militaire désigné à Timor à la fin de l'année 1982, le colonel N.P. Purwanto va donc mettre au point une stratégie très différente de celle de ses prédécesseurs, convaincu que le FRETILIN *ne peut pas être écrasé avec des méthodes violentes* et qu'il convient donc *de s'en occuper en le cajolant* (CF. *Sinar Harapan* du 25 janvier 1983 (2).

---

(1) : Dans la région de Baucau par exemple, des milices timoraises et l'armée indonésienne devaient rester jour et nuit en état d'alerte, surveiller l'ensemble des postes de police, station de radio et de télévision, installations électriques, dispensaires militaires...
Un réseau compliqué de petits postes de "défense civile" reliés entre eux par des messages sonores (cloches) et d'incessantes allées et venus, ceinturaient la ville pour éviter les incursions des groupes armés (CF. document d'instruction n°2 : *Système de sécurité dans les villes et les aires de regroupement* in O.13. p186).

(2) : *Nous ne voulons pas vos armes, nous voulons vos coeurs* ("message" lancé au FRETILIN par le biais de la délégation parlementaire australienne qui s'est rendue dans le territoire en janvier 1983 (CF. BCp. O.3. p189))

Pour "Gagner les coeurs et les esprits", il s'agissait également de dérégler le réseau clandestin établit dans les camps, de manière à ce que la propagande puisse donner de meilleurs résultats. Il fallait donc, selon Purwanto renforcer la sécurité militaire autour des camps en créant *une sorte de "Benteng stelsel"* (NDLA : un système de fortification) *comme pendant la guerre de Diponegoro (1) ; constituer les villages de regroupement en forts pour encercler les GPK* (*Tempo* du 23 janvier 1983).

Malheureusement pour les indonésiens, Purwanto arrivait un peu tard et la résistance s'était renforcée à un tel point qu'elle avait désormais des antennes partout, jusqu'en plein centre de Dili :

Vous pouvez trouver des membres du FRETILIN dans tous les bureaux, même aux niveaux les plus élevés. Il y en a même au sein des forces armées indonésiennes : ceux-là sont clandestins bien sûr.

Dans son message au comité extérieur du FRETILIN, Xanana a dit que lorsque les gens cherchent le FRETILIN, ils doivent réaliser que le FRETILIN est partout. Le FRETILIN, c'est l'ensemble de la population et je peux vous dire que c'est absolument vrai (...) Si les indonésiens veulent extérminer le FRETILIN, ils devront tuer la totalité des gens. J'en suis convaincu.

Le FRETILIN est si bien organisé que ses dirigeants sont informés d'à peu près tout. Tout ce qui se produit à Dili est immédiatement communiqué à Xanana. Ils savent tout. (Mgr. Da Costa Lopez au journal militant *TAPOL bulletin* in P.379. p6).

---

(1) : Une rébellion à laquelle ont fait face les hollandais à Java Central entre 1825 et 1830.

B) LES NEGOCIATIONS

Le "charme" et la persévérance étant désormais notoirement inefficaces, le colonel Purwanto qui se définit lui-même comme "*un homme patient*" (CF B.Cp. O.3. p190) ne va pas lancer une nouvelle offensive militaire qui n'aurait pas manqué de s'avérer aussi inutilement meurtrière que les précédentes ; curieusement, il va plutôt décider de rentrer en contact avec la résistance pour s'asseoir à la table des négociations.

Après huit ans d'une approche exclusivement militariste du problème timorais, cette décision représente à la fois un constat d'échec cinglant pour la politique de Djakarta, mais également une manoeuvre politique habile pour faire baisser le niveau de tension dans l'île, comme à la tribune des Organisations Internationales (CF. III^{e} partie).

En fait, ce n'était pas la première fois que, ne parvenant pas à s'imposer sur le terrain par la force, l'administration javanaise condescendait à discuter avec ses opposants. Déjà, au début des années 60, à Aceh (Sumatra nord), des concessions avaient été faites à Daud Beureuh, le leader du mouvement *Darul Islam* (rôle renforcé de l'enseignement islamique dans les écoles et fonctions politiques honorifiques pour les dirigeants du parti ainsi qu'une autonomie régionale renforcée).

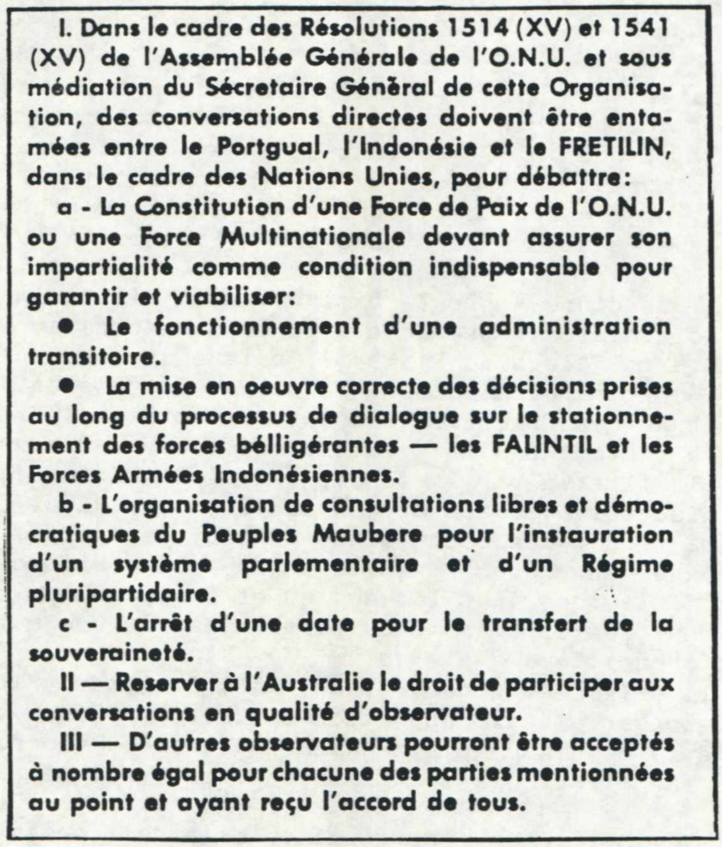
De même, le brigadier général Yusuf (qui deviendra Ministre de la Défense et responsable de l'"opération sécurité" à Timor vingt ans plus tard) avait tenté de discuter avec Kahar Nuzakar et un cessez-le-feu avait pu être négocié à Sulawesi (il sera finalement fatal aux rebelles).

Cependant, ce qui avait fonctionné au sein de l'ensemble indonésien soudé par un passé colonial commun et un idéal de libération initialement partagé ne pouvait pas nécessairement s'adapter face à un peuple historiquement étranger.

Initialement, le colonel Purwanto a proposé que les entretiens aient lieu à Baucau et que ce soit le gouverneur Mario Viega Carrascalao (CF. pp97-98) qui représente l'ABRI.

Ces conditions, qui revenaient à reconnaître une quelconque représentativité au gouverneur et à faire du débat un enjeu interne à Timor Oriental ont été refusées et Kay Xanana Gusmao a fait savoir qu'il ne négocierait qu'en "zone neutre" et avec Purwanto lui-même. C'est ce qui va se produire à Lari Guto (dans la partie est de l'île) entre le 21 et le 23 mars 1983.

LE PLAN DE PAIX PROPOSE PAR LE FRETILIN



I. Dans le cadre des Résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV) de l'Assemblée Générale de l'O.N.U. et sous médiation du Sécretaire Général de cette Organisation, des conversations directes doivent être entamées entre le Portgual, l'Indonésie et le FRETILIN, dans le cadre des Nations Unies, pour débattre:

a - La Constitution d'une Force de Paix de l'O.N.U. ou une Force Multinationale devant assurer son impartialité comme condition indispensable pour garantir et viabiliser:

- **Le fonctionnement d'une administration transitoire.**
- **La mise en oeuvre correcte des décisions prises au long du processus de dialogue sur le stationnement des forces bélligérantes — les FALINTIL et les Forces Armées Indonésiennes.**

b - L'organisation de consultations libres et démocratiques du Peuples Maubere pour l'instauration d'un système parlementaire et d'un Régime pluripartidaire.

c - L'arrêt d'une date pour le transfert de la souveraineté.

II — Reserver à l'Australie le droit de participer aux conversations en qualité d'observateur.

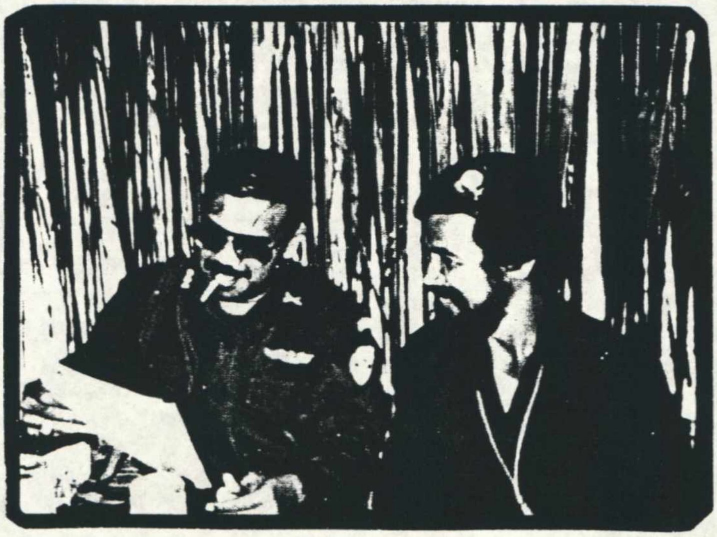
III — D'autres observateurs pourront être acceptés à nombre égal pour chacune des parties mentionnées au point et ayant reçu l'accord de tous.

Ce plan de paix était inacceptable pour la délégation indonésienne, pour qui seule les conditions de rédition de la guérilla pouvaient faire l'objet d'une discussion. La mise au point d'un compromis semblait donc encore bien hypothétique. Pourtant, dans l'immédiat, chacun avait de bonnes raisons pour accepter que les discussions débouchent sur une interruption provisoire des hostilités.

Le FRETILIN avait besoin de parfaire son organisation en intensifiant ses contacts, non seulement avec les populations des zones occupées mais également avec l'extérieur de l'ile (c'est vers cette époque qu'un certain nombre de textes, de photos et même de cassettes vont commencer à arriver au Portugal (CF. B. CP. P. 125. p6)). De leur côté, les indonésiens allaient profiter de ce répit pour tenter de localiser les sanctuaires de la guérilla et ses canaux de liaison, tout en espérant que cette période de paix allait ramolir des leaders qui, épuisés par huit ans de guerre, pourraient peut-être se laisser tenter par les quelques avantages matériels que l'on était désormais tout prêt à leurs accorder.

Vis à vis de l'extérieur, l'administration indonésienne a voulu obtenir à la fois "le beurre et l'argent du beurre" ; tout en vantant son humanisme et sa patience (1), elle va systématiquement nier que le calme apparent qui règnait dans le territoire à l'époque puisse être lié à de quelconque négociation (2). Elle préfèrera parler d'une pacification effective et définitive.

Malheureusement pour eux, les responsables politiques et militaires indonésiens vont être pris en flagrant délit de mauvaise foi par l'arrivée au Portugal d'une série de clichés où l'on peut voir le colonel Purwanto et Xanana en train de discuter derrière une table où sont posés des drapeaux du FRETILIN.



---

(1) : (Les guerilleros) *sont nos frères. Nous ne les tuons pas parce qu'ils sont nos frères. Nous attendons seulement d'eux qu'ils descendent (des montagnes) (Purwanto à un journaliste de la télévision Néo-Zélandaise en mars 1983, in O.13. p46).*
Le problème du FRETILIN va être résolu à la manière indonésienne, en d'autres termes, nous allons le traîter de manière fraternelle (Mochtar Kusumaatmaja, ministre des Affaires Etrangères Indonésien lors d'une interview accordée à la radio hollandaise le 2 juillet 1983. (ibidem).

(2) : en juillet 1983, Purwanto assurera "n'avoir jamais rencontré Xanana" (la question lui avait été expicitement posée par le sénateur australien G.D. Mac Intosh (CF. BCp. O.3. p190).

Cette "bavure", pour le moins facheuse, ainsi que le renforcement de la résistance pendant les quatre mois que va durer le cessez-le-feu vont être fatals aux négociations et à la carrière du colonel Purwanto ; d'autant qu'à Djakarta, le général Yusuf était remplacé à la tête des Forces Armées par le général Benjamin Murdani qui n'était pas à proprement parler un adepte des solutions diplomatiques (CF. vol II. p56) (1).

Extrêmement violent et intransigeant, le nouvel homme fort de l'ABRI va mettre fin au leadership de Purwanto afin de préparer immédiatement une nouvelle offensive. Dès le 26 juin, il faisait parvenir à Xanana un message dont la teneur était on ne peut plus explicite :

Ne pensez pas que vous pourrez vous en tirer tout seul. Ne pensez pas que vous recevrez une assistance d'autres pays. Il n'existe aucun pays sur ce globe qui puisse vous aider. Notre propre armée est préparée pour vous détruire si vous n'êtes pas disposés à être coopératifs avec notre République. Nous préparons une opération, l'"Opérasi Persatuan" ("Opération Unité"), plus connue sous le nom d'opération "*Sapu Bersih" (Opération Elimination). L'assaut sera donné en août* (CF O.13. p47).

---

(1) : Murdani a d'abord assuré la formation des commandos parachutistes du RPKAD (devenu par la suite Kopasandha) avant de prendre part aux actions militaires contre les mouvements séparatistes de Sumatra (PRRI) et Sulawesi nord (Permesta). Mais c'est en Irian Jaya, qu'il s'illustrera particulièrement, en faisant envoyer 215 parachutistes pour une mission suicide victorieuse à Merauke en janvier 1962. Dès lors, sa carrière va suivre son cours de postes de commandement en responsabilités politiques à l'étranger (Malaisie, Corée du sud) avant qu'il ne soit chargé de la préparation de l'invasion de Timor.
Il est promu Lieutenant Général en 1977 (âgé de 45 ans c'est le plus jeune militaire à accéder à ce grade depuis le changement de régime de 1965) et commence à cumuler les responsabilités.
Il va diriger le BAKIN (les services de renseignements indonésiens), ainsi que l'équipe gouvernementale pour le développement de Timor-Est et se voit confier la négociation de plusieurs contrats d'armement (avec Israël notamment).
En mars 1983, enfin, il est promu commandants en chef des Forces Armées et des groupes paramilitaires de maintient de la sécurité (KOPKANTIB) (CF. P.381. pp16-17).
Murdani est défini par les *Current Data on The Indonesian Military Elite* d'avril 1982 (publié par la *Cornell University* en Indonésie) comme *le plus redoutable des responsables de ce que l'on pourrait appeler la "mafia RPKAD" (commando spécial de parachutistes où il a donc fait ses premières armes) et il est généralement reconnu qu'il est "le deuxième homme le plus puissant d'Indonésie"* (ibidem).

A) UN INVESTISSEMENT MASSIF POUR UNE OFFENSIVE RATEE

Cette fois on a assez ri. Nous allons les écraser sans merci. (...) Le gouvernement va utiliser ses forces armées et tout son arsenal pour nettoyer le reste des rebelles du FRETILIN. Cette citation du général Léonardus Benjamin Murdani rapportée par le quotidien *Sinar Harapan* du 16 août 1983 résume bien l'état d'esprit d'une partie de l'Etat-Major de l'ABRI pour qui le conflit de Timor n'a que trop duré et devient la priorité absolue. Outre un coût diplomatique évident, il représente surtout un investissement militaire considérable.

Entre 1974 et 1983, la République Fédérale Allemande, l'Australie, la Corée du sud, la France, le Royaume-Uni, la Suisse, l'Espagne, la Suède, la Yougoslavie et bien sûr les Etats-Unis ont tous fourni des armements sophistiqués susceptibles d'être utilisés contre les populations timoraises (CF B.Cp. P.204. pp73-74). Et, si le budget militaire consacré aux opérations dans l'île est bien entendu tenu secret, il est permis de penser qu'avec plusieurs dizaines de milliers d'hommes en armes maintenus sur le terrain en permanence (1) et l'entretien d'un matériel guerre de plus en plus impressionnant (2), les dépenses doivent avoisiner un million de dollars U.S par jour (CF O.161. p14).

Il n'est donc pas étonnant qu'à la veille du début de l'offensive, outre le général Murdani, cinq autres officiers supérieurs se soient rendus à Dili pour mesurer par eux même la gravité de la situation (3) et donner le coup d'envoi de l'opération la plus importante depuis 1975/76.

---

(1) : Un correspondant du *Melbourne Age* parle de respectivement douze mille et quinze mille soldats concentrés dans les seules zones de Viqueque et Lospalos à la fin de l'année 1983 (CF. P.19).

(2) : Seize avions *OV 10F Bronco*, une vingtaine d'hélicoptères de fabrication australienne (*Bell 47G Sioux*), américaine et française (*SA-330 PUMA*) et des vedettes rapides allemandes et françaises ; sans parler des canons américains (*M.101* (116 mm)) et des différentes sortes de véhicules blindés français (*VPX-10*), anglais (non spécifiés) et américains (*Cadillac-Gage V150*)... (CF. P.204. pp 73-77).

(3) : Il s'agit du Major Général Gunarso (responsable des Affaires Politiques et Sociales), du Major Général Dading Kalbuadi (anciennement en poste à Timor et désormais responsable de la Logistique pour le Ministère de la Défense) ainsi que du Brigadier Général Edi Nalapraya (en charge des Affaires Territoriales) et du Colonel Ben Momongan (chargé des Affaires Opérationnelles).

Ils se sont tous mis d'accord sur le nom du Colonel Rudjito pour le poste désormais vacant de Commandant des forces armées à Timor-Est. Pour des raisons de santé, ce dernier sera bientôt remplacé par le Colonel Rahardjo qui contrairement à Purwanto qui s'était montré très autonome, saura rester dans l'ombre du général Murdani.

B) DE NOUVEAU LA GUERRE

Comme "promis", l'offensive sera lancée en août et face à une guerilla qui continuait à fabriquer ses mines en bricolant des grenades à main, un véritable pont aérien a été mis en place entre Dili et les régions de Bobonaro, Ainaro, Venilale, Uatolari et Lospalos ; les avions *hercule* acheminant les troupes fraîchement arrivées vers les zones d'opérations (CF. B.Cp. P.126. p3).

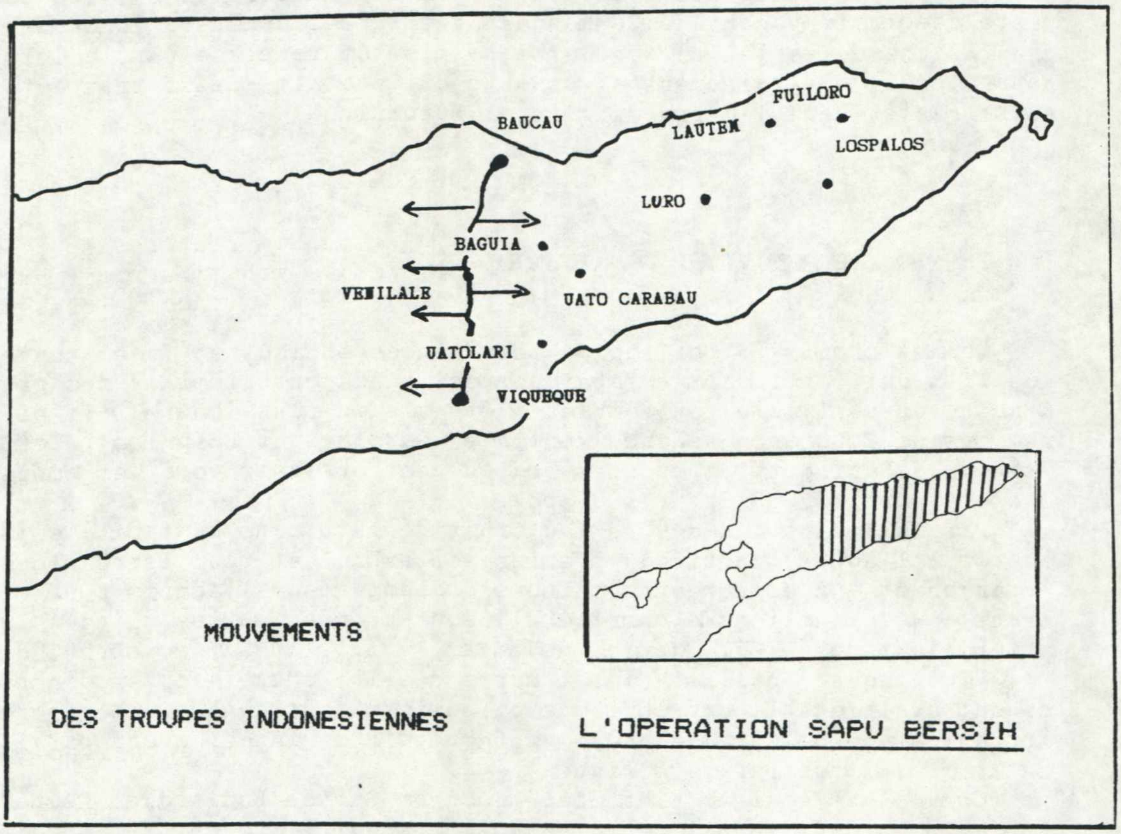
Paralèllement, un couvre-feu était décrété dans la capitale (de 18 heures à l'aube à partir du premier septembre) et tous les camions appartenant aux commerçants chinois étaient réquisitionnés pour transporter munitions et mortiers jusqu'au front où les blindés les attendaient déjà (CF. *Timor Newsletter*, vol.II (n°3), octobre 1983).

Plutôt que d'utiliser les troupes d'élite comme "forces d'appoint", ce qui avait été le cas lors des offensives précédentes, le général Murdani et le colonel Rahardjo vont choisir de lancer leurs bataillons de *Kopasandha* en première ligne.

Comme le signalent Liem Soei Liong et Carmel Budiardjo, Léonardus Benjamin Murdani jouait certainement se crédibilité en tant que Commandant en chef des Forces Armées sur la réussite de l'opération *Sapu Bersih*. En effet, si sur un plan politique il continuait à renforcer sa position personnelle, beaucoup de généraux plus âgés ne parvenaient pas à comprendre comment un homme si jeune qui n'avait jamais commandé une unité opérationnelle de taille supérieure à un bataillon avait pu atteindre le poste le plus élevé de la hiérarchie militaire (O.13. p141).

Murdani se devait donc d'obtenir une victoire par tous les moyens et, de nouveau, la stratégie qui avait bien fonctionné au cours de l'année 1978 va être mise en oeuvre : "séparer les unités de la guerilla de façon à éviter que le FRETILIN puisse élaborer une stratégie globale".

Douze mille hommes vont être concentrés dans le secteur central, le long de la route qui sépare Baucau de Viqueque. L'île étant ainsi coupée en deux du nord au sud, l'essentiel des unités combattantes (probablement environ vingt mille hommes) vont être concentrées dans sa partie Est (où le colonel Rahardjo espérait pouvoir capturer une bonne partie de l'Etat-Major du FRETILIN), isolant ainsi les régions de Lautem, Baguia et Lospalos du reste du territoire.



MOUVEMENTS

DES TROUPES INDONESIENNES

L'OPERATION SAPU BERSIH

Les bombardements vont commencer dans les environs de Baucau, Laga, Viqueque, Uatolari, Luro, Venilale, Watu-Carabau et Fuiloro où les populations qui n'étaient pas encore parquées dans les camps avaient trouvé refuge. Même dans les "zones pacifiées", les champs et les jardins situés hors de l'enceinte des camps n'étaient pas épargnés.

Le *Canberra Times* du 15 novembre rapporte que les *OV10 Broncos* (basés à Baucau) et les *A4 Skyhawk* (basés à Java) ont mené de nombreuses missions dans toute cette partie du territoire ainsi qu'au voisinage de Bobonaro et Ainaro (de manière à affaiblir les unités de la résistance cantonnées à l'ouest de la ligne de front).

Plus adroits et mobiles qu'en 1977-78, le FRETILIN va très efficacement résister à l'offensive indonésienne. Refusant les engagements frontaux, les petites unités vont se disperser dans la nature lorsque l'ennemi arrivera en force, pour réapparaître à l'improviste et frapper là où on les attendait le moins.

C'est une misère mon seigneur. La Croix Rouge n'entre pas dans les prisons, moi-même je ne suis pas autorisé à célébrer l'eucharistie pour les prisonniers politiques de Dili (BCp. P.128. p1).

Ainsi, de nouveau, après l'échec de l'opération sécurité au cours de l'été 1981 et malgré la déclaration de l'intention des autorités , la même erreur va être reproduite et ses conséquences ne vont pas être moins dramatiques.

Dès le milieu de l'automne 1983, les HanSip et Ratih vont servir de bouc émissaire aux revers subis par l'armée d'occupation.

Dans la région de Lospalos, des dizaines de supplétifs vont être arrêtés, torturés et souvent exécutés dans les bâtiments des KODIM (commandement militaire) (CF notamment P.375. pp8-9). Mais c'est au voisinage de Viqueque, dans le camp de Kraras, près de la côte sud, que la répression va être la plus sanglante. Les événements méritent d'être contés dans le détail car ils sont tout à fait révélateurs à la fois de l'état d'esprit des Ratih et de l'intensité de l'offensive indonésienne de 1983.

Virgilio Dos Anjos qui a fourni le témoignage le plus intéressant raconte d'abord comment après avoir fait parti des FALINTIL jusqu'à sa réddition en 1979, il a été incorporé comme supplétif avant de participer aux événements dont il est question ici :

De 1975 à 1979 j'étais commandant dans les FALINTIL. Lors de la destruction de nos bases populaires de résistance dans les montagnes,

j'ai accepté, comme beaucoup de mes compagnons d'armes, de me rendre aux agresseurs, (...). Toutefois notre réddition n'a jamais signifié que nous acceptions l'intégration (...).

Toujours poursuivi et emprisonné, j'ai été emmené à Taci-Tolu (Dili) où, durant trois mois j'ai reçu ce que l'on appelle ici la "pancasilisation", un exercice de domestication forcé. De retour, et déjà choisi pour être Ratih, nous étions constamment appelés pour des opérations contre nos frères de la résistance armée et pour ces opérations nous recevions des armes. (...)

Conjugant nos efforts avec ceux de nos frères de la Résistance, une attaque à Craras fut simulée le 20 octobre 1982. Nous pouvions alors exiger que des armes nous soient remises pour la "sécurité" du camp de concentration de Craras. Le jour suivant, le "Dandih" de Viqueque nous remettait des armes et je devenais commandant du peloton de Ratih du camp.

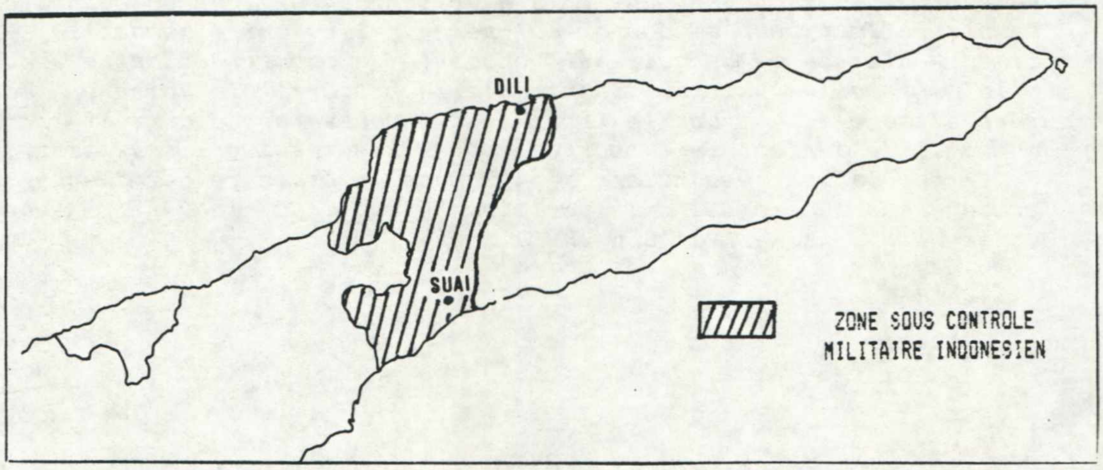
Le 8 août (répondant aux ordres de soulèvement armé de la MIFLIN), les Ratih de Craras lancèrent une action contre le peloton de Zipur-B détaché à cet endroit, abattant aussi un Major appelé E.M. Sukiarjo, qui avait été placé là pour espionner nos activités de résistance clandestine. Seul un capitaine appelé Pulunban, bien que blessé, réussit à s'échapper avec un soldat indonésien. Nous avons capturé les 17 armes de ce peloton et divers autres matériels de guerre.

Le 7 septembre, les forces (...) envoyées par le général Benny Murdani entrent à Craras et dévastent tout, massacrant plus de 200 habitants. Ils brutalisèrent tout le monde, même les vieillards, les malades et les bébés dans les baraques et ils volèrent les biens de la population.

D) UN NOUVEL "ECHEC SANGLANT" POUR DJAKARTA

En avril 1984, d'après des sources diplomatiques à Djakarta, plus de 200 militaires indonésiens vont trouver la mort (CF. N.U. 25) et la guerilla était toujours aussi présente avec ses 1 200 combattants (répartis sur environ dix compagnies) et surtout ses 5 000 membres des MIPLIN aussi efficaces qu'insaisissables (CF. O.13. p144).

Malgré des pertes probablement équivalentes à celles subies par leurs adversaires, les FALINTIL étaient plutôt sortis renforcés de l'"opération nettoyage" grâce à la désertion massive des HanSip et des Ratih et au bon fonctionnement de ces réseaux d'information NUREP. A la fin de l'année 1984, seule la zone située à l'ouest d'une ligne Dili/Suai pouvait être considérée comme pacifiée par l'occupant (soit environ un quart du territoire).



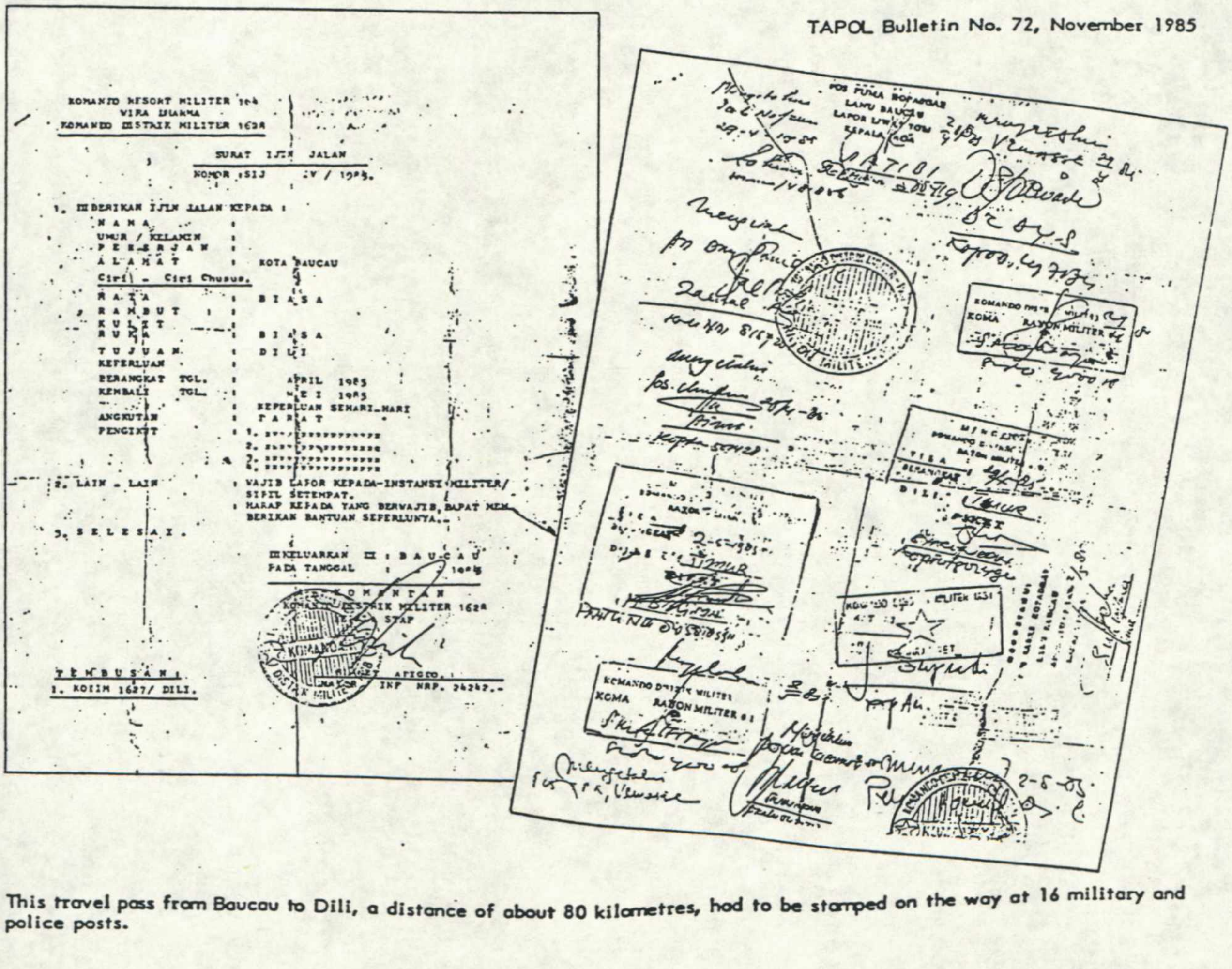
Certes, les unités de l'ABRI continuaient à contrôler les villes et les camps de regroupement mais en dehors, elles ne parvenaient à "protéger" que les voies de communication les plus importantes et ce au prix d'un investissement militaire immense. Entre Dili et Baucau, les deux agglomérations les plus importantes du territoire, situées à un peu moins de cent kilomètres l'une de l'autre, sur la côte nord, pas moins de seize contrôles étaient nécessaires. A chaque fois, le passeport intérieur (*Surat Jalan*) nécessaire à tout déplacement était tamponné (1), le véhicule était fouillé et il fallait répondre à une série de questions (CF. BCp. P.129. p4).

Entre Baucau et la rivière Boro Uai, avant le croisement entre les routes de Laga et Quelicai, alors que les dix kilomètres de route longent la plage, une baraque de contrôle était dressée tous les vingt mètres, avec dans chacune d'elle quatre HanSip timorais et un "Béret rouge" indonésien (ibidem).

---

(1) : Le passeport intérieur visant à contrôler des déplacements des timorais est un document administratif coûteux (son prix semble dépendre du bon vouloir des autorités locales et des moyens du demandeur) dont les autorités ont eu la légèreté de nier l'existence (CF. O.5. p24).
Certains réfugiés sont pourtant parvenus à faire sortir le leur malgré les fouilles auxquelles ils ont été sommes. On trouvera donc ci-joint la copie de l'un d'entre eux accompagné de l'une de ses page marquée des tampons apposés à chacun des contrôles routiers pour un déplacement en allée simple entre Dili et Baucau.

TAPOL Bulletin No. 72, November 1985



KOMANDO RESORT MILITER 164
VIRA DHARMA
KOMANDO DISTRIK MILITER 1628

SURAT IJIN JALAN
NOMOR : SIJ / IV / 1985.

1. DIBERIKAN IJIN JALAN KEPADA :
NAMA :
UMUR / KELAMIN :
PEKERJAAN :
ALAMAT : KOTA BAUCAU
Ciri - Ciri Chusus.
MATA : BIASA
RAMBUT :
KULIT :
MUKA : BIASA
TUJUAN : DILI
KEPERLUAN :
BERANGKAT TGL. : APRIL 1985
KEMBALI TGL. : MEI 1985
: KEPERLUAN SEHARI_HARI
ANGKUTAN : DARAT
PENGIKUT : 1.
2.
3.
4.

2. LAIN - LAIN : WAJIB LAPOR KEPADA INSTANSI MILITER/ SIPIL SETEMPAT.
: HARAP KEPADA YANG BERWAJIB, DAPAT MEMBERIKAN BANTUAN SEPERLUNYA.-

3. SELESAI.

DIKELUARKAN DI : BAUCAU
PADA TANGGAL : 1985

KOMANDAN
KOMANDO DISTRIK MILITER 1628
KEPALA STAF

AFIGDO.
MAYOR INF NRP. 24242.-

TEMBUSAN :
1. KODIM 1627/ DILI.

This travel pass from Baucau to Dili, a distance of about 80 kilometres, had to be stamped on the way at 16 military and police posts.

CHAPITRE - VII -

EN FINIR AVEC LA GUERILLA ?

A) QUOI FAIRE ?

Entre l'été 1984 et juin 1986, les forces en présence ne vont rien tenter de déterminant, se contentant de maintenir leur position et une pression constante sur leurs ennemis. L'échec de l'opération *Sapu* Bersih a découragé pour un temps Djakarta de mettre au point de vastes offensives coûteuses et généralement inefficaces et le Commandement Militaire timorais, désormais dissocié du Commandement Supérieur de Bali (pour passer sous les ordres directs du Ministère de la Défense) va concentrer ses efforts sur la "protection" des camps contre l'influence des GPK.

Pour se faire, entre 14 et 19 bataillons (comprenant de 500 à 550 soldats) vont être maintenus dans l'île (1) alors que l'essentiel des blindés lourds et des avions sophistiqués étaient pour un temps rapatriés à Java

Le dispositif de sécurité mis en place dans la région de Lospalos et cartographié par la résistance est particulièrement évocateur du statu quo militaire.

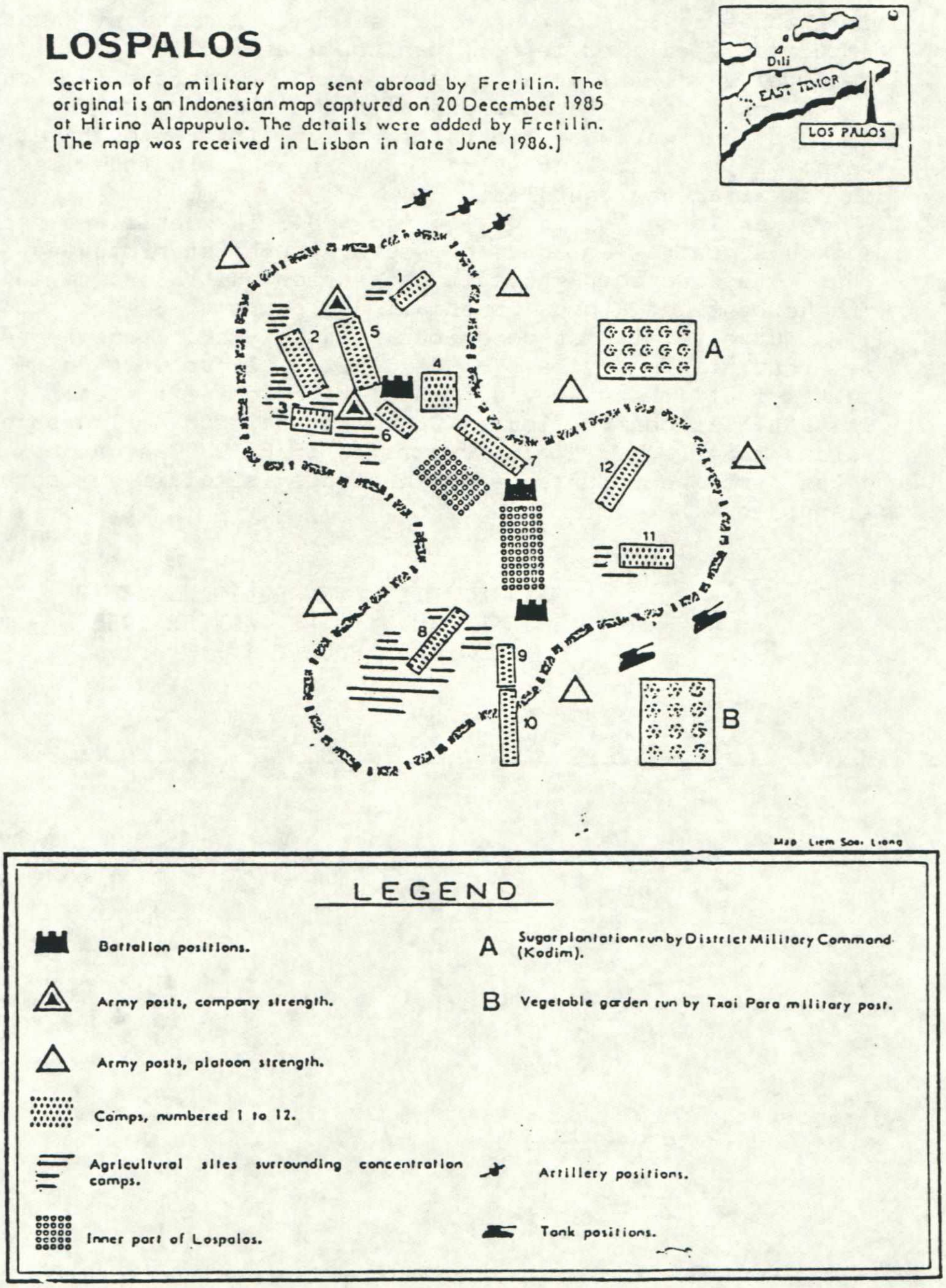
Sur cette surface qui représente environ 1/10^{e} de la superficie de Timor Oriental mais où la guerilla est particulièrement active, quatre bataillons d'infanterie indonésiens sont à pied d'oeuvre en permanence (le 411 à Laeuo, le 312 à Ilomar, le 327 à Leuro et le *Marinir* 1 à Loré. Ces unités sont soutenues par quatre unités de chars (Lautem, Lospalos, Luarai et Porlamano), huit unités d'artillerie (à Lospalos, Iliapa, Mauro, Poros, Muapitine, Iliomar, Luro et Baduro) ainsi que deux sections de commandos *(groupe 4* et *Zippur 11)* et deux compagnies du bataillon timorais 745 (On ne s'intéressera pas ici aux sections HanSip et Ratih, trop peu fiables pour être considérées comme efficientes) (ibidem).

---

(1) : D'après les évaluations respectives du général Murdani (interview accordée au journal *The Age* et parue le 7 novembre 84) et du FRETILIN (dont l'estimation s'accorde avec celle de l'agence de presse Reuter).

LOSPALOS

Section of a military map sent abroad by Fretilin. The original is an Indonesian map captured on 20 December 1985 at Hirino Alapupulo. The details were added by Fretilin. [The map was received in Lisbon in late June 1986.]


Dili
EAST TIMOR
LOS PALOS
1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
A
B
Map: Liem Soei Liong
LEGEND
Battalion positions.
Army posts, company strength.
Army posts, platoon strength.
Camps, numbered 1 to 12.
Agricultural sites surrounding concentration camps.
Inner part of Lospalos.
A Sugar plantation run by District Military Command (Kodim).
B Vegetable garden run by Txai Para military post.
Artillery positions.
Tank positions.

Source : O.68. p211.

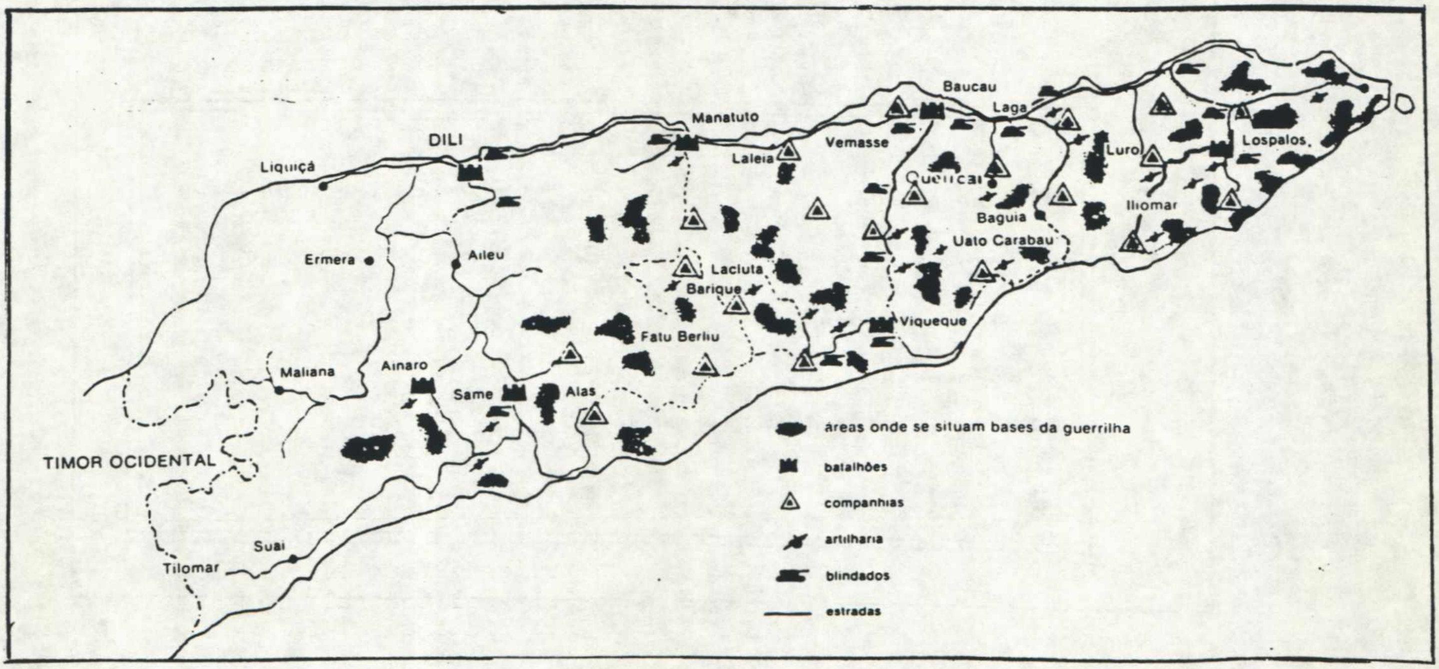
Côté Résistance, trois compagnies semblent assurer le contrôle de deux zones de 155 et 70 Km^2 où, selon le commandant Xanana Gusmao, *les populations civiles ne sont pas soumises à l'occupant et peuvent donc se déplacer librement* (une troisième zone est en partie figurée sur la carte, sa superficie apparente est de 57 Km^2).

Les compagnies se répartissent sur différentes bases, probablement rotatives, ce qui leur évite de subir de plein fouet les bombardements ou les attaques frontales.

A partir de la fin de l'année 1984, la guerilla a réduit ses attaques contre les zones occupées, trop bien protégées, alors que de leur côté, les compagnies indonésiennes quittaient de moins en moins fréquemment les abords immédiats des camps et des routes stratégiques.

D'un côté, le manque de munitions et la crainte de représailles sur les populations civiles, et de l'autre, la volonté de ne pas subir de pertes inutilement élevées, ont limité les affrontements à une attaque des FALINTIL contre Ilomar (CF le journaliste de l'agence Reuter Bill Tanant dans le *Diario De Noticas* du 18/8/1986) et à deux confrontations d'une certaine importance aux environs immédiats de Lospalos et à Alapupulo.

POSITION MILITAIRE DE l'INDONESIE
ET DU FALINTIL EN JANVIER 1986
Source : B.Cp P.171. p8.


Baucau
Laga
Manatuto
DILI
Liquiçá
Laleia
Vemasse
Quelicai
Luro
Lospalos
Iliomar
Baguia
Uato Carabau
Ermera
Aileu
Lacluta
Barique
Fatu Berliu
Viqueque
Maliana
Ainaro
Same
Alas
TIMOR OCIDENTAL
Suai
Tilomar
áreas onde se situam bases da guerrilha
batalhões
companhias
artilharia
blindados
estradas

La deuxième qui a nettement tournée à l'avantage de la Résistance lui a permis de capturer du matériel militaire léger et la carte d'Etat-Major qui, transmise par le FRETILIN à *Em Timor Leste - à Paz E Possivel, nous a permis d'établir les cartes ci-dessus.*

En fait, si dans la zone de Lospalos, les forces en présence s'annulaient plus ou moins, plus à l'ouest, en deça et au-delà de la ligne Baucau-Viqueque, la guerilla se montrait plus audacieuse.

***Ainsi, au début de l'été 1985, deux attaques d'envergure semblent avoir été menées dans la région de Vermasse sur la côte nord (CF. New-York Times du 19 juillet 1985) alors que trente à trente-cinq soldats indonésiens trouvaient la mort aux environs de Baucau au cours du seul mois de juin 1985 (CF Sydney Morning Herald* du 4/12/85).**

B) L'OPERATION *KIKIS* ("EXTINCTION") (LITTERALEMENT : SUPPRIMER-BALAYER-FAIRE DISPARAITRE. JUILLET 1986...

Après près de deux ans d'accalmie et la déconvenue de l'opération *Sapu Bersih* un peu oubliée, l'Etat-Major de l'ABRI va mettre au point un nouveau "projet de pacification", au sein duquel la capture du commandant Xanana Gusmao va devenir l'objectif prioritaire.

A partir du mois de février 1986, de nouveaux bataillons indonésiens en provenance de Bogor (Java ouest) vont commencer à arriver dans le territoire pour se mettre sous les ordres du Brigadier Général Warsito (*Komando Operasi Keamanan Timor Timur* -Commandant des opérations de sécurité pour Timor-Est). Cette fois-ci, il n'était pas question de "démonstration de force" et l'opération se mettra en place progressivement.

Dès le 15 avril, des unités du génie (*Zipur*) sont déployées à Lospalos et Ilomar afin d'entreprendre le bitumage de la route qui relieles deux villes et ce, dans une région particulièrement mal contrôlée par les indonésiens. Il s'agissait ainsi d'ouvrir la voie aux blindés qui entreront en action en juillet.

Au total, une cinquantaine de bataillons (environ 40 000 hommes) vont arriver sur le terrain (1) dont un peu plus de 20 % épaulés par six avions de chasse et surtout plusieurs centaines de "Bérets rouges" commandés par le Colonel Soenarto vont être envoyés dans la région de Viqueque-Lospalos à la poursuite du leader de la résistance.

---

(1) : Parmi les nouveaux arrivants, on a pu identifier le bataillon de génie *Zipur 9*, le bataillon 744 de Sulawesi Central, le bataillon 727 de la division de Brawijaya à Java ainsi que les bataillons 745 et 714 de nord et sud Sulawesi... Soit environ 27 000 "hommes frais" (CF. *Tapol buletin n°87. juin 88).*

Les unités restantes seront affectées dans le centre de l'île, à Soibada, Barique, Bubur, Larau, Weberec, Maubisse mais également aux environs de Dili, à Tibar, Aitelo, Bemos, Areia, Branca, Hera, Metinara, et Beban (CF. BCp. P.139. p1).

Cette fois encore, les populations civiles semblent avoir été massivement mises à contribution, particulièrement à Baguia, Quelicai, Baucau et Venilale, où on les a obligé à participer à l'encerclement du Mont Matabean (ibidem). A Same et Ainaro, tous les hommes valides ont également été mobilisés pour capturer les guerilléros du Mont Kablake (CF. BCp. P.208. p9).

Généralement, le Commandement militaire répartissait ses forces sur trois lignes (ou anneaux) distincts, le premier était constitué de HanSip, le deuxième des populations civiles encadrées par des sections des bataillons 744 et 745 et le troisième de militaires indonésiens.

Le bimestriel Em Timor Leste -A Paz e Possivel remarquait dans son numéro d'octobre 1986 que *les militaires indonésiens et timorais morts en opération étant enterrés séparément, il était possible de constater qu'au cimetière de Dili, les enterrements des timorais étaient depuis peu plus nombreux que ceux des indonésiens (BCp. P.138. p8). Il semble donc que les bataillons 744 et 745 et les groupes para-militaires timorais aient été encore davantage impliqués dans les affrontements que lors des opérations précédentes (1).*

Encore une fois, de nombreuses exactions et missions de représailles vont frapper les populations civiles, systématiquement soupçonnées par les militaires d'entretenir des liens avec la Résistance. De nombreuses exécutions sommaires ont été enregistrées dont certaines publiques. En décembre 1986 à Iliomar, par exemple, le Commandant du bataillon Zipur 9 fit rassembler la population de la localité devant le poste administratif avant de faire froidement massacrer 17 timorais, par ses soldats. A l'assistance terrorisée, il aurait promis le même sort *au cas ou quelqu'un oserait verser une larme ou montrer le plus petit signe de désaccord* (P.239).

Estimant sans doute que "la meilleure défense est l'attaque", les unités des FALINTIL ont anticipé le gros de l'offensive indonésienne et, en octobre 1986, elles vont parvenir à occuper pendant trois jours la ville de Viqueque (3$^{\text{ème}}$ agglomération du pays à l'époque), alors qu'à peu près simultanément, elles lançaient des raids contre Baucau et Lospalos où elles mettaient la main sur d'importants stocks de matériels civils et militaires (pour plus de détail sur les affrontements pendant cette période, CF notamment BCp. P.80).

En fait, grâce à son réseau d'information qui étend ses ramifications jusqu'au coeur de l'armée indonésienne, la guerilla

---

(1) : La décision d'envoyer les supplétifs en première ligne a sans doute été prise en mars 1986 lors d'une réunion entre le gouverneur et les autorités militaires. Le renforcement des bataillons 744 et 745 et l'accès des éléments les plus méritants aux unités indonésiennes classiques semble également avoir fait partie de l'ordre du jour (CF. BCp. P.208. p11).

Afin de pousser cet avantage, Djakarta va envoyer dix nouveaux bataillons en octobre, suivis de sept autres en novembre, portant ainsi àtrente-deux bataillons le nombre d'unités désormais stationnées dans le territoire (soit à peu près autant qu'en 1978/79).

C'est le moment que va choisir le Président Suharto pour se rendre une deuxième fois dans l'île. Sa visite aura lieu les 1er et 2 novembre 1988 pour l'ouverture du 4ème congrès national du "mouvement scout indonésien" et l'inauguration de la nouvelle cathédrale de Dili.
Ces occasions pourraient sembler triviales étant donné la gravité de la situation dans le territoire mais il s'agissait justement pour Djakarta de faire croire au monde que la vie était redevenue normale sur l'île.

Si on se souvient que la première visite éclair du Président indonésien à Dili s'était déroulée dans un climat de profonde insécurité, la deuxième, un peu plus de dix ans plus tard, ne bénéficiera pas de circonstances beaucoup plus favorables.

Environ 3 000 personnes ont été arrêtées entre le 26 octobre et le 21 novembre afin d'éviter un regain d'agitation avant, pendant et après la visite (CF. BCp. P98. p3), et la crainte d'un attentat était telle que les effectifs de sécurité ont été triplés. Des témoins racontent que l'on retrouvait des drapeaux indonésiens brûlés dans les rues et qu'un pamphlet très critique circulait sous le manteau.

Cette ambiance particulièrement anti-indonésienne ne pouvait que déplaire aux généraux de Djakarta et à peine l'avion présidentiel avait-il redécollé de Dili que les nouvelles unités repassaient à l'action avec une nouvelle fois pour objectif d'en finir avec la Résistance.

Cette fois-ci, à force de bombardements massifs (sur la zone de Ponta Leste au sud de Viqueque notamment) et malgré de très lourdes pertes, il semble bien que les indonésiens soient parvenus à gagner du terrain. Ainsi, malgré deux attaques lancées par les FALINTIL dans la banlieue de Dili (à Lahane et Taibessi le 31/12/88) (CF. BCp. P.99. p2), le transfert en janvier 1989 du Quartier Général du KOPSKAM (Commandement Militaire) de Dili vers Baucau est sans doute révélateur d'une baisse d'activité dans la région centre-ouest.

Par contre, aux dernières nouvelles, la Résistance qui recevait sans cesse des renforts sous forme de jeunes gens ayant préféré fuir les zones occupées, continuait encore à tenir dans la région qui sépare Baucau de Viqueque, ainsi qu'au voisinage de Laga, Luro et Lospalos.

Dans une indifférence internationale quasi générale, les combats continuent donc encore à Timor Oriental, mais, malgré la résistance acharnée menée par les populations, les opérations militaires qui se succèdent pratiquement sans relâche depuis bientôt quinze ans finiront probablement par venir à bout des FALINTIL.

D'ailleurs, le retour dans l'île fin 1988 du Colonel Pradowo (qui avait encerclé le Commandant Nicolau Lobato en décembre 1978) est un signe extrêmement inquiétant de l'évolution de la stratégie indonésienne. En effet, il semble que Prabowo ait cette fois-ci pour mission de mettre en place un système qui permette à l'ABRI de noyauter les organisations clandestines du front de manière à destabiliser le FRETILIN et à atteindre le commandant Xanana Gusmao. Cet objectif est rendu prioritaire par la prochaine visite du Pape Jean-Paul II en Indonésie et à Timor-Est, voyage prévu pour l'automne 1989.

CHAPITRE - VIII -

UN BILAN HUMAIN TRES LOURD

A) UNE TENTATIVE D'EVALUATION

Près de quinze ans de guerre d'une violence inouïe où l'enrôlement des populations civiles a été monnaie courante ; deux vagues de famine dramatique dont même le Ministre des Affaires Etrangères indonésien reconnaissait finalement la gravité (CF. *Diario de Noticias* du 29 juillet 1980) et des bombardements systématiques suivis d'actions de représailles aveugles ont dramatiquement décimé les populations timoraises.

En terme relatif, on peut dire que jamais depuis la deuxième guerre mondiale un territoire n'a autant souffert d'une invasion étrangère.

Evidemment, il est extrêmement difficile de donner une évaluation exacte du nombre des décès mais un certain nombre de statistiques peuvent nous permettre d'établir un ordre de grandeur assez réaliste.

Le dernier recensement portugais réalisé en 1970 fait état de 609 477 habitants dans la partie orientale de l'île (CF O.74. année 1974), mais compte tenu du nombre de personnes habitant dans des zones reculées et qui ne souhaitaient pas se signaler à l'administration pour des raisons fiscales, on accordera plus de crédit au comptage de l'Eglise catholique (généralement plus présente sur le terrain) qui a relevée à la même époque 628 842 personnes (CF. O.102. p546).

Quatre ans plus tard, un autre recensement, également réalisé par l'Eglise parlait de 688 711 habitants au Timor portugais ce qui révèle un taux de croissance annuel légèrement supérieur à 2,2 %. Si l'on considère cette valeur comme exacte, il y aurait eu en 1975 une population d'environ 704 000 personnes. Entre 1 500 et 3 000 personnes (selon les estimations) ont péri au cours de la guerre civile des mois d'août et de septembre 1975 (CF. Vol II, p69) et environ 3 000 autres sont partis se réfugier soit en Australie, soit au Portugal.

Si l'on ajoute également les 1 000 fonctionnaires qui ont pu rejoindre le Portugal depuis le Timor indonesien en 1976 (1) ainsi que 2 000 de leurs confrères progressivement évacués de Dili (clandestinement ou non) au cours de trois années suivantes, on obtiendra un total de 8 000 personnes qui ont eu la chance de quitter le territoire juste avant ou juste après l'invasion indonésienne. Il restait donc sur place environ 696 000 habitants au total.

---

(1) Sur les 20 000 personnes qui se sont réfugiées à Timor-Ouest entre août et septembre 1975, ce sont les seules que n'ont pas été contraintes à regagner les camps de la partie Est de l'île à la fin de l'année 1976.

Au delà de ce résultat somme toute très théorique et qui ne nous paraît pas avoir un grand intérêt en soit, on peut parvenir à des évaluations beaucoup plus pertinentes du nombre de décès non répertoriés par les statistiques en prenant les hypothèses de calcul suivantes :

- On estime au départ à 240 000 les décès pendant la période considérée (dans la mesure où Ao = 695 000 et A6 = 455 000) et on suppose le nombre de décès par an constant, soit 40 000 morts par an).

- L'accroissement démographique qui est de 2,2 % en temps de paix ne nous paraît pas avoir pu se maintenir du fait de l'éclatement des familles, et de la situation alimentaire et militaire extrêmement peu favorable. Nous avons donc évalué la croissance démographique entre décembre 1975 et décembre 1981 à 1,1 %. Ce ratio ne sera appliqué dans nos calculs qu'à la population de l'année précédente moins la moitié de la population supposée morte dans l'année.

Une fois les calculs effectués ((2) voir page suivante), on obtient un total d'environ 38 000 décès non répertoriés dans les statistiques.

Ainsi, en tenant compte d'une marge d'erreur de plus ou moins 15 % étant donnée la faible qualité des statistiques et la marge d'erreur importante de nos approximations successives, entre 235 000 et 320 000 personnes ont été victimes de la politique menée par l'Indonésie à Timor-Est rien qu'entre 1975 et 1981. Malgré l'hécatombe provoquée par la famine de 1982 et les conséquences de la mobilisation forcée des populations, nous avons choisi de ne pas considérer cette periode ni les évolutions plus récentes, dans la mesure où pour ce faire nous ne disposerions que des statistiques indonésiennes, insuffisamment fiables à notre avis. D'ailleurs, les migrants qui semblent avoir afflué à Timor à partir du milieu des années 1980 (CF. pp173-176) paraissent assimilés aux populations autochtones dans ces statistiques ce qui fausse sans doute encore un peu plus ces chiffres.

B - UNE PROFONDE DESTRUCTURATION DES SOCIETES TIMORAISES

Derrière tous ces chiffres, ce sont des familles, des villages, et peut-être des groupes ethniques entiers qui ont été décimés. Comme nous le confiait récemment une religieuse étrangère qui séjourne dans l'île depuis plusieurs années, veuves et orphelins sont aujourd'hui légion à Timor et parmi les réfugiés que nous avons interrogés (qui appartenaient pourtant tous à des élites favorisées qui n'ont pas trop souffert des famines successives), rares sont ceux qui n'avaient pas perdu plus d'un tiers de leur frères et soeurs à cause de la guerre.

En 1987, témoignant devant le "Comité des 24" chargé des problèmes de décolonisation pour l'organisation des Nations Unies, Moisés Amaral, Président de l'UDT, décédé depuis (CF p 233), déclarait que sa famille qui comptait 35 membres en 1975 avait été réduite à 9 en 1979. En moins de trois ans, il avait perdu ses parents, sept frères et soeurs, quatre beaux-frères et belles-soeurs et quinze neveux et nièces (CF. Bcp. P.143. p6). Au delà du nombre des victimes, la somme des malheurs individuels et les angoisses des survivants ne sont pas mesurables. A un tel niveau de natalité, la société est totalement destructurée et les individus "détribalisés" sont parqués dans les camps et coupés de tout ce à quoi ils étaient attachés. Ils n'ont plus de "point de repère sociaux" et doivent en permanence se préoccuper de leur survie immédiate.

D'ailleurs, ceux qui s'en sortiront "physiquement" ne tiendront pas toujours le coup nerveusement. Ainsi le père d'une jeune timoraise que nous avons rencontré à Lisbonne est aujourd'hui quasiment grabataire bien qu'il ait moins d'une soixantaine d'années, parce qu'il n'a pas supporté les tortures et la mort d'une partie de ses enfants.

---

(2) On considérera la relation :

$$A_{n+1} = ((A_n - 20\ 000) \times 0{,}011) + A_n - 40\ 000$$

$$A_{n+1} = 1{,}011\ A_n - 47\ 220$$

Soit une suite arithmético géométrique de type :

$$A_{n+1} = \quad A_n - B$$

L'expression de An en fonction de n a donc la forme suivante :

$$A_n = k + (A - k)\,\alpha^n \qquad \text{avec } k = \frac{\beta}{1 - \alpha}$$

$$\text{Soit ici } k_x = \frac{-\ 47\ 220}{1 - 1{,}011} = 4\ 292\ 727$$

On obtient $A_n = 4\ 292\ 727 - 3\ 597\ 727 \times 1{,}011^n$

Dans le détail cela nous donnera :
1976 : 655 425 habitants
1977 : 615 415 habitants
1978 : 574 974 habitants
1979 : 534 069 habitants
1980 : 492 724 habitants
1981 : 450 923 habitants

La différence de 4 077 personnes enregistrée ici par rapport à la population présumée en 1981 (soit 455 000 personnes) est dûe à la marge d'erreur nécessairement incluse dans nos hypothèses.
Pour calculer le déficit humain non répertorié pour chaque année que nous appelerons Dn, on utilisera la formule suivante :

$$D_n = (D_{n-1} - 20\ 000) \times 0{,}011$$

Ce qui nous donne sur six ans un résultat cumulé de 37 925 personnes.

DEUXIEME PARTIE :

L'ENTREPRISE DE COLONISATION INDONESIENNE A TIMOR-EST

CHAPITRE - I -

UNE ADMINISTRATION DUALE

Le Vice-Gouverneur, Francisco Lopes Da Cruz s'étant également signalé par quelques déclarations lapidaires (1) et n'ayant pas appartenu à l'APODETI, c'est Guilherme Maria Goncalves, le *Liurai* d'Atsabe qui va hériter du poste.

Connu par les Mambai qui dépendaient de sa juridiction pour sa soif de pouvoir et les mauvaises conditions de travail qu'il imposait aux travailleurs de ses plantations, il va bientôt être connu de tous pour sa vénalité.

Carmel Budiardjo et Liem Soei Liong suggèrent que Goncalves a été choisi par les indonésiens dans la mesure où, originaire de l'une des régions dans lesquelles les plantations de café étaient les plus prospères, il était susceptible de convaincre les populations de cesser le combat et de reprendre la production (CF. O.13. p99).

En fait, son impopularité dans sa région d'origine va être assez préjudiciable à ce projet, d'autant qu'à l'échelle du territoire, Guilherme Goncalves était parvenu à s'attirer l'antipathie de l'ensemble de la population ; ses pratiques clientélistes et sa propention à privilégier ses propres affaires au détriment de son travail de fonctionnaire l'ayant empêché de défendre autant que faire ce pouvait les timorais.

Incapable d'assumer une quelconque tâche administrative et parlant mal l'indonésien, il va tout de même conserver son poste jusqu'en 1982, après quoi il aura l'imprudence de s'opposer au colonel A.P. Kalangie, ancien commandant militaire et nouveau responsable de l'administration civile, *généralement considéré comme l'homme fort du territoire* (N.U. 27. p7. pt.25). Il semble bien que ce soit un conflit d'intérêt autant qu'un conflit de personnalité qui ait séparé les deux hommes. Le différent aurait porté à la fois sur leurs prérogatives politiques respectives (CF. pp 111-113) et sur la répartition des profits issus de l'exploitation des caféiers.

Nommé à l'automne 1982, le nouveau gouverneur, Mario Viegas Carrascalao, précédemment membre de la délégation indonésienne à l'ONU, sera le seul à aller au bout de son mandat (il sera même confirmé dans sa fonction le 18 septembre 1987 pour une deuxième période de cinq ans).

Président fondateur de l'UDT (CF. vol.II. p10) puis remplacé à la tête du parti pour ses compromissions avec l'Administration Coloniale, il va s'avérer beaucoup plus intelligent et sérieux que ses prédécesseurs en évitant les déclarations trop fracassantes et les conflits avec les militaires indonésiens. Son côté très polissé et ses

---

(1) : Il avait notamment déclaré en février 1977 qu'en *six mois de guerre civile, 60 000 personnes avaient trouvé la mort* et bien que s'étant rétracté quelques jours plus tard en précisant que ce chiffre comprenait aussi bien les morts que les blessés ou les réfugiés (le colonel Sugiyanto l'y avait fortement incité) sa déclaration avait été déjà reprise par la presse internationale (CF. O. 28. pp302-303).

Ecoeuré, ce militant sur qui les indonésiens auraient pourtant pu compter a immédiatement déserté son unité pour fuir vers le Portugal (CF. O.28. p304).

D'autres ont eu moins de chance, et le Gouverneur Arnaldo Dos Reis Araujo regrettait d'ailleurs vivement que *les dirigeants des partis APODETI et UDT soient massacrés ou détenus et emmenés vers des destinations inconnues...* (P. 92).

De nombreuses lettres parvenues à Timor au début des années 80 témoignent de l'évolution des mentalités de ceux qui se déclaraient favorables à l'intégration au cours de l'année 1975 (CF. B. Cp. P. 123. p6). Il semble même que certains d'entre eux aient fini par créer un petit mouvement nationaliste connu sous le nom de *Saint Antony* qui aurait tenté de perturber la venue du Président Suharto au début du mois de novembre 1988 (CF. B.Cp. P.98. p3).

b) Construire Un Appareil Administratif : Le Règne De La Carotte Mais Surtout Du Baton

Malgré la violence et les brimades qu'ils subissaient, certains supporters de l'APODETI ou de l'UDT se sont laissés convaincre par les avantages qu'il pouvait y avoir à collaborer avec l'occupant.

Se voyant accorder des privilèges substanciels (luxueuses maisons de fonction, bétail, quelquefois même plantation), des individus comme M. Brito, ancien directeur de la Banco Nacional Ultramarino est représentatif de cette nouvelle élite coloniale en gestation. (Il est désormais responsable de la gestion de sept plantations de café et son salaire comme les avantages en nature dont il dispose sont considérables (CF. O. 13. p100).

De même, Francisco Lopes Da Cruz s'est vu offrir une *"luxueuse propriété* et vingt acres de caféiers (CF. P.321. p61) alors qu'en 1980, Mario Carrascalao, se faisait restituer les 521 hectares de plantations qui avaient été confisqués à sa famille quatre ans plus tôt (CFP. 373. p9).

A un niveau moindre, les petits administrateurs locaux vont également profiter de leur position pour s'accaparer les maigres richesses encore exploitables dans le territoire.

Dans la région d'Ossu, par exemple, des réfugiés rapportent que les cinquante buffles de Bira-Narak qui appartenaient à l'ex *Liurais* d' Osso-Rua (Armindo Da Silva) ont été confisqués par Daniel Joào Baptista, aujourd'hui *sekretais daerah tingkat II* alors que le policier Adelino Alves a réussi à "se procurer" tous les autres animaux de trait de la région.

Les deux hommes contrôlent ainsi indirectement la totalité des rizières d'Ossu où ils peuvent monnayer très cher le travail de leurs animaux (CF. P.396. p2). Ce cas, choisi parmi d'autres, est évocateur du pouvoir que peut conférer l'autorité administrative dans le contexte de pénurie qui règne à Timor-Est.

Dans pareil contexte, faire preuve d'esprit critique c'est aussi faire preuve de courage sinon de témérité, on pourrait donc s'attendre à ce que les administrateurs timorais évitent de se manifester.

Pourtant, en juin 1981, quatre membres de l'assemblée territoriale (Leandro Isaac, Sousa Soares, Francisco Dias Ximenes et Lucio Goncalves (frère du Gouverneur)) vont faire parvenir au président Suharto un rapport tout à fait intéressant et évocateur de la situation dans l'île.

Nous en présentons ici quelques extraits qui donnent le ton général de ce réquisitoire :

> *Le peuple de Timor-Est a ressenti au plus profond de son être un sentiment de joie sans mesure et à travers des siècles, ce peuple exprimera toujours sa gratitude et sa reconnaissance pour l'intégration de Timor-Est au sein de sa mère patrie, la glorieuse République d'Indonésie (...).*
>
> *Pourtant, certains individus qui sont venus dans cette province y ont introduit un comportement qui ne peut être décrit que comme le comportement des conquérants à l'égard d'un peuple conquis.*
>
> *Avec une grande brutalité, les individus auxquels il est fait allusion ci-dessus, ne respectent pas (lorsqu'ils ne les ignorent pas tout simplement) les coutumes du peuple de Timor-Est et abusent du pouvoir que leur confère leur position pour adopter une attitude indisciplinée en complète contradiction avec la politique du Gouvernement Central et avec les aspirations du peuple de Timor-Est.*
>
> *L'Assemblée Régionale représentative du peuple de la province de Timor-Est continue à recevoir avec une profonde tristesse des plaintes orales aussi bien qu'écrites relatives à des cas de tortures, de mauvais traitements, de meurtres et d'autres problèmes aussi inimaginables.*
>
> *Les lois fondamentales dans la province de Timor-Est sont bafouées par certains individus ou groupes qui (...) commettent des meurtres sans appliquer dûment la procédure juridique légale relative au processus d'investigation (!). Un sentiment de peur est ressenti par la population si bien que les conditions de vie du peuple se sont dégradées (...).*
>
> *En outre, dans une situation où il n'y a pas de cadre légal ni de discipline, les problèmes relatifs à la mortalité ont une grande importance, comme à Dili par exemple, où de nombreuses femmes emprisonnées ont été torturées à l'électricité et brûlées avec des cigarettes par certains membres des forces armées qui leurs ont également infligé des actes sexuels immoraux...* (P.385. p5).

S'en suit une critique en règle de l'attitude des principaux responsables administratifs militaires du territoire et de la colonisation économique, le tout était accompagné d'exemples précis datés et chiffrés.

ADMINISTRAÇÃO INDONÉSIA EM TIMOR-LESTE

(BCp P.172 p21)

CORPO DIRIGENTE		COMANDO MILITAR TERRITORIAL	COMANDO POLICIAL TERRITORIAL	ADMINISTRAÇÃO	GABINETE DO ACUSADOR PÚBLICO
Nível provincial					
MUSPIDA I, Musyawarah Pimpinan Daerah I; Direcção Regional de Consulta a nível regional	consistindo em	Comandante do KOREM (Korem = Komando Resor Militer ou Comando Militar Regional)	Chefe da POLWI (POLWI = Polisi Wilayah, Polícia Regional)	Governador & Sekwilda (*) (Sekwilda = Sekretaris Wilayah Daerah, Secretário Provincial)	JAKSA, Acusador Público
Nível distrital/Kabutapen Timor-Leste está dividido em 13 kabupatens					
MUSPIDA II, Musyawarah Pimpinan Daerah II; Direcção Regional de Consulta a nível distrital	consistindo em	Comandante do KODIM (Kodim=Komando Distrik Militer ou Comando Militar Distrital)	Chefe da POLRES (POLRES = Polisi Resor, Polícia Distrital)	Bupati & Sekwilda (*) (Bupati = Chefe de Distrito; Sekwilda =Secretário Distrital)	
Nível subdistrital/Kecamantan No total há 64 kecamatan					
TRIPIDA, Tri Pimpinan Daerah; Direcção Regional Tripla a nível subdistrital	consistindo em	Comandante do KORAMIL (Koramil = Komando Rayon Militer ou Comando Militar Subdistrital)	Chefe da SEKSI POLISI (SEKSI POLISI = Sie Polisi, Polícia Subdistrital)	Camat & Pendamping (**) (Camat =Chefe de Subdistrito)	
Nível da aldeia/Desa		BABINSA, Bintara Pembina Desa; Oficial Miliciano de Enquadramento da Aldeia	BINPOLDA = Bintara Polisi Desa, Polícia de Aldeia	Kepala Desa, Chefe de Aldeia	

(*) Em Timor-Leste o Sekwilda é invariavelmente um militar que tem como tarefa extra ser a "sombra", isto é controlar o "chefe" timorense.

(**) Funcionário indonésio que "acompanha", isto é que controla, um funcionário timorense.

e)- De manière apparente, que se soit pendant ou en dehors des heures de bureau, le SEKWILDA de Timor-Est organise des réunions à son propre domicile, alors que les instructions du centre et la réglementation l'interdisent absolument. D'ailleurs, toutes les facilités sont accordées au SEKWILDA et les bureaux mis à sa disposition par le Gouverneur sont plus qu'adéquats. (P.385. pp6-7).

Le Colonel Kalangie qui se voit également reprocher *de détourner les deniers publics et de ne pas distribuer l'aide humanitaire* va répondre par le mépris aux propos amers des fonctionnaires timorais qui sont les seuls à ne pas s'apercevoir que c'est sur ordres de Djakarta qu'on ne leur accordait aucun pouvoir effectif. Ce qu'ils prenaient pour une anomalie dûe à l'arrogance d'un groupe d'officiers était bel et bien la pierre d'angle de l'organisation de contrôle indonésienne pour Timor Oriental. En effet, c'est à tous les niveaux que l'administration civile est chapotée par la hiérarchie militaire. Dans les districts (Kabupaten), des secrétaires (SEKWILDA) contrôlent le travail des *Bupati* et prennent discrètement les décisions.

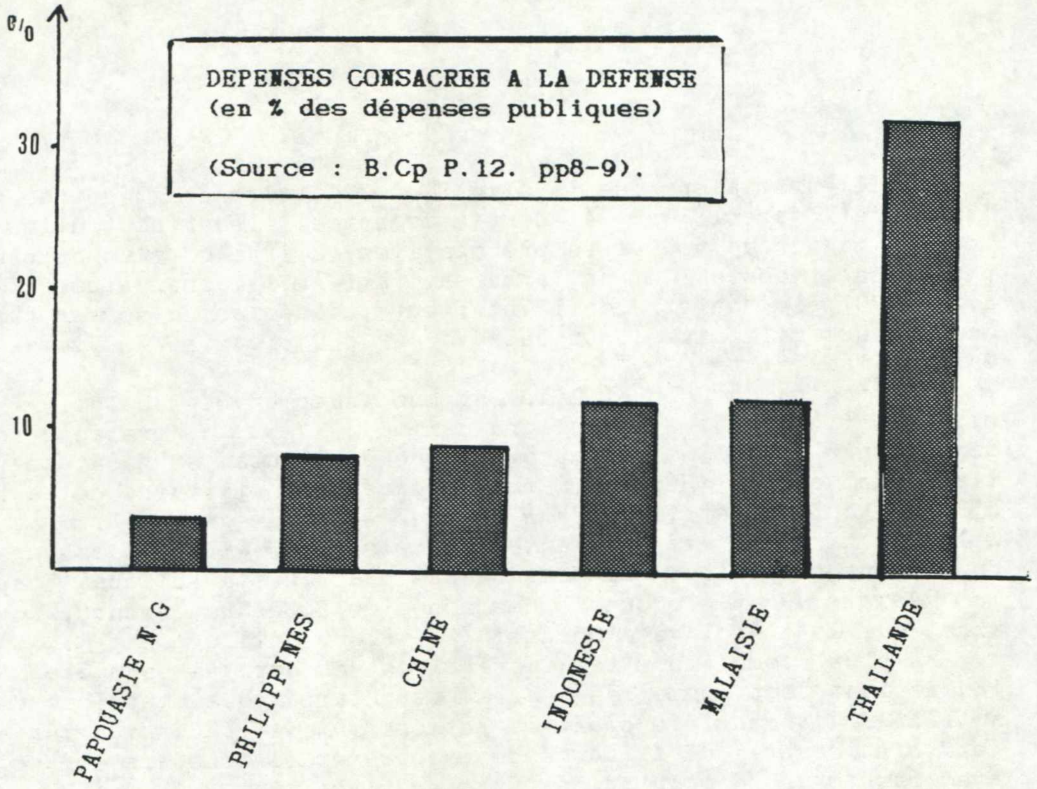
Au niveau des subdistricts (*Kecamantan*, les Camats sont supervisés et accompagnés de *Pendanping*, fonctionnaires chargés de veiller à ce qu'il n'aient pas de lien avec le FRETILIN).

Dans les villages (*Desa*), les chefs de village eux-mêmes sont supervisés par des *Babinsa*, milices d'encadrement qui patrouillent un peu partout. Bien que généralement non armés et habillés en civils, ces membres sont responsables de la sécurité dans les villes et dans les camps et peuvent, à tout moment, faire appel aux troupes du KORAMIL (dans les villages, c'est généralement un individu unique qui assure la tâche des *Babinsa*) (CF. P.379. p6) (1).

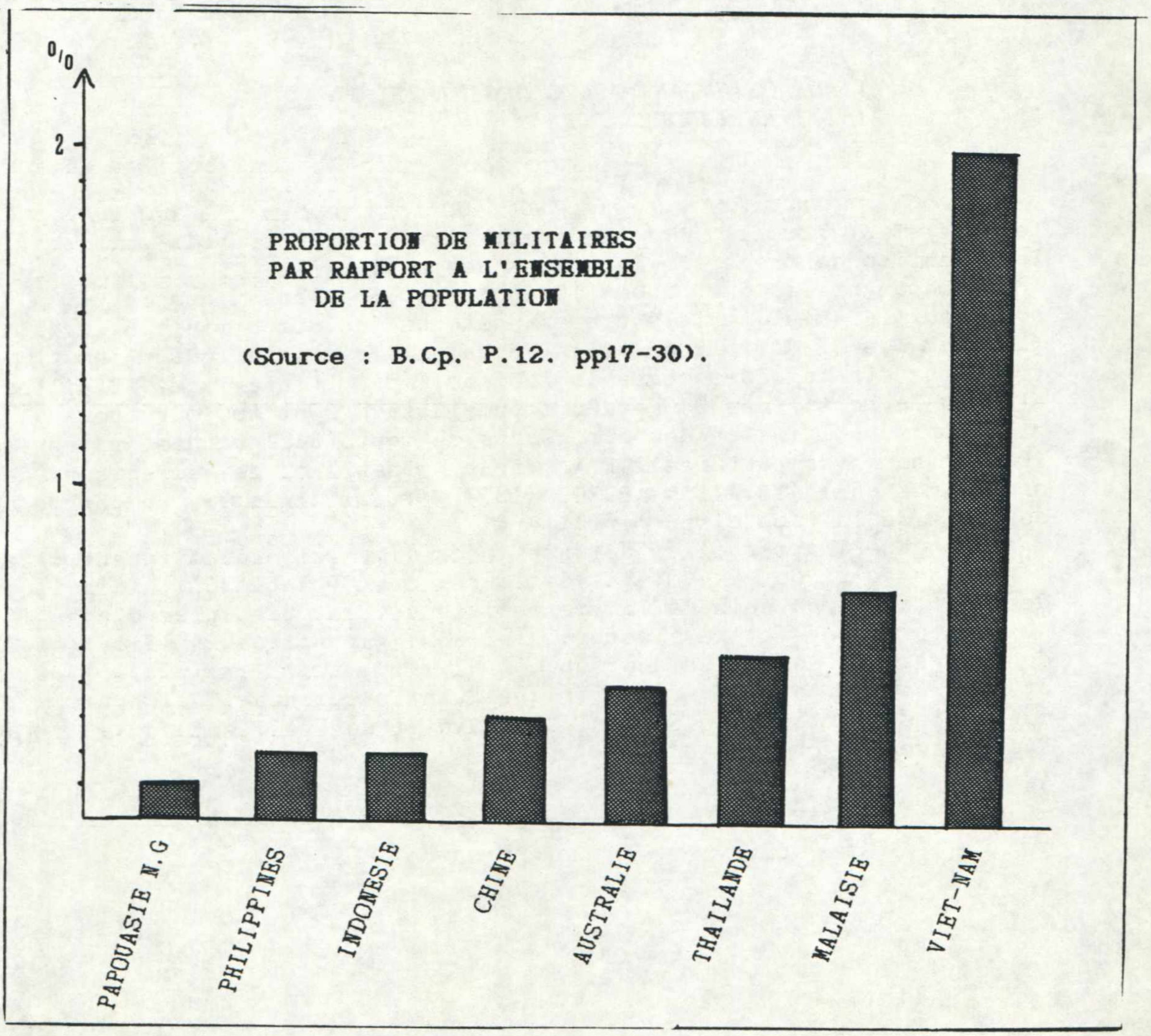
Ce double système semble avoir pour but de garantir "la pacification de l'île" tout en évitant que les populations puissent trop sentir le poids d'une nouvelle administration coloniale. En Irian Jaya, quelques années plus tôt, les Papous comme les journalistes avaient été choqués que tous les postes de fonctionnaires soient occupés par des "étrangers" ; alors qu'à Timor, la fonction de représentation pouvait être assumée par des autochtones même si le vrai pouvoir n'était pas concentré entre leurs mains.

---

(1) : *Si le KOREM 164/W.D (le Commandement Militaire de Timor-Est) et ses composantes étaient comparées à un être humain ayant le KOREM comme tête (ou comme cerveau, les KODIM comme tronc et des KORAMIL comme bras et jambes, les BABINSA et les équipes d'encadrement villageois sont les doigts. Si le cerveau a conçu des plans pour la capture des GPK et que le corps a fait fonctionner les bras et les jambes mais que les doigts ne fonctionnent pas, alors les GPK s'échapperont.* (Major Williem Da Costa, sur l'importance et le rôle des BABINSA - Document d'instruction n°1 in O.13. p182).


DEPENSES CONSACREE A LA DEFENSE
(en % des dépenses publiques)

(Source : B.Cp P.12. pp8-9).


PROPORTION DE MILITAIRES
PAR RAPPORT A L'ENSEMBLE
DE LA POPULATION

(Source : B.Cp. P.12. pp17-30).

opérationnelles ont bénéficié par la suite de promotions très flateuses :

- le Major-Général Soweno, placé entre 1976 et 1978 à la tête du Commandement régional dont dépendait Timor-Est, est devenu par la suite Commandant de la KOSTRAD (les forces de réserves stratégiques), poste hautement stratégique qu'occupait le Général Suharto à sa prise de pouvoir en 1965.

- le Major-Général Dading Kalbuadi a organisé les attaques de Maliana et Balibo en octobre/novembre 1975 (CF. vol.II. pp79-80) puis il s'est vu attribuer le Commandement militaire de la région de Nusa Tenggara (*Kodam XVI*) dont dépend Timor-Est avant de devenir l'assistant en charge de la logistique pour l'ensemble des forces armées de l'Archipel.
- le Brigadier-Général Sahala Rajagukguk (qui a rédigé une partie des manuels d'instruction souvent cités dans ce mémoire) est devenu directeur de la prestigieuse SESKOAD après avoir été Commandant en chef des forces indonésiennes en opération à Timor-Est jusqu'en 1982 (CF. O. 13. p146)... Même le Général Try Sutrisno, nouveau Commandant en chef des forces armées a dirigé un temps le *KODAM XVI* (entre 1978 et 1979), supervisant ainsi la fin de l'opération *Encerclement et Annihilation*.

CHAPITRE -II-

LA VIOLENCE COMME MODE DE GOUVERNEMENT

étaient réputés sans issue (ibid pp55-56). Des hôtels comme *Le Flamboyan* de Baucau ou *Le Tropical* de Dili ont été largement utilisés et les noms des militaires (souvent des officiers) qui procédaient aux interrogatoires sont généralement connus (CF. notamment *Tapol Bulletin* d'avril 1988 et B.Cp. P.147. p15).

Nous avons même rencontré un réfugié, Cristiano Costa dont les deux incisives ont été cassées lors d'un interrogatoire et qui garde également des cicatrices sur le visage consécutives aux brûlures de cigarettes qu'il a subies. Deux autres personnes nous ont affirmé avoir reçus des chocs électriques et tout ceux qui ont été maintenus en détention ont entendu, de jour comme de nuit, des hurlements en provenance des pièces où avaient lieu les tortures.

Entre la fin de l'année 1978 et le milieu de l'année 1979, la plage des "sables blancs" (*Aria Branca*) qui s'étend sur environ dix kilomètres à l'est de Dili et se divise en criques peu profondes, va servir de réceptacle pour les dizaines de corps des Timorais martyrisés qui ne survivront pas aux séances de tortures. Interviewé par *TAPOL*, un réfugié décrit les *têtes scalpées et les corps décapités léstés de pierres et abandonnés sur les hauts fonds, ce qui donnait à l'eau une teinte vaguement rougeâtre* (P.380. p16).

Pareillement, Duko Leki, un réfugié arrivé très récemment à Lisbonne nous livrait en mai 1989 que les lagunes de Tasitolo dans la banlieue ouest de Dili étaient connues pour être de véritables charniers. Aucun Timorais n'acceptait de s'y rendre, craignant de ne jamais en revenir et lui-même, chauffeur de taxi pendant un moment a été brutalisé par des soldats indonésiens pour avoir refusé de les y emmener.

B) LA FOLIE MEURTRIERE

1) LE FOND DE L'HORREUR

Entre décembre 1975 et la fin de l'année 1978, les personnes arrêtées, le plus souvent des civils, n'étaient que très vaguement au courant des déplacements et de la stratégie des troupes de Nicolau Lobato, aussi les Indonésiens n'avaient-ils pas beaucoup d'espoir d'obtenir des renseignements d'eux.

Il leur était d'autant moins utile "d'insister", que dans le contexte d'une guerre de position où chaque camp espérait repousser l'ennemi au-delà des lignes de front, les zones contrôlées par les uns et par les autres étaient à peu près connues. Les unités nationalistes timoraises étaient le plus souvent reconnaissables à leurs uniformes et il était donc facile de les identifier et de les combattre.

Dans une lettre datée du 15 mai 1984, un prêtre signale également qu'à plusieurs reprises, les populations étaient obligées de donner des coups de pied dans des têtes décapitées de militants du FRETILIN (CF. B.Cp. P.129. pp4-5) alors que d'autres timorais soupçonnés d'appartenir au FRETILIN étaient lapidés à mort au centre de Quelicai par des soldats des troupes régulières (CF. B.Cp. P.147. p15).

Les difficultés rencontrées pour recueillir des témoignages (liées au nombre infime de réfugiés qui ont pu quitter Timor-Est depuis 1976 et à l'impitoyable censure exercée par l'administration indonésienne sur le courrier en provenance de l'île), laissent supposer que de nombreux cas de ce genre n'ont pu être rapportés aux organisations humanitaires et à la presse internationale. Aussi, le nombre de personnes considérées comme "disparues" est-il extrêmement élevé.

Lorsque les membres de la famille de l'un de ces "disparus" osent aller s'enquérir auprès de l'administration militaire de son sort, (s'exposant ainsi aux risques de représailles), on leur répond le plus souvent que l'individu en question s'est rendu dans une autre ville du territoire ou qu'il a été "prendre un bain de mer" (*Mandi Laut*), lorsque l'on ne prétend pas carrement qu'il a quitté la région pour habiter une autre île.

En mai 1984 par exemple, *huit des vingt-trois personnes arrêtées à Loi Boro Uai (Baucau), vont "disparaître". A leurs familles qui leur apportaient de la nourriture, on a répondu qu'ils étaient partis étudier à Djakarta* alors que les malheureux étaient illétrés (O.2. p22).

2) PROFITER DES FEMMES ET DES JEUNES FILLES TIMORAISES

Evidemment, lorsque plusieurs dizaines de milliers de soldats débarquent dans une île où la prostitution était jusque-là très peu développée, ils vont éprouver le désir de s'accaparer les femmes autochtones.

Or, dans un contexte où les militaires jouissent d'une complète liberté d'action et où aucune instruction ne leur est donnée pour respecter les populations civiles, les actes de violence sexuelle vont atteindre des proportions dramatiques.

Dès le premier jour de leur présence dans l'île, "pour fêter leur arrivée à Dili", les soldats vont pouvoir "profiter" des anciennes militantes de l'OPMT (l'Organisation des Femmes Timoraises) et de l'UNITEM (Organisation des Etudiants Timorais (CF. vol.II. p78) proches du FRETILIN.

Certains timorais qui ont pu leur rendre visite dans leurs prisons racontent que certaines d'entre elles présentaient de profondes cicatrices sur les seins, provoquées par les cigarettes de leurs tortionnaires. Certaines de ces femmes auraient pu alors déclarer qu'elles avaient été constamment violées et que plus de la moitié d'entre elles étaient enceintes.

C) "ABUS INDIVIDUEL" OU STRATEGIE DELIBEREE :
LES POURQUOIS D'UN TEL ACHARNEMENT

1) CACHER LA VERITE...

Le représentant indonésien auprès du Comité Spécial des Nations Unies chargé des problèmes de décolonisation allait déclarer à la session de septembre 1984 que *l'usage de la torture et d'autres formes de mauvais traitements lors de l'interrogation des suspects est contraire à la philosophie de l'Etat, le Pancalisa, aux valeurs de base du peuple indonésien et aux lois et réglementations, particulièrement à la loi n°14 (1970) relative aux règles fondamentales qui régissent le pouvoir judiciaire et à la loi n°8 (1980) sur les procédures du droit criminel.*

L'usage de la torture ou d'autres formes de mauvais traitements lors de l'interrogatoire d'un suspect expose le contrevenant à une sanction disciplinaire et à des poursuites judiciaires (CF O.2. p14).

Il faut donc penser que lorsque dans le manuel d'instruction n°8 (procédure établie pour interroger les prisonniers), le Colonel Sahala Rajagukguk expliquait dans quelles conditions il fallait user de la violence lors des interrogatoires (1), il prenait un risque important pour sa carrière personnelle. Pourtant, cette brochure va être distribuée avec tous les tampons officiels, signée par le Colonel lui-même, et plutôt que de subir des sanctions disciplinaires, il a progressé extrêmement rapidement dans la hiérarchie pour devenir Lieutenant-général puis député.

---

(1) : *S'il est prouvé qu'il est nécessaire d'user de la violence (si la personne interrogée éprouve des difficultés à dire la vérité ou reste évasive), soyez sûr qu'il n'y a pas de gens autour ((...) Hansip, Ratih ou n'importe qui d'autre) qui voient ce qui se passe (...).*
Evitez de prendre des photos montrant le déroulement des interrogatoires (notamment des gens photographiés au moment où ils subissent des décharges électriques ou lorsqu'ils sont nus etc...) et de toute façon, souvenez-vous que vous ne devez pas faire développer de tels documents photographiques, ailleurs qu'à Den Pasar, sinon ils risquent d'être diffusés au public par des éléments irresponsables(CF O.13. p237).

d'adresse *Bapak* (qui implique l'idée que votre interlocuteur vous est supérieur), lorsqu'il s'adresse au moindre soldat indonésien.

Ce conditionnement était d'autant moins difficile à organiser que la plupart des javanais semblent de toute façon se considérer supérieurs aux populations de l'Est de l'Archipel à la peau plus sombre et aux moeurs apparemment moins policées.

Un des rares étrangers qui a passé quelques temps à Timor nous signalait récemment que même les responsables javanais de la Croix Rouge Indonésienne s'adressaient aux timorais avec un soupçon de commisération et une bonne dose de paternalisme. Ayant invité deux amies timoraises à venir boire un verre à son hôtel (le seul ouvert aux étrangers à l'époque), la même personne sera apostrophé par un commerçant indonésien présent au bar en même temps que lui qui lui demandera avec un sourire entendu *s'il aimait les négresses ?*.

De même, à la fin de l'année 1985, le Lieutenant-Colonel Sukri Malik, responsable de la police à Timor-Est, tout en regrettant avec le Colonel Kalangie l'arriération de la société timoraise, l'attribuait à la *mentalité déficiente* (*Kerapuhan Mental*) des habitants de l'île (P.372. p23). L'un de ses subordonnés renchérissait d'ailleurs en signalant au journal indonésien *Angkatan Bersenjata* que les autochtones passaient tout leur temps et dépensaient tout leur argent *à se saouler, à jouer à des jeux d'argent, à regarder des combats de coqs et à danser* (P.372. p23). Ce policier se plaignait également que peu de timorais aient le *haut niveau d'intelligence et les aptitudes à l'analyse nécessaires pour faire partie des Forces Armées*. Ce qui, aggravé par leurs *tendances à ne respecter que leurs propres lois et à appliquer leurs croyances idolâtres montraient à quel point ils étaient primitifs* (ibidem).

Dans ces conditions et à partir du moment où pareils sentiments étaient véhiculés par les éléments les plus élevés de la hiérarchie policière et militaire, il n'est guère étonnant que les simples soldats aient pris des libertés avec une population qu'ils pouvaient quasimment considérer comme "infra-humaine".

Ce n'est donc pas le peu de respect des troupes indonésiennes pour la vie humaine en général qui expliquerait leur attitude à l'égard des timorais (CF. Mgr Martinho Da Costa Lopes in. P.379.), mais bel et bien leur mépris total et à tous les niveaux pour ceux qu'ils considèrent comme des sauvages (tout comme les Papous d'Irian Jaya d'ailleurs). *Sama, Sama*, le slogan indonésien qui voudrait faire penser que la discrimination n'existe pas entre les différentes populations de l'Archipel a donc été particulièrement mal compris à Timor-Est, d'autant qu'en langue Tetum *Sama* signifie "piétiner, écraser, écrabouiller" (CF. P.332).

D) LES CENTRE DE DETENTION

La nuance entre les camps de regroupement et les prisons proprement dites n'est pas évidente à priori, d'autant que les transferts des populations des uns vers les autres sont extrêmement fréquents.

Cependant, si les timorais parqués dans les camps sont mal nourris et mal traités, il est plus rare qu'ils subissent les tortures fréquemment imposées aux prisonniers soupçonnés d'être des membres du FRETILIN. De plus, dans le premier cas, on parlera de sévères restrictions de déplacement, alors que dans l'autre il est bien rare que les prisonniers soient même autorisés à sortir de leur cellule en dehors des multiples interrogatoires auquels ils sont soumis.

Avec l'arrivée des indonésiens, le nombre des centres de détention s'est multiplié dans des proportions impressionnantes en dehors des lieux traditionnellement utilisés pendant la période portugaise (essentiellement la prison de Comarca à Dili). Presque tous les centres de décisions militaires (KOREM, KODIM, KORAMIL) et surtout les casernements des Kopassandha (RPKAD) ont servi de lieux d'internement, ce qui n'exclu pas la réquisition pour le même usage de maisons individuelles, d'entrepôts ou de commerces (CF. p118).

Un ancien prisonnier qui est parvenu à quitter Timor a confié à *Amnesty International* que rien qu'entre décembre 1975 et février 1976, il a été transféré pas moins de six fois (de l'immeuble de la société publique portugaise SOTA, à la prison de Comarca en passant par l'hôtel *Faki*, le *Palacio Das Reparticoes* (un immeuble administratif), le snack-bar *Tropical* et deux résidences privées) (CF. O.2. pp60-61).

1) ATAURO TRANSFORME EN PRISON

a) Première Epoque : Automne 1980 --> Février 1982

L'îlot volcanique d'Atauro, dernier refuge de l'administration portugaise avant son départ pour l'Australie en décembre 1975 va devenir quelques années plus tard le centre de détention le plus important de l'île.

Le premier contingent de déportés va y arriver le 5 septembre 1980 à la suite des "coups des mains" menés par les FALINTIL à Dili et au cours des semaines suivantes, il sera suivi de beaucoup d'autres. Finalement, au début de l'année 1981, l'île comptait plus de 3 500 prisonniers (d'après nos sources) en plus des 5 000 personnes qui constituent la population autochtone.

Si une minorité a eu "la chance" d'être relogée dans sa région d'origine, d'autres ont été purement et simplement réincarsérés dans les prisons de Dili, ou de Baucau.

Number of People Held on Atauro

Date	*Number of People Held*	*Comment*
June 1980	**"several hundred"**	**Source: Confidential (exact figures not available)**
June-December 1981	**3,621**	**Cumulative total; source: *Camat* (sub-district officer) of Atauro's office**
March 1982	**3,737**	**Source: International Review of the Red Cross (IRRC)**
April 1982	**3,340**	**Source: IRRC**
May 1982	**3,352**	**Source: Indonesian officials to visiting foreign journalists**
July 1982	**3,380**	**Source: IRRC**
September 1982	**4,077**	**Source: Australian Foreign Office Service Report. (According to same source two groups comprising 629 people were sent to Atauro from the district of Ainaro during August 1982.)**
late October 1982	**3,794**	**Source: Confidential**
August 1983	**2,100**	**Source: Confidential**
March 1984	**2,100**	**Source: IRRC; [of whom 139 were "detainees", 350 "former detainees"] (Source: Confidential)**
June 1984	**"About 2,000"**	**Source: IRRC**
July 1984	**2,153**	**Source: Report on visit of Australian Ambassador Rawdon Dalrymple**
September 1984	**2,100**	**Source: Confidential**
October 1984	**1,500**	**Source: Statement of Indonesian Foreign Minister (that 600 detainees were returned to their homes on 4 October 1984)**

SOURCE: O.2. p71 ; P.120 et P.121

3) LE COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE "DANS LES PRISONS"

Refusant d'abord toutes visites de la Croix-Rouge dans les centres de détention de l'île principale, les autorités vont finir par comprendre de quelles façons elles pourraient en tirer profit pour leur propagande vis-à-vis de l'étranger.

Ainsi, de la même manière qu'elles avaient vidé l'île d'Atauro, elles vont transférer la plupart des prisonniers (et probablement en exécuter un certain nombre (CF. O.2. p64)) avant la visite des délégués.

Finalement, en janvier 1982, ces derniers seront autorisés à se rendre à Comarca et à la prison de Lospalos où ils ne compteront en tout et pour tout que 27 prisonniers politiques. Ce nombre ridicule correspond bien à l'image que les indonésiens voulaient donner de la répression politique à Timor.

On va beaucoup reprocher à la Croix-Rouge Internationale de cautionner les manipulations indonésiennes sur la question des prisonniers politiques et il faut bien reconnaître que ces critiques ne sont pas toujours infondées.

Bien qu'il faille être conscient des limites de la marge de manoeuvre de l'Organisation et ne pas demander aux délégués "de témoigner" (ce qui leur fermerait les portes de nombreux pays), plusieurs éléments ou déclarations peuvent paraître cautionner exagérement l'attitude indonésienne.

A partir de 1980, le Rapport annuel de l'organisation range par exemple dans un unique chapitre *l'Indonésie et Timor-Est* avant de carrément reléguer *Timor-Est* en sous chapitre de la section *Indonésie* (CF. Rapport de 1985, P.121. p59).

Alors que l'organisation des Nations Unies considère toujours le Timor Oriental comme une colonie portugaise, cette reconnaissance implicite de l'intégration, exigée par les indonésiens, aurait pu leur être refusée par simple respect du Droit International.

De la même façon, on remarquera que jamais dans ses Rapports annuels, la Croix-Rouge Internationale n'a fait mention des restrictions d'accès qui lui sont imposées dans les prisons de l'île principale, laissant penser aux lecteurs non avertis que le nombre d'établissements pénitentiaires visités correspondait au nombre total de lieux de détention dans l'île (CF notamment P.120. p59 et P.121. p6).

Un peu plus de précision aurait sans doute mieux rendu compte de la réalité sans pour autant passer pour une prise de position politique. C'est d'ailleurs pour cette raison que des organisations comme *Pax Christi* ou *Amnesty International* ont à de nombreuses reprises demandé à la Croix-Rouge de faire un exposé "plus clair" de ses activités au Timor Oriental, ne serait-ce que lorsqu'elle est appelée à présenter son travail à l'organisation des Nations Unies.

Cette discussion n'est pas sans enjeux loin s'en faut car l'attitude indécise du CICR permet entre autres à la diplomatie indonésienne de faire croire que cette organisation *continue d'opérer au Timor Oriental en se déplaçant librement sur tout le territoire dans l'exercice de sa tâche humanitaire* (N.U.14. p25).

C'est donc avec quelques raisons nous semble-il que les associations intéressées par le destin des timorais signalent que de ne pas infirmer de telles informations, *c'est aussi les cautionner un peu et en tout cas ne pas utiliser une marge de manoeuvre qui permettrait au CICR, s'il le veut de présenter une image de Timor Oriental plus conforme à la réalité et à sa renommée d'impartialité* (CF. BCp. P.138. p17).

4) CAUTIONNER LES INCARCERATIONS PAR UN PROCESSUS LEGAL : LE PIEGE DE LA JUSTICE INDONESIENNE A TIMOR-EST

La nomination, à la fin de l'année 1983 d'un Procureur de la République à Timor Oriental et la mise en place simultanée d'un appareil judiciaire, semble alors tout tenir de la formalité administrative et de l'opération de propagande.

Au début de l'année 1986 L.P. Siregar, le président du tribunal de Dili signalait d'ailleurs que *pas un seul des 154 prisonniers jugés (...) ne s'est déclaré non coupable ni n'a contesté les accusations. Tous ont été condamnés et aucun n'a fait appel de la sentence* (BCp. P.135. p5), les avocats de la défense choisis et commis d'office par Djakarta se réjouissaient également de pareils résultats tout en signalant que *le gouvernement ne pouvait pas donner de meilleures preuves de sa volonté d'assurer aux accusés un procès juste* qu'en leur ayant financé un séjour de plusieurs mois à Dili.

Les procès ne sont pas publics (aucun observateur étranger n'est autorisé à y assister), les procès verbaux des interrogatoires ne sont pas rédigés et on essaie seulement de faire signer aux prisonniers des aveux autocritiques préparés par l'administration qui serviront de pièces à conviction (CF *Tapol Bulletin* d'avril 1988).

Généralement, les détenus finissent par accepter de se livrer à ce type d'exercice car par la suite, ils seront répertoriés par les Organisations Internationales et donc généralement mieux traités. De plus, ils auront l'espoir de recouvrer leur liberté à l'issue des deux à quinze ans de prison infligés généralement, ce qui n'est pas le cas de leurs compagnons qui peuvent disparaître à tout moment.

CHAPITRE -III-

TIMOR ORIENTAL : UN TERRITOIRE FERME

A) IMPOSSIBLE DE SORTIR

1) EVITER LES TEMOIGNAGES COMPROMETTANTS

A compter du 7 décembre 1975 à sept heures du matin, les indonésiens vont empêcher au maximum l'évacuation des réfugiés timorais au départ de Timor Oriental.

Ainsi jusqu'en 1978, si l'on excepte quelques centaines d'anciens fonctionnaires de l'administration portugaise qui ont eu la chance de pouvoir quitter les camps de la partie ouest de l'île en mars 1976 et les 929 autres qui pourront les rejoindre en octobre, la population de l'ancienne colonie portugaise a été totalement retenue prisonnière. Il ne s'agissait pas que la Communauté Internationale puisse recevoir des échos des sévices infligés par les troupes d'occupation. Le blocus était d'autant plus aisé à assurer que l'insularité de Timor voue à l'échec toute tentative d'évasion.

Le courrier a également été systématiquement censuré et en dehors de quelques messages sortis clandestinement par des canaux qu'il n'est bien entendu pas possible de révéler, personne ne peut écrire quoi que ce soit sur la situation dans l'île. Même l'évêque de Dili ne se risque pas à envoyer quelque chose par la poste et comme il le remarquait lui-même en décembre 1984, il doit fournir *beaucoup d'efforts pour trouver les moyens adéquats pour expédier ses lettres à l'extérieur* (P.375. p7).

Evidemment, les appels téléphoniques inter-régionaux ne sont pas accessibles aux timorais, à moins qu'ils n'acceptent d'en faire la demande plusieurs jours auparavant et qu'ils veuillent bien être placés "sur écoute" et coupés à tous moments.

La presse internationale est également totalement proscrite dans le territoire et l'écoute d'une radio étrangère (australienne surtout) est passible d'une sanction. Seule la station locale de la *Radio Replublik Indonesia* qui diffuse le plus souvent en indonésien des programmes où il est surtout fait mention des efforts de développement du gouvernement à Timor est audible par tous les timorais alors que les heureux possesseurs d'un poste de télévision (moins d'un millier) peuvent recevoir les programmes de la *Televisi Republik Indonesia*.

Plus récemment, on vient d'apprendre la création d'un nouvel hebdomadaire *Suara Timor Timur* (la voix de Timor-Est). Interrogé à son sujet, le gouverneur a précisé que ce nouveau médium *constituait une manière pour le gouvernement local de faire comprendre ses choix* (CF. B.Cp. P.94. pp1-2).

---

(1) : A la suite d'un accord discret signé en juin entre le général portugais José Morais Da Silva et les autorités indonésiennes (CF. P.311. p810),

2) SATISFAIRE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE A MOINDRE FRAIS

A la fin de l'année 1978, pour la première fois depuis près de trois ans, en échange de la reconnaissance "De Facto" par l'Australie de l'occupation de Timor-Est par son voisin indonésien, les autorités militaires se sont engagées à laisser 600 timorais rejoindre leurs familles en Australie (certaines y étant installées depuis l'automne 1975). En réalité, seules 350 personnes pourront finalement sortir et avant leur embarquement du nouvel aéroport de Dili, on signalera aux candidats au départ que tout entorse à la "loi du silence" risquerait d'être préjudiciable à leurs proches toujours retenus dans l'île... Aussi, la plupart des réfugiés vont ils appliquer cette consigne à la lettre en préférant ne pas communiquer avec les journalistes.

De manière à paraître coopérantes, les autorités de Djakarta vont accepter de mettre en place un programme de réunion des familles en collaboration avec le Comité International de la Croix-Rouge. Pourtant, ce programme qui va toucher moins d'une trentaine de personnes en moyenne par an entre 1979 et 1982 peut apparaître dérisoire si on songe aux dizaines de milliers de personnes qui ont rempli leurs demandes d'emigration (1).

NOMBRE DE PERSONNES AUTORISEES A SORTIR PAR LE BIAIS
DU PROGRAMME DU COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX ROUGE

1979 ; 28

1980 ; 8

1981 ; 14 (dont 8 Capverdiens)

1982 ; 121 (dont 70 Capverdiens)

1983 ; 139

1984 ; 189

1985 ; 170

1986 ; 320

SOURCE ; P.120 à P.126

---

(1) : Le bureau du CICR n'a été ouvert que quelques jours au cours du printemps 1976, mais un témoin nous a raconté que la bousculade a été telle que le personnel indonésien a été obligé par les autorités de renoncer à sa tâche après avoir déjà recensé plus de 27 000 candidats au départ pour la seule région de Dili.

B) IMPOSSIBLE D'Y ENTRER

1) DES VISITEURS TRIES SUR LE VOLET

Il aurait été bien inutile d'empêcher que les timorais puissent quitter le pays pour aller apprendre au monde ce qu'ils subissaient si par ailleurs les journalistes et les responsables politiques étrangers pouvaient à loisir visiter le territoire et interroger ses habitants.

Aussi, alors que pendant les quelques semaines où il s'est maintenu au pouvoir, le FRETILIN avait ouvert en grand les portes du pays à qui voulait bien le visiter (CF. notamment P.415. p4), les indonésiens vont vouloir les maintenir closes au maximum pour éviter la réprobation internationale.

Bien en peine de justifier leur refus systématique d'accorder des visas, les diplomates indonésiens vont essayer d'éviter les questions en prétendant avec une évidente mauvaise foi que *Timor-Est est un territoire ouvert* (CF. O.31. p42 et B.Cp. P.148. p9) ou que *le réseau routier y est trop déficient* pour que la presse puisse y exercer convenablement son métier (CF. B.Cp. P.79. p2).

Finalement, afin de pouvoir un peu étayer leur argumentation et de manière à éviter des reproches trop appuyés de leurs bailleurs de fonds occidentaux, les autorités vont choisir d'inviter un certain nombre de diplomates à priori favorables au processus d'intégration ainsi qu'une série de journalistes travaillant pour la plupart dans des journaux conservateurs anglo-saxons.

Nous avons tenté d'inventorier assez systématiquement les visites d'observateurs étrangers entre 1976 et 1988. Il nous faut cependant signaler qu'il est fort probable que nous ayons malencontreusement oublié certains visiteurs alors que nous en avons volontairement omis certains autres (les journalistes qui n'ont été autorisés à se rendre dans l'île que pour accompager une mission diplômatique, et les membres des organisations humanitaires qui ont été autorisés à travailler dans le territoire, mais qui ne peuvent parler de la situation).

1976 :
- Winspeare Guicciardi (représentant du Secrétaire Général des Nations Unies)

1977 :
- Helen Meyner et William F. Goodling (représentants du Congrès américain).
- Peter Rodgers et Cavan Hogue ("deux diplomates" australiens).
- Richard Carleton (journaliste australien).

1988 : - Alain Boebron (correspondant de l'agence France Presse).
- Quatre députés du Parlement Européens.

Morisson : Mais vous réalisez que dans la plupart des endroits, le FRETILIN n'est pas en position de force ; que votre position est très faible. Pourquoi pensez-vous que vous pouvez gagner ?

Gama : Depuis trois ans, tous les gens nous soutiennent, même ceux qui sont dans les villages contrôlés par les forces indonésiennes. Tous sont prêts à défendre leur idéal qui est l'indépendance totale.

Le traducteur indonésien : Ils disent que tous les gens sont maintenant sous leur contrôle même les habitants de Laga sont sous leur contrôle.

S'en suit un évident quiproquo sur la notion de contrôle et Morisson (de toute façon mal disposé à l'égard du FRETILIN (CF. B.Cp. O.3)) ne prendra pas son interlocuteur au sérieux (CF. P.379. pp10-11).

Le caractère systématique de ces manipulations a été confirmé par le résident portugais Iniacio De Moura qui a échappé de justesse à une exécution sommaire le 10 décembre 1975 et après bien des péripéties a servi de traducteur lors de certaines "visites guidées" (celles du député Ana Coreta Correia et du journaliste Nuno Rocha notamment) avant de parvenir enfin à quitter l'île pour le Portugal (CF. B.Cp. P.145. p5).

d) Dissimuler le Matériel Militaire et Remplacer les Témoins trop Gênants par des Fonctionnaires Indonésiens

Conformément aux instructions données dans la circulaire de 1976 (CF. p 141) le matériel militaire indonésien sera autant que possible caché avant la venue des visiteurs étrangers.

Lors de la visite de la représentante du Congrès américain, Helen Meyner, il semble qu'une bonne partie des troupes, des chars d'assaut, des véhicules blindés et des pièces d'artillerie lourde aient été transportée dans l'île d'Atauro (CF. B.Cp. P.48. p1) et d'après le FRETILIN, les soldats indonésiens soignés dans l'hôpital de Dili ont également été discrètement transférés dans des dispensaires de campagne pendant quelques jours (ibidem).

De même, Anselino Aparicio, un réfugié récemment arrivé de Timor rapporte que lorsqu'une délégation étrangère est passée par Baucau en 1979 (nous ne sommes pas parvenus à retrouver de quelle délégation il s'agissait), les blindés indonésiens furent emmenés à Nu-Bere pour y être cachés. Comme porteur (TBO) du bataillon *Armed-7*, Anselino a dû couper de nombreux bananiers appartenant à la population de la localité pour camoufler les tanks (CF. BCp. P.147. p15).

Une fois le matériel militaire pudiquement dissimulé, il s'agissait également d'éviter que les suspects ou les personnes retenues prisonnières dans les rares centres de détention où les visiteurs pouvaient accéder, puissent tenter le "tout pour le tout" et livrer des informations jugées confidentielles.

Aussi, avant les visites les plus importantes, les individus potentiellement dangereux pouvaient être transférés au commandement militaire et retenus plusieurs jours (CF. BCp. P.145. p4).

Mieux encore, pour garantir que les réponses données aux journalistes seront conformes aux voeux des autorités, des fonctionnaires ou des soldats indonésiens en civils ont couramment remplacé les authentiques prisonniers dans les cellules (CF. B.Cp. P.133).

e) Organiser des "réceptions d'accueil"

Lorsque Richard Carleton, premier journaliste occidental à se rendre dans le territoire va arriver à Dili, les autorités locales vont lui réserver un accueil scolaire et populaire bien orchestré, destiné à lui faire comprendre à quel point les habitants du territoire étaient heureux de l'intégration à la République d'Indonésie.

Les enfants d'une école de Dili ont paradé devant moi en chantant des hymnes nationalistes.

A Ermera, on pouvait lire sur une banière accrochée entre deux arbres : "Nous sommes une langue, nous sommes un pays, nous sommes une nation, nous sommes indonésiens".

Une autre disait : "Bienvenue aux gentleman australien. Nous vous demandons de ne pas nous déranger parce que nous sommes déjà unis avec nos frères d'Indonésie. C'est notre problème pas celui d'autres gens".

A Babonara (Bobonaro ?), on pouvait lire sur une banière : "Si vous monsieur êtes venu pour nous déranger et faire souffrir notre pays déjà intégré à la République d'Indonésie, nous pensons qu'il serait mieux que vous partiez dès maintenant".

Dans cette ville, des enfants m'ont accueillis en me chantant sans discontinuer : "Nous faisons partis d'une Nation, nous sommes indonésiens".

A Maliana, on pouvait lire une pancarte marquée d'un "Va en enfer James Dunn" (1) et dessous, des enfants chantaient : "Nous voyons que c'est seulement avec l'intégration de Timor-Est que nous pouvons vivre en paix et développer notre pays comme nous l'entendons".

Curieusement, la plupart des affiches étaient rédigées en indonésiens, une langue que personne ne parle... Peut-être qu'ils savent seulement l'écrire ! (B.Cp. P.173).

---

(1) : Consul australien à Dili au début des années 60, le diplomate australien James Dunn a pris fait et cause pour les timorais en tentant d'alerter l'opinion internationale sur ce qu'ils subissent. Il a également publié plusieurs articles et un ouvrage particulièrement intéressant sur ce sujet (CF. O.28).

C) OUVRIR OU NE PAS OUVRIR ?

En juin 1977, le Ministre des affaires étrangères Adam Malik soulignait que *les journalistes occidentaux travaillaient mal* dans la mesure où ils ne tenaient pas compte du fait que Timor n'était intégré à la République d'Indonésie que depuis moins d'un an. Ainsi ils ne s'attachaient selon lui qu'à décrire des difficultés bien compréhensibles dans un territoire *qui venait d'achever son processus de décolonisation* (CF. B.Cp. P.150).

Aujourd'hui, alors que l'île est prétenduement "pacifiée" depuis plus de dix ans, il est difficile de tenir le même discours et même si à peine une centaine de visiteurs étrangers ont été autorisés à visiter l'île entre décembre 1975 et décembre 1988, certains officiels indonésiens pensent qu'il est désormais temps de faire de Timor-Est *une province comme les autres*. Cela ne signifie pas qu'il s'agisse de mettre fin à toutes les restrictions d'accès mais il faut pouvoir ouvrir l'île pour *dédramatiser la situation sur le plan international*.

C'est le 18 juin 1988, lors d'une entrevue avec le président Suharto que le gouverneur Mario Carrascalao va le premier demander l'ouverture.

Certes il ne s'agit pas encore de laisser les étrangers visiter l'île librement mais plutôt de permettre aux timorais de circuler comme ils l'entendent dans l'Archipel et aux indonésiens de pouvoir se rendre dans le territoire sans autorisation spéciale.

Ce serait déjà là un pas énorme, si l'on songe que les timorais sont pour l'instant toujours maintenus prisonniers dans leur île.

En d'autres temps, cette demande serait sans doute restée lettre morte, mais cette fois-ci l'entrevue a été rapportée par la presse indonésienne (CF. notamment le *Jakarta Post* du 20 juin 1988 et les *Kompas* du 28 juin et du 23 juillet), ce qui a poussé les différentes personnalités politiques indonésiennes à ouvrir un débat, jusqu'alors proscrit.

Des hommes comme le Ministre des Affaires étrangères, Ali Alatas ou le Ministre de l'Intérieur, le Général Rudini vont appuyer le projet de Mario Carrascalao tout en attendant prudemment que le Général Suharto ait pris une décision définitive (CF. B.Cp. P.148. p9).

Par contre, les généraux Yusuf et Murdani marqueront très nettement leur désaprobation. Ce dernier déclarant même au journal *Kompas* que *si l'ouverture créée des problèmes, il ne faudra pas en rejeter la responsabilité sur le Ministère de la Défense ou les Forces Armées* (n° du 28 juin).

Ce n'est donc pas sans raison que Mario Carrascalao avait prudemment attendu l'arrivée du Général Try Sutrisno à la tête des Forces Armées pour faire sa proposition. Ce dernier, moins impliqué dans l'"aventure timoraise" n'avait pas d'opposition majeure à formuler, d'autant que seulement un tiers du territoire et de la population territoire était concerné par le programme d'ouverture (à l'exclusion des districts de Bobonaro, Same, Lospalos, Baucau et Viqueque).

CHAPITRE - IV -

TRANSPLANTER LA VIE POLITIQUE INDONESIENNE A TIMOR ORIENTAL

Ainsi, si l'on examine les résultats des élections législatives de 1955, on remarque, outre les bons résultats enregistrés par le PKI (Parti Communiste Indonésien) qui remporte plus de 15 % des sièges, le maintien de la prédominance du PNI (le parti du président Sukarno avec 22 % des sièges) et la multiplication des petits Partis Laïcs (15 % des sièges) ; les Partis Religieux MASYUMI (Conseil Consultatif des Musulmans Indonésiens), Nahdatul Olama et PSII (Association des Partis Islamiques) obtiennent à eux trois environ 43 % des suffrages.

Au total, les Partis *ABANGAN* n'avaient donc obtenu qu'une assez courte majorité (52 % contre 43 %, les voix restantes ayant été attribuées à des petites formations chrétiennes).

Après 1965 et le coup d'Etat des généraux d'extême droite, le nombre de Partis politiques autorisés va être limité à trois : le GOLKAR (*Golongan Karya* le Parti des fonctionnaires) dirigé par les militaires au pouvoir, le PPP (*Partai Persatuan Pembangunan*, formé à l'issue d'une fusion forcée entre les différents partis *Santri*) et le PDI (*Partai Demokasi Indonesia, auquel on avait adjoint toute une série de petites formations Laïques)*.

Le PKI était formellement interdit et les communistes qui avaient pu échapper au bain de sang des années 1965/66 étaient soit en prison soit "repentis", soit en exil.

Lors des élections de 1971, 1977, 1982 et 1987, grâce à un système électoral qui lui est particulièrement favorable et à des fraudes massives, le GOLKAR va régulièrement l'emporter avec entre 60 et 75 % des voix mais le Général Suharto n'osera jamais écarter totalement ni le parti musulman (dont certaines composantes pourraient s'avérer dangereuses pour le pouvoir si elles étaient marginalisées) ni le PDI (qui a réuni toutes les "personnalités symboles" de la lutte pour l'indépendance). Cependant, il aura à coeur de les neutraliser et de les vider de leurs spécificités en leurs imposant la doctrine d'Etat, le *Pancasilla* (1) comme base de leurs programmes politiques.

Le GOLKAR a donc pour l'instant la situation bien en mains, mais il doit prendre garde de ne pas trop étouffer la voix des militants musulmans qui causent de nombreux troubles dans la Malaisie voisine et expriment leur mécontentement à intervalles réguliers dans des régions comme Sumatra nord par exemple.

---

(1) : Il s'agit des cinq idées de base de la philosophie politique indonésienne :
- croire dans le Dieu suprême.
- une humanité juste et civilisée.
- l'unité de l'Indonésie.
- la démocratie guidée par la sagesse des délibérations des représentants du peuple.
- la justice sociale pour l'ensemble du peuple d'Indonésie.

B) L'ORGANISATION DES ELECTIONS DE 1982

TÉMOIGNAGE D'UN TIMORAIS SUR LES ÉLECTIONS DE 1982

(Lettre du 5 mai 1982)

"Depuis l'année dernière les javanais ont obligé toute la population à s'inscrire pour les 'élections' de cette année de 1982. Depuis le début du mois de mars de cette année ils ont commencé à construire des petites maisons entourées de palissades qui servent dans différents endroits à faire les sessions d'information et les 'élections'. Dans toutes les agglomérations, villages stratégiques, postes et arrondissements on voit ces constructions du même genre, toutes situées dans un champ dégagé.

Les partis pour lesquels on va voter sont les trois partis indonésiens. Les fonctionnaires sont tous obligés à voter pour le GOLKAR. Toute la population est obligée de participer aux comices électoraux. Dans ces comices ils enseignent la population à voter, et à voter seulement pour le GOLKAR, pour le Boabab(1) dans l'urne n.º 2 (il y a 3 urnes), celle du parti du gouvernement, ils appelent à l'unité qui est seulement un moyen d'avoir le peuple dans leurs griffes.

(...)

Pour les comités responsables pour les 'élections' ils obligent les éléments influents aux yeux de la population à en faire part, y compris d'anciens membres du Front, d'anciens prisonniers qui ont été violemment battus, chocs électriques, etc. Ils sont obligés de se prononcer contre leurs consciences, leurs convictions, obligés à mentir devant tout le monde.

Dans les listes d'électeurs ils inventent des noms pour augmenter le nombre de votants. A Bé-Aço ils ont inventé environ une centaine de Marias qui lors de l'appel ne sont jamais apparues. Tout le monde était là, sous la mire des fusils. Dans les diverses localités où vont se dérouler les élections ils ont envoyé des troupes qui vont contrôler la zone et les élections. Au fond le Timor-Oriental n'a rien a voir avec ces partis indonésiens. Timor-Oriental doit se décider oui, mais sur son avenir, pour l'indépendance ou pour une autre solution. Dans les comices ils proclament que tout le peuple est libre de 'choisir', 'voter' pour qui il veut, mais qu'il est obligatoire et meilleur de voter pour le parti du milieu, le parti du gouvernement indonésien.

Les javanais ont ordonné aux timorais, aux chefs des services administratifs de Dili, d'aller dans tout Timor faire la propagande du GOLKAR, mentir et chanter les louanges du gouvernement de Djakarta et des militaires. À Baucau et Viqueque sont allés MM. Luís Gonzaga, Armindo Mariano, Quito Osório et Eurico. Toute la population a reçu l'ordre de venir dans la ville pour la manifestation du GOLKAR le 27 avril, mardi, sur le terrain de football.

Ensuite ils commencèrent à crier, toujours à crier: "Vive GOLKAR" et "Hotu-hotu kahilar: viva GOLKAR". Pendant le comice Quito Osório dit entre autre: "À Baucau j'ai posé une question à la population et ils ont très bien répondu. J'aimerais poser ici la même question: maintenant, à l'ère du développement, vous vivez déjà mieux ou non?". Et toute la population répondit: "Pas encore", à son grand étonnement. Il changea de sujet le plus vite possible criant d'autres slogans.

Puis commença le cortège golkariste autour de la ville. Ceux qui tenaient les hauts-parleurs criaient toujours: "Vive Golkar", "Vive Suharto". La population suivait comme dans un cortège funèbre, tête baissée, silencieuse, usant les T-shirts qu'ils avaient distribués, tenant et agitant avec mépris les banderolles de papier qu'ils avaient distribué en quantités. Les fonctionnaires criaient à pleins poumons: "Suharto penyelamat bangsa — le salut que Suharto a apporté" et "Suharto bapak pembamgunan — Suharto père du développement". À côté se trouvaient les javanais et les hansips (troupes auxilliaires) surveillant. Ce 27 au soir il y a eu un 'bal du Golkar' au marché de la ville. Beaucoup dansèrent pour éviter la méfiance des militaires et des 'apôtres' du Golkar.

(...)

Après beaucoup de séances d'entraînement, le 4 mai, la population alla à "l'urne du milieu". Avant cela les troupes avaient passé les maisons en revue demandant combien d'habitants et combien de visiteurs il y avait. À l'endroit des élections il y avait une tente avec 2 portes pour 2 salles. Dans chaque salle il y a trois urnes. Les urnes de la première salle sont jaunes, celles de la deuxième sont blanches. Les rideaux sont verts et jaunes. Dans les salles il y a 7 personnes: 3 du comité des élections, 3 'bapak saksi' (témoins) et un sécretaire. Celui-ci enregistre un numéro de carte d'appel sur une liste et rend cette carte d'appel. Ensuite cette carte est donnée à ceux du comité qui donnent un bulletin jaune pour être introduit comme on l'a enseigné et fait lors des répétitions, dans l'urne du milieu, celle du parti du gouvernement. Les témoins assistent à toute la scène. Sortant de la première salle, le 'votant' reçoit un autre bulletin blanc pour être introduit dans l'urne du milieu de la 2e salle.

Ainsi se termine la comédie. Avant cela ils ont distribué des milliers de T-shirts du Golkar dans tout Timor et des affiches pour être fixées et collées partout.

Ils veulent créer un air de fête et de liberté tandis que militaires et hansips accrochés à leurs fusils surveillent tous les mouvements des personnes terrorisées". ☐

---

(1) Symbole du Golkar.

Un autre témoin relate également son expérience personnelle et surtout la manière dont les Timorais ont essayé de ne pas entrer dans le jeu indonésien :

Longtemps avant le jour du vote, le gouvernement a envoyé des fonctionnaires militaires dans toutes les régions pour dire aux gens qu'ils devaient prendre part aux scrutins en votant pour le GOLKAR, et *non pour l'un des autres partis.*

J'ai moi-même assisté à un meeting de ce genre où un soldat nous a dit comment voter. Il nous a dit que si nous ne votions pas, nous serions considérés comme des FRETILIN. Cela voulait dire que voter était obligatoire.

Alors nous avons pensé : bon, si nous devons voter, nous devons essayer de le faire d'une manière différente de celle qu'ils veulent de façon à ne pas donner l'impression qu'ils ont le soutien des Timorais. (...) Au bureau de vote, il y avait trois urnes pour les bulletins, une pour chacun des partis. L'urne du GOLKAR était au milieu (n°2) et *celles du PPP* et *du PDI de chaque côté.*

Devant, là où se trouvaient les bulletins de vote, il y avait une petite guérite avec un garde de la police militaire.

Les trois urnes étaient cachées derrière un rideau, mais le rideau ne descendait pas jusqu'à terre, seulement à hauteur des genoux, comme ça, le garde pouvait voir, en regardant les pieds des gens, vers quelle urne ils se dirigeaient. Les gens savaient ce qu'il se passait, donc ils essayaient de garder les pieds devant l'urne du milieu tout en mettant leur bulletin de vote dans l'une des autres urnes (impression de Néobere, un réfugié interviewé par l'organisation TAPOL en 1983 CF. P.380. p16).

Normalement, dans toutes les autres "provinces" d'Indonésie, l'électeur reçoit un bulletin de vote pour l'élection de chacune des assemblées (DPR I et DPR II) et il doit perforer l'un des trois symboles électoraux imprimés sur les bulletins avant de le placer dans l'urne (une par assemblée).

Cette procédure, apparemment plus conforme aux normes internationalement en vigueur ne s'applique pas aux "provinces" d'Irian Jaya et Timor Timur dans la mesure où la "sécurité" n'y est pas totalement assurée.

A Timor-Est, seuls les candidats à la députation de la première chambre étaient soumis, au moins théoriquement, au processus électif et pour éviter les incidents, la plupart des anciens combattants des FALINTIL qui s'étaient rendus entre 1977 et 1979 ont été réemprisonnés pour une durée de trois mois couvrant toute la période électorale.

Après le dépouillement des voix (?) on découvrira que 311 325 électeurs s'étaient prononcés (pour seulement 306 506 inscrits) (1).

---

(1) : L'administration expliquera que les 4 819 voix supplémentaires sont le fait des indonésiens en voyage à Timor au moment du scrutin qui ont donc dû voter sur place et non dans le bureau où ils s'étaient initialement inscrits.

Plus étonnant encore, les autorités ont triomphalement annoncé que 99,5 % des votants (soit 309 608 personnes) avaient choisi le GOLKAR contre respectivement 0,2 % et 0,3 % pour le PPP et le PDI.

En réalité, pour les Timorais qui semblent avoir accordé massivement leur suffrage au "parti d'opposition" afin d'exprimer leur insatisfaction par le seul moyen qui leur était laissé (CF p154), ce scrutin apportait une nouvelle preuve que même dans le cadre "légal" imposé par l'occupant, ils n'avaient pas voix au chapitre.

De même, pour la Communauté Internationale, qu'il s'agissait de convaincre que le processus d'intégration suivait son cours, ces résultats fièrement affichés étaient pour le moins étranges et laissaient pour le moins planer quelques doutes sur la qualité du dépouillement et par extension sur l'ensemble des déclarations officielles indonésiennes à propos de Timor-Est.

C) LES ELECTIONS DE 1987 :

"LA GRAND MESSE ELECTORALE INDONESIENNE"

1) UNE PREPARATION MINUTIEUSE

Pour les élections de 1987, outre le nouveau recourt à la procédure de vote spécial déjà employée en 1982 (1), les indonésiens vont compliquer l'exercice en obligeant les gens à aller voter dans la localité ou le camp où ils avaient été enregistrés pour la première fois.

Du fait des réinstallations forcées successives, les Timorais vont être souvent obligés de parcourir de longues distances à pied pour aller glisser leurs bulletins dans les urnes. Afin d'éviter qu'ils "ne se perdent en chemin", un très important service de sécurité a été déployé dans toute les zones pacifiées. On ignore la raison de ce "caprice" de l'administration militaire mais toujours est-il que c'est

---

(1) : Bien qu'il s'agisse cette fois-ci d'élire à la fois les députés pour l'Assemblée Nationale, ceux pour l'Assemblée Provinciale et les représentants des Assemblées de sous districts.

D) L'INDONESIE PRISONNIERE DE SA PROPRE PROPAGANDE

Il peut sembler assez maladroit de la part des indonésiens d'obliger les Timorais à faire d'importants efforts pour participer à des élections où il est clair que leurs suffrage n'aura pas la moindre influence. De la même façon, il peut sembler absurde d'essayer de faire croire à la Communauté Internationale que dans un territoire aussi éprouvé que Timor-Est, plus de 90 % des gens se prononcent en faveur du GOLKAR. Mais il faut bien comprendre que l'Administration indonésienne est en quelque sorte victime de sa propre logique électorale et finalement incapable de dépasser ses incohérences. En effet, si le GOLKAR remporte plus de 70 % des suffrages dans le reste de l'Archipel il serait très préjudiciable qu'il n'en obtienne pas au moins autant dans une province qui est sensée bénéficier d'avantages économiques énormes (CF p) d'autant qu' il est sans cesse répété que les habitants sont tout à fait satisfaits de leur sort. Dans le contexte timorais un véritablement bon résultat du PDI ou du PPP pourrait donc être considéré comme un désavoeux singlant de la politique gouvernementale.

S'apercevant, à l'issue des élections de 1982 qu'une "victoire trop spectaculaire" du GOLKAR à Timor n'avait guère été convaincante pour les dirigeants des démocraties occidentales, l'administration ne pouvait guère se permettre de présenter des résultats plus acceptables en 1987. Si elle le faisait, cela reviendrait à reconnaitre implicitement soit un mécontentement croissant de la population, soit une manipulation des résultats antérieurs... Les généraux indonésiens sont désormais obligés d'afficher des résultats à peu près constants et de diffuser des dépêches post-électorales aux titres aussi triomphalistes et inutilement racolleurs que : *Grande victoire à Timor-Est et partout ailleurs aussi* (*Indonesia Report* n°22 septembre 1987).

A) ELIMINER LES SPECIFICITES TIMORAISES

L'"indonésianisation" du territoire passe naturellement par la suppression d'un certain nombre d'habitudes culturelles propres aux timorais et inacceptables dans un Etat dont la tolérance politique et sociale n'est pas l'une des vertus principales (et ce malgré sa devise nationale : *Bineka Tunggal Ika* ("unité dans la diversité")).

Le Gouverneur Mario Carrascalao a beau répéter que les populations sont aujourd'hui encouragées *à développer leurs cultures d'origines* (information rapportée par une dépêche de l'agence *Antara* du mois de décembre 1987), certaines réminiscences de l'histoire coloniale ou même d'un passé plus ancien sont définitivement proscrites.

1) LA LANGUE

Dans les 26 "autres provinces" de l'Archipel et malgré la persistance de langues ou de dialectes locaux (y compris la Java), la *Bahasa Indonesia* (langue indonésienne) semble correctement parlée et comprise par la plupart des gens et il est d'ailleurs bien évident qu'il serait extrêmement difficile de créer une nation unique pour des peuples qui n'auraient pas de terrain d'entente linguistique.

La volonté d'intégration d'une ancienne colonie portugaise dans son territoire, malgré l'absence totale de moyen de communication avec ses habitants, posait donc un problème qu'il était urgent de surmonter. D'autant plus urgent d'ailleurs que la langue est également un vecteur culturel et l'une des fondations d'un particularisme cher aux timorais.

En conséquence, depuis une dizaine d'années, il est interdit d'utiliser le portugais même dans les conversations privées et il est même devenu dangereux d'apostropher quelqu'un dans la rue en lui souhaitant un *bon dia* ("bonjour") (CF. BCp. P.128. p2). Cela peut désormais passer pour une marque de résistance passive.

Les prêtres subissent des pressions sans cesse plus insistantes pour qu'ils cessent de dire la messe en portugais ou en tetum afin que la Bahasa Indonesia soit seule utilisée dans la liturgie. Dans une île où plus de 80 % de la population se déclare désormais catholique et où l'église est incontestablement en mesure d'influencer l'opinion (CF PP215-229), l'enjeu est de taille. L'administration l'a si bien compris que malgré sa volonté de ne pas s'opposer de front aux ecclésiastiques, elle a tout de même organisé des coups de main nocturnes afin que certaines inscriptions figurant sur le fronton des églises soient effacées et réécrites en indonésien.

Malgré ces efforts et la fermeture fin 1986 de l'école secondaire Saint José, la dernière qui dispensait encore un enseignement en portugais, la Bahasa Indonesia semble avoir quelques difficultés à "prendre".

Le recensement de 1980 indiquait que 67 % des timorais ne parlaient toujours pas cette langue (CF. BCp. O.13. p138) alors qu'elle est somme toute facile à apprendre pour les locuteurs de Tetum et des autres langues austronésiennes. La situation ne semble pas s'être profondément modifiée depuis, dans la mesure où Clementino Dos Reis Amaral (membre du "Parlement Régional") précisait en 1985 que *l'usage de la langue indonésienne reste encore peu commun* (*Surabaya Post* du 11 septembre).

Le ministère des affaires étrangères indonésien reconnaissait même dans un de ces ouvrages de propagande que l'indonésien *n'est pas encore tout à fait compris par les habitants de Timor Oriental* (CF. BCp. O.23. p118).

2) SE DEBARRASSER DES RELIGIONS TRADITIONNELLES ET IMPLANTER L'ISLAM

Si l'église continue à jouir pour l'instant d'une certaine tolérance dans la mesure où l'idéologie officielle admet toutes les grandes religions monotheistes (1), les cultes animistes ont été par contre impitoyablement combattus.

Avec la férocité qui les caractérise généralement, les troupes indonésiennes ont lancé de violentes campagnes contre les "sorciers" à partir de 1979. A Beloi, une famille entière a été décapitée avant d'être brûlée, alors qu'ailleurs de nombreuses personnes étaient lacérées de coups de machette, mutilées, battues à mort etc... (CF. notamment O.3. p23 et P.385. p5).

Terrorisés et obligés de renoncer à leurs foi, les près de 400 000 animistes que comptait l'île en 1975 ont été encouragés à se convertir à l'Islam, ce qui pouvait leurs permettre d'obtenir certains avantages matériels (du riz, des vêtements, de l'argent...) (CF. BCp. P.396. p2).

---

(1) : Rappelons que le *Pancasila* oblige tous les indonésiens à croire au *Dieu Suprême et unique*.

La création en 1988 d'une "Université Islamique" et l'arrivée à Dili de 34 prêcheurs musulmans originaires d'Arabie Saoudite, venus enseigner dans les écoles coraniques de Luro, Same et Dili-Est tout comme la création de mosquées à Lospalos, Loro, Baucau, Quelicai, Baguia, Uato-Lari, Viqueque, Same, Suai, Maliana et Dili (1) sont symptomatiques à la fois de l'intensité du courant d'émigration et de l'effort d'islamisation (CF. BCp. P.87. p3 et BCp. P.96. p2).

Malgré cet investissement, le rejet de l'occupant et donc de l'Islam auquel il est identifié ont poussé les gens à préférer faire le choix du catholicisme. En conséquence, alors qu'elle représentait seulement 32 % des timorais en 1975, l'église va compter dans ses rangs plus de 80 % de la population en 1985 (CF O.103. p1).

---

(1) : Ce qui portait à 16 le nombre de lieux de culte musulmans d'une capacité d'accueil de plus de 200 personnes.

B) L'INTEGRATION PAR L'EDUCATION

1) MISER SUR L'ECOLE

Dans la mesure où l'Indonésie semble s'être définitivement aliénée l'actuelle population timoraise qui continuera sans doute à lutter contre ceux qu'elle considère comme des envahisseurs, il était urgent pour l'administration de mettre au point un système d'enseignement et d'endoctrinement qui lui permette de conditionner les nouvelles générations.

Il n'est donc pas surprenant que depuis le début de l'année 1977, l'accent ait été mis sur l'importance de la scolarisation. A cette époque, une soixantaine d'enseignants sont arrivés d'Indonésie pour appliquer un programme intensif de diffusion de la *Bahasa Indonesia* dans l'enseignement primaire et deux millions de roupiahs ont été aloués pour la construction de six nouvelles écoles et la reconstruction de trente autres (CF. N.U.30. par.47) et en dehors de l'apprentissage linguistique, des cours sur la culture, l'histoire et les coutumes sociales indonésiennes vont être dispensés aux futurs instituteurs comme aux élèves.

Les écoles vont très vite devenir des centres de conditionnement idéologiques où les élèves en uniformes blancs et rouges (les couleurs indonésiennes), bérets sur la tête et au garde à vous doivent entonner tous les matins les chants patriotiques de leur "nouveau pays" avant de hisser le drapeau et d'assister à d'interminables panégyriques du *Pancasila* sous la photo du président Suharto (CF P.356. p19)(CF O.13. p111).

Evidemment, les références à la culture timoraise sont totalement proscrites et seule l'histoire de la nouvelle métropole est abordée, ce qui rappelle étrangement le système d'enseignement en vigueur dans les ex-colonies françaises, britanniques, hollandaises ou portugaises.

NUMBER OF SCHOOLS, STUDENTS AND TEACHERS AT THE ELEMENTARY, JUNIOR AND SENIOR HIGH SCHOOL LEVELS
STATE AND PRIVATE
1976 - 1986

TYPE OF SCHOOL	1976	1977	1978	1979/80	1980/81	1981/82	1982/83	1983/84	1984/85	1985/86
Number of Schools										
- Elementary Schools	47	107	202	208	293	339	376	400	416	498
- Junior High Schools	2	9	9	15	19	23	28	35	43	71
- Senior High Schools	-	-	-	2	3	4	5	7	8	19
Number of Students										
- Elementary Schools	13,501	23,041	41,543	59,072	68,709	77,658	90,437	99,430	103,673	109.884
- Junior High Schools	315	926	1,041	1,248	2,474	3,810	5,622	8,202	11,576	17,351
- Senior High Schools	-	-	-	122	286	572	1,047	1,707	2,694	2,948
Number of Teachers										
- Elementary Schools	499	614	959	1,610	1,515	1,821	2,226	2,646	2,646	2,978
- Junior High Schools	10	17	36	148	191	256	289	415	415	322
- Senior High Schools	-	-	-	7	7	11	15	40	55	79

Source : Provincial Office of Education & Culture, East Timor

Etant donné l'intérêt évident pour l'Indonésie de développer le système d'enseignement (élémentaire en tout cas), il ne nous semble pas qu'il soit nécessaire de remettre fondamentalement ces chiffres en doute (et ce malgré la propension très nette des services statistiques indonésiens à toujours vouloir marquer une progression annuelle quels que soient les résultats réels enregistrés).

Pourtant, on notera de très sérieuses nuances entre les résultats donnés par les différentes brochures diffusées par le Ministère de l'Information indonésien :

Selon les cas, le nombre d'écoles élémentaires variera pour l'année 1981/82 par exemple, de 229 (BCp. O.23. p148) à 339 (voir ci-dessus) ou même à 368 (*Statistical Year Book Of Indonesia* de 1982)... Alors que toutes ces informations proviennent théoriquement du même service (Bureau de l'éducation et de la culture de la "province Timor Timur").

Il serait aussi inutile que fastidieux de comparer toutes les statistiques, d'autant que nombreux sont ceux qui ne s'accordent pas entre eux (les chiffres relatifs au nombre d'élèves scolarisés sont particulièrement fluctuants) il est d'ailleurs même possible qu'aucun ne rende compte de la réalité. Il faut donc considérer le tableau ci-dessus comme purement indicatif.

Dès l'automne 1983, on a appris qu'un groupe d'étudiants timorais avait été expulsé de Djakarta vers Dili pour des raisons mal connues (CF. BCp. P.125. p6) mais par la suite, avec la multiplication des incidents, les nouvelles parviendront en plus grand nombre.

Le 20 octobre 1986 par exemple, quatre étudiants de l'université catholique d'Atmajaya (Djakarta) qui faisaient l'objet d'intimidations de la part de la police politique ont tenté de se réfugier à l'Ambassade de Hollande.

L'affaire s'est donc déroulée au vu et au su de tous les diplomates étrangers de Djakarta et si trois des quatre étudiants ne sont finalement pas parvenus à quitter le pays, ils n'ont pas été trop inquiétés.

Par contre, Germano Silva, élève de l'Ecole Supérieure d'Administration Publique (L.A.N) est détenu depuis deux ans et demi dans les prisons indonésiennes et, Acacio, étudiant à l'Institut d'Agriculture de Semarang et élément actif de la résistance clandestine a été retrouvé mort au fond d'un puit en mai 1987. Plus récemment encore, José A. Moniz Da Silva, un fonctionnaire timorais qui a eu l'opportunité d'aller étudier à la faculté d'économie coopérative de l'Institut Supérieur *Karmala* de Yogyakarta a été retrouvé mort à l'issue d'un prétendu accident de moto (il serait entré en collision avec une petite fille dont on n'a jamais pu retrouver de traces ; l'accident se serait produit sans témoins, son véhicule n'a subi aucun dommage et sa seule blessure se situait derrière la nuque). Moniz Da Silva avait eu l'imprudence de répondre à la demande de Mario Carrascalao qui avait demandé aux étudiants timorais une contribution scientifique pour le développement de Timor et son rapport, trop critique, semble avoir été intercepté par les services de renseignements de Dili (KOPSKAM)... (CF. BCp. P.145. p3).

Ne pouvant parvenir à censurer le courrier des timorais qui font leurs études dans les autres îles, les autorités indonésiennes sont bien en peine de les empêcher de diffuser des informations vers l'extérieur ou même de les empêcher de mettre au point informel réseau de solidarité.

Outre l'élimination physique pure et simple, l'emprisonnement ou le renvoi direct à Dili, les autorités disposent de tout un arsenal de sanctions et menaces diverses plus ou moins efficaces (interruption du paiement des bourses d'études (c'est ce qui est arrivé aux étudiants timorais de l'*Akademi Usaha Perikanan* (Djakarta) en janvier 1988), menaces de bastonnades par des "civils" excédés qu'ils aient manifesté des sentiments indonésiens (comme cela est arrivé à Denpasar (Bali) en juillet 1988) etc...)(CF. B.Cp. P.148. p2 et B.Cp. P.88. pp2-3).

C) DE NOUVELLES FORMES DE RESISTANCE POUR LES NOUVELLES GENERATIONS

Malgré l'endoctrinement, malgré les *Framuka* et malgré les menaces, la plupart des jeunes, bien qu'ils parlent désormais l'indonésien et qu'ils aient perdu leur nationalité portugaise vont organiser leurs propres mouvements de protestation.

Les étudiants timorais que l'on a conditionné depuis leur plus jeune âge à l'idée qu'ils sont indonésiens vont refuser de cautionner la dépendance coloniale contre laquelle ont déjà lutté leurs ainés, même si leurs doléances à eux sont plus ambigües.

Entre le 17 et le 20 juillet 1988, plus de 600 jeunes de toutes les régions et de tous les niveaux scolaires se sont à plusieurs reprises massés devant le palais du Gouverneur, exigeant de pouvoir librement accéder aux études secondaires et supérieures comme les fils de fonctionnaires et de militaires indonésiens. Menaçant d'aller continuer leurs études dans *les écoles Xanana Gusmao* s'il n'y avait pas de places pour eux dans les écoles indonésiennes, les étudiants s'en sont même pris à un membre des services de sécurité (KOPSKAM) qui tentait de les prendre en photo (CF. BCp. P.147. p2 et BCp. P.148. p2).

Le fait qu'une manifestation non violente animée par des revendications économiques et sociales ait été organisée en plein coeur de Dili avait de quoi embarrasser les indonésiens. D'autant que le Gouverneur Mario Carrascalao, en regrettant que *sur les 7 000 Timorais arrivés sur le marché du travail en 1987, seulement 71 aient trouvé un travail* (BCp. P.157) semble avoir tacitement soutenu le mouvement essayant même dans la mesure de ses moyens d'empêcher les militaires d'intervenir... Et le fait est qu'ils s'en sont effectivement abstenu.

Malgré une répression qui est d'ailleurs restée beaucoup plus limitée que d'habitude (25 étudiants incarcérés), on peut dire que cette situation est sans précédent depuis l'invasion. Cela va inciter les gens à prendre le risque de s'exprimer plus librement.

Lors de la première visite d'une équipe de football australienne à Dili, le stade archi-comble résonnera de cris en portugais et de slogans hostiles à l'Indonésie et ; un réfugié arrivé au Portugal fin 1988 signale même que des inscriptions comme "Timor est notre Patrie" ou "Nous voulons la liberté et l'indépendance" vont commencer à maculer les murs de la capitale (CF. BCp. P.145. p5 et BCp. P.147. p2).

Ces slogans, ainsi que les pamphlets nationalistes distribués un peu partout (CF. BCp. P.87. pp1-2) (1) sont sans doute le fait des multiples organisations clandestines plus ou moins liées à la guerilla qui fleurissent ces derniers temps dans la capitale.

On a déjà fait allusion au groupe *Saint Antony* (CF. p) et la *Comissào Secreta Da Resistencia Nacional Das Estudantes Timoreses* (CSRNET) va également faire parler d'elle en parvenant à expédier des documents à l'étranger. Cependant, on ignore encore dans la plupart des cas le nom de ces mouvements qui préfèrent le plus souvent rester discrets.

Parallèlement à ce type d'activité, les jeunes timorais vont recommencer à s'échapper massivement des villes et des camps pour rejoindre la guerilla. Rien qu'au cours des mois d'août et septembre 1988, 250 étudiants de Natarbora, 25 de Baucau ainsi que 300 élèves du collège d'Ainaro et 6 de leurs professeurs semblent avoir choisi cette option (BCp. P.96. p3).

---

(1) : Bien que les Timorais aient appris à se méfier des distributeurs de tracts dans la mesure où la police indonésienne a parfois organisée ce type d'activité afin d'identifier ceux qui acceptent les papiers avec enthousiasme, pour mieux les arrêter ou les éliminer (CF. BCp. P.138. p9).

CHAPITRE - VI -

A LONG TERME : SE DEBARRASSER "EN DOUCEUR" DE LA POPULATION TIMORAISE

Ces transmigrants sont présentés comme des "agriculteurs modèles" (*Petani Teladan*) par la terminologie officielle (1). Ils vont donc être accueillis à bras ouverts par l'administration timoraise qui va en faire les symboles du développement de l'île (2).

Regroupés dans des *Desa Teladan* ("villages modèles"), les migrants balinais vont bousculer le mythe lorsque certains d'entre eux déclareront à la presse, qu'en fait d'agriculteurs, ils étaient diplômés de l'enseignement secondaire et ambitionnaient, en se rendant à Timor, de devenir hommes d'affaires ou fonctionnaires.

Ils reconnaissaient n'avoir aucune connaissance des techniques agricoles et ne pas comprendre pourquoi on les avait emmenés là (CF P.373. p11).

Quand aux autres "fermiers modèles" installés sur les meilleurs sols dont les timorais avaient été chassés avant d'être internés dans les camps (CF O.5. p50), ils vont connaître de grosses difficultés pour se conformer aux conditions de vie et de travail dans l'île (absence ou mauvaise qualité des engrais, des pesticides, du matériel agricole etc...) et ils se plaindront ensuite au Gouverneur d'avoir perdu la plus grande partie de leurs récoltes (CF O.68. p209).

Endettés auprès des banques pour l'achat d'engrais plus performants, ils vont également éprouver de grosses difficultés pour rembourser leurs emprunts, car la plupart des produits que les responsables de la planification les avaient poussés à acheter n'étaient pas adaptés aux sols et aux climats de l'île (CF P.34. pp44-45).

---

(1) : Harun Zain, le Ministre des Transmigrations de l'époque avait entretenu cette image lors de sa brève allocution précédant le départ du premier contingent de migrants. Il signalera par exemple que ces derniers *avaient déjà montré leur habileté et leur expérience et étaient connus pour leur succès dans les pôles de peuplement des îles extérieures*. Pour cette raison *le gouvernement à selectionné des migrants modèles balinais pour commencer une nouvelle vie à Timor et apporter le progrès dans cette région* (*Indonesian Observer* du 10 décembre 1982).

(2) : *Les Timorais de l'Est sont très heureux de recevoir leurs frères des autres provinces qui vont leur apporter leur expérience et leurs connaissances pour savoir comment développer la province* (Andre A. Sousa, porte parole de l'Assemblée Territoriale, à l'annonce de l'arrivée des premiers transmigrants (CF. BCp. P.176. p3)).

Dans le nord-ouest du territoireà Liquica par exemple, un réfugié nous a rapporté que la ville ne compte désormais pas moins de cinq mosquées où viennent probablement prier plusieurs milliers de fidèles, dont pratiquement aucun n'est né à Timor-Est.

Il n'est guère raisonnable de penser que ce courant migratoire clandestin n'a pas été mesuré par les hauts fonctionnaires indonésiens, responsables de la surveillance des flux de populations. On peut donc considérer que les autorités ont tacitement donné leur accord afin d'accélérer l'"indonésianisation" de Timor Oriental.

3) DES PROGRAMMES QUI S'INSCRIVENT DANS UNE STRATEGIE POLITIQUE

Prétendre comme le faisait Mr. Urip Widodo que Timor-Est est insuffisamment peuplé pour espérer se développer de manière autonome (CF. p173) et justifier ainsi le développement du programme de transmigration ou par extension le "laxisme" de la politique d'immigration, est abusif à plus d'un titre :

- Malgré la perte d'environ un tiers de sa population entre 1975 et 1982, Timor Oriental reste avec 42 habitants au kilomètre carré en 1985 (CF O.42. p42), bien plus densément peuplé que Kalimantan (14 habitants au Km^{2}), Irian Jaya (3 habitants au Km^{2}) ou même les Moluques (22 habitants au Km^{2}). Beaucoup plus vastes que Timor, ces territoires devraient donc être considérés en priorité, avant de s'attaquer aux soit disant problème de déficience de peuplement de l'ancienne colonie portugaise.
- La mauvaise qualité et l'instabilité des sols du territoires (CF. vol.I. pp68-73) ne lui permettent pas de supporter une population exagérément élevée ni un mode de culture trop intensif qui risquerait d'accroître l'érosion.
- Pourquoi mettre en place une politique de planning familial draconienne (CF. p178) si l'on estime que la population de l'île est insuffisante ?.

En réalité, ce programme qui paraît incohérent si on le juge selon des critères économiques, s'explique très rationnellement si on veut bien considérer ses objectifs politiques. En effet, comment mieux paralyser la résistance d'un peuple que de placer sur son territoire un grand nombre de gens dont les intérêts sont diamétralement opposés aux siens (dans la mesure où ils tirent leur profit de la présence des forces d'occupation) ?

Pour saper l'identité religieuse, linguistique, culturelle et politique des Timorais, la méthode est quasiment infaillible à terme, surtout si l'on prend le parti d'utiliser les transmigrants pour soutenir sur le plan logistique et financier la police et l'armée.

B) LE CONTROLE DES NAISSANCES A TIMOR-EST : UNE CONTRIBUTION A L'ETHNOCIDE

Bien que Mr. Suyono, le directeur du Bureau National de la Planification Familiale (*Baban Koordinasi Keluarga Berencana Nasional* - BKKDN -) ait précisé que *démographiquement, il n'est pas urgent de développer un planning familial à Timor-Est* (CF O.68. pp205-206), les autorités vont installer dans l'île 250 centres de contrôle des naissances.

Ce projet, financé dès 1980 par la Banque Mondiale qui estime que *le planning familial (...) est une forme appropriée d'assistance dans le territoire, dans la mesure où toutes les personnes concernées devraient en tirer bénéfice* (CF P.372. p23) est vigoureusement combattue par les organisations humanitaires qui voient dans sa mise en application une forme d'"éthnocide" (tant il paraît évident qu'un pays qui a perdu un tiers de sa population en dix ans de guerre ne semble pas avoir besoin de réduire le taux de natalité de sa population).

Certes, comme le signale le Gouverneur, il n'y a déjà pas assez d'écoles, de maisons, de travail, d'hôpitaux et de terres en culture pour nourrir tout le monde (CF O.68. p206) mais dans la mesure où ces problèmes sont dûs pour une grande part aux modes de colonisation indonésiens, il semble que Mario Carrascalao préfère dénoncer les conséquences du problème plutôt que ses causes.

L'Eglise catholique ne s'y est d'ailleurs pas trompée et dans une lettre pastorale datée du 3 mars 1985, Mgr Carlos Filipe Ximenes Belo dénonçait ce *Keluarga Berencana* (planning familial) *où il s'agissait de distribuer n'importe comment des pillules ou de pratiquer des injections sur des femmes qui ignoraient leur utilité-s sans les en informer préalablement* (CF P.373. p22).

Contrairement à ce qu'ont prétendu les autorités, les écclésiastiques timorais ne se contentaient pas de défendre la position traditionnelle de l'Eglise catholique sur la contraception mais, reconnaissant que le programme pouvait dans certains cas *avoir des aspects positifs* (CF. BCp. P.134. p9), ils dénonçaient des procédés qui sont également rigoureusement condamnés par l'ensemble des médecins.

En effet, l'utilisation d'injection contraceptive de *depoprovera*, pratiquée selon une association de praticiens indonésiens sur 57 % des femmes concernées par le planning familial en 1987 (CF. BCp. P.176. p3), n'a pas encore été avalidée par l'Organisation Mondiale de la Sante (OMS) qui vient officiellement de procéder aux premières expériences sur des sujets volontaires en Australie, et réserve ses conclusions jusqu'au milieu des années 1990 (CF. BCp. P.135. p6).

Non seulement ces injections peuvent s'avérer dangereuses pour les timoraises (d'autant que l'on ignore quels dosages sont pratiqués) mais en plus, de nombreux témoignages concordants signalent que le personnel indonésien décrit ces injections aux populations comme "des vaccins contre le tétanos" pour éviter les refus (CF. BCp. P.149. p3) (1).

Malgré les démentis maintes fois réitérés par l'administration (ibidem), le mensuel économique indonésien *Matra* reproduit dans son numéro de janvier 1989 une interview de Mario Carrascalao où ce dernier fait part de son septicisme à propos de ces soi-disant campagnes de vaccination pratiquées par des médecins indonésiens :

Ils ont lancé récemment un programme d'injection dans toutes les écoles d'enseignement secondaire de l'Etat (SMA I et II et SMEA (Ndla secondaire, supérieur et section économie)).

Seules les filles ont été "vaccinées" et il leur a uniquement été précisé qu'il s'agissait d'injection contre le tétanos.
Très bien, j'ai donc demandé : "Pourquoi seulement les filles ?"

Ils m'ont répondu : "C'est pour éviter que plus tard, si elles se marient ou sont enceintes, leurs enfants ne soient malades (!)".

Je leur ai signalé que le contrôle des naissances au Timor Oriental est une question très délicate. Jusqu'à maintenant nous avons adopté un profil bas, nous n'avons pas utilisé n'importe quoi. Mais maintenant, la question prend de l'importance dans la mesure où le BKKBN demande aux autorités sanitaires de lancer une campagne d'injections qu'ils prétendent destinées à lutter contre le tétanos mais qui sont en fait destinés à la stérilisation.

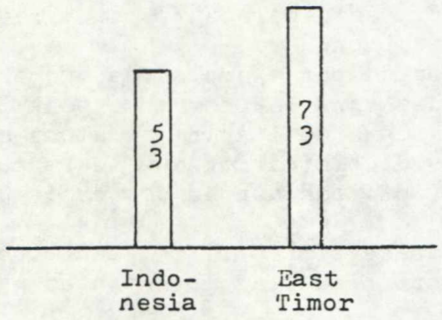
Le programme de contrôle des naissances est un programme national pour des régions où les conditions sont normales. Pourquoi ne m'ont-ils rien demandé ? Je leur aurais peut-être suggéré d'utiliser d'autres méthodes (...). Sur ce sujet, les gouvernants devraient chercher de meilleures formes d'action parce que le résultat peut provoquer des problèmes comme celui-ci (...). Il se répand alors à l'étranger la nouvelle que l'Indonésie pratique des stérilisations au Timor Oriental pour exterminer les timorais. C'est pour cela que je leur aurais dit : "Messieurs, vous fournissez des arguments aux personnes qui à l'étranger condamnent le gouvernement indonésien"(CF P.149. p3).

---

(1) : Le 29 avril 1986, dans une lettre au Secrétaire d'Etat Georges Schultz, 122 membres du Congrès américain exprimaient d'ailleurs leurs préoccupations *devant pareilles pratiques dans un territoire ayant connu un taux de mortalité aussi dramatiquement élevé* (CF. BCp. O.13. p132).

Family Planning Personnel

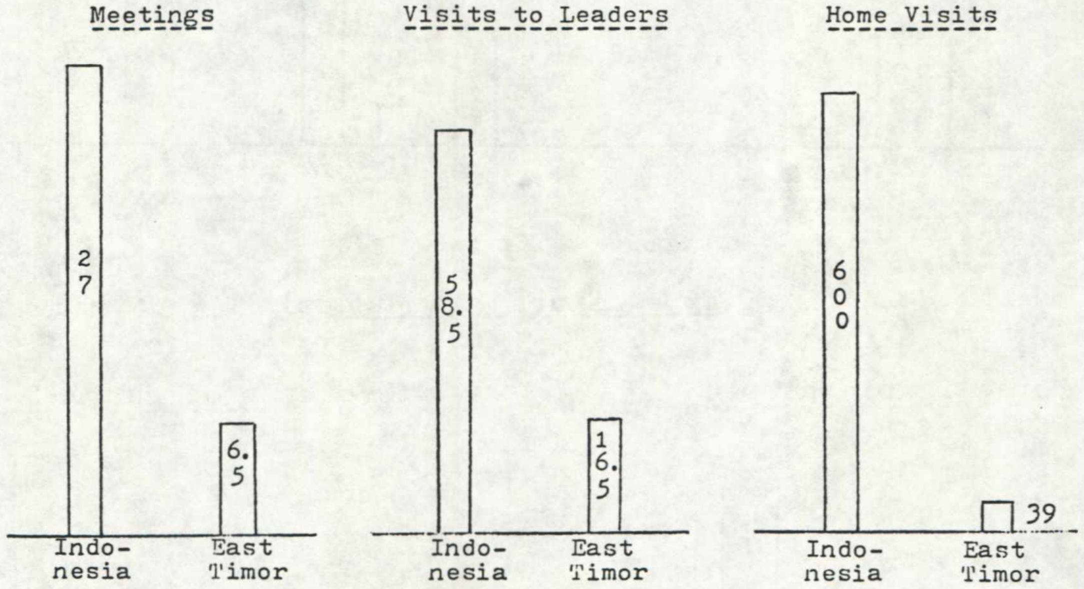
(%)



c. Far less meetings for public information purposes on family planning are held in East Timor (1/4), less visits are made to community leaders (2/7, and less visits to homes (1/15) take place in East Timor than in Indonesia:

Activities

(%)

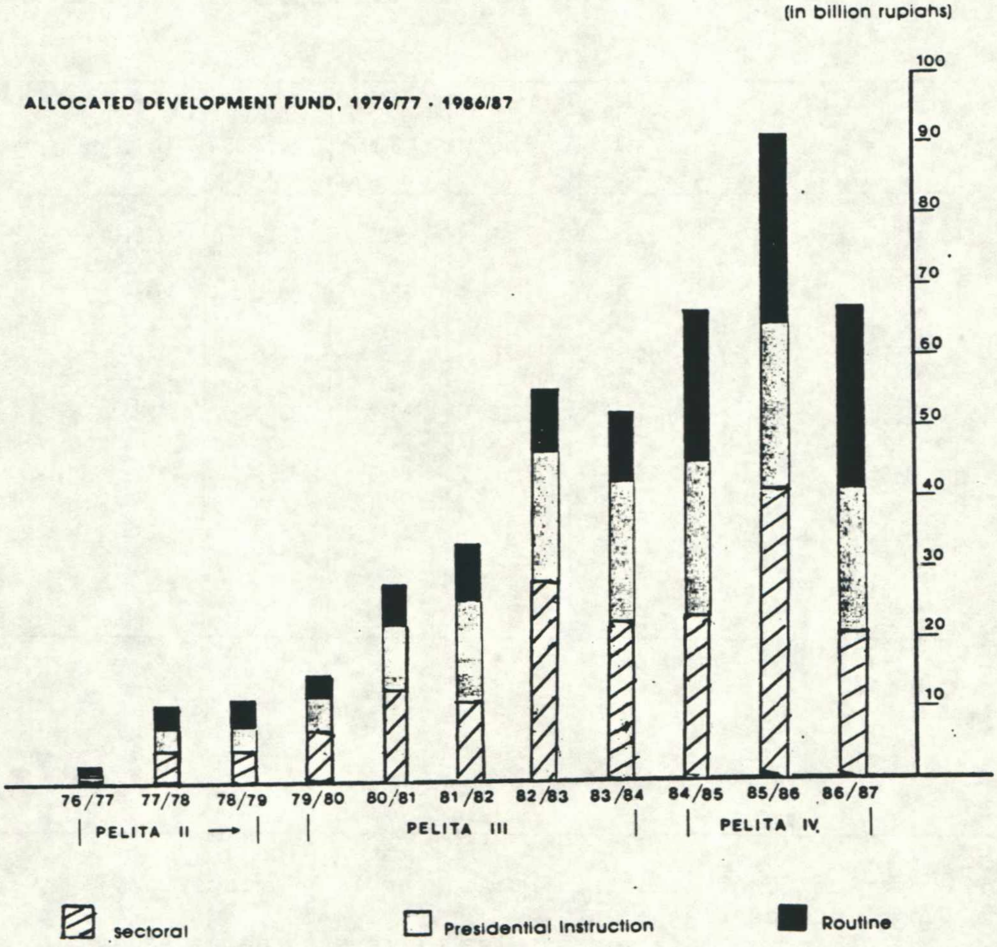


Source : BCp P.116. p3.

En fait, tout se passe comme si les autorités voulaient tout faire pour stériliser les Timorais sans se soucier d'obtenir ou non leur adhésion, (contrairement à ce qui se produit dans la plupart des "autres provinces"). D'ailleurs, à la moindre contestation, comme il semble y en avoir eu récemment dans les camps de Txaulututuro et de Loré II, les responsables sont simplement arrêtés et torturés pour les dissuader de recommencer (CF.BCp. P.146. p3).

A) UN BUDGET IMPOSANT,
MAIS POUR QUOI FAIRE ?

1) UN EFFORT FINANCIER CONSIDERABLE



Source : BCp 0.22. p38.

Parité du dollars :

Jusqu'au 14 novembre 1978 : 1 $ US = 425 roupies
Jusqu'en mars 1983 : 1 $ US = 625 roupies
A partir de mars 1983 : 1 $ US = 970 roupies

Sans entrer dans les détails du budget qui se subdivise en plusieurs catégories (1), on remarquera qu'une fois encore, alors que dans tous les cas nous ne disposons que des informations officielles indonésiennes, les données varient assez substantiellement d'une source à l'autre.

BUDGET ANNUEL DU TIMOR ORIENTAL
EN MILLIONS DE ROUPIAHS COURANTS
SELON DIFFERENTES SOURCES INDONESIENNES

	P,213 p14	B Cp, P,153	B Cp, 0,3 p63	0,85 pp32-33	B Cp, 0,23 pp108-109
1976/77	2831	2361	2805	2812	2261
1977/78	9014	9766	8840	9014	10458
1979/80	10497	11466	-	10458	11465
1980/81	13979	15823	15813	13681	16288
1981/82	35510	28459	28438	24683	28622
1982/83	-	33742	34625	-	35615
1983/84	-	52484	-	-	51638

---

(1) : - Budget de fonctionnement financé par la province.
- Budget "de développement" :
  - * Sectoriel : décidé par les différents délégués du Gouvernement Central à Timor Oriental.
  - * Décidé par Décret Présidentiel (fonds INPRES) :
    - DATI I : projet d'infrastructure à l'échelle provinciale
    - DATI II : projet d'infrastructure à l'échelle régionale
    - Assistance au village
    - Education primaire
    - Santé publique.

Mais ces écarts restent en fait assez anecdotiques dans la mesure où les sommes en jeu sont tout à fait considérables dans le contexte régional. Grâce à l'aide humanitaire étrangère (australienne, japonnaise et américaine notamment), l'administration indonésienne a pu allouer l'équivalent d'environ 50 à 100 dollars par habitant de l'île et en valeur absolue, elle a reçu au début des années 1980, environ 15 % de capitaux de plus que la province voisine de Nusa Tenggara qui est pourtant quatre fois plus vaste et cinq fois plus peuplée (CF. BCp. P.153. pp22-23).

PROVINCE	POPULATION (1980)	BUDGET Rps	BUDGET Dollars.US	PER CAPITA ($US)
East Timor	555,350	27.6 billion	44.1 million	79.4*
East Nusa Tenggara	2,737,166	16.4 billion	26.3 million	9.6
South Kalimantan	2,064,149	17.6 billion	28.2 million	13.6
Central Java	25,372,889	33.2 billion	53.1 million	2.0
North Sumatra	2,115,384	21.4 billion	34.3 million	16.2

* The 1980 census put the population of East Timor at 555,000. Governor Carrascalao's current estimate is that this has risen to 590,000.

Source : O.3 p65.

Ceci dit, au-delà du montant global de ces dépenses que personne ne songe à remettre en question sur le fond, c'est l'utilisation des sommes prétendument investies qu'il est intéressant d'étudier.

2) UN BUDGET ALLECHANT MAIS DES DETOURNEMENTS MASSIFS

Officiellement, le processus de développement de Timor Oriental devait se dérouler sur trois périodes distinctes qui ont ainsi été définies à postériori :

- **La phase de réhabilitation de juillet 1976 à mars 1977.**
  Pendant cette phase, priorité a été accordée au développement des infrastructures et des équipements ainsi qu'à la familiarisation des officiels de la province au système administratif plus

performant en vigueur en Indonésie.

- **La phase de consolidation d'avril 1977 à mars 1978.**
  Les objectifs de cette phase s'inscrivent dans la continuité des mesures prises et de la politique de développement suivie au cours de la phase de réhabilitation.
  Il s'agissait d'étendre et de diffuser les améliorations comme la modification de l'appareil administratif provincial, le développement économique, l'augmentation des infrastructures d'éducation etc...

- **La phase de stabilisation d'avril 1978 à mars 1979.**
  L'objectif principal de cette phase a été la généralisation et l'amélioration de la capacité et de l'aptitude de l'appareil de Gouvernement Provincial à rendre le Gouvernement Régional de la province de Timor-Est réellement à même de faire face au 3e plan quinquennal de développement (Ndla : *Repelita IV* qui concerne l'ensemble des autres îles de l'Archipel indonésien) (CF. O.85. pp19-20).

A l'issue de cette troisième phase, une équipe centrale de supervision pour le développement de Timor Oriental a été nommée. Relevant théoriquement du Ministère de la Réforme, elle sera en réalité dirigée avec la poigne qu'on lui connaît par le Général Léonardus Benjamin Murdani.

THE PROVINCIAL EAST TIMOR BUDGET

(In thousands of Rupiah)

	EXPLANATION	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81	Total
I.	CENTRAL GOVT. SUBSIDIES FOR ROUTINE EXPENDITURES	1,475,600	2,500,000	3,000,000	4,500,000	8,400,000	19,875,600
II.	CENTRAL GOVT. DEVELOPMENT FUNDS	522,900	3,013,868	3,957,956	5,181,000	10,283,381	22,959,105
	1. Presidential instruction	203,900	1,500,000	2,000,000	2,500,000	5,000,000	11,203,900
	2. Presidential instruction, assistance for 2nd-level regions	65,000	520,000	650,000	845,000	1,300,000	3,380,000
	3. Presidential instruction, assistance to villages	189,500	228,000	246,110	790,000	1,287,000	2,740,610
	4. Presidential instruction, assistance for primary schools	32,000	551,135	550,000	820,000	2,226,000	4,179,135
	5. Presidential instruction, assistance for public health	32,500	214,733	511,846	226,000	470,041	1,455,120
III.	SECTORAL	812,750	3,500,000	3,500,000	4,000,000	6,000,000	17,812,750
	1. The Attorney General's Office	—	106,521	50,000	34,000	50,000	240,521
	2. Dept. of Home Affairs	125,000	517,035	595,000	600,000	1,365,000	3,202,035
	3. Dept. of Justice	12,500	148,089	50,000	40,000	60,000	310,589
	4. Regional Information Office	46,250	200,000	205,000	123,000	200,000	774,250
	5. Dept. of Finance	6,500	106,863	100,000	90,000	25,000	328,363
	6. Dept. of Trade and Cooperatives	10,000	48,858	45,000	142,000	120,000	365,858
	7. Dept. of Agriculture	115,000	221,209	339,271	435,000	400,000	1,510,480
	8. Dept. of Industry	35,000	65,459	30,000	10,000	50,000	190,459
	9. Dept. of Public Works	169,000	672,851	835,000	1,230,000	1,500,000	4,406,851
	10. Dept. of Communication	155,000	665,858	675,000	757,000	1,070,000	3,322,858
	11. Dept. of Education and Culture	25,000	167,465	180,000	210,000	500,000	1,082,465
	12. Dept. of Health	11,000	168,792	120,000	70.000	100,000	469,792
	13. Dept. of Religious Affairs	17,000	65,000	75,000	60,000	100,000	317,000
	14. Dept. of Manpower & Transmigration	—	92,000	75,000	40,000	125,000	332,000
	15. Dept. of Social Affairs	85,500	254,000	225,000	564,000	200,000	1,328,500
	16. Dept. of Mining and Energy	—	—	40,000	105,000	100,000	245,000
	17. Bureau of Statistics	—	—	—	—	35,000	35,000
	TOTAL **(?)**	4,146,900	15,527,736	18,055,183	23,372,000	40,966,422	102,068,241
	→	2,811,250	9,013,868	10,457,956	13,681,000	24,683,381	

Source : O.85. pp32-33.

Une fois de plus, il faut traiter ces chiffres avec circonspection. Non seulement rien ne garantit leur exactitude (CF. tab. ou) mais en plus, les calculs effectués sont tout à fait fantaisistes. Les totaux sont bien loin de correspondre à la somme des sous totaux et on voit mal quelles pourraient être les causes de pareilles erreurs.

De surcroît, ces statistiques qui ont déjà du mal à paraître sérieuses cachent un certain nombre de difficultés financières réelles (1), et au-delà même de ce type de problèmes inhérents aux économies en développement, les autorités tentent de masquer des pratiques d'une gravité autrement plus importante.

En effet, il faut savoir que les sommes allouées à Timor-Est vont être détournées dans de telles proportions que rares sont celles qui parviendront à destination.

Ce n'est pas sans raison que le Gouverneur Guilherme A. Gonçalves osait déclarer dès la fin de l'année 1979 au journaliste indonésien du magazine *Tempo* qu'il était *nécessaire que le gouvernement central contrôle mieux* les capitaux qu'il envoie *afin que l'argent soit vraiment utilisé pour le bien-être du peuple de Timor* (O.88. p50).

De même, deux ans plus tard, dans le rapport supposé confidentiel qu'ils adressaient au Président Suharto (CF. **P 107**) les quatre députés timorais vont être encore beaucoup plus clairs à ce sujet lorsqu'ils déclareront qu'en fait *une très faible part des fonds d'assistance destinés à construire l'économie timoraise a été reçue* consécutivement aux détournements effectués par les deux plus hauts responsables indonésiens dans le territoire, le colonel Kalangie et le capitaine A. Azis Hasyim *qui collaborent étroitement pour dilapider les fonds alloués par le gouvernement central.*

Les députés signalent qu'après avoir écouté une intervention radiophonique de ces deux officiels où il était question du programme de développement régional.

Certains membres de l'Assemblée Représentative du Peuple ont fait des recherches pour vérifier si la présentation qui avait été faite de ce programme rendait compte de la réalité.

En fait, ils ont été extrêmement déçus de découvrir que tout ça était totalement fictif ; bien que des dizaines de millions voire des centaines de millions si on fait la somme de toutes les Rupiahs qui sont censées avoir été investies, (entre autres dans les projets de pisciculture en eau libre des districts de Manatuto, Baucau, Oecusse, Liquica, Maliana et ailleurs), aucun projet de ce type n'a été réalisé en réalité.

Les deux fonctionnaires avaient aussi prétendu que de nouveaux locaux avaient été récemment construits pour les services de

---

(1) : Au cours de l'année 1977 notamment, à la suite de l'endettement considérable de la firme *Pertamina*, Timor a connu de sévères restrictions budgétaires que le Ministère de l'Intérieur et l'Agence Nationale chargée de la Planification ont compensé par l'envoi de biens et services (CF. P.358. p140).

B) DEVELOPPER UNE ECONOMIE DE PLANTATION

1) 1976-1980 : UN RACKET ORGANISE

Bien que la production de café ait été largement perturbée par la guerre, les militaires indonésiens de haut grade vont rapidement encourager certains planteurs des zones pacifiées à relancer leur activité. A l'autre bout de la chaîne, une mystérieuse entreprise indonésienne, la *P. T. Denok* (1), non répertoriée à Djakarta mais bien connue à Timor où elle est entièrement contrôlée par les Généraux Murdani, Kalbuadi et Rajagukguk (et leurs familles), s'assurait le monopole de la commercialisation (des commerçants chinois étaient utilisés comme prête-noms.

Dès lors, tous les moyens vont être bons pour obtenir les récoltes des paysans au moindre coût, et lorsque ceux-ci ne vont pas être carrémment obligés de les échanger en totalité contre une aide alimentaire (2) (CF. P.50. p17), ils vont devoir se résoudre à les vendre entre deux fois et dix fois moins chers que les cours en vigueur, ailleurs dans l'Archipel (CF notamment BCp. P.148. p9 ; O.13. p105 et BCp. O.12. p27).

Pour éviter que les producteurs, acculés, n'essaient de vendre plus cher leur café à Dili (ou dans les autres villes de garnison) à des militaires indonésiens de rang intermédiaire qui étaient tout prêts à les recevoir à bras ouverts (CF. BCp. P.55. p1), les généraux vont renforcer les contrôles routiers au moment des récoltes (juin et novembre), n'hésitant pas à punir de prison ou tout simplement à confisquer la marchandise de tous ceux qui tentaient de contrevenir au monopole imposé (CF. P.382. p18).

P. T. Denok va parvenir à exporter entre juin 1976 et février 1977 environ 1 000 tonnes de café, ce qui au cours mondial de trois dollars US le kilo représente un joli pactole. Certes, dans des régions qui n'étaient encore que partiellement "pacifiées", la production a été cinq fois inférieure à ce qu'elle était en 1974 (CF. vol.I. p141), mais les "actionnaires" de *P. T. Denok* qui n'avaient réalisé aucun investissement sur fonds propres (la main mise sur la production ayant été assurée par l'armée), pouvaient sans doute se satisfaire de ce premier résultat.

---

(1) : Aussi appelée *Denok-Hernandez Interacional.*

(2) : L'aide alimentaire avait été totalement interrompue dans les régions productrices de café comme le district d'Ermera. Si les autorités militaires avaient voulu acculer les paysans à fournir le maximum possible d'Arabica, elles ne s'y seraient sûrement pas prises autrement.

2) UNE PRISE DE CONTROLE METHODIQUE DES RICHESSES TIMORAISES

Plutôt que de continuer à acheter aux producteurs leurs récoltes de café, les généraux "actionnaires" de *P.T. Denok* vont finalement souvent préférer les exproprier (ou les obliger à partir en les accablant d'impôts (CF. P.378. p12)) pour prendre le contrôle direct des plantations.

Ainsi, à Fatubessi (près d'Ermera) comme aux alentours de Dili, ils vont mettre en place un mode d'exploitation plus performant seulement concurrencé par les 700 hectares récupérés par la famille Carrascalao depuis que Mario est devnu Gouverneur (CF. O.13. p105).

Après avoir transformé 10 000 hectares de terrain supplémentaire en plantation et mis en terre un million de plan de café, la *P.T. Denok* va laisser la production se stabiliser entre 2 500 et 5 500 tonnes par an. Contrôlant plus de 50 % des exploitations elle va laisser le reste à quelques petits paysans qui toucheront quatre fois moins d'argent au kilo vendu que pendant la période portugaise où ils avaient pourtant déjà à faire à une unique société de commercialisation (l'entreprise nationale SAPT (CF. vol.I. p137)).

Une fois la main mise sur le marché du café assurée, il ne restait plus à *P.T. Denok* et à ses filiales qu'à prendre le contrôle des plantations de coprah, de canne à sucre, de caoutchouc, de giroflier et de bois de santal.

En conséquence, alors qu'Ali Murdani, le frère du général, chassait les derniers paysans timorais de la plaine de Lospalos pour y installer des champs de canne et une raffinerie sucrière (CF. BCp. P.138. p9), le général Dading Kalbuadi s'attribuait les cocoteraies et importait plus de 50 000 jeunes arbres dans le territoire. Le général Sahala Rajagukguk faisait pour sa part abattre tout le bois de santal de la partie Est de l'île, provoquant ainsi la colère d'une Assemblée Régionale bien impuissante (CF. P.410. p6).

Tout le bois de tek a également été arraché, laissant les habitants de la région de Luca (Lacluta) totalement sans ressource (CF. BCp. P.132).

ESTATE PRODUCTIVITY
1978-1985
Kg./Ha.

No.	CROP	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
1.	Coconut	189.25	196.75	196.02	195.97	193.24	168.20	171.16	172.92
2.	Coffee	95.18	97.62	136.68	135.61	135.63	156.47	164.23	169.84
3.	Kapok	90.17	100.88	98.285	94.872	93.527	43.061	87.41	89.30
4.	Cloves	-	-	-	-	-	-	0.40	0.34
5.	Areca nuts	253.04	270.09	233.93	231.23	206.11	79.62	71.18	70.54
6.	Candlenut	296.51	287.79	281.002	286.08	276.08	163.87	125.47	126.84

Source : Provincial Office of Agriculture, East Timor

Source BCp 0.23. p126.

Selon Oscar Victor, directeur de l'Office Est-timorais des Plantations, la surface qui leur est réservée réservée s'est accrue à Timor-Est de 2,72 % par an au cours du 4e plan quinquennal (1984/89). Elle serait ainsi passée de 144 693 hectares en 1984 à 156 330 hectares en 1989. Les résultats prévus sont les suivants :

Coffee	48,648 ha	11,115.6 tons
Coconut	49,000 ha	10,290 tons
Areca nut	35,981 ha	3.418 tons
Kapok	9,950 ha	1,243.7 tons
Macadamia nuts	4,450 ha	890 tons
Cinnamon bark	2,916 ha	334 tons
Cloves	1,895 ha	1.5 tons
Tobacco	1,750 ha	1,093.7 tons
Cashew nuts	1,000 ha	14,5 tons
Rubber	832 ha	78,5 tons
Vanilla	80 ha	1.2 tons
Tea	70 ha	4.5 tons
Pepper	65 ha	0.4 tons

Source: Pedoman Rakyat, 24 October 1986

Source : P.368. p13.

En dehors des cultures de rente, *P.T. Denok* va commencer à s'intéresser au commerce, aux importations de bétail, à l'hôtellerie... Si bien que dès 1982, Barry Wain dans *l'Asian Wall Street Journal* (n° du 16 juin) remarquait qu'elle employait désormais 2 200 personnes à temps complet.

Cette croissance météorique va susciter quelques jalousies à Djakarta où des personnalités de haut rang vont également demander leur part du gâteau. En conséquence, la société va se scinder en plusieurs morceaux :

La *P.T. Utema Karya* (construction de pont), contrôlée par madame Tien Suharto, la *P.T. Zeni Zipur* (bitumage des routes) contrôlée par le Général Poniman (CF. BCp. P.171. p14) et la compagnie des frères Bakrie (café) fondée par la famille du Président mais ou c'est le Général Try Sutrisno qui semble avoir le plus d'intérêt (ibidem)...

Malgré cet afflux de nouvelles sociétés, l'émanation la plus directe de la *P.T. Denok*, la *P.T. Batara Indra* va rester avec sa vingtaine de petites filiales le groupe d'intérêt le plus puissant du territoire (CF. BCp. P.8) et ce malgré la légère éclipse politique du général Murdani.

La *P.T. Batara Indra* s'occupe toujours d'une partie des exportations de café, de l'extraction de l'huile de santal, de l'activité hôtelière et de la réexportation vers l'Indonésie des produits manufacturés importés sans taxe de Singapour.

INDUSTRIAL SITUATION

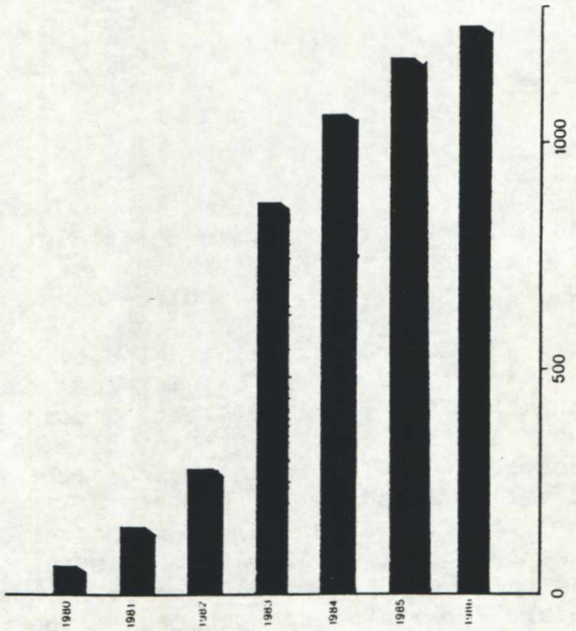
1981/82 - 1985/86

		Units					Manpower				
No.	Branch of Industry	1981/82	1982/83	1983/84	1984/85	1985/86	1981/82	1982/83	1983/84	1984/85	1985/86
1	Food Processing	133	133	149	187	465	449	449	490	628	1.914
2	Clothing & Leather	19	19	21	26	293	40	40	63	80	957
3	Chemicals & Building Materials	56	56	63	77	118	323	323	453	453	757
4	Handicrafts	317	317	356	447	228	781	781	874	1,113	764
5	Metals	59	59	65	81	111	293	293	300	360	434
	Total	584	584	654	818	1,215	1.886	1.886	2.180	2,634	4.828

Source . Provincial Office of Industry. East Timor

Source : BCp 0.23. p46.

GROWTH OF TRADE LICENSING (SIUP)
1980 - 1986*



Source: Provincial Office of Trade, East Timor

*) Up to and including March 1986

Source : BCp. O.22. p46.

Pour installer toutes ces nouvelles entreprises et les nombreuses banques indonésiennes qui flairaient les bonnes affaires (1), le secteur immobilier semble avoir connu lui-aussi un grand "boom".

La spéculation foncière semble avoir été bon train aux environs de Dili où, pour une bouchée de pain, les nouvelles élites administratives et commerciales indonésiennes ont racheté leurs terrains aux timorais qui n'avaient pas encore été expropriés, pour y construire de luxueuses habitations (CF notamment P.373. p11). Tous les visiteurs s'accordent d'ailleurs pour trouver que Dili offre toutes les apparences d'une ville prospère (BCp. P.181. p11 et BCp. P.153. p25)... Même si ce n'est plus du tout une ville timoraise.

---

(1) : La banque *Pembanguman Dahera* qui s'est installée à Dili au tout début des années 1980 a désormais ouvert une succursale à Baucau et envisage d'autres implantations. Alors que les banques *Dagang Negara*, *Rakyat Indonesia* et *Indonesia* ont également chacune installé une agence dans le territoire (CF. BCp. O.22. p44).

C) LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

1) DES CHIFFRES PEU CONVAINQUANT

Timor oriental : cultures vivrières
(en tonnes)

Culture	1970	1974	1978	1979	1980
Riz	18 307	6 473	7 645	15 321	22 918
Maïs	16 941	5 127	13 444	34 360	34 890
Manioc	18 461	5 069	75 920	76 000	41 207
Patates douces	16 169	3 678	8 200	12 480	9 288
Arachides	-	-	486	346	645

Source : "Gouvernement provincial du Timor oriental", Le développement de la province du Timor oriental (en indonésien), reproduit dans l'Australian Financial Review, 25 janvier 1983.

SOURCE : N.U.26. p70

FOODSTUFF PRODUCTION
1978-1985

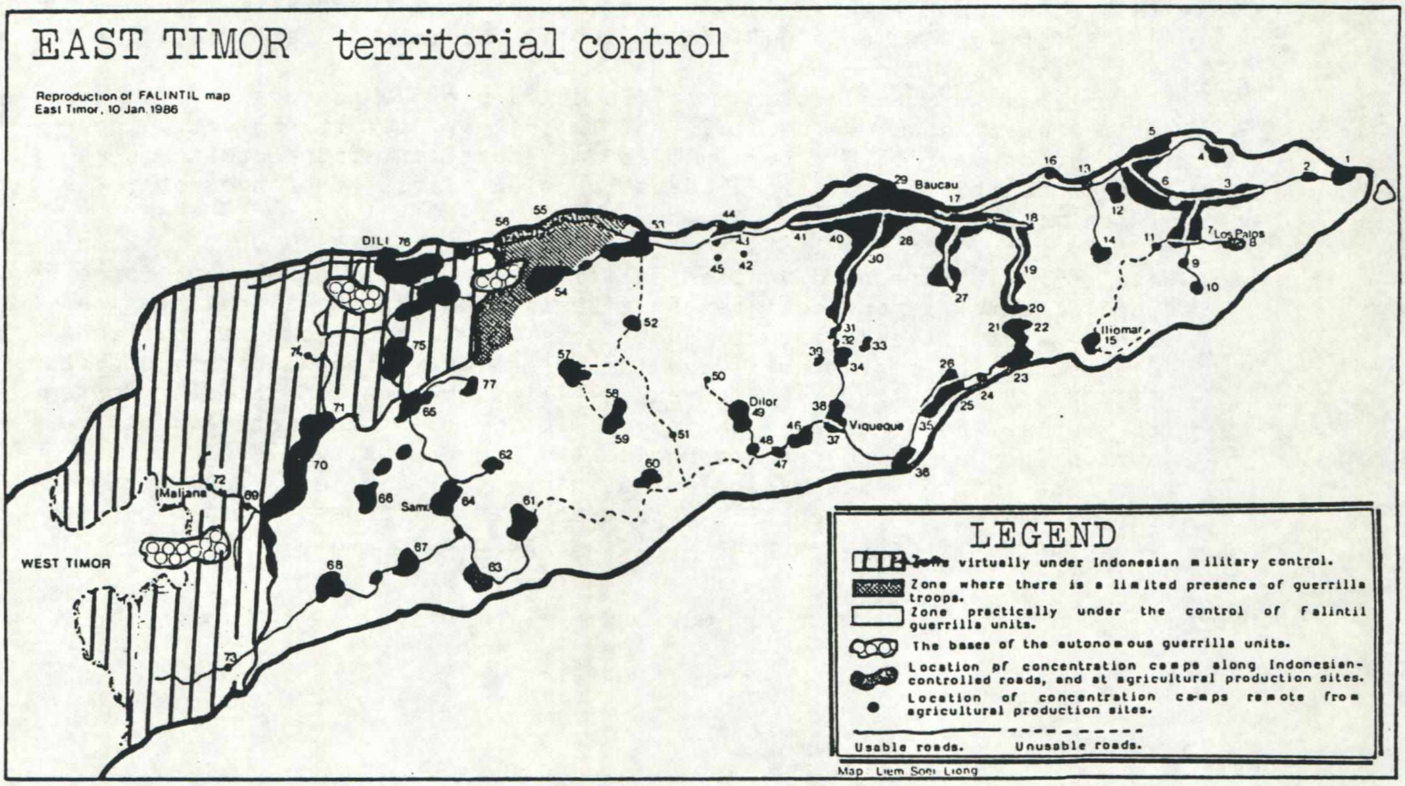
(in tons)

No.	COMMODITY	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
1.	Paddy	22,306	26,505.08	27,143.47	28,183.23	29,771	31,663	35,249	37,882.58
2.	Maize	27,654	31,360.12	32,674.5	33,989.15	37,826.80	42,096	44,472	46,848.25
3.	Mung Beans	121.7	138.18	202.44	334	677	1,374	1,539	1,723.81
4.	Soy Beans	41	44.25	45.31	46.10	48.7	50.95	54.48	59.28
5.	Groundnuts	579	636.45	756.71	898.42	1,068.12	1,351.21	1,409.32	1,409.49
6.	Sweet Potatoes	2,261	2,467.13	3,202.84	4,158.34	4.158.26	5,838.17	8,093.24	9,656.23
7.	Cassava	21,634	24,698.32	25,985.18	28,116.30	30,152.20	31,303.76	35,295.81	39,795.12
8.	Vegetables	8,513.38	10,191.74	11,470.10	12,839.91	14,618.92	15,007.36	15,405.46	16,740.26

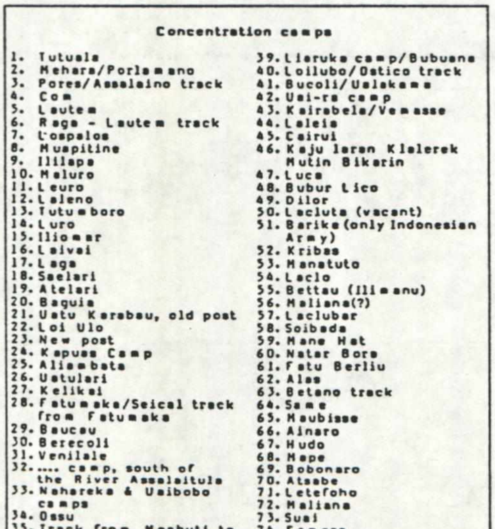
Source : Provincial Office of Agriculture, East Timor

SOURCE : B.Cp. O.22. p50

2) LA SURVIE DANS LES CAMPS


EAST TIMOR territorial control
Reproduction of FALINTIL map
East Timor, 10 Jan. 1986
DILI
Baucau
Los Palos
Iliomar
Dilor
Viqueque
Maliana
Same
WEST TIMOR
LEGEND
Zone virtually under Indonesian military control.
Zone where there is a limited presence of guerrilla troops.
Zone practically under the control of Falintil guerrilla units.
The bases of the autonomous guerrilla units.
Location of concentration camps along Indonesian-controlled roads, and at agricultural production sites.
Location of concentration camps remote from agricultural production sites.
Usable roads.
Unusable roads.
Map Liem Soei Liong

SOURCE : P.369. pp2-3



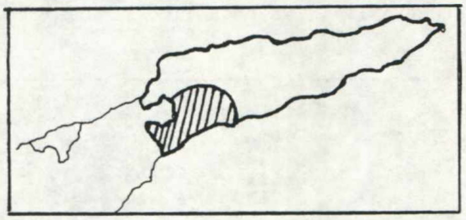
Concentration camps

1. Tutuala
2. Mehara/Porlamano
3. Pores/Assalaino track
4. Com
5. Lautem
6. Raga - Lautem track
7. Lospalos
8. Muapitine
9. Ililapa
10. Maluro
11. Leuro
12. Laleno
13. Tutumboro
14. Luro
15. Iliomar
16. Laivai
17. Laga
18. Saelari
19. Atelari
20. Baguia
21. Uatu Karabau, old post
22. Loi Ulo
23. New post
24. Kapuas Camp
25. Aliambata
26. Uatulari
27. Kelikai
28. Fatumaka/Seical track from Fatumaka
29. Baucau
30. Berecoli
31. Venilale
32. .... camp, south of the River Assalaitula
33. Nahareka & Uaibobo camps
34. Ossu
35. Track from Mesbuti to Lugasa
36. Beaco
37. Viqueque
38. Bua Nura
39. Lieruka camp/Bubuana
40. Loilubo/Ostico track
41. Bucoli/Ualakama
42. Uai-ra camp
43. Kairabela/Vemasse
44. Laleia
45. Cairui
46. Kaju laran Klalerek Mutin Bikarin
47. Luca
48. Bubur Lico
49. Dilor
50. Lacluta (vacant)
51. Barika (only Indonesian Army)
52. Kribas
53. Manatuto
54. Laclo
55. Bettau (Ilimanu)
56. Maliana(?)
57. Laclubar
58. Soibada
59. Mane Hat
60. Natar Bora
61. Fatu Berliu
62. Alas
63. Betano track
64. Same
65. Maubisse
66. Ainaro
67. Hudo
68. Mape
69. Bobonaro
70. Atsabe
71. Letefoho
72. Maliana
73. Suai
74. Ermera
75. Aileu
76. Vicinity of Dili
77. Maulau

L'essentiel des informations que nous allons reproduire ici est issu d'un rapport de quarante pages rédigé à Timor et que le FRETILIN est parvenu à faire sortir.

Dans la mesure du possible nous avons tenté de réactualiser ces informations qui datent pour la plupart de 1983 mais le Black Out est tel sur la situation dans les camps que le plus souvent, on doit se contenter de bribes (d'autant que la majorité des réfugiés, généralement issus d'origines favorisées et urbanisées n'y ont que très peu ou pas du tout séjourné) malgré tout, la situation n'ayant pas beaucoup changé dans l'île ces dernières années, on peut penser que la production alimentaire n'a pas subi de profondes transformations.

a) Dans le Sud-Ouest du Territoire (Maliana, Ainaro)

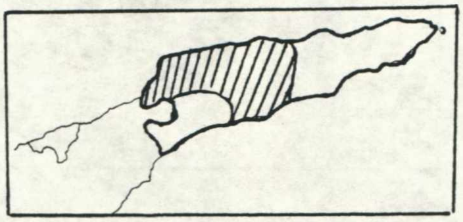


Dans cette zone, théoriquement pacifiée depuis près de dix ans et où la production de café nécessite une main d'oeuvre abondante, pas moins d'une quinzaine de camps sont encore en activité.

Malgré l'implantation massive de colons indonésiens et les programmes agricoles du CRS (CF p**207**), la production alimentaire bien que plus élevée qu'ailleurs semble tout de même insuffisante pour nourrir la population, surtout dans les camps de Hatubilika et Maubisse qui sont situés en altitude et où le maïs pousse plus difficilement.

Dans l'ensemble de cette région, traditionnellement productrice de riz, les buffles d'eau font particulièrement défaut et la population couramment réquisitionnée pour la récolte du café manque de temps pour préparer ses champs de manière satisfaisante, sans l'appoint d'une force de travail animal.

b) Dans le Centre Ouest, Autour de Dili, Manatuto, Lacluta, Alas et Same.



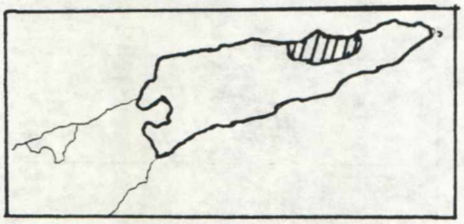
Si la ville de Dili elle-même n'avait connu que quelques pénuries sporadiques au lendemain de l'invasion et ne souffrira pas trop des famines de 1979 et 1982, on a vu qu'à peine quelques kilomètres plus loin, à Remexio ou même dans des banlieues comme Lahane, la situation était tout à fait catastrophique (CF p **39** et p **58**).

Aujourd'hui, alors que de nombreux camps de la région semblent avoir été fermés (Balibar, Dare, Madubeno), la situation est toujours difficile à Laclo où pendant un temps, la population devait se contenter de la pulpe d'un fruit sauvage l'*Aidak* (*Schleichera*) pour toute nourriture.

Un peu plus au sud, entre Ainaro et Same où une dizaine de camps ont été maintenus, les populations sont particulièrement sujettes au travail forcé, les autorités tentant par tous les moyens de conserver en bon état la route stratégique qui mène à Dili. La résistance qui reste très active dans ce sous district pousse les militaires à maintenir un contrôle très strict sur les populations et donc à réduire les surfaces cultivables autour des camps.

Malgré la bonne qualité des terres dans la région d'Alas où on peut généralement compter sur deux récoltes de maïs par an, la situation n'est guère réjouissante car cette zone, traditionnellement peu habitée est infestée de moustiques porteurs de malaria. Les agriculteurs, très affaiblis par la maladie semblent ainsi éprouver les plus grandes difficultés à travailler ces terres.

c) Plus à l'Est Dans la Région de Baucau, Venilale, Laga et Quelicai



La population de cette zone où se déroule encore aujourd'hui de violents combats a beaucoup souffert de la faim ces dernières années.

Les paysans ont été chassés des terres fertiles des hauts plateaux et malgré la survie d'un cheptel de buffles plus important que dans les autres régions, les populations, très souvent mobilisées pour les offensives militaires ou la construction des routes ne peuvent se consacrer autant qu'il le faudrait à la production rizicole.

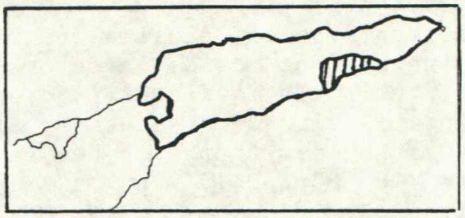
La commission d'enquête australienne qui s'est rendue sur place au cours de l'été 1983 remarquait que la situation était très mauvaise dans le camp de Venilale et surtout à Quelicai où de nombreux enfants souffraient manifestement de malnutrition (CF. BCp. 0.3. p47).

Plus récemment, trois personnes du camp de Fatulia, à un kilomètre à l'ouest de Venilale (CF. n°31 sur la carte), poussés par la faim, ont dépassé les limites fixées par les autorités du camp pour rechercher des feuilles et des tubercules comestibles.

Une patrouille du bataillon 713 les a surpris et a ouvert le feu sur eux. L'un d'entre eux, blessé, sera achevé sur place à coups de couteau, alors que les deux autres qui sont parvenus à s'enfuir seront arrêtés et torturés (CF. BCp. 0.149. p2). Le même type d'incident va se reproduire plusieurs fois entre février et juin 1988 (ibidem).

Dans la région de Baucau, les situations sont très diverses, en fonction bien sûr des conditions naturelles mais surtout du soutien dont dispose le FRETILIN dans les camps. A Laga, par exemple, les paysans ne peuvent absolument pas s'éloigner de l'agglomération suffisament longtemps pour cultiver leurs champs. La population doit donc reprendre la cueillette de baies sauvages, trois mois à peine après la récolte, alors que seulement quelques kilomètres plus à l'ouest, la production agricole assure la subsistance des populations pendant près de neuf mois (CF. P.156).

d) Dans la Région Sud-Est (Viqueque et Ossu)



Pour éviter de devoir louer des buffles à un prix prohibitif (couramment 50 % de la récolte), la plupart des paysans des régions d'Ossu et de Viqueque ont dû réutiliser de petits outils traditionnels comme le *ai-suak (instrument de fer ou de bois qui sert à faire des trous dans la terre pour y planter des semences)*. Cela n'a bien entendu pas amélioré la productivité dans les rizières mais les sols et le climat de la zone étant favorables aux cultures, les habitants ont bénéficié en 1983 d'une bonne récolte de maïs, de manioc, de patates et haricots.

Par la suite, avec le développement du travail forcé et la multiplication des opérations militaires, ils ont eu moins le loisir de cultiver leurs champs, d'autant que les autorités militaires vont déplacer les camps pour les concentrer dans des périmètres plus ramassés, plus faciles à contrôler mais où les surfaces cultivables vont être considérablement réduites.

Les gens vont donc être obligés de manger du sagou, peu nutritif, peu vitaminé, qui pousse abondemment dans la zone et alors que l'érosion s'aggrave d'année en année dans les espaces en permanence laissés en culture, il va désormais falloir exploiter le moindre mètre carré de terrain, fut-il situé à fleur de rocher. Pour parvenir à subsister, les populations devront d'ailleurs souvent vendre leurs biens, y compris leurs reliques sacrées (*Lulik*) (CF. O.396. p3).

Les populations des camps de la région de Viqueque, qui produisent le plus souvent moins de soixante kilos d'équivalent maïs par an, vont subir les pires famines du territoire, alors qu'elles vivent dans l'une des régions les plus riches.

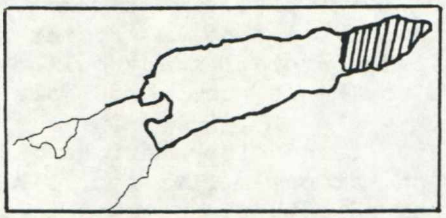
Le camp de Klalerek Mutin sur lequel on a pu obtenir quelques informations (1) est particulièrement représentatif de ce que les timorais de cette région parviennent à supporter.

Situés au sud de la route Viqueque-Luka sur la côte sud, le camp, initialement prévu pour interner les rescapés du massacre de Kraras (CF p) va par la suite regrouper toutes les populations qui ont survécu aux opérations de représailles contre les villages supposés pro-FRETILIN de Amarelja, Hare-Oun, Laku Uai, Ue-Bae, Maue Klaran....

Le camp ne dispose d'aucune assistance sanitaire et alimentaire alors que les plusieurs centaines de personnes qui peuplent le camp ne sont pas autorisées à cultiver des parcelles de terrains situées au-delà d'un rayon d'un kilomètre.

La production alimentaire est épuisée quatre mois après la récolte et lorsque les gens ne meurent pas de la tuberculose, d'infection, du paludisme ou du beri beri, ils s'effondrent d'épuisement. Nombreux sont ceux qui ne survivent pas plus de quelques semaines à Klalerek Mutin même en essayant de manger des troncs et des feuilles de palmiers préalablement broyés (CF. BCp. P.131. p8).

e) Dans la Pointe Est, à Baguia, Lautem, Iliomar et Lospalos



Bien que la région d'Iliomar bénéficie depuis quelques années d'un programme d'assistance de l'UNICEF, la situation dans cet ilôt indonésien au coeur d'une zone presque entièrement contrôlée par la guerilla n'est guère reluisante.

En dehors d'un champ situé à trois kilomètres du camp dont l'exploitation est assurée par des HanSip, les paysans ne sont plus autorisés depuis 1983 à s'éloigner de plus de 100 mètres du camp ; autant dire que toute culture en dehors des potagers qui jouxtent les habitations est devenue impossible. La population d'Iliomar semble d'ailleurs avoir été en grande partie décimée ou déportée vers des zones mieux pacifiées (CF. P.396. p4).

---

(1) : Un couple de paysan, Naha Rubik et Maria Filomena est parvenue à le quitter pour rejoindre la résistance armée le 11 octobre 1986 et à pu raconter ses épreuves.

Plus au nord, à proximité de Lospalos, les habitants du village-prison de Txai-Supalira vont être astreints au cours de l'année 1987 à travailler tous les matins, cinq jours par semaine (toujours sans recevoir la moindre rétribution) pour asphalter les principales routes de la région. A peine rentrés chez eux, ils devaient alors se ruer vers leurs champs où ils n'étaient autorisés à travailler que jusqu'à 17 heures.

Comme à Baucau ou à Viqueque, les surfaces cultivables ont été régulièrement réduites jusqu'à ne plus pouvoir garantir que cinq mois de sécurité alimentaire.

De surcroît, les nombreux bataillons militaires indonésiens postés dans les environs vont ramasser pour leur propre utilisation les tubercules qui poussent à l'extérieur du périmètre de sécurité, si bien que même en essayant de braver les interdictions, les paysans ne peuvent plus nourrir leurs familles.

Un petit rapport du FRETILIN rédigé en 1986 mais qui est parvenu au Portugal seulement deux ans plus tard fait état de graves problèmes alimentaires dans presque tous les camps de la région de Lautem et Lospalos consécutivement au développement de l'opération *Kikis*.

3) MASQUER LA MISERE PAR DES "INITIATIVES LOUABLES"

a) Les Villages Modèles : un Alibi et une Vitrine

Dans presque toutes les brochures indonésiennes sensées présenter la situation à Timor-Est (CF annexe 1), les auteurs s'attardent longuement sur les mesures prises par le gouvernement indonésien pour développer la production agricole.

Ici, on parle de la construction d'un système d'irrigation capable d'alimenter environ 10 000 hectares de rizières aux alentours de Bobonaro ou du matériel agricole mis à la dispostion des populations (mini tracteurs, pesticides, engrais) (CF. BCp. O.23. p131). Ailleurs, on met plutôt l'accent sur la formation fournie aux agriculteurs et sur le développement des vergers (CF. BCp. O.22. p47) ; mais partout, on s'extasie sur toutes ces preuves de progrès et de modernité.

Aux vues des difficultés rencontrées par la plupart des timorais, on serait tenté de penser qu'il s'agit là d'une grossière opération de propagande dénuée de tout fondement réel ; mais en fait ce n'est pas tout à fait le cas.

Il ne semble pas que les *Desa Teladan* ("village modèle" destiné à l'origine aux seuls transmigrants) se soient considérablement développés ces dernières années. Le Ministre des Transmigrations, M. Martono a d'ailleurs signalé qu'il allait désormais concentrer ses programmes sur l'amélioration des implantations existantes (CF. BCp. P.138. p18).

D'ailleurs, les "villages modèles" restent des sites de transmigration typiques, d'où les habitants ne sortent que pour se rendre dans leurs champs et en dehors de leurs jardins qui jouxtent le plus souvent leurs maisons, ils concentrent généralement leurs activités sur les cultures de rentes (le coprah notamment qui ne fait l'objet d'aucun monopole). Si l'administration peut donc éventuellement se réjouir du bon fonctionnement de ces sites, elle peut difficilement leur accorder le bénéfice de la production alimentaire.

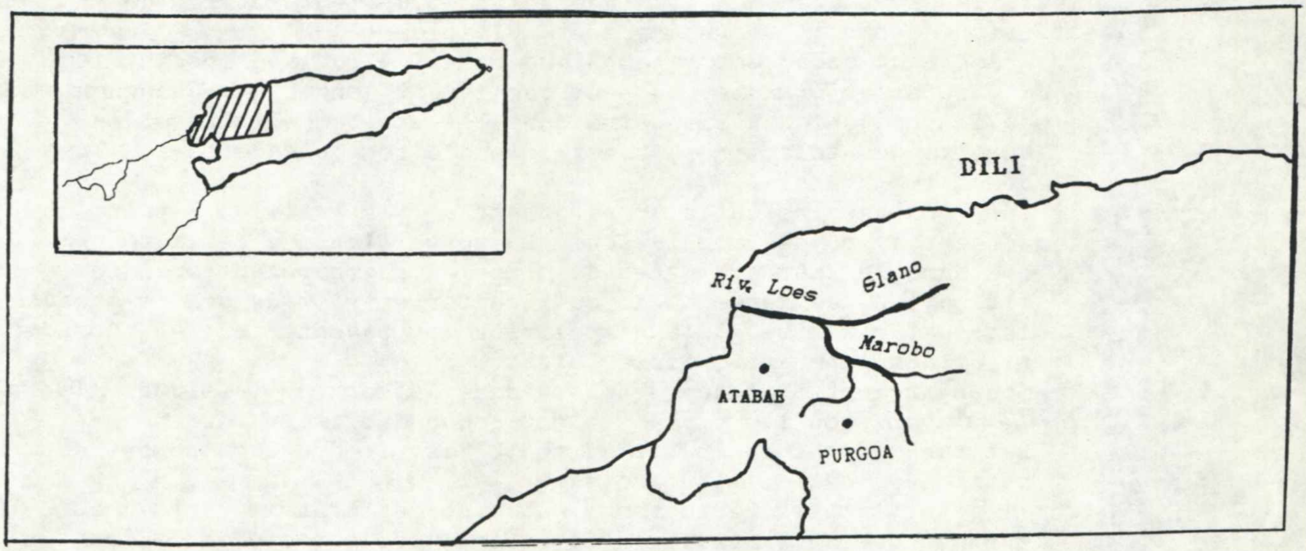
Par contre, la mise en place à partir de 1986 de nouveaux villages qualifiés de *Desa Potensial* ("village potentiel") va mieux répondre au double objectif d'accroissement de la production de céréales et d'outils de propagande à usage aussi bien interne qu'externe.

Conçus à l'initiative du colonel Yunus Yosifiah, un officier responsable des unités de para commandos, mais également un adepte de la stratégie dite "des coeurs et des esprits" prônée par le Colonel Purwanto en 1983, ces nouveaux espaces vont être aménagés par les Babinsa de chaque village.

En fonction du terrain et des conditions climatiques, les champs (rizières le plus souvent) peuvent atteindre entre 250 m^2 et un hectare par famille (chaque *Desa potensial* en regroupe quelques dizaines dont seulement une moitié de transmigrants) (CF. P.79. pp13-15 et P.72. p11).

Les deux premières expèriences de ce type (concernant environ 200 familles en 1987), installés le long de la frontière entre les deux Timor à Tunubibi (district de Bobonaro) et Beco (district de Kovalima) ont bien entendu eu les honneurs de la presse indonésienne.

Au départ et malgré les problèmes de malaria, le projet a donné des résultats tout à fait satisfaisants, le bétail manquant pour la préparation des champs ayant été remplacé par des tracteurs, alors que, parallèlement, l'introduction de nouvelles espèces dans les jardins (oignons japonais notamment) permettait d'obtenir des productions annexes accrues.



Mais les choses ont commencé à se gâter lorsque les populations de la zone vont être réquisitionnées pour participer aux récoltes de café sur les terres de la *P.T. Denok* dans les montagnes avoisinantes ("pacifiées" depuis la deuxième phase de l'opération "Encerclement et Annihilation" au début de l'année 1978).

Ces réquisitions risquant de ruiner les efforts de l'Organisation, Hans Meier Eybers, pourtant très "coopératif" d'habitude (CF. P.332) va s'en plaindre aux autorités civiles et militaires de la ville voisine d'Ermera, puis au Gouverneur Mario Carrascalao lui-même (CF. BCp. P.139. p5).

Evidemment, cette intervention ne va pas être du goût des Généraux Murdani, Kalbuadi et Rajagukguk qui entendaient sans doute mener leurs affaires sans être plus longtemps dérangés. C'est probablement pour cette raison que Meier Eybers, plus ou moins accusé d'être "un agent communiste" va recevoir quelques jours après sa plainte, un colis d'opium en provenance de Sumatra où il avait séjourné précédemment.

Menacé d'être jugé et condamné s'il ne quittait pas immédiatement le pays, il va finalement choisir cette dernière option.

Depuis lors, le programme du CRS paraît en sursis et si les paysans souhaitent son maintien, il n'est plus prolongé que pour des périodes très courtes dont il faut sans cesse demander le renouvellement.

De plus, les militaires semblent vouloir installer de nouveaux camps de regroupement, à Purgoa mais également au confluent des rivières Glano et Marobo, en pleine zone confiée au CRS (ibid p7) et les populations déportées ne sont pas autorisées à participer aux activités agricoles menées par l'Organisation.

D) LA PRIORITE DONNEE AUX INFRASTRUCTURES A USAGE MILITAIRE

1) LES VOIES DE COMMUNICATION

L'une des raisons pour lesquelles les Forces Armées Indonésiennes ne sont pas venues à bout des guerilleros du FRETILIN tient aux difficultés éprouvées par l'intendance à faire parvenir le matériel militaire et à assurer la survie des troupes dans les zones isolées.

Rappelons qu'avec ces 19 000 kilomètres carrés, la partie orientale de l'île de Timor est un peu plus petite que la Sardaigne mais il faut également préciser qu'elle est recouverte de très hautes montagnes, dont près d'une dizaine dépassent les 2 000 mètres.

De surcroît, la végétation est assez dense par endroit et surtout en 450 ans de domination coloniale, les autorités portugaises n'ont guère construit et entretenu qu'une trentaine de kilomètres de route asphaltées (CF. vol.I. pp154-155).

Embourbés et bloqués par les rivières en crues au cours de la saison des pluies, incessamment obligés d'aplanir ou de retracer des pistes poussiéreuses et accidentées pendant la saison sèche, les bataillons du Geni (*Zipur*) ne parviendront pas à maintenir le réseau dans un état suffisamment satisfaisant pour y faire passer blindés, camions et artillerie. D'ailleurs, les FALINTIL, vont tout faire pour leur rendre la tâche difficile, détournant à l'occasion un ruisseau ou provoquant des chutes de pierres.

Pour les indonésiens, il va très vite devenir clair que pour parvenir à gagner cette "bataille des routes", il faudra impliquer massivement les populations et leur faire réaliser les travaux de terrassement et d'entretien... C'est peut être là la raison majeure pour laquelle a été institué le *Gotong Royong* (CF. p195).

Dès lors, le réseau s'est bien entendu développé beaucoup plus rapidement et dès les débuts de l'année 1980, le Comité International de la Croix-Rouge pouvait se réjouir que *grâce à l'amélioration des routes*, certains villages pour lesquels l'aide alimentaire était acheminée par avion *aient pu ensuite être ravitaillés par camion* (CF. P.126. p45).

Depuis 1984, les autorités semblent concentrer leur effort sur l'asphaltage des tronçons déjà construits. On compterait aujourd'hui entre 500 et 800 kilomètres de routes "en dur" dans le territoire, sans compter les tronçons recouverts de gravillons.

DISTANCES ENTRE LES DIFFRENTS DISTRICTS A TIMOR ORIENTAL

DISTRICT	DILI	BAUCAU	MANA-TUTO	VIQUE-QUE	LOS PALOS	LIQUICA	SUAI	BOBO-NARO	SAME	AILEU	ERMERA	AINARO
DILI	–	130	69	194	224	40	202	138	119	47	62	116
BAUCAU	130	–	64	64	84	166	291	268	210	177	195	268
MANATUTO	69	64	–	131	158	102	265	204	185	113	128	182
VIQUEQUE	194	64	131	–	145	233	204	205	143	215	259	171
LOS PALOS	224	94	158	145	–	260	349	349	288	271	286	316
LIQUICA	40	166	102	233	260	–	212	148	183	81	72	150
SUAI-KOVALIMA	202	291	265	204	349	212	–	54	89	152	152	85
BOBONARO	157	268	204	204	349	148	54	–	89	119	86	85
SAME	119	210	185	143	288	183	89	89	–	72	155	59
AILEU	47	117	133	215	271	81	152	119	72	–	43	79
ERMERA	82	195	128	259	286	72	152	86	115	43	–	244
AINARO	116	268	182	171	316	150	85	85	59	79	244	–
OECUSSI/AMBENO												

Source : BCp 0.22. p62.

2) UN SYSTEME DE SANTE QUI EXCLUS LES TIMORAIS

Certes, les infrastructures et le personnel médical n'étaient guère nombreux avant l'invasion indonésienne (CF. vol.I. pp119-121) mais l'hôpital de Dili, qui venait d'être rénové était tout de même doté d'un matériel moderne (de radiographie notamment) qui le rendait sans équivalent dans l'Est de l'Archipel.

Aussitôt après l'invasion, tous les équipements ont été soigneusement répertoriés puis emballés par l'armée indonésienne pour être emmenés à Java, vers une destination inconnue. Par ailleurs, l'accès de l'hôpital va être pendant plusieurs mois réservé aux militaires, laissant les habitants de l'île sans autre soutien médical que celui de quelques religieuses et infirmières timoraises qui avaient bénéficié d'une formation au Portugal (CF. O.28. p304). En plus, leurs efforts se devaient de rester discrets, car elles étaient surveillées de manière à ce qu'elles ne puissent pas porter assistance au FRETILIN.

Par la suite, bien que les indonésiens s'enorgueillissent d'avoir dépensé entre 200 000 et 700 000 Rps par an pour les dépenses de santé (CF notamment O.5. pp53-54 et le tableau à la page 187 du présent volume), la situation sanitaire et médicale reste tout à fait désastreuse.

Bien sûr, Timor Oriental compte désormais cinq hôpitaux (dont un tout nouveau à Dili) soit environ 500 lits disponibles (CF. P.345. p125) et l'administration prétend avoir mis au point plusieurs dizaines de centres de santé en tout genre (CF. P.22. p65).

Pourtant, la quasi totalité des 123 médecins de l'île (CF. BCp. P.157) sont concentrés dans les villes et s'occupent en priorité des militaires ou des administrateurs indonésiens. Le prix des consultations les mettent de toute façon hors de portée de la grande majorité des timorais et même à l'hôpital, le moindre traitement représentant plusieurs fois le salaire mensuel des quelques privilégiés qui ont la chance d'en percevoir un.

En conséquence et selon un rapport parvenu en Europe en 1984, bien qu'en moyenne 40 à 60 personnes se présentent chaque jour dans les dispensaires de l'île, il est extrêmement rare qu'elles puissent y rencontrer un médecin ; ces derniers n'y passant qu'un ou deux jours par mois (même s'ils sont théoriquement sensés y rester à demeure) (CF *Asian Wall Street Journal* du 14 juin 1982).

De toute façon, les médicaments sont rares en dehors du "complexe B" généralement prescrit pour les maladies et du "mercurochrome" pour les blessures. Outre ces désinfectants plus ou moins placebos, chaque unité sanitaire ne dispose par mois que de cinq flacons de pénicilline, cinq de streptomycine et de douze ampoules de kloriquine (CF. P.156) pour traiter les très nombreux cas de tuberculose, d'infection occulaires et dermatologique, de bronchite chronique, d'elephantiasis ou les meurtrières épidémies de rougeole (CF. BCp. P.134. p14).

La malaria touche la quasi totalité des camps situés dans les plaines côtières ou les vallées infectées et le plus souvent, ces "localités" sont dépourvues de toute assistance médicale et ne rentrent même pas dans les statistiques indonésiennes, qui doivent pourtant admettre que les taux de mortalité et de mortalité infantile sont à Timor parmi les plus élevés d'Asie, juste après ceux de l'Afghanistan (CF. *Institut National des Etudes Démographiques, Populations et Sociétés* n°237 de juillet/août 1989).

Il est remarquable de constater que des sommes énormes sont investies pour le planning familial qui ne répond pas, c'est le moins que l'on puisse dire, au désir des populations, alors que la moindre consultation médicale dans les hôpitaux de Dili est facturé au moins 5 000 Rps. Mais de toute façon, les timorais évitent de plus en plus de se rendre aux dispensaires, dans la mesure où ils se méfient énormement de la médecine, telle qu'elle est conçue par les praticiens javanais.

De nombreux témoignages de discrimination raciale (CF. BCp. P.88. p3) et la pratique relativement courante d'injections mortelles contre des personnes haut placées dans l'administration timoraise qu'il ne serait pas facile de supprimer plus simplement (CF. BCp. P.93. p2) ont rendu les timorais soupçonneux ; d'autant plus soupçonneux qu'ils commencent à savoir que si les services de santé poussent souvent les femmes enceintes à se rendre dans les maternités, c'est pour leur injecter un produit destiné à les faire avorter. Il en résulte parfois des complications qui poussent les médecins à pratiquer l'ablation complète des ovaires (cette information a été rapportée par un réfugié qui a longtemps travaillé comme infirmier au service de l'occupant (CF. BCp. P.142. p3)).

A) QUINZE ANS AUX COTES DES TIMORAIS

1) 1975-1977 : UN CLERGE DEPASSE PAR LES EVENEMENTS

Avec la guerre civile de l'été 1975 et l'invasion du mois de décembre, l'Eglise timoraise, complètement prise de cours ces évolutions inattendues, va littéralement éclater.

On se souvient des "gaffes politiques" commises par Mgr José Ribeiro, qui craignait par dessus tout de voir des marxistes prendre le pouvoir dans la colonie (CF. vol.II. p44) et il est bien certain que l'Evêque, déjà âgé n'était pas le type d'homme à pouvoir faire face à une situation de guerre aussi dramatique.

Le père Martinho Da Costa Lopes qui était avec lui à l'époque (avant de devenir administrateur apostolique) le décrit d'ailleurs comme *un pauvre homme (...), tellement accablé par ce qui se produisait qu'il pleurait toute la journée* (CF. P.379. p4).

Si l'on songe que comme pendant la deuxième guerre mondiale, la plupart des prêtres s'étaient fait rapatrier vers le Portugal et ce dès le mois d'août 1975, on comprend que Xavier Do Amaral (qui a lui-même passé de nombreuses années au séminaire) se soit déclaré attristé par l'attitude de l'Eglise qui abandonnait ses ouailles au moment où elles avaient le plus besoin de son soutien (CF. O.13. p117).

En décembre 1975, il ne restait plus guère qu'une trentaine de prêtres dans le territoire et seulement six d'entre eux vont suivre les populations dans leur exode entre 1975 et 1978 (CF. *Melbourne Age* du 20 novembre 1976).

Une lettre d'un prêtre catholique, datée de novembre 1977 décrit en ces termes la triste situation de l'Eglise dans le territoire :

> *De nombreuses missions catholiques sont sans prêtres, les écoles sont fermées depuis deux ans et l'activité est nulle (...).*
>
> *Notre maison, Bispo Medeiros a été détruite sous le feu des envahisseurs, le séminaire de Dare a été détruit, les collèges catholiques de Maliana et Soibada ont été détruits.*
>
> *Timor n'a pas été intégrée, elle a été annexée (...) nous n'avons aucune liberté* (BCp. P.214).

Toutes les lettres arrivées au siège de la *Propaganda Fides* témoignent de la destruction considérable des lieux de culte. Théoriquement sans aucun contenu politique et non destinées à être diffusées, elles sont arrivées à peu près régulièrement à Rome et le Vatican a pu faire parvenir un peu d'argent pour procéder à certaines des multiples réparations nécessaires.

Les églises, les presbytères et les chapelles d'Ainaro, Ossu, Soibada, Baguia, Quelicai, Bucoli, Venilale, Tutuala, Laga, Bercoli, Lolubo ont été très endommagées ou complétement démolies, tout comme les sept stations missionnaires de Baucau.

Les missions de Suai, Liquica et Lospalos ont été pillées, alors que celle de Uatolari a été brûlée et profanée...

2) 1977-1981 : L'EGLISE S'ENGAGE AU COTE DES TIMORAIS

Las de la guerre et voyant sa santé décliner, Mgr Ribeiro va finalement demander au Vatican l'autorisation de rentrer au Portugal. Pour le remplacer, Rome va logiquement choisir son plus proche collaborateur, le père Da Costa Lopes. Cependant, celui-ci ne sera pas nommé "Evêque Résidant" comme son prédécesseur mais seulement "Administrateur Apostolique". Cela va avoir le défaut de rendre sa situation plus précaire mais l'avantage de lui permettre de justifier diplomatiquement son refus d'assister au Conseil des Evêques Indonésiens par le simple fait qu'il n'était pas précisemment Evêque.

Le père Da Costa Lopez, âgé d'une cinquantaine d'années à l'époque n'était pas un novice en politique, dans la mesure où il avait été élu en 1958 pour représenter Timor à l'Assemblée Nationale portugaise ; aussi, il va se lancer immédiatement dans la bataille pour les Droits de l'Homme dans son pays.

D'abord discret dans son action, le nouvel "Evêque" va avant tout commencer à essayer de rapprocher l'Eglise de la population. Cette démarche sera suivie sans réserve par les prêtres restés dans la colonie dont la mission dépassait déjà depuis longtemps le strict cadre de l'"évangélisation".

Distribuant des "cartes pastorales" appelant les gens à lutter contre la brutalité et dénonçant sans relâche à l'intérieur de l'île *l'invasion, la guerre, le pillage, les massacres, l'occupation des terres, l'exploitation coloniale et les tentatives de mobilisation des civils* (CF. P.152. p17), le clergé timorais va bientôt adresser une lettre aux Evêques indonésiens, leurs expliquant que :

les gens font l'expérience d'une oppression sans fin, que *leurs droits sont méconnus* et qu'*ils vivent dans la peur, sans pouvoir faire entendre leur voix, alors que la volonté du peuple est depuis le début et maintenant encore d'avoir le droit de choisir son propre destin* (CF. BCp. P.122. p3).

Cette missive semble marquer le début de la prise de conscience de l'Eglise timoraise qui, lasse de seulement adresser de vaines plaintes au général Dading Kalbuadi pour qu'il mette fin aux violations des Droits de l'Homme, va finalement décider de faire parvenir hors d'Indonésie, des témoignages sur la gravité de la situation.

Sous la forme de deux lettres, théoriquement adressées à des amis australiens, Mgr Da Costa Lopes va commencer par dénoncer sans concession les dernières opérations militaires qui *comme l'aurait fait* *un cyclone, ont ravagé Timor d'une extrémité à l'autre, laissant l'île dans une situation vraiment tragique : décès d'enfants innocents, massacres de femmes enceintes et de gens sans défense, uniquement parce qu'ils ne voulaient pas perdre leur identité et le droit d'être reconnus dans la Communauté des Nations...* (CF. P.152. p18).

Affirmant que *l'Eglise catholique, en dépit de tous les risques, doit dénoncer à la face du monde les atrocités commises pendant les quatre jours du siège du fameux rocher "Saint Antoine" à Lacluta où près de 500 timorais ont été tués* (ibidem), l'Evêque va également attirer l'attention de la Communauté Internationale sur les graves risques de famine.

3) LA REACTION INDONESIENNE ET LE REMPLACEMENT DE MGR. DA COSTA LOPES

Jusqu'en 1977, les autorités indonésiennes étaient confrontées d'un côté à un Evêché inerte et donc aisément manipulable et de l'autre à des prêtres quasiment dissidents qui, en choisissant de suivre les populations dans les montagnes, avaient coupé les ponts qui les reliaient à leur hiérarchie. Ces derniers étaient assimilés à la guerilla par l'occupant qui se contentait de les expulser lorsque d'aventure ils étaient capturés.

Avec la nomination de Mgr Martinho Da Costa Lopes à la tête du diocèse, ses prises de position publiques et la réintégration des prêtres "traqués par l'occupant" au sein de l'Eglise timoraise, les indonésiens vont changer d'attitude, essayant par tous les moyens de soumettre l'Eglise timoraise à leurs vues.

Le Général Yusuf, commandant en chef des Forces Armées à l'époque est venu en personne à Timor pour rencontrer l'Administrateur Apostolique qu'il a fait convoquer à Baucau pour le convaincre de faire une déclaration publique en faveur de l'intégration et de l'"Opération Sécurité" qui venait à peine de commencer. Pour toute réponse Martinho Da Costa Lopez va de nouveau se plaindre de la brutalité des troupes d'occupation et de l'état pitoyable dans lequel étaient maintenus les supplétifs, forcés de participer à l'offensive.

Pour couronner le tout, il va également envoyer à l'*Australian Catholic Relief*, une lettre l'informant de l'imminence d'une nouvelle vague de famine dans le territoire du fait de la mobilisation générale...

Dès lors, les autorités militaires indonésiennes vont tout mettre en oeuvre pour obtenir le remplacement de Mgr Da Costa Lopes.

Pour commencer, elles vont organiser la visite dans l'île de l'ancien Premier Ministre australien Whitlam (depuis toujours farouche partisan de l'intégration (CF. notamment vol.II. pp27-29)) qui, accompagné du journaliste Peter Hastings, va entreprendre de dénigrer l'Evêque en déclarant que ses propos sont, entre autres choses, *inexacts, pernicieux, irresponsables* et *dénués de fondement* (*Melbourne Age* du 6 mars 1982).

que les missionnaires étrangers pouvaient entrer dans le territoire en accord avec les lois sur l'immigration (rapport du Secrétaire Général des Nations Unies, 1985, CF. BCp. P.134. p6)...

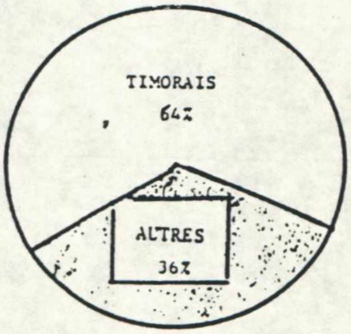
En fait, pratiquement rien de tout cela n'était vrai :

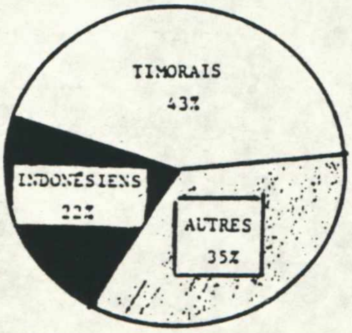
- Les écoles paroissiales sont astreintes à faire appel à des professeurs indonésiens qui enseignent dans leur langue, sans qu'aucun droit de regard ne soit laissé aux religieux (1).
- Les prêtres sont soumis comme les autres timorais à l'usage du passeport intérieur (*Surat Jalan*) et doivent demander des autorisations pour chacun de leur déplacement (en novembre 1984, le nouvel Administrateur Apostolique lui-même se verra par exemple refuser l'accès aux camps de Klalerek Mutin).
- Comme on l'a déjà signalé, toute aide extérieure doit nécessairement passer par l'Indonésie avant d'être distribuée par un organisme indonésien. Il n'y a pas de possibilité pour l'Eglise d'acheminer son assistance alimentaire, vestimentaire ou médicale par ses propres moyens.
- Quand à la possibilité de faire entrer de nouveaux missionnaires étrangers, elle restera en grande partie théorique, dans la mesure où seulement deux pères salésiens ont reçu l'autorisation de s'installer dans l'île entre 1975 et 1985.

C'est d'autant plus inquiétant que les prêtres portugais, étrangers ou même timorais sont progressivement remplacés par des religieux indonésiens, tout à fait favorables à l'intégration et à la politique menée dans l'île depuis décembre 1975.

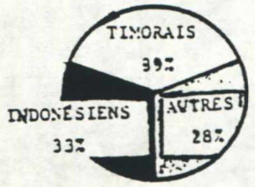
Nous avons rencontré dernièrement deux d'entre eux, membres de la congrégation du *Verbis Divinis* ("verbe divin") et s'ils se montraient très enthousiastes à propos des aides gouvernementales (construction de la cathédrale de Dili, fournitures scolaires, barrages d'irrigation à Maliana...), ils n'avaient remarqué aucune violation des Droits de l'Homme, pas la moindre trace d'engagement militaire, de restriction dans les déplacements, ni d'autres problèmes d'aucune sorte...

PRÊTRES
1975 - 44
1986 - 42

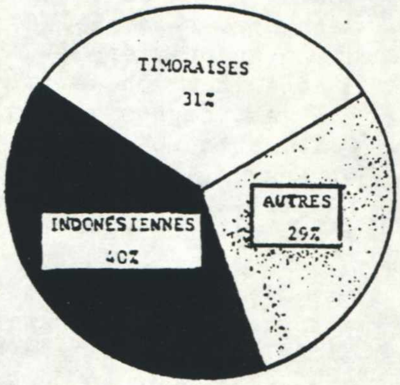




RELIGIEUX - PRÊTRES À TIMOR - EST		
	1975	1986
JÉSUITES étrangers	6	3
JÉSUITES indonésiens	0	2
SALÉSIENS étrangers	16	9
VERBE DIVIN indonésiens	0	7



RELIGIEUX NON-PRÊTRES - 18



RELIGIEUSES - 58

RELIGIEUSES À TIMOR -EST		
	1975	1986
CANOSSIENNES	32	21 dont 15 timoraises
CARMELITES	4	14 dont 3 timoraises
DOMINICAINES	16	0
SERV. SAINTE FAMILLE	4	0
... indonésiennes	0	23

SOURCE : O.103. p4

Pour accélérer encore le processus d'"indonésianisation" du clergé, les rares séminaristes timorais du diocèse (huit en 1986) doivent aller finir leurs études en Indonésie (CF. O.103. p7) et les cathéchistes qui ont accepté de travailler sous les ordres des prêtres indonésiens sont obligés d'utiliser les ouvrages édités par le gouvernement, l'Evéché n'ayant pas les moyens financiers de le faire.

Malgré toutes ces difficultés et au grand dam des indonésiens, il semble que de plus en plus de gens fréquentent les églises, même si une bonne partie des 90 % des catholiques que compte l'île (1) ne sont convertis que de fraîche date (CF. pp161-162). Pour certaines des dernières homélies de Mgr Da Costa Lopes, il semble que plus de 10 000 personnes se concentraient autour de la cathédrale de Dili, trop petite pour les accueillir toutes (CF. BCp. P.124. p2).

4) MGR. LUIS FILIPE BELO SUR LES TRACES DE SON PREDECESSEUR

Malgré l'attribution d'une aide financière conséquente visant à obtenir enfin de l'Administrateur Apostolique de Dili, le rattachement de son diocèse à la Conférence Episcopale indonésienne (CF. BCp. P.136. p6), Mgr Luis Filipe Belo va tenir à conserver son autonomie et refusera très fermement l'intégration de l'enclave d'Oecussi au diocèse indonésien d'Atambua (Timor Occidental). Il fera même symboliquement une visite sur place dès sa nomination.

Exprimant à plusieurs reprises sa sympathie pour les religions animistes victimes des persécutions indonésiennes et protestant publiquement dès octobre 1983 contre *les arrestations et la violence*, Mgr Belo va finalements'attirer la sympathie du reste du clergé timorais mais également se voir adresser un "avertissement" du Cabinet des Affaires Religieuses (CF. BCp. P.126. p6).

A partir de là, malgré la déterioration de ses relations avec les autorités, le nouveau responsable du diocèse, tout en prenant garde de ne pas polémiquer directement avec les autorités indonésiennes va faire preuve d'une hardiesse qu'on ne lui connaissait pas.

Dans une lettre pastorale adressée aux jeunes timorais à l'occasion de l'année internationale de la jeunesse, tout en restant prudent dans la forme, il va s'engager sans équivoque sur le fond :

Les grandes réalisations humaines n'apparaissent pas au hasard, ni ne sont l'oeuvre d'un seul homme (...). A certaines époques de l'histoire, des communautés d'hommes et de femmes, habitant le même territoire, nourris de la même conscience nationale, decidèrent soit par Pour Timor nous devons faire preuve d'amour, de dévotion et de zèle.

---

(1) : 91,4 % d'après le bureau indonésien des statistiques (CF. P.345. Tab.4).

voie pacifique, soit par voie de soulèvement armé, de fonder ce que l'on appelle "Nation", "Patrie" ou "Pays". Nous, en temps qu'individus, nous faisons partie d'une communauté. Nous sommes nés dans un territoire déterminé qui s'appelle Timor.
L'amour de la terre natale, la sympathie pour son histoire, la défense de tout ce qui constitue la culture, le progrès, la grandeur et la survie de Timor constituent le patriotisme. Le patriotisme est un attribut universel de l'homme, c'est la vertu la plus caractéristique et noble de l'homme civilisé.

L'Eglise invite tous les hommes, et particulièrement les chrétiens, à aimer la patrie : "que les citoyens cultivent avec magnanimité l'amour de la patrie" et "ils doivent montrer l'exemple en développant leur sens des responsabilités et dévotion au bien commun" (CF. BCp. P.134. p10).

Cette véritable "profession de foi nationaliste" sera suivie de beaucoup d'autres dont une particulièrement remarquée lorsque s'adressant par courrier à une organisation londonienne, Belo affirmera que *l'unique solution au conflit du Timor Oriental sera politique et diplomatique et devra inclure avant tout le respect du droit du peuple à l'autodétermination* (CF. BCp. P.131. p1).

Quelques semaines plus tard (le 1^e^ janvier 1985), le Conseil Presbytéral du diocèse de Dili va rédiger un document extrêmement critique à l'égard des indonésiens où les violations des Droits de l'Homme sont systématiquement dénoncées, tout comme la politique des camps de regroupement, le travail forcé, la mobilisation des populations pour les opérations militaires et la guerre sans merci menée contre la résistance. Ce document signé par Mgr Belo sera adressé au Nonce de Djakarta, aux autorités territoriales et au Vatican. On ignore comment il a fini par parvenir au *Washington Post* (CF. BCp. P.132. pp1-4).

Les autorités indonésiennes vont réagir brutalement à ces nouvelles prises de position en laissant notamment les militaires de l'ABRI s'en prendre aux religieux (la communauté salésienne de Baucau va faire l'objet d'un harcelement policier constant (CF. BCp. P.128. p1) et les pères Walter Van Wouwe de la paroisse de Lospalos-Lautem, Ilario Madeira et Mateus Da Cruz vont être particulièrement inquiétés (CF. BCp. P.137. et BCp. P.140. p4). Les autorités donneront également l'ordre de briser discrètement des statues religieuses (au petit séminaire de Dili et à la grotte de Couro) et "encourageront" un camion militaire à percuter "accidentellement" le véhicule du père Martins, près du séminaire de Dili.

Toutes ces manoeuvres d'intimidation n'empêcheront Mgr. Belo d'adresser au Pape, au Président de la République portugaise Mario Soares et au Secrétaire Général des Nations Unies, Peres De Cuellar des lettres extrêmement engagées qui feront probablement date dans l'histoire de l'Eglise au Timor Oriental.

Dans ces missives datées du 6 février 1989, on peut lire entre autre : *la décolonisation du Timor portugais n'a pas encore été résolu par les Nations Unies (...). Le peuple de Timor doit être autorisé à*

B) L'ATTITUDE DE L'EGLISE INDONESIENNE

En dehors du Pro-Nonce, Mgr Pablo Puente (en poste à Djakarta jusqu'en 1986) qui fait tout son possible pour obtenir le rattachement du diocèse de Dili à l'Eglise indonesienne et au-delà, l'intégration complète du territoire, le clergé indonésien est naturellement mal à l'aise par rapport à la question timoraise.

Bien que ne représentant qu'environ 3 % de la population de l'Archipel, il compte parmi ses fidels bon nombre d'hommes d'affaires, de médecins et de politiciens, qui, issus de familles aisées ont étudié dans les écoles catholiques (qui passent pour délivrer un enseignement de bon niveau). Autant dire que cette Eglise là n'est guère très enthousiaste à l'idée de se préoccuper du sort des "paysans timorais" (ce qui risquerait de surcroît de la rendre suspecte aux yeux des militaires musulmans au pouvoir).

Pourtant, et c'est là un geste qu'il convient de noter, même s'il est avant tout symbolique, la Conférence des Evêques Indonésiens (*Majelis Agung Wali Gereja Indonesia* - MAWI -) va adresser le 17 novembre 1983 un message de solidarité à l'Eglise de Timor.

Bien que ne désirant pas que leur *solidarité soit interprêtée comme un quelconque mouvement inspiré de considération terrestre*, les Evêques indonésiens écriront qu'ils ne peuvent *refuser de prendre en considération les événements qui affectent les peuples, surtout les événements qui provoquent le bien-être ou la misère des populations engagées dans une cruelle oppression ou qui en sont victimes* (CF. BCp. P.127. p2).

Depuis lors, les représentants de l'Eglise indonésienne vont alternativement souffler le chaud et le froid. D'un côté, les religieux *refusant de prendre parti dans les affaires temporelles* vont *exprimer leur solidarité avec ceux qui souffrent* et de l'autre, attribuant les malheurs du peuple aux carences du système colonial portugais (CF. O.103. p3), ils vont déclarer *avoir toujours souhaité la participation du Timor Oriental à leur Conférence Episcopale* entre autres pour des *raisons nationalistes* (CF. BCp. P.149. p1).

Même un homme comme Frans Seda, membre de la *Commission Pontificale Justice et Paix* et ancien Secrétaire Général du *Partai Catholik* (désormais intégré au PDI) a pris la peine de critiquer le travail de la presse internationale qui donne selon lui des informations *impropres, excessives et négatives sur Timor-Est* (CF. *Jakarta Post* du 18 décembre 1987). S'inscrivant ainsi dans la droite ligne des déclarations gouvernementales, il préserve la place de l'Eglise dans la société indonésienne, laissant à des personnalités catholiques moins en vue le soin de rappeler que *l'Eglise du pays cherche à concilier sa recherche de prospérité et d'influence et son soucis de se laisser guider par l'Evangile* (propos d'un jésuite indonésien CF. P.152. p19).

Le problème timorais lui révèle à quel point ces deux objectifs peuvent parfois être difficiles à concilier.

C) LE VATICAN COINCE ENTRE LA PRESSION DE LA COMMUNAUTE CATHOLIQUE INTERNATIONALE ET SES IMPERATIFS DE *REAL POLITIK*

Il est intéressant de constater qu'une bonne partie des organisations de solidarité avec le Timor Oriental sont d'obédience catholique et que la plupart des articles qui sont publiés sur la question le sont par la presse chrétienne.

Un journal comme *La Croix* a particulièrement souvent fait allusion au cas de Timor, beaucoup plus fréquemment en tout cas que *Libération*, le *Figaro* ou *France Soir* par exemple.

L'Eglise australienne, par la voix de Mgr David Cremin, membre du *Comité des Evêques pour le Développement et la Paix* s'est très rapidement et très nettement positionné en faveur du peuple timorais, essayant notamment d'empêcher le gouvernement de Canberra de reconnaitre l'annexion (CF. BCp. P.38).

Plus récemment, le *Conseil Britannique des Eglises* et *l'Institut Catholique pour les Relations Internationales* se sont adressés au gouvernement de leur pays pour lui exprimer leur préoccupation devant son silence sur la situation à Timor-Est (CF. P.408. p6).

Les Evêques hollandais ont également leur part déploré que *la chance n'ait pas été donnée au peuple de Timor de prendre part aux décisions affectant sa vie quotidienne* en insistant pour que *soit donnée à la Communauté Internationale l'opportunité de contrôler les événements en cours au Timor Oriental et de concourir à la recherche d'une issue équitable à l'impasse présente* (CF. P.152).

Pour sa part, sous l'impulsion de Mgr Francis Murphy, Evêque de Baltimore, la *Conférence Episcopale des Etats-Unis* a publié un document où elle dénonce *la brutale invasion et l'occupation du Timor Oriental commencées en 1975 par l'Indonésie* en appelant les responsables américains *à influencer le gouvernement indonésien à prendre des mesures qui aident à reconstruire une paix juste et authentique, à mettre fin aux politiques de contrôle forcé des naissances à Timor et à soulager les souffrances de ce peuple* (CF. BCp. P.134. p1 et BCp. P.141. p7).

Même l'épiscopat portugais qui est pourtant resté silencieux pendant plus de huit ans, va sortir de sa réserve pour présenter un document sans équivoque ni concession :

Aux vues des informations qui parviennent du Timor et qui sont devenues récemment plus fréquentes, les Evêques portugais ne peuvent pas ne pas manifester publiquement leur grave inquiétude et la solidarité qu'ils ressentent profondemment pour la population de ce pays martyr, victime d'une tragédie commencée maintenant il y a près de neuf ans et qui malheureusement se prolonge aujourd'hui encore...

Le fait est que le Pape parlera bien peu souvent du problème timorais. Lors de son intervention la plus remarquée sur la question, alors qu'il recevait les lettres de créances du nouvel Ambassadeur indonésien au Vatican (Roni Hendrawan Kurniadi) en 1987, il signalera seulement que *la mission universelle de service de l'Eglise entraine à espérer qu'une considération particulière sera accordée à la protection du caractère éthnique, religieux et culturel de la population de Timor-Est* (P.326).

Ces doléances apparaissent d'autant plus timides que dernièrement le nouveau Pro-Nonce de Djakarta, directement nommé par le Vatican, le Cardinal Canalini, a déclaré dans une interview au *Jakarta Post* que les dernières déclarations de Mgr. Belo *ne reflétaient ni les aspirations de l'Eglise ni celles de la population de Timor-Est* (CF. *Tapol Bulletin* d'août 1988, p4).

CHAPITRE - I -

TIMORAIS CONTRE INDONESIENS : LE FACE A FACE INTERNATIONAL

le tout depuis le Portugal où il dirige la fondation *Borja Da Costa* (1), qui aide les étudiants timorais réfugiés au Portugal et tente de pousser le gouvernement portugais à soutenir plus franchement le mouvement.

L'arrivée désormais relativement régulière de documents en provenance de l'île (2) et surtout le récent rétablissement des liaisons radio entre la Résistance et le "Front Exterieur" (CF. P.391. pp 79-80) ont permis de renouer la communication entre les différentes composantes du FRETILIN.

La position de plus en plus modérée des leaders en exil (3) est à n'en pas douter à mettre au crédit de Xanana qui aime entre autre à préciser qu'il aspire à mettre en place *un Régime Démocratique à Timor, tel qu'il en existe au Portugal par exemple* (CF. P.390).

Abilio Araùjo nous expliquait d'ailleurs récemment qu'à son avis, *il faut désormais avant tout songer à la réconciliation entre les timorais* et que la division *appartient à un passé* ou les différents leaders politiques *jeunes et immatures ont fait beaucoup d'erreurs dûes à leur idéalisme et à leur manque d'expérience.*

2) LE RENOUVEAU DE L'UDT

Entre les choix pro-indonésiens de Mario Carrascalao et de Francisco Lopes Da Cruz, la tentative de prise de pouvoir dans la colonie de Domingos De Oliveira et Joao Carrascalao (CF. vol.II. pp64-67) et l'attitude discrète mais ambigüe de la famille Guterres, l'UDT avait virtuellement éclaté dès le mois d'août 1975, laissant ses militants dans la plus grande perplexité.

Sans leader, sans programme et ayant perdu une bonne partie de sa légitimité par ses multiples revirements (alliance avec le FRETILIN, puis coup d'état et enfin alliance avec l'Indonésie d'une part et silence emprunté de l'autre), le parti va être ignoré par une classe politique portugaise déjà bien assez préoccupée par les milliers de réfugiés qui affluaient des anciennes colonies d'Afrique lusophone.

---

(1) : Du nom du poète du FRETILIN abattu par les indonésiens dans les tout premiers jours de l'invasion.

(2) : Un système de codes chiffrés a récemment été mis au point pour permettre les communications entre Xanana Gusmao et Abilio Araùjo sans craindre une interception indonésienne (CF. P.19).

(3) : Lors d'une visite en Australie à la fin du mois de mai 1984, José Ramos Horta affirmait par exemple que *son mouvement était prêt à discuter avec l'Indonésie sans ordre du jour ni condition préalable* et tous les responsables du Front parlent aujourd'hui de trouver une solution politique négociée.

Virtuellement réduite à néant entre 1976 et 1985, l'UDT va commencer à remonter un peu la pente avec la montée au créneau de trois de ses ex-membres les plus brillants, qui après avoir joué quelque temps la carte indonésienne, avaient pris la décision de fuir, puis de retourner à l'anonymat.

Il serait laborieux de retracer les itinéraires compliqués de Joao Carrascalao, Domingos De Oliveira et Paolo Pires mais toujours est-il que tous jurent désormais que *l'UDT est, a été et sera un parti favorable à l'indépendance* et qu'il est urgent que le peuple de Timor Oriental *fasse un choix souverain par un processus démocratique supervisé par les Nations Unies* (CF. BCp. P.148. p8).

Regroupés derrière Moisé Do Amaral, Président de l'UDT depuis l'invasion (et installé au Portugal dès le milieu des années 60), les trois hommes vont restructurer le Parti au Portugal et en Australie, tout en rétablissant le contact avec les militants de l'intérieur pour tenter de créer un réseau de renseignements efficace.

Bien qu'ayant de très grosses difficultés à obtenir des financements (les principaux leaders de l'organisation sont tous obligés d'occuper à plein temps un emploi qui n'a rien à voir avec leurs activités politiques), l'UDT va s'étoffer d'autant plus rapidement que, rappelons-le, la plupart des réfugiés sont d'ex-militants du Parti qui sont arrivés au Portugal et en Australie au cours du mois de septembre 1975.

Pourtant, l'UDT ne constitue pas pour autant un ensemble homogène. Alors que son Président et son Vice-Président (Moisé Do Amaral et Paolo Pires) vont se déclarer favorables à un rapprochement avec le FRETILIN, les membres de la famille Guterres qui "dirigent" la communauté des réfugiés au Portugal (CF. pp19-20) semblent beaucoup plus réticents à cette idée.

Influencés par le très conservateur père Jorge Parros Duarte, ils craignent que l'ambition du FRETILIN soit encore de *faire pénétrer à Timor le "communisme international"* (comme cela nous a été suggéré lors de notre récent voyage à Lisbonne).

Comme en témoigne la création d'une "Convergence Nationaliste" (voir page suivante), la tendance la "plus progressiste" de l'UDT semble actuellement triompher, mais le récent décès de Moisé Do Amaral, victime d'un accident cardiaque, laisse le Parti dans une situation difficile, en tout cas jusqu'à ce que l'on sache si Paolo Pires, son sympathique mais assez peu charismatique Président par intérim, sera ou non confirmé dans ses fonctions par le reste de la direction.

Convaincus depuis longtemps de la nécessité d'un consensus, la Résistance interieur, par la voix de Xanana Gusmao va très rapidement faire parvenir un message d'encouragement sans équivoque aux signataires de la convergence :

> *Je pense qu'aucun de nous ne désire entrainer le peuple Maubere, martyrisé, dans une guerre d'extermination (comme c'est l'objectif de Djakarta) ou amener le peuple Maubere à supporter d'autres guerres...*
>
> *Ce fut pour éviter notre destruction en tant que peuple qui a les mêmes droits que tous les autres peuples du monde, que le FRETILIN a assumé la responsabilité politique qui lui incombait, adoptant la politique de réconciliation nationale comme ligne d'orientation pour obtenir l'unité de toutes les forces démocratiques et nationalistes dans la lutte contre l'ennemi commun.*
>
> *La convergence nationaliste en association avec l'UDT·doit être vue non seulement comme un événement de grande importance dans l'histoire de notre peuple, qui désire la paix et la stabilité pour construire un avenir meilleur pour tous ses enfants sans exception, mais aussi comme un pas positif dans nos efforts pour mettre fin aux souffrances du peuple Maubere.*
>
> *Le FRETILIN est en parfait accord avec ce compromis sérieux et est disposé à assumer les responsabilités qui lui incomberont en vue d'assurer que Timor-Est ne devienne pas un foyer de tension dans la zone où il est situé. C'est cet état d'esprit qui anime l'actuelle direction de la lutte qui désire avant tout éviter de nouvelles souffrances au peuple de Timor-Est mille fois héroïque.*
>
> *La direction de la lutte croit fermement que tous les militants du FRETILIN, quelles que soient les conditions dans lesquelles ils luttent, sauront assumer cette ligne d'orientation politique, dans le cadre des principes du pluralisme politique, de l'économie mixte et du non-alignement. Nous sommes un petit peuple dont plus d'un tiers de la population a déjà été exterminée, nous sommes une terre pauvre et sous développée au plus haut degré ; peuple et terre qui ont besoin de leurs enfants pour devenir heureux, libres et souverains et pour qu'elle (la terre) devienne prospère et indépendante !*
>
> *Peut-être que je ne vous connaîs pas bien, chers compagnons, car aujourd'hui la lutte exige que je ne puisse pas vous "connaître", mais cela n'a pas d'importance car c'est justement pour la servir que nous commençons ces contacts par écrit. Je dois affirmer toutefois que j'ai la sensation de m'adresser à de vieux compagnons de la tranchée Maubere et que, par ailleurs, votre participation à notre lutte est un signe clair que nous avançons. La "longue et silencieuse séparation" a été, malgré tout, une condition nécessaire pour que nous puissions aujourd'hui, main dans la main, unir nos efforts pour libérer notre patrie de l'éternel esclavage colonial.* (BCp. P.136. pp11-12).

Bien qu'elle dispose de moyens financiers incomparablement moins élevés que ceux de l'Indonésie, la Convergence Nationaliste, forte d'une dizaine de leaders capables de faire bonne figure devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, le Parlement Européen ou les conférences de l'Organisation des Pays Non Alignés... va continuer à s'employer à prouver que l'invasion de Timor-Est par l'Indonésie est illégale aux yeux du Droit International.

De la charte des Nations Unies qui insiste sur *le Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes* (CF. document ci-dessous), aux résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV) qui fixent les normes de décolonisation et réaffirment le droit des territoires non autonomes à l'indépendance (CF. vol.I. p101 et p102) ce ne sont guère les textes qui manquent pour étayer leur argumentation.

Néanmoins, si les différentes résolutions confirment le peuple timorais dans son droit à se déterminer librement, la bataille que doit livrer la convergence est finalement plus diplomatique et politique que juridique. En effet, il s'agit avant tout de montrer aux démocraties occidentales, aux pays d'Europe de l'Est et à l'ensemble du groupe des "77" le prestige moral et politique qu'ils pourraient retirer de leur soutien à la cause timoraise.

Hélas pour la convergence, elle ne peut faire pression économiquement sur les Etats comme le fait l'Indonésie qui dispose d'importants stocks d'hydrocarbures, d'un certain nombre de "grands projets" qu'elle ne peut réaliser seule et d'un marché potentiel de 170 millions de consommateurs.

La Charte des Nations Unies

CHAPITRE I

Buts et principes

Article 1. — Les buts des Nations Unies sont les suivants :

1. Maintenir la paix et la sécurité internationales et à cette fin prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix, et réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix ;

2. Développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde ;

3. Réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion ;

4. Etre un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins communes.

Article 2. — L'Organisation des Nations Unies et ses Membres, dans la poursuite des buts énoncés à l'Article 1, doivent agir conformément aux principes suivants :

1. L'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses Membres.

2. Les Membres de l'Organisation, afin d'assurer à tous la jouissance des droits et avantages résultant de leur qualité de Membre, doivent remplir de bonne foi les obligations qu'ils ont assumées aux termes de la présente Charte.

3. Les Membres de l'Organisation règlent leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger.

4. Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies.

5. Les Membres de l'Organisation donnent à celle-ci pleine assistance dans toute action entreprise par elle conformément aux dispositions de la présente Charte et s'abstiennent de prêter assistance à un Etat contre lequel l'Organisation entreprend une action préventive ou coercitive.

6. L'Organisation fait en sorte que les Etats qui ne sont pas Membres des Nations Unies agissent conformément à ces principes dans la mesure nécessaire au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

7 Aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat ni oblige les Membres à soumettre des affaires de ce genre à une procédure de règlement aux termes de la présente Charte ; toutefois, ce principe ne porte en rien atteinte à l'application des mesures de coercition prévues au Chapitre VII.

B) LA PROPAGANDE INDONESIENNE

1) DES EFFORTS DIPLOMATIQUES TOUS AZIMUTS

Outre les arguments économiques aux quels nous venons de faire allusion et que peut faire valoir un pays qui regorge de ressources naturelles et dont le PNB global est le plus élevé d'Asie du Sud-Est (après Taiwan), il faut bien entendu que l'Indonésie mette tout en oeuvre pour présenter l'invasion de Timor-Est sous un jour qui lui soit favorable.

Même si pour une série de raisons que nous allons tenter de déterminer au cours des chapîtres qui suivent, peu d'Etats ont intérêt à contrarier Djakarta en critiquant exagéremment sa politique à l'égard du territoire, l'Indonésie doit tout de même se garder au maximum de susciter une réaction internationale unanimement hostile.

Editant ses brochures de propagande en plusieurs langues (CF. Annexe I), le gouvernement indonésien a également envoyé à travers le monde des émissaires discrets pour faire valoir ses vues et réclamer un soutien actif pour sa politique d'intégration. Même les généraux Ali Murtopo et Benny Murdani vont participer à cette entreprise à partir de la fin de l'année 1976 en se rendant aux Etats-Unis et en Europe pour visiter les pays qui accordent les prêts les plus intéressants à l'Indonésie dans le cadre de l'IGGI (*Inter Gouvernemental Group On Indonesia*) (CF. O.28. p364).

Le plus étrange, c'est qu'en janvier 1977, le Général Murdani s'est également rendu pour un voyage de 24 heures au Portugal. On ignore quelle a été la teneur exacte des entretiens qu'il a menés avec les responsables portugais mais il s'agissait sûrement de négocier le retour au pays des anciens fonctionnaires, probablement en échange d'un quelconque renoncement diplomatique.

Alors que les deux pays n'entretiennent plus de relations officielles depuis le 8 décembre 1975 (1), cette visite sera suivie du séjour du Général Moralis Da Silva en Indonésie puis de l'arrivée au Portugal en décembre 1981 d'une importante délégation indonésienne constituée de quelques-uns de ceux qui avaient préparé l'*Operasi Komodo* en 1975 (notamment le colonel Agus Hernoto et Louis Taolin peut-être même accompagnés de Guilherme Goncalves encore gouverneur à l'époque).

---

(1) : Rompues une première fois par Djakarta en 1964, par solidarité avec les mouvements de libération africains en lutte, les relations diplomatiques entre les deux pays n'avaient été rétablies officiellement qu'en janvier 1974.

Mme Supéni, représentante de l'Indonésie à l'Assemblée Générale des Nations Unies déclarait d'ailleurs en 1962 que non seulement l'Indonésie n'avait *jusqu'à présent jamais élevé de revendication territoriale* mais qu'en plus elle pouvait *déclarer catégoriquement* qu'elle n'avait *nullement l'intention de le faire à l'avenir* (CF. P.35. p266).

Comme le signale le juriste Yves Daudet dans l'*Annuaire des Pays de l'Océan Indien, le caractère non équivoque et la parfaite clarté de cette déclaration pouvait, semble-t-il, laisser croire à la Communauté Internationale qu'elle constituait l'expression d'une ligne de conduite de l'Indonésie. A partir du moment où un Etat "déclare catégoriquement" qu'il n'a "nullement l'intention de faire à l'avenir" et que cette déclaration est produite devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, on peut estimer que l'Etat "entend être lié conformément à ces termes (et que) cette intention confère à sa prise de position le caractère d'un engagement juridique, l'Etat intéressé étant désormais tenu en droit de suivre une ligne de conduite conforme à sa déclaration" (1).*

(...) Donc, sauf mauvaise foi, l'Indonésie exprime ainsi l'intention de se lier. Or la Cour Internationale de Justice dit qu'"un engagement de cette nature, exprimé publiquement et dans l'intention de se lier, même hors du cadre des négociations internationales a un effet obligatoire". Précisément, la Cour a évoqué le risque de mauvaise foi en ajoutant que "tout comme la règle du droit des traités "pacta sunt-servanda" elle-même, le caractère obligatoire d'un engagement international assumé par déclaration unilatérale repose sur la bonne foi. Les Etats intéressés peuvent donc tenir compte des déclarations unilatérales et tabler sur elles ; ils sont fondés à exiger que l'obligation ainsi créée soit respectée" (ibid p.267).

b) Respecter la volonté du peuple timorais...

L'argument de la légitimité historique leur étant donc à juste titre refusé, les indonésiens vont affirmer que c'est pour se conformer au désir du peuple timorais qu'ils sont finalement arrivés dans l'île, et ce seulement au printemps de l'année 1976.

Pour faire passer un tel argument, ils vont tenter de minorer au maximum l'influence du FRETILIN *parti des intellectuels de Dili (...) ne jouissant pas du soutien des masses* (CF. Annexe I), qui n'a dû son succès qu'à sa collaboration éhontée avec les colonisateurs portugais et l'aide militaire qu'ils lui ont apporté par la suite (CF. notamment N.U.14. p10 ; P.207. p548 et BCp. O.23. p19, p24 et p27). Puis, ils affirmeront contre l'avis de tous les observateurs indépendants (CF. vol.II. pp49-51 et pp77-78 mais également N.U.16. pt54 ; P.67. p47...) qu'en 1975 *l'UDT (Ndla : dans sa tendance intégrationniste) avec l'APODETI, le Kota et le Trabalhista représentaient la majorité écrasante de la population* (N.U.14. pt.24) face à un FRETILIN qui,

---

(1) : (CF. Arrêt de la Cour Internationale de Justice du 20 décembre 1974 sur l'affaire des essais nucléaires (Australie C/France) arrêt p.18 (avec REC. 1974, p.267).

terme duquel les "représentants du peuple" ont réclamé leur rattachement, est très contestable.

Même si comme le signale Yves Daudet, *il n'y a effectivement pas nécessairement lieu de n'admettre que le seul référendum comme forme d'expression du consentement des populations* (P.35. p272), la Communauté Internationale ne peut accepter que l'Indonésie soit seule à déterminer si le droit à l'autodétermination a été effectivement exercé, d'autant qu'à l'évidence cela n'a pas été le cas.

c) Justifier l'intervention militaire

Dans la mesure où de toute évidence, ce sont les troupes régulières indonésiennes qui ont envahi le territoire le 7 décembre 1975 et non d'hypothétiques volontaires venus dans l'île sans "la bénédiction" de Djakarta, la diplomatie indonésienne va devoir "changer son fusil d'épaule" et modifier son argumentaire.

Après avoir finalement admis, entre autres par la voix de son Ministre des Affaires Etrangères M. Mochtar Kusumaatmadja que, *le 7 décembre 1975, l'armée indonésienne a bien débarqué à Dili* (CF. O.68. p204), il lui fallait faire oublier ses multiples déclarations anterieurs prétendant le contraire et justifier sa nouvelle position.

Pour se faire, affirmant par exemple avoir découvert des documents du FRETILIN prouvant que *le parti entretenait des liens avec d'ex-membres du parti Communiste indonésien* (CF. P.207. p565), les autorités indonésiennes vont décrire les prétendues violations de l'intégrité territoriale de leur pays par le Front au cours de l'été 1975, suggérant qu'il risquait de déstabiliser le reste de l'Archipel.

Elles signalent ainsi avoir été *alarmées par le bombardement de la ville frontalière de Matoain et les pertes subies parmi la population (trois morts)* et se plaignent d'un certain nombre de soi-disant raids des *unités du FRETILIN qui cherchaient à s'emparer des récoltes et du bétail des villageois indonésiens* (CF. O.86. p34). Elles dénoncent également des "attaques" contre les réfugiés des camps de la partie ouest de l'île (dont l'afflux risquait déjà de *perturber la stabilité sociale et économique de la province* (ibid p29)).

Beaucoup plus grave encore à leurs yeux, les Indonésiens suggereront que le FRETILIN aurait entrepris des pourparlers avec certains ressortissants *de pays tiers* pour obtenir de nouvelles armes (ibid p36) laissant planer le risque de l'apparition d'un véritable "Cuba Asiatique".

M. Mochtar sera d'ailleurs très clair sur ce point, justifiant l'intervention de son pays par *la certitude que le FRETILIN avait pour projet d'établir une enclave "gauchiste" à l'extrêmité de l'Archipel de Nusa Tenggara* (CF. O.68. p204).

Cet argument est bien entendu tout à fait spécieux aux yeux du Droit International, même s'il s'agit là d'un message clair adressé à l'organisation des Nations Unies qui, d'après l'Indonésie devraient considérer l'invasion de Timor Oriental comme *une contribution au maintien de la paix dans la région.*

d) A Timor, la situation est normalisée

Pour l'Indonésie, le problème du Timor Oriental n'est plus du ressort de l'organisation des Nations Unies et surtout pas du "Comité Spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux" (auquels le cas du territoire est toujours soumis tous les ans (CF. pp257-258).

En effet, les autorités de Djakarta voudraient faire croire que *le processus de décolonisation de Timor Oriental a été mené conformément aux dispositions de la Charte des Nations-Unies et des résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV) de l'Assemblée Générale* et qu'*il s'est achevé par l'intégration de Timor Oriental à la République d'Indonésie le 17 juillet 1976, l'ancien territoire perdant ainsi son statut de colonie pour devenir la 27ᵉ province du pays dont les droits et les obligations sont les mêmes que ceux des autres provinces* (CF notamment N.U.40).

Précisant qu'*aucun pouvoir au monde ne peut contrarier le désir des timorais de l'est de rejoindre la République Indonésienne (CF. Indonesian Times* du 3 mai 1976), elles prétendent que dans la mesure où l'Organisation des Nations Unies n'a pas autorité pour débattre d'un problème interne à une Nation souveraine, elle ne l'a pas pour s'intéresser au cas de Timor Oriental (CF. BCp. P.136. pp3-4).

Malheureusement pour les diplomates indonésiens, même s'ils prétendent toujours que c'est la guerre civile qui est à l'origine de ces 50 000 à 80 000 décès qu'ils veulent bien reconnaître (CF notamment les évaluations d'Adam Malik et Zahar Arisin In O.29. p83 et BCp. P.178. p4) il est très difficile pour eux d'annoncer avec un minimum de sérieux que la situation est redevenue normale à Timor et ne justifie donc plus aucune attention de la part de la Communauté Internationale.

Les déclarations fantaisistes du Général Dading Kalbuadi selon lesquelles *il n'y avait en 1977 qu'un seul prisonnier politique à Timor-Est* pour la simple et bonne raison que *le FRETILIN n'existait plus* (CF. BCp. P.173), vont être relayées par la suite par de multiples déclarations de nature équivalente émanent de Mario Carrascalao, Anwar Sani, M. Alatas... (CF. BCp. P.128. p3 ; N.U.27. par 19 et N.U.14. par 31). Même lorsqu'en 1984, un journaliste perspicace du *Globe And Mail* de Toronto interrogera Ali Murtopo pour savoir pourquoi, si le FRETILIN était à ce point moribond, Djakarta juge utile de maintenir plusieurs dizaines de milliers d'hommes armés dans le territoire ; le Général fournira une réponse qui faute d'être convainquante ne manquait pas d'humour : *plus petite est la guerilla, plus il est difficile de l'attraper* (CF. BCp. P.128. p3).

CHAPITRE - II -

LE DEBAT AU SEIN DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

A) UNE REACTION IMMEDIATE

Aussitôt après l'invasion, le Portugal, qui venait de rompre ses relations avec l'Indonésie, va saisir du dossier l'Organisation des Nations Unies.

Non seulement sa Charte (CF. p237) mais surtout les résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV) de l'Assemblée Générale (CF. vol.I. p101 et p102) affirment sans équivoque que les peuples ont droit de déterminer librement leur avenir, sans contrainte d'aucune sorte.

De surcroît, la résolution 3314 (XXIX) précise dans son article 5 (paragraphe 3) qu'*aucune acquisition territoriale ni aucun avantage spécial résultant d'une agression ne sont licites ni ne seront reconnus comme tels* ; et la résolution 2734 (XXV) intitulée *Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale* stipule que *nulle acquisition territoriale résultant de la menace ou de l'emploi de la force ne sera reconnue comme légale* (CF. paragraphe 5).

En conséquence, les Nations Unies ne pouvaient réagir que sans concession à ce que, au vu des événements, elles ne pouvaient considérer que comme une agression caractérisée visant à empêcher un peuple de choisir lui-même son propre destin.

Les membres de l'Assemblée Générale mais également ceux du Conseil de Sécurité vont donc se réunir rapidement pour *déplorer vivement* (dans le premier cas) ou pour seulement *déplorer* (dans le deuxième) l'intervention des *Forces Armées de l'Indonésie au Timor Oriental*.

On pouvait déjà, à l'instar de la délégation du Bénin, s'étonner que la Communauté Internationale se soit contentée de cette forme de réprobation, alors que la gravité des évènements aurait semble-t-il justifié une *condamnation de l'agression*. Seulement, comme déjà huit pays (non compris le Bénin (1)) avaient déjà voté contre la résolution et que quarante-quatre autres s'étaient abstenus, trop de virulance aurait bien pu réduire substantiellement la majorité acquise (CF. p254).

---

(1) : En signe de protestation contre ce qu'ils considéraient comme une démission de l'Organisation, le Bénin a décidé de voter "non" lors de la présentation de la résolution devant l'Assemblée Générale (CF. O.1. p149).

Résolution 384 (1975)

du 22 décembre 1975

Le Conseil de sécurité,

Ayant pris note de la teneur de la lettre du représentant permanent du Portugal (S/11899),

Ayant entendu les déclarations des représentants du Portugal et de l'Indonésie,

Ayant entendu les représentants du peuple du Timor oriental,

Reconnaissant le droit inaliénable du peuple du Timor oriental à l'autodétermination et à l'indépendance conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenu dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960,

Notant que l'Assemblée générale, dans sa résolution 3485 (XXX) du 12 décembre 1975, a notamment demandé au Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux d'envoyer une mission d'enquête au Timor oriental,

Profondément préoccupé par la détérioration de la situation au Timor oriental,

Profondément préoccupé également par les pertes en vies humaines et conscient de la nécessité urgente d'éviter toute nouvelle effusion de sang au Timor oriental,

Déplorant l'intervention des forces armées de l'Indonésie au Timor oriental,

Regrettant que le Gouvernement portugais ne se soit pas pleinement acquitté des responsabilités qui lui incombent en tant que Puissance administrante du territoire aux termes du Chapitre XI de la Charte,

1. *Demande* à tous les Etats de respecter l'intégrité territoriale du Timor oriental ainsi que le droit inaliénable de son peuple à l'autodétermination, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

2. *Demande* au Gouvernement indonésien de retirer sans délai toutes ses forces du territoire;

3. *Demande* au Gouvernement portugais, en tant que Puissance administrante, de coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies afin de permettre au peuple du Timor oriental d'exercer librement son droit à l'autodétermination;

4. *Prie* instamment tous les Etats et toutes les autres parties intéressées de coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies dans ses efforts pour apporter une solution pacifique à la situation existante et faciliter la décolonisation du territoire;

5. *Prie* le Secrétaire général d'envoyer d'urgence un représentant spécial au Timor oriental afin d'évaluer sur place la situation existante et de prendre contact avec toutes les parties dans le territoire et tous les Etats intéressés en vue d'assurer l'application de la présente résolution;

6. *Prie en outre* le Secrétaire général de suivre l'application de la présente résolution et, tenant compte du rapport de son représentant spécial, de présenter des recommandations au Conseil de sécurité aussitôt que possible;

7. *Décide* de demeurer saisi de la situation.

Adoptée à l'unanimité à la 1869e séance.

Faisant suite à la demande du Conseil de Sécurité (point 5), le Secrétaire Général Kurt Waldheim va envoyer dans l'île un représentant avec pour mission de rencontrer toutes les parties concernées. Théoriquement, cela ne devait pas poser de difficulté majeure car le "Gouvernement Provisoire" mis en place par l'Indonésie, s'était préalablement engagé à accueillir tous les observateurs que les Nations Unies jugeraient bon d'envoyer. Il était également entendu qu'il leur accorderait une *entière liberté de mouvement dans le territoire y compris dans les zones que le FRETILIN affirmait contrôler* (CF. N.U.32. p52. pt5).

Pourtant, d'abord arrivé à Djakarta pour s'y entretenir avec le Président Suharto et Adam Malik, M. Vittorio Winspeare Guicciardi, l'émissaire choisi par Kurt Waldheim pour mener à bien cette mission délicate, gagnera ensuite l'enclave d'Oecussi Ambeno et l'ilôt d'Atauro (où aucun combat n'avait eu lieu) puis enfin Dili, Manatuto et Baucau, où bizzarement, il ne sera pas autorisé à séjourner plus de 48 heures en tout.

Outre le document distribué aux fonctionnaires afin qu'ils lui présentent la situation conformément aux voeux de Djakarta (CF. p141), la CIA a reçu un rapport affirmant que sa visite avait été minutieusement préparée et que le matériel de guerre avait été camouflé au maximum (CF. O.28. p359).

De retour à Darwin, l'envoyé spécial du Secrétaire Général des Nations-Unies essaiera de contacter la guerilla afin de programmer son voyage dans les zones occupées par la résistance. Mais comme "étrangement", juste avant son arrivée, les autorités australiennes avaient jugé bon de saisir l'émetteur récepteur du FRETILIN, la discussion n'a pas pu avoir lieu (CF. *Camberra Times* du 27 janvier 1976).

José Ramos Horta qui était entré en contact avec Winspeare Guicciardi, lui a précisé qu'il serait le bienvenu dans les zones contrôlées par les FALINTIL mais que l'aviation indonésienne ayant très récemment bombardé les quatre pistes d'atterrissage désignées pour l'accueillir, il leur serait difficile d'assurer sa sécurité, d'autant que l'ensemble de la côte sud faisait l'objet d'un harcellement constant depuis quelques jours.

Parallèlement, Canberra a fait savoir qu'étant donnée la situation, aucun avion ni aucun bateau ne lui serait accordé pour se rendre dans la région de Same ou dans n'importe quel autre endroit contrôlé par une guerilla avec laquelle la diplomatie australienne n'entretenait de toute façon pas de relation (ibidem)... Guiccardi n'aura donc d'autre alternative que de retourner directement à New York.

Outre le caractère contestable de l'attitude australienne sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir plus en détail, on remarquera que comme le signalait d'ailleurs un rapport secret du Département d'Etat Américain daté du 1er février 1976, l'Indonésie, malgré ses déclarations d'intention avait concentré ses efforts pour empêcher le représentant des Nations Unies d'atteindre les zones contrôlées par le FRETILIN, envisageant même de couler un éventuel bateau qui aurait tenté de l'y emmener (CF. P.312. p8).

Dans son rapport, fourni au Secrétaire Général, Winspeare Guiccardi, outre le fait qu'il signale que *toute évaluation de la situation à Timor-Est ne peut être qu'imprécise* (CF. document du Conseil de Sécurité S/12 011) va tout de même se livrer à quelques réflexions intéressantes si ce n'est étonnantes. Il signalera par exemple que sa mission a pris fin *à cause du départ de M. Horta de Darwin* (ibidem), alors que pourtant, ce dernier a tenu à préciser que s'est Guicciardi lui-même qui, au bout d'une semaine, après avoir essayé de le pousser à rédiger un document reconnaissant *l'incapacité du FRETILIN à organiser sa visite*, lui a signifié qu'il *n'y avait plus rien à faire de plus* (CF. O.83. p117).

Pareillement, malgré l'évidente obstruction indonésienne, Guicciardi fera état des *raisons techniques et des problèmes de sécurité* qui ont poussé le *"gouvernement provisoire" à lui interdire de finir sa visite. S'il était certes utile de présenter cette version des faits, on remarque que Guicciardi aurait pu objecter au "gouvernement provisoire" qui lui parlait de mauvais état des routes* qu'il aurait été simple de lui permettre de disposer de l'hélicoptère avec lequel il s'était déjà rendu à Baucau et Manatuto.

B) LA DEMISSION PROGRESSIVE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Après l'échec de la mission Guicciardi, outre l'Indonésie, un certain nombre de pays vont faire pression sur les Nations Unies pour que les résolutions concernant Timor soient progressivement vidées de leur substance ou qu'elles soient purement et simplement écartées de l'agenda de l'organisation.

Ainsi, même si le Conseil de Sécurité avait choisi d'adopter le 22 avril 1976 une résolution strictement identique à la précédente, cette fois-ci, les Etats-Unis préfèreront s'abstenir, prétendant que le texte ne tient pas compte de l'évolution de la situation. Cet argument était parfaitement irrecevable dans la mesure où, rappelons-le, le FRETILIN contrôlait encore à l'époque une bonne partie du territoire.

Bien que la quasi unanimité des membres des Nations Unies se préparent à se prononcer en faveur de la création du Bélize contre le Guatemala qui voulait intégrer cette ex-colonie britannique à son territoire, le cas de Timor sera perçu differemment (1).

Jamais l'hypothèse d'envoyer à Timor une unité des Nations Unies chargée de maintenir la paix n'a été sérieusement envisagée (pas plus avant qu'après l'invasion) et ni l'Assemblée Générale ni le Conseil de Sécurité n'appeleront à un *cessez le feu immédiat* dont l'application aurait pu être contrôlée par une mission spéciale envoyée sur place avec tous les moyens nécessaires pour assurer sa sécurité.

Au contraire, le secrétariat va produire des documents de travail lénifiant où les rapporteurs, attribuant volontiers les opérations militaires au "Mouvement Anti-Communiste" timorais (plutôt qu'aux troupes régulières indonésiennes) (CF. N.U.32. par 29) et allant même jusqu'à décrire sans précaution de présentation les "élections" qui ont eu lieu le 24 mai 1976 aux "treize assemblées de district", ils vont reprendre intégralement les informations communiquées par l'Indonésie (ibid par 52 à par 54).

---

(1) : Depuis trente ans, plus d'une dizaine de territoires ont pu déterminer eux-mêmes leur avenir grâce à un référendum réalisé sous l'égide des Nations Unies. On citera entre autres le cas des Togo britanniques et français (1956 et 1958), du nord Cameroun britannique (1959 et 1961), du sud Cameroun (1961), du Rwanda-Burundi (1961), de West Samoa (1961) et de la Nouvelle Guinée (1972).

Peu à peu, l' Organisation des Nations Unies va donc se désintéresser de la question timoraise :

Alors qu'en 1975, l'Assemblée Générale demandait *au gouvernement indonésien de cesser de violer l'intégrité territoriale du Timor portugais et de retirer sans délai ses Forces Armées du territoire afin de permettre au peuple du territoire d'exercer librement son droit à l'autodétermination et à l'indépendance* (pt5), elle se contentera en 1976 de demander *au gouvernement indonésien de retirer toutes ses forces du territoire*.

En 1977, il ne sera même plus question de *retrait des troupes indonésiennes* mais simplement d'envoyer *un représentant spécial en le chargeant d'évaluer sur place d'une manière approfondie la situation qui règne dans le territoire et de prendre contact avec les représentants du FRETILIN et le gouvernement indonésien ainsi qu'avec le gouvernement des autres Etats intéressés, pour préparer la voie à une mission de visite du Comité Spécial* (pt5). Outre le fait que cette mission n'aura pas lieu à cause de l'obstruction indonésienne, on remarquera que l'on a renoncé à un principe de fond, en faveur d'hypothétiques tractations. D'ailleurs, en 1978, alors que les deux résolutions précédentes avaient précisé que les Nations Unies rejetaient *l'allegation selon laquelle le Timor Oriental a été intégré à l'Indonésie, dans la mesure où la population du territoire n'a pas été en mesure d'exercer librement son droit à l'autodétermination et à l'indépendance* (respectivement pt5 et pt3), on ne trouvera plus aucune affirmation de ce genre.

En 1979, l'Assemblée Générale n'appellera même plus *l'attention du Conseil de Sécurité (...) sur la situation critique dans le territoire du Timor Oriental* pour qu'il prenne *toutes les mesures efficaces pour faire appliquer ses résolutions 384 (1975) et 389 (1976)* (CF. N.U. 5 à 7. pt7, pt6 et pt4). Et pour couronner le tout, en 1982, alors qu'au cours des sept années précédentes, les résolutions demandaient dans leur point n°1 *à tous les Etats de respecter le droit inaliénable du peuple de Timor portugais à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance et son droit de décider de son statut politique futur, conformément aux principes de la charte des Nations Unies et de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux*, la dernière version proposée se contentera pour ainsi dire de se préoccuper de la situation humanitaire et alimentaire dans le territoire.

Le pire, c'est que malgré la disparition progressive de tous les articles susceptibles de mécontenter les alliés de l'Indonésie, de moins en moins de nations souscriront à ces résolutions et la diplomatie indonésienne parviendra même à faire retirer le problème de Timor-Est de l'agenda de l'Assemblée Générale des Nations-Unies où il ne figure plus depuis 1982.

VOTES AUX NATIONS-UNIES SUR LES RESOLUTIONS RELATIVES A TIMOR-EST.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Afghanistan	abs	abs	abs	oui	oui	oui	oui	oui
Afrique du Sud								abs
Albanie	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Algérie	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Angleterre	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs
Angola	-	-	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Arabie Saoudite	non	non	non	non	non	non	non	non
Argentine	abs	abs	abs	abs	abs	non	non	non
Autriche	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs
Australie	oui	abs	abs	non	non	non	non	non
Bahamas	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs
Bahrain	oui	abs	abs	abs	abs	abs	non	non
Bangladesh	oui	non	non	non	non	non	non	non
Barbades	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Belgique	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs
Bénin	non	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Bhoutan	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs
Biélorussie (RSS)	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Birmanie			abs	abs	abs	abs	abs	abs
Bolivie	oui	abs	abs	abs	abs	non	non	abs
Botswana	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	abs
Brésil	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Bulgarie	oui	oui	oui	oui				
Burundi	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Cameroun	oui	oui	oui	oui	abs	abs	abs	abs
Canada	abs	abs	abs	abs	abs	non	non	non
Cap Vert	-	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Chili	abs	non	non	non	non	non	non	non
Chine	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Chypre	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Colombie	abs	abs	abs	abs	non	non	non	abs
Comores			oui				non	
Congo		oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Costa Rica	abs	abs	abs		oui	abs		abs
Côte d'Ivoire	oui	oui	abs	abs	abs	abs	abs	abs
Cuba	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Danemark	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs
Djibouti	-	-	abs					
Dominique								abs
Egypte	abs	abs	non	non	non	non	non	non
El Salvador	oui	abs	abs	abs	abs	non	non	non
Emirats Arabes Unis	oui	abs	abs	abs	abs	abs	non	non
Equateur	oui	oui	oui			abs	abs	abs
Espagne	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs
Ethiopie	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Fidji	oui	abs	abs	abs	abs	abs	abs	non

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Mexique	oui	oui	oui	oui	oui		oui	oui
Mongolie	oui	oui	oui	oui	oui	oui		
Mozambique	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Népal	oui	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs
Nouvelle Zélande	abs	abs	abs	abs	non	non	non	non
Nicaragua	abs	non	non	non	oui	oui	oui	oui
Niger	oui		oui	oui	oui	oui	oui	abs
Nigéria	oui	oui	oui	abs	abs	abs	abs	abs
Norvège	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs
Oman	abs	non	non	non	non	non	non	non
Ouganda	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Pakistan	oui	abs	abs	abs	abs	abs	abs	non
Panama	abs	oui	oui	abs	abs	abs	abs	abs
Papouasie N.G.		abs	abs	non	non	non	non	non
Paraguay	abs	abs	abs	non	non		non	non
Pays Bas	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs
Pérou	oui	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs
Philippines	non	non	non	non	non	non	non	non
Pologne	oui	oui	oui			abs	abs	abs
Portugal	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Qatar	abs	abs	abs	non	non	non	non	non
Rép. Centrafricaine		oui	oui	oui	oui	oui	oui	abs
Rép. Dominicaine		abs	abs	abs	abs	abs	non	abs
RDA	oui	oui	oui	oui				
RFA	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs
Roumanie	oui	oui	oui		abs	abs	abs	abs
Rwanda	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Sainte Lucie					oui	oui	oui	non
Samoa			abs	abs	abs	abs	abs	abs
St Vincon-Gren							non	
São Tome/Princ.	-	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Sénégal	oui	oui	oui	oui	oui	oui	abs	abs
Seychelles			non	abs	oui	oui	oui	oui
Sierra Leone	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Singapour	abs		non	non	non	non	non	non
Somalie		abs		abs		abs	abs	abs
Soudan	abs	abs	abs	abs	non	non	non	non
Sri Lanka	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs
Suède	oui	oui	oui	oui	oui	abs	abs	abs
Surinam		non	non	non	non	non	non	non
Swaziland	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Syrie	abs	abs	non	non	non	non	non	non
Tanzanie	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Tchad	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
Tchécoslovaquie	oui	oui	oui	oui	abs	abs	abs	abs
Thaïlande	non	non	non	non	non	non	non	non

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Togo	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Trinidad-Tobago	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Tunisie		non	non	non	non	non	non	non
Turquie	abs	non	non	non	non	non	non	non
Ukraine (RSS)	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
URSS	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Uruguay	abs	non	non	non	non	non	non	non
USA	abs	non	non	non	non	non	non	non
Venezuela	oui	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs
Vietnam			oui		oui	oui	oui	oui
Yemen		abs			non	non		non
Yemen (Rép. Dém)	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Yougoslavie	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs	abs
Zaïre	abs	abs	non	non	non	abs	abs	abs
Zambie	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Zimbabwe						oui	oui	oui
Antigua & Barouda	-	-	-	-	-	-	-	non
Belize	-	-	-	-	-	-	-	oui
Vanuatu	-	-	-	-	-	-	-	oui
Totaux (o/a/n)	72/44/9	65/52/20	67/48/27	59/46/30	62/45/31	58/46/35	53/46/42	50/50/46

Pays ayant tjrs voté:	oui	29	Albanie	Algérie	Barbades	Biéloruss.	Brésil	Burundi
			Chine	Chypre	Cuba	Ethiopie	Grèce	Guinée-B
			Guyana	Kenya	Madagr	Mali	Mozamb.	Ouganda
			Portugal	Rwanda	Sierra L.	Swazild	Tanzanie	Togo
			Ukraine	URSS	RD Yemen	Zambie		
	abs	17	Anglet.	Autriche	Bahamas	Belgique	Bhoutan	Danemk
			Espagne	Finlande	France	Israël	Italie	Luxembg
			Norvège	Pays Bas	RFA	Sri Lanka	Yougosl.	
	non	7	Arabie S.	Inde	Indonésie	Japon	Malaisie	Philipp.
			Thaïlde					

Source : [illegible]
Timor Oriental

Pourtant, non seulement le Secrétaire Général ne contactera aucune organisation timoraise mais contrairement à ce qui lui était demandé, il ne présentera pas de rapport à la 38^e session, se contentant de faire diffuser une note où il déclarait qu'*au vu des événements récents concernant la question du Timor Oriental (Ndla : sans plus de précision), il ne jugeait pas opportun de présenter à ce stade à l'Assemblée Générale un rapport de fond sur les efforts qu'il avait déployé en vue de contribuer à un réglement global du problème* (CF. N.U.25. pt3). Il se proposait cependant *de présenter ce rapport à l'Assemblée Générale lors de sa 39^e session* (ibidem).

A la 39^e session (1984) comme à la 40^e (1985) et à la 41^e (1986) d'ailleurs, De Cuellar se contentera encore de temporiser, fournissant juste un rapport intérimaire la première année. Ce document, qui insistait particulièrement sur *ces efforts visant à contribuer à l'amélioration de la situation sur le plan alimentaire et sur les différents programmes menés par la Croix-Rouge Internationale, le Fond des Nations Unies pour l'Enfance et le Haut Commissariat aux Réfugiés (CF. N.U.35. pt11 à 19).*

Lors de la 42^e session, il a rendu un nouveau rapport intérimaire qui faisait le point sur les pourparlers organisés sous son égide entre les représentants portugais et indonésiens et pour conclure, il assurait aux deux parties que ces bons offices demeurent disponibles (N.U.34. pt17).

Interrogé en 1986 par un journaliste de la télévision portugaise sur l'absence du FRETILIN ou de l'UDT lors des pourparlers (1), le Secrétaire Général devait déclarer que le parti n'ayant pas de statut officiel aux Nations Unies, *la chose était impossible* ; et quant à la possibilité d'acquérir ce statut, comme l'avait déjà fait l'OLP où la SWAPO, *il la nia de façon évasive* (CF. BCp. P.137. p16).

---

(1) : Contacté par les partis de la "Convergence Nationaliste" lors de son voyage au Portugal du 25 au 30 avril 1987, il ne daignera d'ailleurs même pas adresser une réponse à leur demande d'entretien.
De même, alors que Lord Avebury, Président du Groupe pour les Droits de l'Homme du Parlement Britannique s'était proposé pour servir d'intermédiaire en vue d'une rencontre entre le Secrétaire Général et le Commandant Xanana Gusmao. Ce dernier s'était révélé tout à fait disposé à cette rencontre, si toutefois une invitation formelle lui était adressée (CF. BCp. P.134. p8). Il y a tout lieu de penser qu'il peut encore l'attendre un certain temps.

En effet, comme son nom l'indique, il se doit théoriquement d'étudier *la situation en ce qui concerne l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux* et non la "satisfaction des besoins matériels" d'un territoire, son "niveau de développement" ou la "valeur du budget attribuée par sa métropole".

En dehors peut-être du *Figaro Magazine* qui titrait il y a quelques mois sur *la Namibie : ce paradis qui dérange tout le monde*, il ne viendrait plus à l'idée de personne aujourd'hui de justifier le maintien du statut de dépendance coloniale auquel étaient soumis les namibiens par le nombre de kilomètres de route, la bonne marche du système scolaire ou des hôpitaux construits sur son territoire par la République sud africaine... C'est pourtant ce qui se passe pour Timor-Est.

A défaut d'autre chose, cela prouve en tout cas que la diplomatie indonésienne a fort bien fait de s'employer à déplacer le débat sur le terrain de ces réalisations économiques. Non seulement elle est ainsi la seule à pouvoir fournir des données statistiques et à présenter ses projets et ses réalisations mais ses alliés, qui jusqu'alors hésitaient à l'appuyer dans son arguementaire politico-juridique, vont désormais la soutenir à tout crins.

b) Un "glissement" qui dépasse le cadre des Nations-Unies

A l'instar du représentant japonnais, M. Misibori qui signalait devant la Commission que *la tâche la plus urgente à l'heure actuelle consiste à fournir une aide humanitaire au peuple du Timor Oriental, qui est la victime innocente de plusieurs rivalités politiques au sein du pays* (CF. N.U.19. par 52), les diplomates occidentaux vont tenter de noyer le problème politique en se gardant bien de désigner d'éventuels responsables mais en affirmant que les rivalités de 1975-1976 *appartiennent désormais au passé*. La Résistance est le plus souvent minimisée et la repression oubliée :

- *Il est clair que maintenant, le problème à Timor-Est n'est plus la sécurité. Il y a un problème humanitaire majeur et à plus long terme il faut être en mesure de promouvoir le développement économique.* (propos de l'un des Ambassadeurs Occidentaux qui a pu visiter le village de Remexio à la fin de l'année 1978, recueilli par Who Tok Pegam du *Camberra Times* (CF. BCp. P.33)).
- *Au coeur des controverses provoquées par l'histoire récente de Timor-Est, les progrès substantiels qui ont été réalisés ces neuf derniers mois pour améliorer les conditions de vie des timorais n'ont pas suscité toute l'attention qu'ils auraient dûe.* (Richard Holbrooke, Sous-Secrétaire d'Etat pour l'Asie et le Pacifique, dans une intervention au Congrès Américain le 10 juin 1980 (CF. P.357. p11)).
- *La situation générale dans la province s'est améliorée et le développement économique a été amorcé. D'après le gouvernement australien, la situation des Droits de l'Homme dans la province con-*

CHAPITRE - III -

LA GESTION PORTUGAISE DU PROBLEME TIMORAIS

A) 1975-1981 : "OUBLIER TIMOR"

1) LE MOUVEMENT DES FORCES ARMEES FAVORABLE A L'INTEGRATION

Pendant plus de cinq ans, les gouvernements portugais vont pour ainsi dire ignorer totalement l'évolution de la situation à Timor. Ce manque d'intérêt aurait tendance à accréditer l'hypothèse d'une entente au plus haut niveau entre les responsables politiques indonésiens et portugais pour décider de l'avenir de la colonie (CF. vol.II. pp81-82).

D'ailleurs, ce qui jusqu'à maintenant n'était qu'une hypothèse, semble se confirmer à la lumière de toute une série de réunions, de déclarations et de documents dont la plupart ont été tenus secrets pendant plusieurs années.

On se souvient que le Ministre de la Coordination Internationale, M. Almeida Santos avait à plusieurs reprises fait remarquer que la perspective de l'indépendance de Timor lui paraissait *atrocement irréaliste" et qu'il était beaucoup plus souhaitable que le territoire soit intégré à l'Indonésie* (CF. notamment le n° du 3 août 1974 de l'hebdomadaire protugais *Expresso*).

Il est désormais clair qu'il a exprimé cette position au Général Murtopo lors de leur rencontre à Lisbonne (CF. *Relatorio Da Comissào DDE Analise E. Eslarecimento Do Processo De Descolomizaçào De Timor*, Presidencia Do Conselho De Ministros, Lisboa, 1981, vol.II. p46) et qu'il a par la suite oeuvré dans ce sens, suivant en cela les consignes du Général Da Costa Gomes (ibid).

Lors de la réunion secrète entre indonésiens et portugais qui a eu lieu à Hong Kong parallèlement à la conférence de Macao (CF. vol.II. pp61-62), on retrouvera Almeida Santos en compagnie du Colonel Vitor Alves et du responsable socialiste Jorge Campinos et, ce n'est probablement pas sans raison que plusieurs officiers, au nombre desquels les Majors Mota et Jonatas ont été reçus pendant quelques heures par le Colonel Sugyanto à l'hôtel *Peneda View* de Denpasar (Bali) (CF. P.307).

D'ailleurs, lorsqu'en 1981, à la suite de la publication en tirage limité de deux rapports (l'un rédigé par l'ancien Gouverneur Lemos Pires et l'autre par l'Administration elle-même)(CF. vol.II. p81), Almeida Santos sera sommé de s'expliquer, loin de nier que le Gouvernement portugais était bien d'accord pour que l'Indonésie occupe Timor Oriental en 1975, il se contentera de protester contre les *manoeuvres de la droite qui essaie de détourner l'attention des portugais des problèmes réels du pays* (CF. P.251).

Souffrant du mauvais accueil des métropolitains déjà excédés par le flux des travailleurs africains, les timorais, le plus souvent membres de l'UDT et donc à priori sentimentalement plus attachés au Portugal que d'autres, vont massivement émettre le désir de quitter le pays pour l'Australie qui semblait leur offrir de meilleures perspectives.

Très peu d'hommes politiques portugais jugeront bon de visiter les camps de réfugiés timorais et le gouvernement semble s'être pleinement satisfait de leur fermeture ou de la réduction de leur surface, consécutivement au départ de leurs habitants vers d'autres horizons (CF. BCp. P.205).

B) 1980-1989 : LE PORTUGAL S'INTERESSE PROGRESSIVEMENT A LA "CAUSE TIMORAISE"

1) TIMOR-EST INSCRIT AU PROGRAMME DES DELEGATIONS DIPLOMATIQUES PORTUGAISES

Arrivé au pouvoir en 1980, c'est paradoxalement un conservateur qui va réinscrire Timor à l'ordre du jour du débat politique au Portugal. Francisco Sa Carneiro et son gouvernement vont ainsi demander des rapports sur les conditions du départ des Autorités portugaises de l'île en 1975 et inscrire dans la nouvelle constitution portugaise un article 297 qui stipulera que :

1- *Le Portugal doit assumer ses responsabilités en accord avec les lois internationales pour promouvoir et sauvegarder le droit à l'indépendance de Timor-Est.*
2- *Le Président de la République et le gouvernement sont compétents pour accomplir tous les actes nécessaires à l'accomplissement de l'objectif défini dans le paragraphe précédent.*
(CF. BCp. P.110. p2).

Sa Carneiro va également tenter d'organiser des pourparlers avec l'Indonésie pour que ce pays laisse sortir les citoyens portugais de Timor, sans que le Portugal ait préalablement renoncé à exercer ses responsabilités sur le territoire (CF. BCp. O.12. pp8-9) et commencera à mener une campagne diplomatique plus active pour tenter de contrecarrer les efforts de Djakarta.

Bien que le nouveau Chef du Gouvernement portugais ne se fasse pas d'illusion sur le poids de son pays sur la scène internationale (1), il va relancer la bataille diplomatique en proposant que des représentants australiens, japonais, hollandais, américains, et chinois participent à des réunions de réflexions sur l'avenir de Timor (CF. O.28. p371).

Sur la scène des Nations-Unies, la délégation portugaise prendra pour la première fois position, réaffirmant *solennellement le Droit du Peuple Timorais à l'autodétermination* et suggérant la nécessité de la participation *des Mouvements Nationaux Représentatifs du peuple timorais* aux discussions sur l'avenir de l'île (CF. N.U.28. par 24).

---

(1) : Interrogé par un journaliste du quotidien français *Le matin de Paris* sur l'inertie rencontrée lorsque l'on parlait de Timor dans les pays occidentaux, il répondra avec humour : *que voulez-vous, Timor-Est se trouve au bout du monde, Jane Fonda n'y a pas encore mis les pieds et la voix du Portugal ne porte pas très loin* (P.235).

La mort accidentelle de Francisco Sa Carneiro va quelque peu limiter les initiatives portugaises ; mais dès le milieu de l'année 1982, sous l'impulsion du Président Ramalho Eanes, quarante Ambassadeurs spéciaux vont être dépêchés à travers le monde pour défendre la position portugaise (CF. O.83. p129).

Malgré la contre-attaque du Gouvernement indonésien qui enverra également de nombreuses délégations, notamment dans les pays musulmans d'Afrique de l'ouest, en Amérique du sud et en Scandinavie, José Ramos Horta a noté avec intérêt que *la campagne diplomatique portugaise a eu un impact salutaire immédiat en contribuant à redonner vie à la question timoraise aux Nations Unies et dans de nombreuses capitales* (ibidem).

2) TIMOR VU PAR L'OPINION PUBLIQUE PORTUGAISE

Le FRETILIN ne mérite pas plus de cinq lignes du "diàrio de noticias" ou une minute d'émission de la télévision portugaise (propos d'un membre du "Conseil de la Révolution" rapporté par Adelino Gomes, journaliste à la radio télévision portugaise (CF. P.415. p3).

Ce type d'opinion était probablement répandue dans les plus hautes sphères du pouvoir, ce qui expliquait pourquoi la majeure partie du matériel filmé par une équipe portugaise à la fin du mois de septembre 1975, mettra des années à passer sur les ondes (ibidem).

Ceci dit, il est aisément compréhensible que pendant plus de dix ans, en dehors de quelques centaines de militants d'extrême gauche, l'essentiel de l'opinion publique portugaise ne se soit pas sentie concernée par les problèmes de l'île. Comme déjà, à l'époque Salazariste, la couverture médiatique de Timor était inexistante, l'île restait pour la plupart des portugais une province lointaine, seulement rattachée à des souvenirs d'écoliers.

Pour la première fois, en 1987, lors de la réunion de la "Sous Commission pour la prévention de la discrimination et pour la protection des minorités", les Portugais auront droit à deux reportages de la télévision et à un grand nombre d'informations et d'interviews radiophoniques, en plus d'une substantielle couverture de la presse écrite. Depuis lors, il se passe rarement une semaine sans qu'un journal portugais parle sous un angle ou sous un autre du cas timorais ; ce qui contribue bien entendu largement à mobiliser l'attention de l'opinion publique.

Lors d'un récent sondage réalisé par l'hebdomadaire *Expresso* auprès d'un échantillonnage représentatif de 424 personnes, les réponses apportées sont significatives de ce net regain d'intérêt :

- Suivez-vous l'évolution de la situation à propos de Timor-Est ?
  Oui : 48 %   Non : 52 %
- Doit-il y avoir un référendum organisé pour le peuple timorais ?
  Oui : 94 %   Non : 4 %   ne sait pas : 2 %
- Quelle serait la meilleure solution ?
  Indépendance : 61 %
  Statut d'autonomie lié au Portugal : 35 %

aux Affaires Etrangères, signalait lors de la 44e session de la commission des droits de l'homme que :

Le Portugal, en sa qualité de puissance administrante reconnue par les Nations Unies de ce territoire non autonome, dont la procédure de décolonisation a été illégalement interrompue par une action militaire d'une tierce puissance, considère qu'il est de son devoir d'attirer l'attention de la Communauté Internationale sur la nécessité de faire respecter au Timor Oriental les principes et les droits qui ont toujours été considérés comme essentiels pour n'importe quel peuple : le droit à l'autodétermination... (BCp. P.145. p6).

Ces prises de position et la nomination d'un Ambassadeur itinérant uniquement chargé de la question timoraise (M. Pinto Da Franca) laisserait penser que le Portugal s'est désormais engagé pour tenter "par tous les moyens" de permettre l'autodétermination du peuple timorais. Cependant, même si la dernière rencontre entre la "Convergence Nationaliste" et le Ministre des Affaires Etrangères portugais a été *franche et détendue* selon les dires mêmes des participants (CF. BCp. P.100. p6), ce type de réunion de travail reste très rare (rappelons que la première n'a eu lieu qu'à la fin de l'année 1985) et les responsables du FRETILIN comme de l'UDT craignent toujours un revirement du gouvernement.

Même si les relations entre Lisbonne et Djakarta se sont nettement refroidies ces derniers temps (le Ministre indonésien des Affaires Etrangères M. Mochtar ayant accusé Mario Soares de "duplicité" à la suite de ses récentes prises de position en faveur de l'autodétermination du peuple timorais (CF. BCp. P.141. p3)), certains diplomates portugais laissent par moment penser qu'ils pourraient se satisfaire du maintien de la tutelle indonésienne sur l'île, si l'"identité culturelle et religieuse du peuple timorais était garantie".

Ainsi M. Rui Quartin Santos, le responsable de la question timoraise au Ministère des Affaires Etrangères qui nous a reçu dernièrement à Lisbonne n'a pas écarté à priori cette option, préférant indiquer qu'il fallait *discuter avec les indonésiens pour trouver un arrangement satifaisant pour les deux parties.*

Il nous a semblé que ses rapports avec la convergence nationaliste étaient relativement distantes et qu'en tout état de cause, il considérait essentiellement le problème timorais à la lumière des relations dilatérales entre le Portugal et l'Indonésie.

B) 1975-1981 : LA POLITIQUE PRO-INDONESIENNE DE LA COALITION CONSERVATRICE

1) PRIVILEGIER LES RELATIONS AVEC L'INDONESIE PLUTOT QUE LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME A TIMOR

Après la victoire de la cohalition conservatrice-libérale menée par Malcom Fraser aux élections de la fin de l'année 1975, le nouveau Ministre des Affaires Etrangères, Andrew Peacock va accuser Whitlam d'être directement à l'origine *des effusions de sang qui ont lieu à Timor-Est* dans la mesure où *il a activement encouragé les événements tragiques qui s'y sont déroulés* (CF. *Canberra Times* du 12 février 1976). Peacock jugera également utile de préciser à la presse, qu'à son avis, Timor n'avait pas connu *un processus de décolonisation satisfaisant* (CF. P.260) et José Ramos Horta, qui a eu plusieurs fois l'occasion de s'entretenir avec lui, prétend qu'il lui avait *promis sans détour qu'il favoriserait l'indépendance de Timor quand son Parti serait au pouvoir* (CF. P.307).

Malgré ses déclarations et engagements qui pourraient laisser penser que la politique menée par son gouvernement va trancher radicalement avec celle de son prédécesseur, Canberra va continuer de faire en sorte de satisfaire au mieux les autorités de Djakarta.

Non seulement il ne sera pas question de dévoiler à la presse ou à la Communauté Internationale les informations "confidentielles" sur l'évolution du projet d'invasion (ni d'essayer de le contrecarrer), mais par la suite, Geoffrey Forrester va être envoyé aux Nations Unies pour atténuer l'impact de l'intervention indonésienne sur le Conseil de Sécurité comme sur l'Assemblée Générale (CF. P.67. p47).

Il ne sera pas question non plus pour l'Australie de participer à une éventuelle "force de paix" et à l'arrivée à Darwin de Winspeare Guicciardi, envoyé par Kurt Waldheim pour se rendre compte de la situation dans le territoire, on se rappelle que tout sera mis en oeuvre par l'administration Fraser pour retarder sa mission (CF. p248).

Refusant même de rétablir les liaisons radio avec le FRETILIN, malgré la demande expresse formulée par le Secrétaire Général des Nations Unies (CF. *Melbourne Age* du 29 janvier 1976), Andrew Peacock va respecter les engagements, que semble-t-il, il avait pris lors d'une rencontre secrète avec les responsables politiques indonésiens qui aurait eu lieu en septembre 1975. A cette occasion, il aurait déclaré que *son parti ne protesterait pas contre l'Indonésie, si celle-ci était forcée de faire quelque chose à propos de Timor, par exemple y aller et y restaurer la paix* (CF. *National Times du 7 mai 1978)*.

Bien que lui-même se défende qu'une telle rencontre ait eu lieu, il est douteux que le *National Times*, généralement très bien informé et qui parle dans le cas présent de source *hautement digne de foi*, se soit engagé sans preuve formelle. D'ailleurs, outre la connivence diplomatique qu'il continuait d'entretenir avec le régime Suharto, le

2) DES REFUGIES DANS UNE SITUATION PRECAIRE

Bien que les réfugiés qui ont pu arriver en Australie entre août 1975 et la fin de l'année 1977 aient trouvé dans le pays des conditions économiques plus accueillantes qu'au Portugal (CF. pp263-264) ils vont faire l'objet de toute une série de tracasseries administratives.

En effet, malgré la situation dramatique qui règne dans leur île, ils n'obtiendront pas, contrairement aux immigrants vietnamiens, le statut de "réfugiés politiques", si bien qu'il leur faudra souvent attendre plusieurs mois pour savoir s'ils sont autorisés ou non à rentrer dans le pays pour y rejoindre leurs familles.

La discrimination entre les réfugiés vietnamiens, qui deux ans après la fin de la guerre pouvaient toujours s'installer en Australie à l'issue de formalités minimales, et les timorais, souvent condamnés à immigrer clandestinement "s'exposant ainsi aux affres des expulsions", aété critiquée par le Dr Cass, ancien Ministre de l'immigration (CF. BCp. P.193) mais surtout par Curly Nixon, Président de la puissante Fédération des Dockers Australiens qui a menacé le Gouvernement de faire circuler des pétitions demandant que soit respectée l'égalité des droits entre les réfugiés.

Dans la mesure où les immigrants timorais sont encore à de très rares exceptions près, munis d'un passeport portugais qui seul, peut leur permettre de sortir de l'île, le Gouvernement australien ne s'est pas privé de faire remarquer qu'en tant que citoyen portugais *ils ne correspondent pas strictement à la définition donnée au terme "réfugié"* (propos tenus par le Ministre de l'Immigration M. Mac Kellar CF. *Asian Bureau Australia Newsleter* n°43, décembre 1978, p15).

Aussi, ils seront irrémédiablement refoulés s'ils ne peuvent prouver qu'une partie de leurs familles vie déjà en Australie. Les services d'immigration vont également se montrer particulièrement tatillons sur les critères sanitaires, empêchant les personnes dont la santé leur paraît insuffisamment bonne, de rentrer dans le pays (CF. P.97. p3).

Selon Anthony Hooper, qui étudiait la trajectoire des réfugiés timorais en Australie à la fin de l'année 1978, la plupart d'entre eux ne parlent pas anglais et n'ont pas de formation particulière. De nombreuses femmes doivent travailler, dans la mesure où leurs maris restés à Timor, au Portugal, ou à Macao n'ont pas encore pu les rejoindre. Mais la plupart d'entre elles (lorsqu'elles disposent d'un permis de travail), n'ont guère de difficultés à trouver des emplois dans les usines textiles (CF. P.97. p1).

D'après le journaliste José Rebelo, 4 000 timorais travaillaient légalement en Australie en 1983 auxquels il fallait ajouter 2 000 clandestins (CF. P.248). Une commission d'enquête du Sénat Australien relevait pour sa part *environ 5 000 personnes* officiellement autorisées à séjourner en Australie, dont environ 2 000 arrivés entre la fin de la guerre civile et l'invasion indonésienne (CF. O.5. p76).

3) LA PRESSION DE L'OPINION PUBLIQUE ET LE DESACCORD D'UNE PARTIE DE LA CLASSE POLITIQUE AVEC LA LIGNE SUIVIE PAR LE GOUVERNEMENT FRASER

Les responsables du FRETILIN en Australie vont être sujet à de nombreuses brimades imposées par les autorités pour les empêcher de mener une quelconque activité politique sur le sol australien : confiscation de l'ensemble de leurs émetteurs (CF. BCp. P.35 ; BCp. P.92 et BCp. P.40) ; brouillage des émissions de radio diffusé depuis Timor par Alarico Fernandes (CF. BCp. P.214) ; compte en banque du Parti bloqué (avec les 38 000 dollars issus de la récolte de café de l'automne 1975) (CF. *Melbourne Herald* du 18 octobre 1977) ; menace de non renouvellement du visa de Chris Santos (qui coordonne l'action du Parti en Australie) (CF. BCp. P.2) ; rejet de la demande de visa de José Ramos Horta (CF. BCp. P.29) etc...

Mais à l'inverse, un certain nombre de citoyens et de responsables politiques australiens de la majorité, comme de l'opposition parlementaire, vont leur exprimer leur solidarité sous des formes assez diverses.

A l'origine, des groupes de particuliers tenteront d'affréter des bateaux remplis de médicaments et de vivres pour Timor, alors que d'autres essaieront même de faire parvenir quelques armes rudimentaires à la Résistance. Mais outre le fait que le Ministre indonésien des Affaires Etrangères, M. Adam Malik ait prévenu que son pays n'hésiterait pas à couler tout batiment non identifié s'approchant des côtes timoraises (CF. P.263), chaque fois, les gardes côtes australiens intercepteront les chargements, et leurs commanditaires seront condamnés pour infraction à la législation sur les exportations (CF. BCp. P.232. et BCp. P.188).

Les autorités judicaires autraliennes semblent d'ailleurs avoir reçue les instructions d'une "Haute Autorité" pour se montrer particulièrement sévères envers les contrevenants (ibidem).

En conséquence, c'est sur la scène politique que les australiens favorables à la cause timoraise vont devoir faire entendre leurs voix. Dans toutes les régions, des sections rattachées à la *Campaign For An Independent East Timor* (CIET) vont se mobiliser pour appeler à la constitution d'une commission d'enquête internationale ; pour que leur gouvernement fasse pression sur son homologue indonésien afin que les troupes de l'ABRI quittent le territoire ; pour que la vérité soit conue sur les circonstances du décès des cinq journalistes anglo-saxons à Balibo au début de l'automne 1975 etc... (CF. notamment BCp. P.218).

Usant à l'occasion de moyens originaux pour attirer l'attention sur leur action (1) les mouvements de solidarité vont jouir du soutien actif du syndicat des dockers qui a, à plusieurs reprises, menacé de cesser de ne plus débarquer les marchandises indonésiennes, et de celui, plus "spirituel", du Synode Général des Autorités Anglicannes (CF. BCp. P.236).

Au sein de la classe politique, au-delà même des rares vétérans de la campagne timoraise des années 1942-1943 (CF. vol.I. pp97-98), un certain nombre d'élus de l'opposition mais également de la majorité parlementaire vont exprimer leur désaccord sur la politique timoraise menée par le Gouvernement fraser.

Au sein du parti travailliste, en dehors bien sûr de Gough Whitlam qui battu aux dernières élections, connaissait une éclipse politique, une large majorité va bientôt se dégager pour condamner les décisions prises à l'égard de Timor.

Le Sénateur Primmer, de la région de Victoria, a déclenché des hostilités en accusant M. Dick Woolcott, ancien Ambassadeur à Djakarta et désormais représentant de l'Australie aux Nations Unies d'agir *virtuellement comme un agent des Forces Armées indonésiennes* (CF. BCp. P.23) (2) et quelques semaines plus tard, lors de sa Conférence annuelle, l'ensemble du Parti Travailliste va adopter à l'unanimité moins la voix de Whitlam une motion extrêmement favorable aux timorais, proposée par M. Tom Uren :

---

(1) : Ils prometteront par exemple, lors d'une Conférence de presse, de tester en public les effets du napalm sur un chien errant pour sensibiliser l'opinion les souffrances des timorais.
Arguant qu'*il était temps pour le peuple australien d'exprimer sa compassion à l'égard des êtres humains plutôt que des chiens perdus*(CF. BCp. P.228), les artisans de cette campagne vont parvenir à réunir 600 personnes (dont beaucoup d'"amis des animaux"), en plus de quinze policiers et d'un membre de la SPCA (branche australienne de la Société Protectrice des Animaux) qui, va préventivement porter plainte contre les organisateurs de la réunion). Evidemment, le jour dit, aucun chien n'a été "napalmisé" mais 600 personnes ont pu s'entendre dire qu'*elles se sentaient plus concernées par la vie d'un chien que par celle de milliers de timorais* (CF. *Northern Territory News* du 4 juillet 1978).

(2) : Il faut dire que dans une lettre adressée au Département des Affaires Etrangères le 17 août 1975 et rendue publique seulement 3 ans plus tard, l'Ambassadeur Woolcott affichait une position d'une incontestable clarté : *"La situation au Timor Portugais va être trouble pendant un certain temps. Aussi je suggère que politiquement, nous nous désengagions autant qu'il est possible du problème timorais. Evacuer les citoyens qui se trouvent dans le territoire actuellement, laisser les événements suivre leur cours ; et si l'Indonésie intervient, agir de manière à minimiser l'impact sur l'opinion publique australienne et montrer en privé à l'Indonésie que l'on comprend ses problèmes"* (G. J. Munster and J. R. Walsh, *Documents on Australian Defence and Foreign Policy 1968-75*, Hong Kong 1980. p199).

La Conférence condamne l'invasion indonésienne de Timor-Est, qui a été à l'encontre de l'assurance donnée au Gouvernement Travailliste que la force ne serait pas utilisée dans l'île (CF. vol.II. pp27-29), et :

a) appele l'Indonésie à se retirer immédiatement de Timor-Est en conformité avec les résolutions des Nations Unies ;
b) note l'établissement de la "République Démocratique de Timor Oriental" le 28 novembre 1975 ;
c) appele à un effort international pour que l'aide humanitaire puisse être acheminée dans toutes les régions de Timor-Est par le biais du Comité International de la Croix-Rouge ;
d) appele pour que des communications avec les forces nationalistes Est-timoraises puissent être établies sans entrave.

Un futur Gouvernement Travailliste :

1) Suspendra l'aide militaire australienne à l'Indonésie jusqu'à ce que toutes ses troupes aient évacué Timor ;
2) Reconnaitra un gouvernement Est-timorais établi à l'issue d'un authentique acte d'autodétermination, s'il prouve que l'indépendance est le choix du peuple ;
3) Donnera accès aux moyens de communication aux représentants de la "République Démocratique de Timor-Est".
(-8 juillet 1977-) (CF. BCp. P.155. p4).

Au sein même du Parti Libéral, de nombreuses voix vont s'élever pour soutenir le combat des timorais. Michael Hodgman, député libéral de Tasmanie qui se présente lui-même comme un "anti communiste" va défendre le FRETILIN dans les colonnes du journal *The Australian* ; déclarant que de *fermer les yeux sur ce qui s'est passé à Timor-Est serait une preuve manifeste de lâcheté morale à l'échelle nationale qui dégraderait l'image de l'Australie*. Il prophétisera même que *les générations futures ressentiront un sentiment de honte et de disgrâce équivalent à celui qu'ont pu ressentir ces citoyens d'Allemagne nazie qui refusaient de voir Auschwitz, préférant se faire croire à eux-mêmes que "ça n'existait pas" et que "ce n'était jamais arrivé"* (CF. BCp. P.14).

Sans aller jusqu'à établir ce type de comparaison, un certain nombre de ses confrères comme les sénateurs Alan Missen, et Neville Bonner voteront avec les travaillistes pour que le Gouvernement australien tente d'envoyer une Commission d'Enquête à Timor-Est (CF. BCp. P.187 et BCp. P.236).

b) Les moyens de pression économique de l'Indonésie

Au delà de ces menaces, à la fois irréalistes et un peu incongrues, Djakarta dispose en fait d'un argument beaucoup plus efficace pour pousser le Gouvernement australien à reconnaître sa souveraineté sur Timor-Est.

En effet, on se rappelera qu'à la fin des années 50, un groupe de géologues français avait émis *des hypothèses sur l'existence de structures profondes et bien couvertes (liées à des indices de pétrole) dans la zone côtière du sud de l'île de Timor* (CF. Vol.I. pp148-150). Or, il semble que ces réserves se soient avérées beaucoup plus importantes que l'on ne pouvait l'espérer (CF. Annexe I).

Dans la mesure où elles sont localisées dans une zone que pour des raisons juridiques assez complexes (ibidem) se disputaient le Portugal et l'Australie, la mise en exploitation est aujourd'hui subordonnée à un accord entre Djakarta et Canberra.

La revue *Indonesian Quarterly* remarque que la zone, connue sous le nom de "Kelp" ou de "Timor Gap" constitue un des 25 plus riches champpétroliers du monde (CF. P.206. p386) et d'après le sénateur australien Peter Walsh, les stocks d'hydrocarbure découverts dans la région pourraient tripler les réserves australiennes, permettant au pays d'atteindre l'autosuffisance énergétique pour le début des années 1990 (CF. Annexe IV).

L'enjeu est donc de taille et si l'Indonésie était certes intéressée par la possibilité de participer, au moins pour moitié à l'exploitation, elle comptait surtout conditionner son accord pour la mise en place d'une zone de développement commun, à la reconnaissance "de jure" de l'intégration de Timor-Est a l'Indonésie. C'est d'ailleurs "en toute logique" qu'elle invoquait la nécessité pour l'Australie de reconnaître sa souveraineté sur le territoire, si elle ne le faisait pas cela revenait à ne pas considérer l'Indonésie comme un interlocuteur compétant, dans la mesure ou la zone était toujours sous la juridiction d'un Portugal qui ne contrôlait pas de fait la situation.

Outre la pression indonésienne, l'administration australienne va être poussée par ses propres milieux d'affaires à satisfaire les exigences de son voisin Bryan Kelman, Président de l'*Australia-Indonesia Business Co.Operation Committee* (AIBCC), va même déclarer le 15 octobre 1976, lors de la réunion annuelle du Comité que la reconnaissance de l'incorporation de Timor-Est à l'Indonésie était souhaitable *dans l'intérêt de la sécurité régionale (CF. P.430. p3). Déjà, à peu près un an plus tôt, au moment de la mort des cinq journalistes anglo-saxons à Balibo, Kelman avait adressé une lettre au Premier Ministre et au Ministre des Affaires Etrangères qui ne laissait planer aucun doute sur la politique qu'il entendait les voir suivre :*

> *Au nom des 160 sociétés membres du "Australia-Indonesia Business Co-Operation Committee", je vous demande de prendre en considération les liens commerciaux et financiers qui existent entre l'Australie et l'Indonésie sur la base desquelles de futures relations cordiales doivent être construites. L'"AIBCC" considère la réponse indonésienne au*

problème timorais comme la plus tolérante et responsable et abhorre les actions et les attitudes des minorités dans les deux pays qui tendent de porter préjudice aux relations Australo-Indonésiennes. (ibidem).

5) DE LA RECONNAISSANCE DE L'INTEGRATION DE TIMOR-EST A LA REPUBLIQUE D'INDONESIE A LA NORMALISATION DES RELATIONS ENTRE LES DEUX PAYS

Malgré les protestations de l'opinion publique et le désaccord d'une bonne partie de la classe politique et des organisations religieuses (1), le Gouvernement Fraser va finalement finir par donner satisfaction aux indonésiens et grandes compagnies nationales.

Ainsi, le 20 janvier 1978, après avoir remporté les élections générales de 1977, Andrew Peacock signalera *qu'il serait irréaliste de continuer à refuser de reconnaître "de facto" que Timor-Est est un morceau de l'Indonésie* (CF. BCp. P.30).

---

(1) : Mgr Cremin, membre du "Comité des Evêques pour le Développement et la Paix" avait même établi une liste de raisons pour lesquelles il ne convenait pas de reconnaître la souveraineté indonésienne :

- *l'armée indonésienne ne contrôle pas encore la moitié du territoire de Timor-Est.*
- *la reconnaissance australienne n'aurait aucune conséquence positive pour le rétablissement de la paix, les cadres nationalistes étant fortement déterminés pour combattre jusqu'à l'indépendance ou la mort.*
- *céder à l'Indonésie sur ce type de point serait un signe de faiblesse.*
- *une capitulation en la matière serait une inconséquence de la part d'un Gouvernement Libéral qui parlait en prenant ses fonctions d'inverser la décision indonésienne relative aux Républiques Baltes (CF p280).*
- *les gouvernements australiens de ces dix dernières années ont pratiquement toujours soutenu le respect du droit à l'autodétermination des peuples.*
- *une telle capitulation ne serait pas bien perçue dans notre région où de nombreux petits pays du Pacifique Sud veillent à ce que leurs droits soient respectés par l'Australie.*
- *le peuple de Timor-Est n'a pas pu exercer d'actes de libre choix...*

(CF. BCp. P.38).

Dès lors, bien que des manifestations de protestation aient été organisées dans tout le pays et que les députés, en désaccord avec la politique gouvernementale se soient manifestés (CF. BCp. P.31. et BCp. P.194), la lutte va sembler perdue à bien des militants (CF. P.69) d'autant que les relations entre l'Australie et l'Indonésie vont s'améliorer très sensiblement.

Offrant à l'Indonésie douze hélicoptères légers de type *OH13 Bell Sioux* (généralement utilisés pour des opérations de reconnaissance) (CF. BCp. P.32) et acceptant de participer à des manoeuvres militaires conjointes (CF. P.421. pp34-35), l'Australie va d'ailleurs progressivement préparer une reconnaissance "de jure" plus formelle.

Alors que l'ex-Premier Ministre Gough Whitlam, satisfait du tour pris par les événements se félicitait *que les malentendus et les tensions entre l'Indonésie et l'Australie aient disparu* (BCp. P.196), un important Consulat indonésien était ouvert à Darwin. Pas moins d'une dizaine de personnes vont y travailler en permanence avec à leur tête un Consul et deux Vice-Consuls qui avaient précédemment été affectés à l'étage de renseignements de haut niveau (1)(CF. BCp. P.76. p1). Finalement, le 15 décembre 1978, à peine les autorités indonésiennes étaient-elles parvenues à venir à bout des dernières forces du FRETILIN et de son président Nicolau Lobato, que l'Australie reconnaissait "de jure" l'autorité de l'Indonésie sur Timor-Est. Après quarante ans d'occupation, l'Australie venait à peine d'accepter, à l'issue d'un débat houleux, l'intégration des pays baltes à l'URSS ; en trois ans, c'était chose faite pour l'intégration de Timor-Est à l'Archipel indonésien.

---

(1) Ce "centre d'espionnage" comme le qualifie le FRETILIN semble avoir pour but de surveiller les activités politiques des réfugiés timorais qui vivent dans la région et éventuellement de contrebalancer leur influence.

En juillet 1984, pendant la Conférence Nationale du Parti Travailliste, la composante la plus "pro-timoraise" de la formation va s'efforcer de faire passer une motion demandant au gouvernement de revenir sur la décision de reconnaissance "de jure" prise par le précédent gouvernement. Elle demandera également à Bob Hawke d'agir pour rendre possible un processus d'autodétermination dans l'île (CF. *Far Eastern Economic Review* du 26 juillet 1984).

Non seulement ce dernier fera la sourde oreille, mais lors d'un voyage à Djakarta, au milieu du mois d'août 1985, il déclarera à la télévision indonésienne qu'*il reconnaissait l'Autorité souveraine de l'Indonésie sur Timor-Est* et *était satisfait de la manière dont le gouvernement indonésien avait développé une politique à la fois économique et sociale très positive à Timor* (CF. BCp. P.133. p10).

Interrogé par le Parlement sur ses déclarations, Robert Hawke affirma les avoir faites à titre personnel et non au nom de son gouvernement, qui se contentait pour l'instant "de prendre note" de l'intégration de Timor-Est à l'Indonésie (ibidem).

Evidemment, les déclarations "personnelles" de Robert Hawke vont bientôt se transformer en quelque chose de plus officiel et, le 22 août 1985, il confirmera devant le Parlement la reconnaissance "de jure" formulée par le gouvernement précédent un peu moins de sept ans plus tôt.

2) L'ACCORD EST SIGNE POUR LE PARTAGE DE LA "ZONE DE KELP"

Nul doute que le fondamental revirement de position de Robert Hawke et avant lui, celui de l'équipe Fraser-Peacock, sont en grande partie dûs à la priorité donnée à la défense des intérêts économiques australiens. Bien que l'Australie ne soit que le 8ème bailleur de fond de l'Indonésie (CF. *Tapol Bulletin* d'août 1988. p12), la perspective d'une exploitation pétrolière commune dans la zone de Kelp obligeait les deux pays à collaborer étroitement.

Malgré les multiples hésitations indonésiennes, généralement dûes à des articles écrits par des journalistes indépendants australiens et jugés exagérément critiques par Djakarta (1), la "bonne volonté australienne" va finir par satisfaire les indonésiens.

Aussi, le 5 septembre 1988, un accord va être signé entre les deux parties, divisant "la zone de Kelp" en trois sections : la première,

---

(1) : Voir notamment l'article de David Jenkins dans le *Sydney Morning et Hérald* du 10 avril 1986 qui compare "l'affairisme de la famille Suharto" à celui de l'ex-président Marcos.

Outre le mécontentement portugais, ce "bon résultat diplomatique et économique" obtenu par Canberra a obligé le gouvernement Hawke à s'extasier sur les élections de 1987 à Timor (CF. BCp. P.140. p2) et a accuser le FRETILIN de recevoir un soutien lybien (CF. *Far Eastern Economic Review* du 9 juillet 1987).

De manière générale, pour avoir réussi à atteindre ses objectifs économiques, la majorité de la classe politique australienne s'est d'ailleurs considérablement décrédibilisée, à la suite de ses multiples renoncements diplomatiques.

Aussi, lorsque Richard Woolcott, représentant australien aux Nations-Unies et ancien Ambassadeur à Djakarta prend désormais la parole pour défendre "les peuples colonisés", et par exemple favoriser la réinscription de la Nouvelle Calédonie dans la liste des territoires "non autonomes" (CF. BCp. P.208. p15), on peut sans doute utilement s'interroger sur la légitimité qu'il a pour le faire.

CHAPITRE - V -

LES ETATS-UNIS : EMPECHER L'EMERGENCE D'UN "NOUVEAU CUBA" DANS LE PACIFIQUE SUD

A) PARAPHER SANS CONDITION LE PROJET D'INVASION

1) LES CALCULS GEOSTRATEGIQUES DE WASHINGTON

La guerre du Viêt-Nam vient juste de s'achever et l'ensemble de la péninsule indochinoise est devenue "un bastion communiste" aux yeux des pays occidentaux. A Washington, on craint que l'URSS ne profite de la situation pour accroître encore son influence dans la région en déstabilisant la Thaïlande, les Philippines, la Malaisie et l'Indonésie, mettant en place ce que l'on a appelé "la stratégie des dominos" (1).

Bien que l'Indonésie n'autorise pas les américains à installer des bases militaires sur son territoire, le régime Suharto est incontestablement un des plus sûrs alliés des Etats-Unis dans le Pacifique sud (2). Et, de surcroît, comme le remarquait Lawrence Griswold dans l'organe de presse officiel de la Marine Américaine, *l'Indonésie est peut-être géographiquement située à l'endroit le plus stratégique de la planète* (CF. P.85. p44).

---

(1) : *Celui qui sera en mesure d'exercer son influence au Viêt-Nam, pourra modifier le futur (...) de la Malaisie et de l'Indonésie avec leur caoutchouc, leur pétrole, et leur étain* (propos de Henry Cabot Lodge, Ambassadeur américain au Sud Viêt-Nam, dans un article du *New York Times Magazine* du 17 janvier 1965, intitulé : *We Canwin in Vietnam*).

(2) : *L'Indonésie, avec une population de 150 millions d'habitants est la cinquième plus grande Nation du monde. Elle compte la plus grosse population musulmane du monde, est un membre modéré du mouvement des non alignés et un important producteur de pétrole (qui joue un rôle modéré au sein de l'OPEC) (...) (l'Indonésie) a joué un rôle central pour soutenir la Thaïlande et pour préserver la sécurité de ce pays malgré l'action déstabilisante du Vietnam en Indochine. Pour conclure, il faut souligner que l'Indonésie a accueilli plus de 50 000 réfugiés indochinois et a pris l'initiative d'offrir une de ses îles comme site d'accueil pour les réfugiés qui arrivent dans l'ASEAN. L'Indonésie constitue bien sûr un lien entre les alliés des Etats-Unis dans la région, particulièrement entre le Japon et l'Australie.* (propos tenus par Richard Holbrooke, l'assistant Secrétaire d'Etat pour l'Asie et le Pacifique. CF. *Hearings Before The Subcommittee of the Committee on Appropriations ; House of Representatives, 10 juin 1980, 6^{e} partie, pp2-3. Document n°H131-113, U.S. Goverment Printing Office, Washington, 1980*).

L'Archipel, à la croisée des chemins entre l'Australie, les Philippines, la Chine et la péninsule indochinoise est donc le point de passage obligé des sous-marins américains. Or, d'après R. G. Boid du département de la défense canadien (1), si les détroits de Malacca, Lombok, Sunda et Ombai Wetar paraissent à première vue propices, *les submersibles ne peuvent pas passer par Malacca et Sunda qui sont trop peu profonds (d'autant que Malacca est engorgé par le trafic), ce qui rend Ombai Wetar et Lombok essentiels pour la stratégie américaine. Avec Gibraltar, ce sont les voies maritimes les plus cruciales dans le monde pour les programmes de défense américaine* (CF. P.196).

L'amiral américain Gene De La Roque met l'accent sur la possibilité pour les nouveaux sous-marins nucléaires *Tridents* de ne pas utiliser le détroit d'Ombai Wetar grâce à leur autonomie importante (CF. BCp. O.12. pp22-23).

Mais en 1974-1975, ces routes maritimes qui longent la côte nord de l'île de Timor étaient bien la seule voie possible pour les submersibles de type *Posseidon*, pour gagner l'Océan Indien depuis la base de Guam dans le Pacifique sud sans devoir faire surface.

A priori, un "Timor-Est indépendant", dans l'éventualité même où il serait dirigé par des "communistes" ne pourrait guère fermer l'accès du détroit d'Ombai Wetar aux bâtiments militaires américains, mais dans la stratégie établie conjointement par le Pentagone et le tout puissant Secrétaire d'Etat Henry Kissinger, cela constituerait un risque inacceptable de déstabilisation pour l'Archipel dans son ensemble. Une éventuelle "République Démocratique de Timor-Est" risquerait en effet dans leur esprit de soutenir les mouvements autonomistes des Moluques et de la Papouasie occidentale (Irian Jaya), voire de faire vasciller à terme le régime du Président Suharto.

---

(1) : Le Canada va suivre de très près la position américaine par rapport à la question timoraise. Fournissant une aide humanitaire substantielle, il va signer de gros contrats d'armement avec l'Indonésie, notamment par le biais de la *Pratt & Whitney of Canada* qui fabrique des avions de type *T-34C Mentor* et des hélicoptères *Bell 212* (CF. O.83. pp143-144).

2) LE GOUVERNEMENT AMERICAIN SUIT DE PRES L'EVOLUTION DE LA SITUATION DANS L'ILE

En 1981, Ralph Mac Gehee, un ancien fonctionnaire de la *Central Intelligence Agency* (CIA) (qui a pris sa retraite en 1977), a rédigé un court article dans *The Nation* où il tente de décrire l'influence des services de renseignements américains dans les événements qui ont permis au Général Suharto de prendre le pouvoir en Indonésie au cours de l'année 1965.

Bien que le texte de Mac Gehee ait été largement censuré (dix phrases et demie et quarante-trois mots ont été retirés par la CIA avant parution), même amputé, il ne laisse planer aucun doute sur l'implication de l'Agence dans le changement de régime. L'auteur parle d'ailleurs de ces événements comme d'une *opération* (un mot censuré) *de la CIA* (CF. The Nation du 11 avril 1981 pp423-425 et le *Washington Post* du 23 mars 1981).

Etant donnée l'importance accordée par les Etats-Unis à l'évolution de la vie politique dans l'Archipel, on ne s'étonnera pas que bon nombre d'agents américains, collaborant très étroitement avec leurs homologues australiens de la JIO et de l'ASIO (CF. p270) se soient trouvés à Timor dès la fin de l'année 1974 (CF. BCp. P.50. p4 et BCp. P.51. p4).

D'ailleurs, comme le montrent les journalistes Dale Van Atta et Brian Toohey qui ont pu avoir accès à un certain nombre de documents des services secrets américains ainsi que de la *National Security Agency* et du Département d'Etat, leurs agents à Timor faisaient parvenir presque quotidiennement à Washington une série d'informations sur la situation dans l'île et des projets d'intervention armée de Djakarta (1)(CF. P.312 et P.313).

---

(1) : En juin 1977, devant un sous comité du congrès américain chargé d'étudier la situation des Droits de l'Homme à Timor-Est, le délégué du département d'Etat, M. Aldrich admettait d'ailleurs que le gouvernement précédent avait probablement *une assez bonne idée de ce qui allait arriver* (CF. O.30. p61).

La rapidité avec laquelle les renseignements étaient obtenus (notamment à propos des mouvements de troupe indonésiens et des hésitations du Président Suharto) et leur qualité d'ensemble, laisse penser que les américains étaient très directement mis au courant par certains des organisateurs de l'"Opération *komodo*" de l'évolution des événements.

L'administration américaine se gardera bien de faire quoi que ce soit de nature à contrarier les projets indonésiens, laissant ces derniers régler seuls le problème avec malgré tout une grande quantité d'équipement militaire qu'ils venaient de leur fournir (1).

Le rapport que l'Ambassadeur australien à Djakarta Richard Woolcott a adressé à son gouvernement le 17 août 1975 (CF. p275), est d'ailleurs particulièrement révélateur de l'attitude américaine :

L'Ambassadeur (US) Newsom m'a dit la nuit dernière qu'il avait reçu pour instruction de la part de Kissinger lui-même de ne pas s'impliquer dans les discussions avec les indonésiens à propos de Timor, dans la mesure où les Etats-Unis sont concernés par assez de problèmes d'une importance supérieure pour l'Outre-Mer en ce moment... (G.J. Munster and J.R. Walsh, *Documents on Australian Defence and Foreign Policy, 1968-1975*, Hong Kong 1980, pp199-200).

---

(1) : Les Etats-Unis ont augmenté de 450 % leurs livraisons d'armes à l'Indonésie entre 1974 et 1975 (CF. p292) et *environ 90 % du matériel militaire qui a pu servir pour l'invasion était d'origine américaine* (CF. O.30. p62).

B) "LAISSER PASSER L'ORAGE" EN FEIGNANT LA DESAPROBATION

1) LE SILENCE OFFICIEL

Alors que les premières troupes indonésiennes débarquaient à peine à Dili, Gerald Ford et Henry Kissinger qui après avoir quitté Djakarta la veille, venaient de faire escale à Hawaï, refuseront de répondre aux journalistes qui les interrogeaient sur le contenu de leurs entretiens avec les autorités indonésiennes (1). Tout juste pouvait-on apprendre dans un article paru le jour même dans le *Los Angeles Times*, que Kissinger avait déclaré que *les Etats-Unis ne reconnaîtraient pas la République proclamée unilatéralement par le FRETILIN* et que son gouvernement *comprenait la position indonésienne sur la question*.

Evidemment satisfait de l'évolution des évènements dans l'île (2) mais ne pouvant se permettre de soutenir trop clairement l'Indonésie, la diplomatie Américaine va s'employer à faire pression sur les Nations-Unies pour éviter une trop ferme condamnation de l'acte d'agression indonésien tout en essayant d'étouffer dans l'oeuf une éventuelle condamnation au sein du Congrès.

---

(1) Le président Ford, connu pour ses maladresses se contentera d'écarter les importuns en leur promettant avec un "sourire entendu" qu'ils pourraient *parler de ça ensemble plus tard* (Munster and Walsh, opus cité, pp 192-193). Deux jours plus tard, il préférera répondre, l'air faussement (?) grave qu'il était *préoccupé par la situation à Timor et n'avait pas été informé à l'avance de l'action indonésienne* (CF. P.28).

(2) Dans ses mémoires publiées en 1984, l'ancien représentant américain aux Nations-Unies, Daniel Patrick Moyniham rapportera que *les Etats-Unis avaient souhaité cette évolution et avaient travaillé en ce sens* (cf. *A dangerous place*, little prown and company, Boston, 1978, P 247).

(en miles de $USA)

Año Fiscal	Programa de financiacion del FMS	FMS	MAP	Ventas comerciales	IMET	Total EE.UU.
1974	(3.500)	148	12.270	859	1.698	14.975
1975	(5.000)	51.609	12.585	304	2.401	66.899
1976	(23.100)	3.715	20.707	6.707	2.359	33.488
1977	(40.000)	7.592	14.121	5.295	2.427	29.435
1978	(32.000)	109.630	14.128	3.011	2.649	129.418
1979	(30.000)	37.855	1.997	17.011	1.960	58.823
1980	(30.000)	14.614	1.840	6.221	1.636	24.311
1981	(30.000)	45.116	417	6.673	1.823	54.029
1982	(40.000)*	40.000*	123*	10.000*	2.200*	52.323
1983	(50.000)**	30.000**	100**	10.000**	2.625**	42.725
Total 74/83	(283.000)	340.279	78.288	66.081	21.778	506.426

* Cifras estimativas
** Cifras propuestas

La Asistencia Militar Norteamericana a Indonesia llega por cuatro canales:

1) Programa de Asistencia Militar (Military Assitance Programa,MAP). Consiste en donaciones de armas y municiones, entrenamiento y apoyo técnico.
2) Ventas Militares al Exterior (Foreign Military Sales, FMS). Proporciona el mismo equipo que el MAP pagado al contado o con créditos obtenidos a través del Programa de Financiación del FMS.
3) Programa de Entrenamiento y Educación Militar Internacional (International Military Education and Training Program, IMET). Proporciona entrenamiento= a personal militar y paramilitar.
4) Ventas Comerciales, realizadas a través de los canales comerciales regulares.

SOURCE : P.204. p72

C) DEFENDRE AVEC CONVICTION LA POSITION INDONESIENNE.

1) UN CHEMINEMENT AMBIGUE MAIS UNE POSITION SANS EQUIVOQUE

Après deux ans de silence public (malgré un travail diplomatique très actif aux cotés de l'Indonésie), les Etats-Unis vont tenter de définir leur position par rapport à la question Timor-Est.

En Mars 1977, Robert Oakley, Sous Secrétaire d'Etat pour l'Asie et le Pacifique, a affirmé sans nuance devant le Sous Comité réuni pour discuter de la question Timor-Est que, *à la suite d'un référendum, l'Indonésie a intégré Timor-Est à son territoire le 17 Juillet 1976*

Au nom du gouvernement Carter, il a expliqué également que puisque *l'administration antérieure n'avait pas remis en question le processus lorsqu'il a eu lieu, l'administration actuelle ne jugeait pas utile de réouvrir un dossier dèjà réglé* (CF. O.29. p11).

Trois mois plus tard, George.H. Aldrich du département d'Etat, va tenter d'exprimer plus dans le détail et surtout plus en nuance la position de son gouvernement. Reconnaissant cette fois-ci que le "référendum" du 17 juillet 1976 paraît s'être déroulé dans des conditions "assez particulières", il refuse d'accepter la proposition indonésienne selon laquelle le processus démocratique d'auto-détermination a eu lieu (CF. O.30. p49). Par contre, au nom de l'"Intérêt National", il "ne remet pas en question l'incorporation de Timor-Est à l'Indonésie, qu'il considère comme *un fait accompli*, dans la mesure où discuter de ce point serait *sans effet* sinon que cela risquerait de détériorer les relations entre les Etats-Unis et l'Indonésie (ibidem).

Malheureusement, cette position qui a au moins le mérite de la clarté est très difficile à présenter pour un gouvernement qui, pour vaincre les Républicains, a fait de "la morale politique" son principal cheval de bataille électoral. Aussi, essayant de se justifier tout en mettant en lumière les "aspects moraux" de leur politique, Aldrich et ses successeurs vont s'engager dans des raisonnements extrêmement contradictoires:

> *je pense qu'il est correct de dire que notre position est que nous reconnaissons qu'ils (les Timorais) ont le droit à l'autodétermination et que ce droit n'a pas été exercé. Dans quelle mesure pouvons nous vouloir que les Nations-Unies s'en mèlent ? c'est une autre histoire...*

Au courant de la famine sur l'île dès le début de l'année 1978, Edward Master *s'est délibérément abstenu, même dans l'enceinte du Département d'Etat, de proposer qu'on offre une aide humanitaire au Timor oriental jusqu'a ce que les généraux donnent le feu vert à Djakarta* (Témoignage de Bénédict Anderson devant le Congrès américain le 6 février 1983 (CF P.152. p10).

En tentant de faire croire au *dur travail des autorités indonésiennes*, qui font leur possible pour permettre *le développement économique et social des populations du territoire* (CF. O.29. p9) et en attribuant à la *lutte fratricide des partis politiques timorais*, des évènements tragiques qui ont provoqué la mort d'*une dizaine de milliers de personnes*) (CF. O.29. p11, p16, p23 et B. Cp. P.42. pp324-325), les "experts" du Département d'Etat ne vont pas parvenir à convaincre l'ensemble des parlementaires dont certains comme Harkins, Hall, Tsongas, Durenberger vont essayer de mobiliser leurs collègues pour protester contre la politique menée.

Comme en Australie, un groupe non négligeable de représentants et de sénateurs va régulièrement s'adresser au gouvernement, le plus souvent par voie épistolaire ; mais si à Canberra, les "pétitionnaires" s'essoufflent manifestement, c'est loin d'être le cas à Washington. Au cours de l'été 1983, ils n'étaient que 48 à adresser une lettre d'encouragement à Mario Soares (CF. B.Cp. P.125. p7) ; un an plus tard à l'occasion du voyage de Ronald Reagan au Portugal, ils étaient 131 à demander à leur Président de manifester sa *préoccupation à l'égard de la tragédie timoraise* (CF. B.Cp. P.132. p6) ; et tout récemment, 47 sénateurs et 182 congressistes ont demandé à Georges Schultz *que les Etats-Unis aident les parties engagées dans le conflit du Timor oriental à s'asseoir à la table des négociations pour mettre fin à cette tragédie qui dure depuis 13 ans* (CF. B.Cp. P.148. p11).

A) L'U.R.S.S ET LES DEMOCRATIES POPULAIRES ADOPTENT UN PROFIL BAS SUR LA QUESTION TIMORAISE

1) SE DEBARRASSER DU PROBLEME...

A première vue, dans un contexte régional tendu et alors qu'un régime militaire allié des Etats-Unis envahissait un territoire défendu par un mouvement de libération de tendance "progressiste", on aurait pu croire que l'U.R.S.S Bréjnévienne dénoncerait violemment le "complot des impérialismes" et l'attitude néo-colonialiste des pays occidentaux et pro-occidentaux. Elle ne s'était pas privée de le faire lors des conflits indochinois et même si manifestement elle ne cherchait pas à "destabiliser" rapidement les Nations membres de l'ANSEA (contrairement à ce que ces derniers avaient pu craindre), elle aurait pu se satisfaire de l'émergence dans le Pacifique Sud d'un petit pays potentiellement favorable à ses options.

En fait, non seulement elle n'apportera jamais aucune aide matérielle au FRETILIN mais en plus elle ne s'empressera pas de le soutenir sur le plan diplomatique. Ne prenant jamais position au Comité de Décolonisation des Nations Unies ou à l'Assemblée Générale (en dehors de sa participation à la procédure de vote), le délégué soviétique Yacob Malik se contentera de recevoir, à une seule reprise et pour une réunion informelle, une délégation du FRETILIN constituée de José Ramos Horta et Abilio Araùjo (CF. O.83. p109 et p111).

D'ailleurs, alors qu'en dehors de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, les responsables du FRETILIN étaient autorisés à voyager où bon leur semblait dans les démocraties occidentales, leurs multiples demandes pour se rendre à Moscou sont restées sans réponse (lorsque les différentes Ambassades d'U.R.S.S. ne leur ont pas carrément fait savoir que leurs visites étaient *inopportunes pour le moment*). C'est seulement au cours de l'été 1985 que, sous la pression des pays lusophones, quelques délégués seront autorisés à se joindre à un festival de jeunes et d'étudiants à Moscou. Mais une fois sur place, il ne leur sera même pas permis de participer aux différentes manifestations (CF O.83. p56).

Plus étonnant encore, en août 1987, à la suite du témoignage très partial de Nuno Rocha devant la "Sous Commission pour la prévention de la discrimination et pour la protection des minorités", l'expert soviétique (qui malgré son indépendance théorique se garde généralement de se démarquer de la position de son pays) a invoqué ce "témoignage impartial", invitant la Sous Commission a en tirer les conséquences qui s'imposaient.

De même, alors que généralement l'U.R.S.S. et les Démocraties Populaires "déterminent en commun" au cours d'une réunion annuelle des Ministres des Affaires Etrangères des pays du Pacte de Varsovie l'attitude qu'elles doivent adopter lors du débat aux Nations Unies, (ibid p155), cette fois-ci, elles ont adopté des positions assez dissemblables.

Si l'U.R.S.S a toujours voté en faveur des résolutions proposées, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Roumanie (à partir de 1978), puis la Hongrie, la République Démocratique Allemande et la Bulgarie ; l'année suivante, ne vont plus participer au vote ou s'abstiendront de se prononcer.

On peut donc penser que, soit elles ont bénéficié d'une exceptionnelle autonomie qu'elles auraient curieusement mis à profit pour satisfaire l'Indonésie (ce qui serait assez étonnant dans la mesure où elles n'entretenaient pas avec elle de relations particulièrement cordiales) soit, et c'est l'hypothèse la plus probable (adoptée notamment par José Ramos Horta (ibidem)), il s'agit là d'une stratégie d'ensemble délibérée ; l'U.R.S.S. défendant "la morale du groupe communiste" et les Démocraties Populaires "les relations entre Moscou et Djakarta". Le fait que la presse soviétique se soit extrêmement peu intéressée à la question timoraise (CF. O.28. p362), aurait tendance à accréditer cette thèse.

2) POURQUOI MENAGER L'INDONESIE ?

a) Les Echanges "de Bons Procédés" Politico-Stratégiques.

Dans la mesure où l'Indonésie n'accepte pas, contrairement à la Corée du Sud, aux Philippines ou à la Thaïlande, la présence de bases militaires sur son territoire, l'U.R.S.S peut espérer que Djakarta va autoriser le passage de ses sous-marins nucléaires à travers ses détroits. Si elle ne le faisait pas, ils devraient impérativement continuer à faire surface en empruntant la voie maritime peu profonde qui passe au nord des Moluques et au large de Singapour.

D'après Michael Richardson du *Melbourne Age*, la crainte de se voir refuser le permis de navigation demandé, expliquerait en partie le silence soviétique sur la question timoraise, mais au delà de ce problème militaire qui ne représente qu'un avatar mineur de l'histoire des relations est/ouest, le véritable enjeu est d'une autre nature.

En effet, si le régime Suharto affirme régulièrement son anti-communisme et qu'il est parvenu entre 1965 et 1966 à exterminer la majeure partie des militants du P.K.I. (à l'époque, le troisième parti communiste du monde de par le nombre de ses adhérents), les relations de l'Indonésie avec Moscou n'en ont pas souffert particulièrement, dans la mesure où contrairement aux Thaïlandais ou aux Malais ce ne sont pas les risques d'une invasion du Vietnam pro-soviétique qui inquietent Djakarta mais plutôt l'influence que la Chine Populaire peut exercer sur l'Archipel (CF. (1) page suivante).

L'U.R.S.S. partageant à peu près les mêmes analyses que Djakarta sur le problème chinois, il va être facile aux deux pays de s'entendre. Mais pour ce faire, face au silence "poli" de l'Indonésie sur le problème afghan, les dirigeants soviétiques se devaient de "faire un geste" pour éviter que Djakarta ne se montre trop critique à l'égard de la situation au Cambodge. Comme le signale le professeur Kuper de l'Université le Los Angeles, c'est surtout à partir de 1979, lorsque Moscou voudra imposer le remplacement de l'ancienne représentation cambodgienne (pro-chinoise) par une délégation du gouvernement pro-vietnamien de Heng Samrin aux Nations-Unies, que la diplomatie soviétique va devoir s'engager. Il semble qu'elle ait alors promis qu'en échange d'un soutien tacite de la position vietnamienne, l'Indonésie n'aurait plus à craindre une condamnation unanime du bloc de l'est sur la question timoraise (CF. P.200)... L'accord a été d'autant plus aisé à obtenir qu'outre le bénéfice diplomatique qu'elle allait en retirer, Djakarta préférait de toute façon un Heng Samrin pro-vietnammien qu'un quelquonque Khmers Rouge pro-chinois au pouvoir à Phnom Penh.

Au delà du "soutien" de l'U.R.S.S, la réserve indonésienne sur les problèmes indochinois et son rôle actif lorsqu'il s'agit de préparer des réunions de conciliation sur la question cambodgienne (2) vont bien sûr lui attirer la sympathie de la totalité des composantes politiques du Kampuchéa Démocratique, soucieuses de s'attirer ses bonnes grâces (3).

Mais plus important encore, le régime de Hanoï, qui avait justement été l'un des premiers à reconnaître la "République Démocratique de Timor Oriental", et qui aussitôt après l'invasion indonésienne condamnait par la voie du quotidien Nhan Dan ce *cynique acte d'agression*, (CF P.99. p14), ne va plus aborder la question à partir de juillet 1976, dès le retour du Ministre des Affaires Etrangères Phan Hien d'un séjour à Djakarta (ibidem).

---

(1) En 1965, les généraux javanais avaient accusé les dirigeants du Parti Communiste Chinois d'avoir soutenu le P.K.I dans sa tentative de prise de pouvoir et avaient choisi de rompre immédiatement leurs relations diplomatique avec Pekin.

(2) La rencontre de Paris à la fin du mois de juillet 1989 a, par exemple été co-organisée par la France et l'Indonésie.

(3) La délégation Khmers Rouge sera, à partir de 1980, la seule délégation d'un "pays" communiste à voter contre les résolutions du Timor Oriental, alors que, lorsqu'il était au pouvoir, le régime de Pol Pot soutenait activement le FRETILIN.

B - LE SOUTIEN DECROISSANT DE LA CHINE AU FRETILIN

Pour à peu près toutes les raisons que nous avons évoquées pour expliquer la position pro-indonésienne du bloc soviétique, la Chine va adopter une stratégie inverse.

L'élimination du P.K.I, le sentiment anti-chinois du régime Suharto (qui explique indirectement pourquoi Timor a fait l'objet d'une repression particulièrement sanglante) et le "soutien" de Djakarta au régime vietnamien n'ont pas poussé Pékin à se montrer compréhensif vis à vis de la politique menée à l'égard de Timor-Est. Bien au contraire, aussitôt après l'invasion, le quotidien pékinois *Renmin Ribao* affirmait que *le peuple chinois supportait fermement le peuple de Timor-Est* (CF. P.99. p14) et par la suite, l'agence "Chine Nouvelle" rendra compte régulièrement de l'évolution de la situation dans l'île.

José Ramos Horta se félicitera également que Pékin ait *offert généreusement son hospitalité* au FRETILIN ainsi qu'*une contribution financière* à sa lutte (CF. O.83. p 156).

Pourtant, depuis environ quatre ans et bien que beaucoup de choses restent encore à faire, les relations entre la Chine et l'Indonésie semblent en voie de décrispation. Finalement, le rôle de médiateur joué par Djakarta dans le conflit cambodgien a poussé Pékin à se montrer accomodant, et après la réouverture le 5 juillet 1985 des relations commerciales gelées en 1965, les échanges entre les deux pays ont progressé rapidement (l'Indonésie exporte notamment vers la Chine du bois brut, du contre-plaqué et du caoutchouc) (CF. *Sud-Est Asie* d'avril/mai 1986 : Marion Calvo Platero, *A la conquête de l'Est*).

Cette progressive reprise des relations a provoqué un débat jusqu'alors incongru à Djakarta, sur la question de savoir s'il fallait ou non encourager le rapprochement. Evidemment, le Ministère de la Défense, avec à sa tête le Général Benjamin Murdani semble y être opposé mais, du côté des Affaires Etrangères, M. Mochtar Kusumaatmadja s'est montré favorable à un rééquilibrage qui permettrait à l'Indonésie de ne pas être considérée comme trop "pro-vietnamienne" par les gouvernements Thaïlandais et Malaisiens (ibidem).

CHAPITRE - VII -

LES FIDELES ALLIES DE L'INDONESIE EN ASIE DE L'EST

C) LA PAPOUASIE NOUVELLE-GUINEE CRAINT L'IMPERIALISME INDONESIEN

A peine quelques mois après avoir obtenu son indépendance, la Papouasie Nouvelle-Guinée assistait impuissante à l'annexion de l'un de ses plus proches voisins.

Inquiète pour sa propre intégrité territoriale qui pourrait être menacée à terme par les velléités expansionnistes javanaises, la diplomatie Papoue, par la voie de son Ministre Pita Lus va dénoncer vigoureusement l'invasion de Timor-Est, la qualifiant d'*expansion impérialiste* et précisant que déja, les habitants de la partie ouest de la Papouasie (Irian Jaya) *vivaient un cauchemar* sous la domination indonésienne (CF. P.45. p962).

Malheureusement pour elle, la République Papoue et ses 3,5 millions d'habitants ne pèsent pas bien lourd face à l'Indonesie, d'autant qu'elle doit faire face à deux mouvements séparatistes (dans les île de la Nouvelle Bretagne et l'île de Bougainville).

En conséquence, Djakarta va pouvoir aisément faire pression sur le gouvernement de Port Moresby pour qu'il revienne sur sa position et reconnaisse la souveraineté indonésienne sur Timor-Est... Ce dernier ne va pas tarder à céder (CF notamment N.U.29. B.Cp. P.39. p5).

Finançant les campagnes électorales des personnalités les plus indonésianophiles (CF. B.Cp. P.10), Djakarta va également infiltrer les plus hautes sphères du pouvoir par l'action d'un Consul omniprésent (même dit-on lors de certains Conseils des Ministres) (ibidem).

La menace indonésienne, prophétisée par José Ramos Horta, pour la Papouasie (CF. P.45. p962) ne semble pas être un vain mot, d'autant que pour mieux lutter contre la guerilla en Irian Jaya, les forces de l'ABRI ont fait construire une large et coûteuse voie de communication le long de la frontière centrale de l'île. Outre le fait que cette route pénétrait par trois fois le territoire de la Papouasie Nouvelle-Guinée (avant que le tracé ne soit finalement rectifié), elle pourrait bien un jour ou l'autre servir de point de départ à un éventuel projet d'invasion. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que la République Papoue ait préféré répondre favorablement aux exigence de Djakarta, même si de temps à autre, une personnalité Papoue indépendante et pro-timoraise intervient devant le Comité de Décolonisation des Nations-Unies (CF. B.Cp. P.147. p12).

CHAPITRE - VIII -

LE DEBAT SUSCITE PAR LA QUESTION TIMORAISE AU SEIN DU (DES ?) TIERS-MONDE

A) L'INVASION DE TIMOR-EST : UN PREJUDICE DIPLOMATIQUE POUR L'INDONESIE AU SEIN DU "MOUVEMENT DES NON-ALIGNES"

La solidarité entre les peuples du Tiers-monde qui s'était exprimée pour la première fois lors de la Conférence de Bandung (Java-ouest), entre le 18 et le 24 avril 1955 n'est sûrement plus aussi prononcée qu'elle a pu l'être ; le conflit Iran/Irak, l"intégration" du Sahara Occidental par le Maroc ou l'invasion du Cambodge par le Vietnam constituent de graves motifs d'achoppement entre ce que l'on appele désormais le "Mouvement de Non-Alignés".

Bien que l'invasion de Timor, comme tous les conflits opposants des "peuples du Tiers-monde" entre eux, soit de nature à diviser les membres du mouvement, la majorité d'entre eux s'est d'abord prononcée en faveur du peuple timorais (les décisions sont théoriquement prises par consensus). Ainsi, lors de la Conférence qui s'est tenue à Colombo (Sri-Lanka) du 16 au 19 août 1976, la déclaration finale reprenait les conclusions des résolutions 384 (1965) et 389 (1976) du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, demandant le retrait des forces indonésiennes du territoire et ce malgré l'opposition initiale des pays de l'ANSEA. Entre 1977 et 1983, des textes similaires seront adoptés aux Conférences suivantes (CF O.83. pp160-161).

Si en 1983, l'Indonésie a remporté une importante victoire en parvenant à faire retirer de la déclaration finale du Sommet de New Delhi, les paragraphes relatifs à Timor-Est, malheureusement pour elle, la question sera réintroduite à l'ordre du jour du Mouvement dès la réunion inter-ministérielle de Luanda (septembre 1985).

Cette déconvenue sera suivie de nombreuses autres. Ainsi, bien qu'elle se soit déclarée *prête à recevoir le Sommet de 1986* (CF P.374. p21), on lui préfèrera le Zimbabwé à cause de la persistance du problème timorais. Non seulement c'est le Président Mugabé qui se vera accorder la Présidence du Mouvement entre 1986 et 1989 et non le Général Suharto mais trois ans plus tard, pour la Conférence suivante, Djakarta ne sera toujours pas accépté comme ville d'accueil, la majorité des délégations lui préférant Managuaette fois-ci le Nicaragua.

B) LES PAYS QUI SOUTIENNENT LE FRETILIN

1) LA SOLIDARITE DES EX-COLONIES PORTUGAISES

Ce n'est certes pas un hasard si c'est pendant la réunion interministérielle de Luanda que le problème timorais a été réinscrit à l'ordre du jour des Conférnces du Mouvement des Non-Alignés.

Le soutien de l'Angola, mais aussi du Mozambique, de Sao Tomé et Principes et la Guinée Buissau à la lutte du FRETILIN est en effet tout à fait déterminant. Si l'on peut se permettre une image un peu osée, le Parti Timorais est en quelque sorte le "petit frère" des MPLA, PAIGC et FRELIMO. Ainsi, ces Partis, au pouvoir depuis près de quinze ans maintenant considèrent qu'en dehors de leur lutte, somme toute très théorique contre l'Apartheid (1), Timor-Est est la deuxième grande cause internationale des pays d'Afrique lusophone.

Outre le fait qu'ils assurent la majeure partie du financement du FRETILIN, ils ont également mis à sa disposition des bureaux à Luanda comme à Maputo et se sont mobilisés pour qu'ils puissent bénéficier à l'ONU, de toute liberté pour travailler. José Ramos Horta décrit notamment avec emthousiasme, l'aide qu'il a reçue de Gil Fernandes et Arnaldo Araùjo (2) qui représentaient la Guinée Buissau aux Nations-Unies (CF O.83. p103).

Cependant, la chaleur de ce soutien risque à terme de constituer un "piège diplomatique" et le FRETILIN se doit absolument d'obtenir des renforts diplomatiques en dehors de l'Afrique lusophone afin d'éviter d'être trop rapidement classé par la diplomatie internationale comme un "mouvement marxisant".

La direction de la délégation extérieure du Front étant tout à fait consciente de ce risque, c'est tout naturellement que les timorais vont se retourner vers le Brésil avec lequel ils ont des liens de parenté linguistiques et historiques.

De surcroît, le pays jouit de par sa taille et son niveau de développement économique d'une aura internationale à laquelle ne peut prétendre la Guinée Buissau ou même l'Angola ou le Mozambique.

Bien qu'il soit encore gouverné par un régime militaire, le Brésil a finalement accepté de présenter la résolution en faveur de Timor mais les indonèsiens ayant immédiatement convoqué son attaché commercial à Djakarta pour le menacer de fermer l'accès du marché de l'Archipel aux hommes d'affaires Brésiliens, Brazilia ne fera pas d'efforts particuliers pour soutenir sa résolution auprès des autres délégations (ibid. pp135-136 et p139).

---

(1) Les pays de ce que l'on appelle "la ligne de Front" entretiennent avec Prétoria des rapports plus complexes qu'il n'y paraît dans la mesure où de nombreux migrants mozambiquains et angolais travaillent dans les mines Sud-Africaines et où leur commerce extérieur et leurs approvisionnements sont très tributaires du bon vouloir des Afrikaners.

(2) Homonyme du Responsable de l'APODETI, qui sera nommé gouverneur par

Son homologue de l'île de Sainte Lucie n'adoptera pas cette attitude et dans la mesure où son gouvernement semble avoir accepté une aide économique de Djakarta en échange de son vote contre les résolutions relatives à Timor-Est, il changera radicalement de position entre 1981 et 1982 (ibid p151).

CHAPITRE - IX -

L'EUROPE DE L'OUEST : EVITER DE S'ENGAGER DANS LE DEBAT TIMORAIS

A) L'AMBIGUITE DE LA POSITION FRANCAISE

1) LE SILENCE DU REGIME GISCARDIEN

Comme la plupart de ses homologues européens, le gouvernement français va choisir de rester très discret sur la question timoraise, son délégué au Nations Unies ne jugeant pas utile de justifier son vote d'abstention.

Par contre, le Parti Socialiste formulera en plusieurs occasions de très sévères critiques sur ce qu'il semblait considérer comme une démission morale inacceptable et "un choix politique extrêmement contestable".

Joel Luguern, journaliste à l'hebdomadaire *l'Unité* établira un parallèle entre l'affaire timoraise et le soutien apporté par *la France Giscardienne* aux gouvernements sud-africain, Brésilien et Iranien, regrettant qu'elle ait encore une fois *bien choisi son camp* (CF P.438).

Dans le même sens, Lionel Jospin signera une pétition lancée par l'Association Française de Solidarité avec le Timor Oriental (CF P.409. p29) et Paul Quiles insistera auprès du gouvernement pour qu'il évite de continuer à vendre du matériel militaire à l'Indonésie (1) (CF P.417. p23).

A la veille des élections de 1981, le groupe socialiste à l'Assemblée Nationale votait encore contre un projet de loi relatif à une harmonisation des règlements fiscaux entre la France et l'Indonésie *pour manifester sa profonde réprobation* contre l'invasion de Timor (CF P.411. p10) et le candidat François Mitterand faisait allusion *au peuple timorais abandonné* et *victime des forces qui l'écrasent* (CF O.83. p142).

---

(1) Dans un article publié par le quotidien "Le Monde" du 27 janvier 1977 José Ramos Horta précisait que *la plupart des hélicoptères utilisés contre Timor Oriental étaient des modèle Alouette* et qu'ils étaient particulièrement craints par la guerilla pour leur vitesse et leur dextérité (CF P.259). De plus, six hélicoptères de type *S.A 330 PUMA* et 200 blindés de type *AMX 13* ont également été livrés entre 1978 et 1979 (CF P.204. pp 75-76).

2) LES SOCIALISTES FRANCAIS SUR LA VOIE DES TRAVAILLISTES AUSTRALIENS ?

A partir du 10 mai 1981, le Parti Socialiste va totalement changer d'état d'esprit et, avalidant la vente de quarante blindés de type *VPX-10* et *FAC-90* (CF P.204. p76), il va s'empresser de confirmer la position abstentionniste de la France aux Nations-Unies.

Bien entendu, le Président Mitterand et son Premier Ministre continuaient de plus belle à insister sur l'importance des Droits de l'Homme pour le nouveau gouvernement (1) (2) mais, dans un état d'esprit tout à fait différent, il est à noter que le 3 février 1986, le Ministre de Affaires Etrangères, M. Roland Dumas, répondant à une question écrite du député de l'Aisne, Bernard Lefranc qui s'inquiétait de la situation des Droits de l'Homme au Timor Oriental, fera allusion à la difficulté de vérifier les informations *fragmentaires et contradictoires* qui parviennent du territoire, tout en jugeant utile de préciser dans sa courte note, qu'*en mai 1982, la population du Timor-Est a participé aux élections nationales et accordé la majorité de ses suffrages à la formation gouvernementale GOLKAR* (CF. P.399. p31).

L'importance des investissements français en Indonesie (3) laisse penser que malgré l'attitude plus positive du Président de la République à l'égard de Timor depuis sa visite au Portugal en avril 1987 (CF. B.Cp P.141), la France risque de rester très prudente, se conformant probablement aux orientations qui seront définies par l'ensemble de la Communauté Economique Européenne.

---

(1) *En Droit International, la non assistance aux peuples en danger n'est pas encore un délit mais une faute morale et politique qui a déjà coûté trop de morts, trop de douleur à trop de peuples abandonnés* (Déclaration de François Mitterand lors de son intervention à la Conférence des *Pays les Moins Avancés*, Mexico le 20 octobre 1981 (CF P.398).

(2) *Quel que soit le continent, le peuple, la race, partout où des hommes sont opprimés, ils nous trouveront à leurs côtés* (extrait d'un discours de Pierre Mauroy, ibidem).

(3) En 1988, la France était le deuxième bailleur de fond de l'Indonesie dans le cadre de l'aide bilatérale accordée par le biais de l'*Inter Gouvernemental Group on Indonesia*. Avec 219 millions de dollars, elle se trouvait ainsi largement devant l'Australie (38 millions), la République Fédérale Allemande (129 millions) ou même les Etats-Unis (157 millions)(CF Bcp *Tapol* du mois d'août 1988).

B) LA GRANDE-BRETAGNE : UNE POLITIQUE PRO-INDONESIENNE SANS ETAT D'AME

En juillet 1975, l'Ambassadeur britannique John Fox adressait au *Foreign Office* quelques suggestions sur l'attitude à adopter à l'égard de Timor :

Les habitants du Timor portugais ne sont pas en position d'exercer leur droit à l'autodétermination (...) la situation à l'intérieur du territoire semble se compliquer et les arguments en faveur de son intégration à l'Indonésie sont les plus nombreux. Aussi, il est de notre intérêt de prendre garde à ne pas intervenir, d'autant que l'évolution politique à Timor en ce moment doit nous inciter à exprimer notre sympathie à l'égard du gouvernement indonésien, même s'il se sent obligé d'intervenir vigoureusement pour enrayer la détérioration de la situation au Timor Portugais. Vu d'ici, il est certainement dans l'intérêt britannique que l'Indonésie absorbe le territoire aussi vite que possible et sans contrariété. Si, au moment critique, il y a du chahut au sein des Nations Unies nous devons conserver un profil bas et éviter de nous prononcer contre le gouvernement indonésien (G.J Munster and J.R Walsh, opus cité, pp192-193).

Cette position, qui s'apparente beaucoup à celle exposée à peu près au même moment par l'Ambassadeur australien Woolcott (CF. p275) sera suivie à la lettre par le Foreign Office.

Dès le mois de février 1976, après l'échec de la mission Gucciardi et alors que de nouveaux bataillons indonésiens arrivaient en nombre sur le territoire, le représentant britannique déclarait lors d'une intervention devant le Conseil de Sécurité qu'il était *satisfait d'entendre de la bouche des représentants indonésiens et des représentants du peuple du territoire que la situation redevenait normale sur le terrain* (CF O.51 p114).

Aussi, le gouvernement britannique n'a-t'-il plus vu de raison manisfeste pour surseoir a la livraison de huit appareils de type *Hawks* des avions au potentiel dévastateur extrêmement important.

Bien que le *Foreign Office* ait précisé qu'il n'avait *fourni que des modèles destinés à l'entraînement et que ces derniers ne pouvaient en aucun cas être utilisés en opération*, si l'on consulte la brochure *Hawks News* éditée par *British Aerospace* en février 1979, on s'aperçoit que *même si les "Hawks" ont été acquis dans leur version d'entraînement, ils peuvent être rendus opérationnels sur place par la suite.*.

On ignore quels étaient les termes exacts de l'accord mais toujours est-il que, d'après José Ramos Horta, des avions de type *Hawks* équipés de rockets sont actuellement en service à la base militaire de Baucau (CF B.Cp. P.174. p613).

C) LE MALAISE EN EUROPE DU NORD

1) LES PAYS-BAS DANS UNE SITUATION DELICATE

En dehors bien sûr du Portugal, c'est la Hollande qui est la plus concernée par l'intégration de Timor-Est à l'Indonésie. En tant que Présidente de l'*Inter Gouvernemental Group on Indonesia* et parce que la situation actuelle présente des similitudes avec ce qui s'est produit en Irian Jaya entre la fin des années 1950 et le début des années 1960, La Haye se devait de réagir prudemment, d'autant que c'est désormais l'Ambassade de Hollande à Djakarta qui assume la représentation diplomatique du Portugal dans l'Archipel.

Le "Ministre pour le développement de l'Outre Mer" et Présidente de l'IGGI, Jane Pronk, va proposer une interruption de l'aide militaire de son pays à l'Indonésie (1) mais ses collègues ne la suivront pas dans cette voie et ce, malgré la pression de l'opinion publique qui, notamment après la sortie du rapport du James Dunn, s'est mobilisée pour dénoncer les atrocités commises par les troupes d'occupation (CF O.28. pp368-369).

Déja, la présence sur le sol Hollandais de nombreux représentants du mouvement indépendantiste Moluquois affectait les relations entre les deux pays, mais la solidarité des Hollandais à l'égard de Timor-Est, qui s'exprime notamment par la voie de la très active "Commission Justice et Paix", semble avoir aggravé la tendance, même si l'aide économique accordée par la Hollande à Djakarta est toujours considérable (2).

---

(1) Les Pays-Bas avaient garanti en août 1975 la livraison à l'Indonésie de trois corvettes de fort tonnage équipées de missiles français *Exocet*. A leur mise en service, ces bateaux ont été décrits par David Jenkins de *Far Eastern Economic Review* comme *les plus perfectionnés dans cette partie du monde* (CF le n° du 6 avril 1979. p32).

(2) Malgré la faiblesse relative de ses moyens, la Hollande était tout de même avec 177 millions de dollars alloués en 1988, la troisième au rang des Nations les plus généreuses avec l'Indonésie (CF. *TAPOL Bulletin d'août 1988, p12).*

2) LA SUEDE DEROGE A SES PRINCIPES

Bien que la Suède n'ait guère la possibilité d'influer sur les décisions indonésiennes, la position de son gouvernement attire forcément l'attention, dans la mesure où on lui prète généralement une morale diplomatique et économique sans faille. Le dirigeant Social-Démocrate Olof Palme, récemment assassiné s'était même taillé une réputation tout à fait exceptionnelle de "Défenseur des peuples opprimés", que ne désavouait d'ailleurs pas José Ramos Horta, qui parlait de lui comme *l'un des meilleurs avocats de la cause timoraise au sein des Démocraties occidentales*...

Pourtant, à partir de 1982, une fois élu à la tête de son pays, il va maintenir la consigne d'abstention donnée par son prédécesseur à la représentation suédoise aux Nations Unies. Embarrassé de recevoir une lettre de remerciement des indonésiens, le Ministre des Affaires Etrangères de l'époque, Ole Ullsten justifiera la position de son pays en déclarant qu'il s'était avant tout abstenu parce qu'il ne voulait pas *mettre le Secrétaire Général des Nation Unies dans l'embarras en lui demandant de mener à bien une impossible mission de conciliation* (CF p.83).

Non seulement l'argument semblait manquer un peu de poids mais dans la mesure où, comme presque tous ses homologues européens, le gouvernement suédois continuait à vendre un certain nombre d'équipements militaires à l'Indonésie (1), elle fraudait manifestement sa propre règlementation. Plus généralement, on peut penser que le gouvernement Palme a subi l'influence d'un certain nombre d'"hommes d'affaires", satisfaits que leurs exportations vers ce pays aient augmenté de 80 % au cours des seuls huit premiers mois de l'année 1982 (elles ont quadruplé en deux ans) (CF P.83).

Après la mort de Palme et du fait des remous provoqués en Suède par le démission du gouvernement suédois sur les problèmes des Droits de l'Homme, le roi de Suède, justement de retour d'un voyage à Lisbonne va décider de remanier son cabinet et d'écarter des Affaires Etrangères les politiciens trop empressés de conclure des contrats d'armement avec l'Arabie Saoudite, l'Inde ou l'Indonésie (CF. B.Cp. P.138. p13).

On peut donc penser que le gouvernement suédois se montrera désormais plus discret dans son soutien à l'Indonésie, évitant de prétendre, comme il l'avait fait régulièrement depuis 1980 qu'il n'existait guère d'*alternative sérieuse à l'intégration de Timor-Est* où que le FRETILIN *trouvait peu de soutien auprès des populations* (CF notamment N.U.23. pt19 à pt21 et B.Cp. P.39. p4).

---

(1) Essentiellement des canons de type *Bofors* (CF P.204.p76).

D) LE DYNAMISME DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Alors qu'individuellement, aucun pays de le Communauté ne veut prendre le risque économique de mécontenter l'Indonésie, collectivement, et sous l'impulsion du Portugal, ils sont beaucoup plus disposés à agir en faveur d'une évolution de la situation politique à Timor-Est.

N. Hans Van den Broek, Ministre Hollandais des Affaires Etrangères a par exemple déclaré, lors d'un récent séjour à Lisbonne, que son pays ne ferait pas d'effort particulier pour s'engager sur le problème timorais mais qu'il était *prêt à collaborer aux efforts entrepris pour trouver les moyens d'aboutir à une solution politique* (CF. B.Cp. P.100. p5). Cette position semble aujourd'hui partagée par bon nombre de parlementaires de tous les pays de la Communauté (alors que jusque-là, en dehors des Portugais, seuls les Grecs et les Irlandais s'étaient nettement positionnés sur la question).

En conséquence, à la fin de l'été 1983, 170 députés des pays européens qui se sont abstenus lors des votes sur la question timoraise aux Nations Unies vont faire une déclaration pour demander à l'ensemble des pays de la CEE d'assumer une position commune en faveur de l'autodétermination du peuple timorais. Jamais jusqu'alors les parlementaires de la CEE n'étaient intervenus de façon coordonnée sur un problème de Droits de l'Homme (CF. B.Cp. P.125. p7).

Cette première initiative sera encouragée par le Portugal qui deviendra membre de la Communauté le 1^{er} janvier 1986 et dès le 11 juillet de la même année, le Parlement européen votera par 163 voix contre 4 et 3 abstentions un projet de résolution très favorable aux timorais.

"Le Parlement Européen:

A. CONSIDÉRANT que l'Indonésie occupe par la force, et au mépris du Droit International, le territoire de Timor-Oriental depuis décembre 1975;

B. VU les recommandations de l'Assemblée Générale et du Conseil de Sécurité des Nations Unies, ainsi que les résolutions adoptées par la Commission des Droits de l'Homme et par la Sous-Commission des Minorités de cette organisation qui reconnaissent le droit à l'autodétermination de Timor-Oriental et invitent l'Indonésie à retirer ses forces de ce territoire;

C. RAPPELANT la position adoptée par les évêques indonésiens et portugais, et surtout les paroles du Pape Jean Paul II, le 7 juillet 1984, recommandant à l'Indonésie le respect des droits de l'homme à Timor-Oriental et manifestant son espoir d'une considération particulière, en toutes circonstances, à l'égard de l'identité éthnique, religieuse et culturelle du peuple maubere;

D. CONVAINCU qu'il n'est pas possible de célébrer en toute tranquilité l'Année Internationale de la Paix (1986) tant qu'il existe des peuples empêchés d'exercer librement le droit à l'autodétermination;

E. RECONNAISSANT le sentiment du peuple portugais ainsi que les positions prises par les organes de souveraineté représentatifs, dans le sens de la défense du droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple de Timor-Oriental;

F. RECONNAISSANT que le Portugal est, depuis le 1er. janvier 1986, un État membre de la Communauté Européenne, et que la Constitution de la République Portugaise institue dans son article 297 que "le Portugal continue lié aux responsabilités qui le chargent, en accord avec le Droit International, de promouvoir et de garantir le droit à l'indépendance de Timor-Oriental:

1 FAIT APPEL au Gouvernement de l'Indonésie pour qu'il arrête immédiatement toutes les hostilités contre les habitants de Timor-Oriental, mette fin à l'occupation de ce territoire et respecte le droit à l'autodétermination du peuple maubere;

2. INVITE les Institutions de la Communauté Européenne à déployer les actions nécessaires pour que soient créées les conditions permettant au peuple de Timor-Oriental d'exercer librement le droit à l'autodétermination;

3. INVITE les États membres de la Communauté Européenne à utiliser tous les moyens diplomatiques possibles afin d'obtenir l'établissement de la paix et de la légalité à Timor-Oriental.

4. INVITE les États membres de la Communauté Européenne à exiger que les représentants du peuple maubere participent à toutes les négociations concernant la définition du statut futur de Timor-Oriental;

5. INVITE l'État Portugais à s'associer à tous les efforts communautaires pour que soient respectées les dispositions de la Constitution de la République Portugaise, c'est-à-dire, pour que soit garanti le droit à l'indépendance de Timor-Oriental;

6. CHARGE son Président de transmettre la présente résolution au Conseil de Ministres, à la Commission, aux Gouvernements des États membres de la Communauté et au Gouvernement de l'Indonésie.

Malgré l'incident des 20 et 21 octobre 1986, lorsque le Portugal refusera de participer à la réunion CEE/ASEAN qui se tenait à Djakarta provoquant ainsi la colère de Claude Cheysson, Commissaire Européen pour les relations avec l'Asie (1), la Communauté va continuer à s'engager de plus en plus clairement par rapport à la question timoraise

Le Parlement européen,

- vu la proposition de résolution sur la situation à Timor-Oriental approuvée par lui le 10 juillet 1986 (doc. B2-591/86) (1),
- vu sa résolution sur l'occupation illégale et illégitime de Timor-Oriental par l'Indonésie adoptée à l'unanimité par l'Assemblée paritaire ACP/CEE, le 10 octobre 1987 à Lisbonne, Portugal (JO n° C 50 du 22.2.88, p. 51),
- vu les propositions de résolution suivantes :
    - la proposition de résolution déposée par MM. VANDEMEULEBROUCKE et KUIJPERS sur la terreur systématique exercée par l'armée indonésienne dans la partie orientale de l'île de Timor (doc. B2-927/85),
    - la proposition de résolution déposée par Mlle BROOKES sur les violations des droits de l'homme dans la partie orientale de l'île de Timor (doc. B2-1146/85),
    - la proposition de résolution déposée par M. van der LEK sur le Timor-Oriental (doc. B2-1150/85),
    - la proposition de résolution déposée par M. David MARTIN et Mme BUCHAN sur l'île de Timor-Oriental (doc. B2-1218/85),
    - la proposition de résolution déposée par M. TELKÄMPER et autres signataires sur la détention, en Indonésie, d'Antonio Gonçalvès, ressortissant de Timor-Oriental,
- vu le rapport de la commission politique (doc. A2-143/88),

A. considérant que le territoire de Timor-Oriental est illégalement annexé depuis 1975 et que l'Indonésie continue d'occuper ce territoire par la force au prix d'un grand nombre de victimes et de destructions massives,

B. considérant que cette occupation a été condamnée non seulement par l'Assemblée générale des Nations unies et par l'Assemblée des pays non alignés, mais également par l'Union interparlementaire et de nombreuses organisations internationales à caractère politique, humanitaire ou religieux,

C. considérant que les droits de l'homme continuent à être gravement violés, ce dont témoignent les emprisonnements arbitraires, les déportations, les déplacements forcés de population, les mauvais traitements, les tortures, les condamnations à mort et les exécutions, les restrictions imposées à la circulation des personnes et du courrier, les violations de domicile, la suppression du droit de réunion et du droit à la liberté d'expression et les restrictions à la liberté religieuse,

---

(1) JO n° C 227 du 10.7.1986, p. 124

---

(1) M. Cheysson qui a été Ministre des Affaires Etrangères mais également Ambassadeur de France à Djakarta a notamment jugé *déplorable* l'attitude du Portugal qu'il a accusé de *menacer les relations entre la CEE et l'ASEAN* (CF. B.Cp. P.139. p13).

D. considérant qu'il a été porté atteinte à l'identité culturelle de la population de Timor-Oriental,

E. considérant que la liberté de culte laisse à désirer et que, notamment, l'Eglise catholique se plaint des restrictions apportées à ses libertés,

F. considérant que la population de Timor-Oriental ne peut exercer son droit à l'autodétermination,

G. considérant qu'un pourcentage très élevé de la population rejette la présence de l'Indonésie à Timor-Oriental,

H. considérant que, conformément à l'article 297 de sa Constitution, le Portugal continue, en application des responsabilités qui lui incombent aux termes du droit international, à promouvoir et à garantir le droit à l'indépendance de Timor-Oriental,

I. considérant que, depuis l'adhésion du Portugal à la Communauté européenne, les institutions de cette Communauté assument davantage encore que par le passé une responsabilité particulière à l'égard de la population de Timor-Oriental,

J. considérant qu'un certain nombre d'Etats membres de la Communauté continuent d'autoriser l'exportation d'équipements militaires à destination de l'Indonésie, sans tenir compte du fait que ce pays occupe illégalement Timor-Oriental et y poursuit des opérations militaires,

1. condamne l'occupation de Timor-Oriental par l'Indonésie et confirme le droit à l'autodétermination du peuple de Timor-Oriental ;

2. défend le droit du peuple de Timor-Oriental à sauvegarder, développer et affirmer son identité culturelle, linguistique et religieuse qui découle de son histoire propre et condamne l'action planifiée et systématique de l'Indonésie qui vise à la détruire ;

3. réprouve la politique indonésienne qui interdit à tout visiteur indépendant étranger d'examiner les conditions qui prévalent dans ce pays et de vérifier les rapports sur les violations des droits de l'homme ;

4. invite le gouvernement indonésien à autoriser les organismes d'aide internationale ainsi que les organisations des droits de l'homme à pénétrer sur le territoire de Timor-Oriental et à leur accorder une entière liberté de mouvement ;

5. fustige les violations continues des droits de l'homme perpétrées à Timor-Oriental par les troupes indonésiennes d'occupation ainsi que par les formations paramilitaires et civiles dépendantes des autorités indonésiennes ;

6. insiste auprès du gouvernement indonésien pour qu'il respecte les dispositions internationales en matière de droits de l'homme à Timor-Oriental ;

7. invite les Etats membres de la Communauté européenne à mener une action politique qui contribue au retrait des troupes indonésiennes de Timor-Oriental ainsi qu'au respect des droits fondamentaux de la population, y compris le droit à l'autodétermination, et à appuyer les efforts déployés par le Secrétaire général des Nations unies pour atteindre ces objectifs ;

8. invite le Secrétaire Général des Nations unies à consulter, dans le cadre des efforts qu'il déploie pour trouver une solution, non seulement le Portugal et l'Indonésie, mais également des représentants du peuple de Timor-Oriental ;

9. invite tous les gouvernements de la Communauté à mettre un terme aux ventes d'équipements militaires à l'Indonésie jusqu'à ce qu'il soit mis fin à l'occupation illégale de Timor-Oriental ;

10. invite le Conseil des ministres à prendre les initiatives nécessaires pour que, après une période transitoire, un référendum puisse être organisé afin de permettre à la population de choisir librement l'avenir de Timor-Oriental ;

11. souhaite que le Portugal, en tant que "puissance administrative" selon les normes du droit international, et selon la Constitution portugaise, puisse jouer le rôle actif qui lui incombe pour garantir l'application du droit à l'autodétermination du peuple de Timor-Oriental et appuie les efforts que consentent les autorités portugaises à cette fin ;

12. insiste auprès du Conseil de ministres pour qu'il prenne contact avec l'ensemble des parties concernées par le conflit, et notamment avec les représentants de la communauté de Timor-Oriental, et qu'il fasse rapport au Parlement sur les progrès de ses initiatives ;

13. invite toutes les institutions de la Communauté à tenir compte de la situation à Timor-Oriental ainsi que de la présente résolution, dans le contexte des relations qui se développent entre la CEE et l'ANASE ;

14. demande à la Commission d'aborder le problème de la situation à Timor-Oriental dans le cadre des contacts qu'elle entretient avec les autorités indonésiennes ;

15. demande instamment à la Commission d'apporter une aide appropriée tant à Timor-Oriental qu'aux camps de réfugiés situés au Portugal et cela en coopération avec les autorités portugaises et les organismes d'aide ;

16. demande à la Commission de faire rapport dans un délai de six mois sur cette question ;

17. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil et à la Commission, ainsi qu'aux organisations des Nations unies, à l'Assemblée des pays non alignés, au gouvernement indonésien et au gouvernement australien.

On remarquera que la résolution de 1988 fait beaucoup plus référence que celle de 1986 aux conséquences dramatiques de l'occupation indonésienne (CF. pt A et pt C), ainsi qu'au sentiment du peuple timorais (CF pt G) et, de manière générale, elle est particulièrement précise quant à ses constatations et aux objectifs qu'elle fixe à la Communauté. Il n'est donc pas surprenant que l'Indonésie, inquiète de cette évolution ait, "conseillée" aux Européens de ne pas se laisser manipuler par le Portugal (CF. *TAPOL Bulletin* de février 1989, p12).

Comme le craignait M. Cheysson, M. Alatas a d'ailleurs mis en garde la Communauté contre les risques de détérioration des relations entre la CEE et l'ASEAN, si d'autres pays comme le Portugal et plus récemment la Grèce exprimaient trop bruyamment leur solidarité à l'égard de Timor (CF *Indonesia Today* Vol XV, n°4, 1989, p17).

Mais aujourd'hui, s'il restait encore un doute sur l'intensité du sentiment nationaliste des timorais, leur résistance acharnée, menée contre un envahisseur incomparablement plus puissant, en constitue la meilleure preuve. De même, on ne peut guère contester l'ampleur du désastre humain qui a ravagé Timor-Est, où environ un tiers de la population a été décimé et où les troupes d'occupation ont méthodiquement cherché à se débarrasser en priorité des jeunes adultes, qui avaient eu "le malheur" d'être formés dans les écoles ou les séminaires portugais. Peut-on pour autant parler de génocide et s'agit-il là de la manifestation de la volonté indonésienne de se débarrasser physiquement de l'ensemble d'un peuple ? Ou doit-on plutôt considérer qu'on a (seulement !) affaire à un ethnocide, c'est à dire à une entreprise visant à éliminer tous les éléments qui permettent au peuple timorais de s'affirmer en tant que tel ?

La réponse est probablement quelque part entre ces deux propositions. Initialement, les généraux javanais avaient des visées territoriales sur Timor-Est, mais probablement guère de projets pour sa population. La résistance acharnée menée par cette dernière les a sans doute amenés à revoir leur stratégie. Les Timorais sont alors progressivement devenus des "éléments génants" et en tant que tels il convenait de les éliminer. L'exécution souvent systématique des prisonniers de guerre, la politique des camps et la mise en oeuvre d'un programme spécial de contrôle des naissances, ont contribué à servir cet objectif. Il ne reste plus alors qu'à organiser l'arrivée des migrants en provenance des autres îles de l'Archipel afin de marginaliser les Timorais sur leur propre territoire. C'est le processus qui est en train de suivre son cours aujourd'hui et si rien n'est fait pour l'enrayer, gageons que d'ici un demi siècle, les Timorais de l'est auront totalement disparu en tant que peuple.

ANNEXES

ANNEXE - I -

LES OUVRAGES DE LA PROPAGANDE INDONESIENNE.

Entre 1975 et 1988, bien qu'ayant assez peu tenté de justifier leurs gestes aux yeux de l'opinion publique internationale, les autorités indonésiennes ont tout de même édité en Anglais et en Français cinq ouvrages qui diffèrent par leur présentation mais dont l'objectif est clairement discernable ; Il sagit de légitimer l'intervention et la présence indonésienne à Timor Oriental.

* SAE LORO - *MASSACRE A TIMOR EST* -

(Non Daté). 28 pages -

Probablement rédigée en 1977 (?), cette publication, présentée par une lettre du gouverneur de l'époque, s'ingénie à montrer à quel point le FRETILIN pouvait faire preuve de cruauté à l'égard du peuple de Timor.

Au moyen d'une dialectique outrancielle et d'un lyrisme qui vise à sensibiliser les lecteurs, l'auteur décrédibilise son propos plus qu'il ne le sert. D'ailleurs, au vu de l'histoire récente de Timor Oriental et de l'attitude relativement correcte du FRETILIN on a du mal à accorder du crédit à cet exposé, même si certaines personnes citées ont pu être effectivement victimes d'exactions commises par des éléments du Front (Osoario Soares par exemple (CF. p234).

Les pages 8 à 26 sont consacrées au récit de la découverte de différents charniers soit disant remplis de victimes du FRETILIN. Les nombreuses photos sont accompagnées de commentaires outrés.

> *Ce n'est pas la première fois que la population timoraise doit faire face au régime de terreur que trop souvent, hélas... répand le colonialisme, et à en devenir la victime. En vérité, le peuple de Timor-Est a eu maintes et maintes fois l'occasion d'en souffrir, tout au long des quatre siècles au cours desquels les Portugais se sont plus à faire peser, sur lui, le joug tyrannique de leur puissance coloniale.*
>
> *Aujourd'hui... derechef, les Timorais passent par une récurrence d'actes de terrorisme commis cette fois non pas par la puissance coloniale portugaise, mais par une poignée d'individus agissant sous le nom de Fretilin.*
>
> *Fondamentalement, le Fretilin n'est rien d'autre qu'une nouvelle version d'oppression coloniale, avec sa chaîne de crimes dont la sauvagerie dépasse l'entendement du cerveau de l'home et de son coeur.*
>
> *Hélas, ces actes inhumains sont, au Timor-Est meme, une réalité effrayante. En effet, lorsque le Fretilin s'adjugea pendant trois mois le contrôle de la ville de Dili et de ses environs, il s'engagea dans une série de massacres d'innocents et de ceux qui s'opposaient ouvertement à lui.*
>
> *Le monde civilisé sera sans aucun doute ému au plus vif de ses fibres, à la lecture des atrocités dont les pages suivantes ne représentent qu'une faible partie, que nous devons, d'ailleurs, au témoignage du Gouvernement Provisoire du Timor-Est (GPTE).*
>
> *La lutte dans laquelle s'est maintenant lancé le Gouvernement Provisoire du Timor-Est n'est pas seulement orientée vers l'affirmation de sa puissance sur le territoire timorais, mais également vers la libération de celui-ci et de son peuple de toutes les formes de colonialisme et d'oppression, et enfin vers l'élévation du peuple timorais au niveau — universellement reconnu — de la Dignité de l'Homme!*
>
> Dili, mars 1976
> Au nom du peuple du Timor-Est
>
> (Arnaldo Dos Reis Araujo)

THE PROVINCE OF EAST TIMOR : DEVELOPMENT IN PROGRESS.

Département des Affaires Etrangères et de l'Information de la de la République d'Indonésie. Djakarta 1981. - 70 pages -

A travers un ouvrage en Anglais qui parait nettement plus sérieux que *Massacre à Timor Est*, les autorités indonédiennes présentent leurs projets économiques et sociaux pour Timor. Les progrès déja réalisés dans le domaine de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, et des communications sont agrémentés de photos d'écoles modèles, de sportifs Timorais exemplaires, de fêtes populaires, de barrages d'irrigation etc...

A partir de la page 50 jusqu'à la fin, l'action de la Croix Rouge Indonésienne, du CICR, et du CRS est décrite dans le détail, avec cartes à l'appui (CF. p46 du présent Volume). Une lettre du CICR où les responsables se félicitent des bonnes conditions de coopération entre ses spécialistes et la Croix Rouge Indonésienne est également reproduite, d'autant qu'en date du 25 août 1980, elle constate une *amélioration substantielle de la situation générale de la population.* (p 61).

Globalement, ce document, s'il paraît sérieux à priori, remplit finalement au mieux sa mission de propagande. En effet, bien que parlant d'amélioration économique en partie réèlles, il veut faire penser aux lecteurs qu'il n'y a plus aucun problème politique ou militaire à Timor-Est si ce n'est des difficultés résiduelles liées à la médiocrité du système colonial Portugais. Le rappel historique qui couvre les 19 premières pages de l'ouvrage est d'ailleurs bourré de contre-vérités et d'inexactitudes comme le sont toutes les publications et les déclarations indonésiennes sur le sujet.

LA DECOLONISATION DU TIMOR ORIENTAL.

Ministère de l'Information de la République d'Indonésie. Djakarta, Ed. 1977 et 1983, 100 pages.

C'est surement la brochure la plus intéressante publiée par le ministère de l'information de la république d'Indonésie. Il s'agit de présenter sous un angle historique le "procéssus de décolonisation" du territoire dans la perspective de "sa réintégration à la mère patrie".

Outre les multiples distorsions de fond liées à la position indonésienne officielle (CF. CHAP.), on remarquera quelques artifices de présentation interessants qui dénotent d'une bonne capacité dialectique.

Lorsqu'il sagit par exemple de présenter l'émergence des différents politiques du territoire, on peut constater qu'ils font l'objet d'un traitement bien différent :

- L'UDT bénéficie d'une présentation assez neutre et assez sobre qui semble bien rendre compte de la réalité.
- Le FRETILIN est très sommairement décrit (pas de détails sur la date de sa fondation, erreur sur la responsabilité de J. R. Horta) et il est immédiatement stipulé que ce *parti d'intellectuels de Dili ne jouissait pas du soutien des masses* (p19).
- L'APODETI, au contraire est décrite avec lyrisme ; elle *peut à juste titre, soutenir avoir dans ses rangs les combattants authentiques de la liberté et de l'indépendance* (p 20) et sa philosophie politique est tacitement vantée pour sa clairvoyance, puisqu'elle correpond à la présentation "scientifique de l'île" proposée dans le premier chapitre de l'ouvrage (1).

En outre, l'ensemble de la présentation de la période antérieure à 1976, laisse supposer que la totalité de la vie politique Timoraise s'orientait autour de l'APODETI (rappelons que tous les observateurs s'accordaient pour considerer que ce parti etait toujours resté très minoritaire (CF VOL II CHAP IV (C)). Ainsi, l'accord entre l'UDT et le FRETILIN, conclu en janvier 1975 aurait-eu pour but de contrer *l'expansion rapide du soutien populaire dont jouissait l'APODETI* (p21).

D'ailleurs, on remarquera que si l'APODETI est sans cesse citée, le rôle de l'Indonésie est totalement passé sous silence et si, comme cela est si souvent suggéré, *la majorité de la population voulait le raliement à l'Indonésie*, l'auteur suggjère que la possibilité serait envisagée *pour des raisons humanitaires* sans pourtant être souhaitée par Djakatra.

Si, à partir de novembre 1974, l'APODETI fait l'objet de *constantes mesures d'intimidation et d'oppression par l'administration coloniale et ses collaborateurs* (p 26), le FRETILIN, par contre, peut exercer ses *pratiques totalitaires* avec la bénédiction du gouvernement et se prépare à prendre le pouvoir.

---

(1) : *"Pour ce qui est des structures sociales, la situation au Timor Oriental, à l'exterieur des principaux centres de population, est très voisine de celle qui existe au Timor Occidental. Cela est compréhensible étant donné que les habitants du Timor Oriental et du Timor Occidental constituent essentielement le même peuple qui n'est séparé que par les barrières artificielles érigées par les puissances coloniales".* (p 11 : Chapitre I(6): *Situation Economique et Sociale*).

Le parti (APODETI) était d'avis que la population du Timor Portugais partageait la même île avec celle du Timor Indonésien, que les deux populations avaient la même ascendance et le même patrimoine culturel et que la séparation du peuple de Timor en deux populations était simplement le résultat de l'oppression coloniale et ne reflétait pas la réalité historique et culturelle existante. (p20 : Chapitre III(3): *Apparition des Partis Politiques*).

TIMOR ORIENTAL APRES L'INTEGRATION

Ministère des Affaires Etrangères de la République d'Indonésie, Djakarta, mars 1984, 161 pages.

Cette très luxueuse publication constituée de 161 pages en papier glacé est agrémentée de plusieurs photos en couleur (1).

Très peu diffusée et donc assez peu connue, elle a pourtant été éditée en Français, afin de remplacer *la décolonisation au Timor Oriental*, dont la dernière réédition dâte de 1983.

Bien que les informations chiffrées soit assez nombreuses et les renseignements historiques et culturels plus abondants qu'ils ne l'étaient dans la précédente version, le travail de désinformation est tout aussi manifeste et systématique.

Si certaines informations sont doctement présentées (2), les précisions historiques rajoutées à cette édition sont souvent totalement fantaisistes ; on lira par exemple avec interet la description de la période 1945-1946 à Timor :

Les japonnais se rendirent aux alliés. Simultanément, le peuple indonésien déclara son indépendence et dut prendre les armes pendant plus de quatre années pour obliger les hollandais à reconnaître sa liberté. Le peuple de Timor Oriental se révolta également avec l'intention expresse de rejoindre ses frères indonésiens et de former avec eux une Indonésie indépendante. Sa révolte fut une fois de plus brutalement réprimée par les portugais, qui lui dénierrent ainsi la possibilité de décider de son sort pendant trente années de plus (p 19).

---

(1) : On citera entre autre : le bâtiment de la station *Radio Republik Indonesia* à Dili, puis un de ses speakers au travail, un marché à Dili (*on y trouve tous les produits nécessaires à la cuisine)*, un agriculteur qui utilise un tracteur, un Foker 28 de la garuda air lines, *une bibliothèque itinérante, des fêtes locales, des timorais en costume traditionels ayant en main le drapeau indonésien : (les timorais et leur drapeau national à deux couleurs rouge et blanc)* (p 82)...

(2) : *Les archives montrent qu'historiquement de solides liens ethniques et culturels existaient entre Timor Oriental et d'autres partis de l'Archipel indonésien* (p 17) ; mais les auteurs ne prennent pas la peine de préciser à quelles archives ils font allusion.

Par ailleurs, on retrouvera toujours la même présentation déformée du débat à l'Assemblée Générale des Nations-Unies, renforcée par de brefs compte- rendus sur l'attitude de la Commission des Droits de l'Homme, du commité des 24 (qui s'interesse aux territoires non encore décolonisés) et des Conférences du Mouvement des Non Alignés.

De la page 38 à la fin, les auteurs présentent la situation économique du territoire et outre les habituelles photos et commentaires flatteurs, on découvrira de nombreux tableaux sensés rendre compte de la production agricole, de l'état de l'industrie et de l'éducation...

Bien que la qualité de ces chiffres semble discutable (CF. notamment le Chapitre VII de la deuxième partie de ce Volume) on pourra tout de même conclure que l'appareil statistique indonésien pour Timor-Est s'étoffe sensiblement.

Pour la première fois, le Ministère de l'information indonésien est parvenu à présenter un ouvrage assez convainquant pour qui ne s'interesse pas de trop près à la question timoraise. Le ton est moins outrancier et la présentation un peu moins contestable, même si les photos choisies sont par trop idyllique, laissant penser que nous ne sommes pas dans une région qui ne rencontre aucune difficulté quelle qu'elle soit.

Dès 1975, le FRETILIN semble avoir voulu faire la preuve de son honneteté en rapportant essentielement des informations dont la véracité est avérée.

Bien qu'il y ait quelques fois des erreures de datation et que les toponymes cités soient approximatifs du fait des problèmes de transcription des sources orales et de la diversité des langues utilisées (dialectes locaux, tetum ou portugais), on parvient presque toujours à confirmer l'information par les témoignages des réfugiés (CF. Annexe III) ou des quelques visiteurs étrangers honnêtes qui ont été autorisés à se rendre sur le territoire.

Bien entendu, on ne peut pas exclure une part de désinformation liée à l'émotivité des témoins ou à la malhonnêteté de certains leaders locaux mais il nous semble évident que la propagande du front est globalement fiable.

Le FRETILIN fournit essentiellement deux types de documents :

- Les "dépêches" et informations brutes de toutes sortes, généralement dénuées d'habillage dialectique" qui s'adressent peu au public mais plutôt aux associations militantes, aux gouvernements qui soutiennent la lutte et aux organisations internationales.
  Bien entendu, nombre de nouvelles doivent être interceptées par des organismes de contrôle indonésiens et ne jamais quitter le territoire.
  La seule remarque que l'on pourra faire sur ce type de documents, c'est qu'ils décrivent plus en détail les succès de la résitance que ses défaites, ce qui est somme toute assez habituel pour toute armée en temps de guerre.

- Les informations "travaillées" qu'on leur qualifiera d'"informations de deuxième main" sont présentées au public à travers les différentes brochures et les publications du FRETILIN. En dehors de quelques ouvrages culturels recents publiés par la Fondation Borja da Costa, deux periodiques politiques sont particulièrement révélateurs de l'état d'esprit du FRETILIN

LES *EAST TIMOR NEWS.*

Ce mensuel, publié en Australie entre février 1977 et le début de l'année 1979 par l'agence de presse du FRETILIN est particulièrement interessant. Présenté sous forme d'un "quatre pages" grand format (42,5 / 28,5 cm), il réservait généralement ses première et quatrième page à des notes éditoriales relatives aux combats opposant la Resistance à l'armée indonésienne ou à la politique australienne à l'égard de Timor, alors que les pages centales étaient réservées à une revue de presse très exhaustive des principaux quotidiens et hebdomadaires australiens.

Ainsi, le journal se partageait équitablement entre la partie militante, écho de la résistance interieure et la partie "information indépendante" qui rendait compte des échos et des analyses livrées par les journalistes australiens.

On notera que les articles australiens concernant les opérations militaires et les opérations de résistance en Irian Jaya étaient également couramment reportés dans les *East Timor News*.

D'une certaine façon, l'évolution du journal a collé a l'évolution de la situation dans l'île. En effet, alors que jusqu'à la fin 77, le journal titrait chaque mois sur les "larges défaites militaires de l'armée indonésienne" au cours de "grandes batailles", il ne décrivait plus début 1978 que des "embuscades", l'afflux de soldats indonésiens et la présence de conseillers militaires américains (CF. CHAP.).

Alors que fin 1978 les choses allaient au plus mal pour le FRETILIN, c'est la défection du "Ministre de l'information" Jorge Alarico Fernandez qui va précipiter la chutte de l'organe d'expression du Front. En effet, avec Fernandes, c'est la possibilité d'émission radio entre Timor et l'Australie qui disparaissait et donc la possibilité de recevoir des informations du territoire, par ailleurs complètement fermé par les indonésiens

De surcroît, dans la mesure où les liaisons radios avec l'Australie était assurées par Fernandes, il était très fréquemment cité et ses discours étaient rapportés dans les *East Timor News* (sa photo a d'ailleurs été publiée à plusieurs reprises). Cela avait tendance à donner l'impression qu'il s'agissait d'un des leaders, si ce n'est le leader le plus important du Front.

Si cet aspect ne compromettait pas en soi la publication du journal (qui a continué à paraître quelques mois), cela montre assez à quel point le personnage et l'organe d'information pouvaient être liés.

L'arrestation de Xavier do Amaral, peu avant la défection de Fernandes et la mort de Nicolau Lobato quelques semaines plus tard vont quasiment entrainer la disparition du FRETILIN et donc finalement la parution du journal.

Nakroma **(Edition française).**

Alors que depuis neuf ans, le FRETILIN n'avait pas édité d'organe d'information à periodicité régulière, le mouvement va finalement lancer *Nakroma*, un bimensuel d'une vingtaine de pages.

En fait, seuls deux numéros verront le jour en février et en Avril 1987 mais le ton du journal nous renseigne de manière interessante sur l'état d'esprit de la délégation extérieure du FRETILIN.

Bien que là encore, les informations diffusées ne parraîssent pas devoir être remises en question, la verve des éditorialistes ne correpond pas toujours à l'attente du lecteur qu'il soit profane ou convaincu par avance du bien fondé de la Résistance contre l'armée indonésienne.

ANNEXE - III -

LES TEMOIGNAGES DES REFUGIES.

Ci dessous le model de l' "interview type" que nous avons réalisée lors de notre séjour au Portugal au mois de mai 1989. Chaque entretien, complété par des digressions et des questions relatives à l'experience de chacun a duré entre trois et quatre heures.
Ils ont été réalisé en anglais ou en français-portugais avec l'aide d'une interprète.

Date : Lieu :

- Excusez-moi, je ne parle pas portuguais.

- Je travaille à l'université à Paris.

- Je prépare un ouvrage sur Timor.

- Je voudrais vous poser quelques questions.

- Est-ce que cela vous gêne si j'utilise ce magnétophone ?

Presentation Générale

A 1) Avez-vous déja été interrogé par des journalistes ou des universitaires ? Quand ? Par qui ?

A 2) Quand êtes-vous nés ? Combien avez vous de frères et soeurs ?

A 3) Où êtes-vous né ? Vous êtes d'origine ?

A 4) Jusqu'à quel age avez-vous été à l'école ?

A 5) Quel était votre travail à Timor ?

A 6) Quelles régions de Timor avez-vous visité ? Vers quelle époque ?

Conditions de départ

B 1) Quand avez-vous quitté Timor ?

B 2) Comment avez-vous demandé un passeport ?

B 3) Avec qui ? De la famille ? Des amis ?

B 4) Etes-vous venu directement au Portugal ?

I) L'OPPOSITION TERRITORIALE
UN CONFLIT JURIDIQUE

A - LA POSITION AUSTRALIENNE

Le point de vue australien s'appuie essentiellement sur "la Convention sur le plateau continental" (adoptée lors de la 18ème séance plénière de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, le 27 avril 1958)

Ce texte, dans ses articles Numéros 1 et 2, accorde à l'Etat riverain les pleins droits en vue de l'exploitation des fonds sous marins situés sur son plateau continental.

> *Les États parties à la présente Convention*
> *Sont convenus* des dispositions suivantes :
>
> *Article premier*
>
> Aux fins des présents articles, l'expression « plateau continental » est utilisée pour désigner *a*) le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines adjacentes aux côtes, mais situées en dehors de la mer territoriale, jusqu'à une profondeur de 200 mètres ou, au-delà de cette limite, jusqu'au point où la profondeur des eaux surjacentes permet l'exploitation des ressources naturelles desdites régions ; *b*) le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines analogues qui sont adjacentes aux côtes des îles.
>
> *Article 2*
>
> 1. L'État riverain exerce des droits souverains sur le plateau continental aux fins de l'exploration de celui-ci et de l'exploitation de ses ressources naturelles.
>
> 2. Les droits visés au paragraphe 1 du présent article sont exclusifs en ce sens que, si l'État riverain n'explore pas le plateau continental ou n'exploite pas ses ressources naturelles, nul ne peut entreprendre de telles activités ni revendiquer de droits sur le plateau continental sans le consentement exprès de l'État riverain.
>
> 3. Les droits de l'État riverain sur le plateau continental sont indépendants de l'occupation effective ou fictive aussi bien que de toute proclamation expresse.

Ces principes ont été à peu de choses pré-réaffirmés dans la convention de 1982, à l'article 77.

> *Article 77*
> *Droits de l'Etat côtier sur le plateau continental*
>
> 1. L'Etat côtier exerce des droits souverains sur le plateau continental aux fins de son exploration et de l'exploitation de ses ressources naturelles.
>
> 2. Les droits visés au paragraphe 1 sont exclusifs en ce sens que si l'Etat côtier n'explore pas le plateau continental ou n'en exploite pas les ressources naturelles, nul ne peut entreprendre de telles activités sans son consentement exprès.
>
> 3. Les droits de l'Etat côtier sur le plateau continental sont indépendants de l'occupation effective ou fictive, aussi bien que de toute proclamation expresse.

Le plateau continental peut s'étendre sur une distance de 200 miles (environ 370 kilomètres) au delà de la mer territoriale qui s'étend elle-même jusqu'à 12 miles de l'Etat riverain.

Si le plateau continental d'un pays est plus large en certains endroits (c'est le cas de l'Australie entre autres), ce pays peut revendiquer sa juridiction jusqu'à une distance de 350 miles marins sur la base d'une formule spécifique fondée sur l'épaisseur des roches sédimentaires qui tapissent le fond.

Cette "possibilité" d'appropriation du plateau continental et de ses richesses est en quelque sorte motivée par un précédent vieux de plus de 40 ans. En effet, le 28 septembre 1945, le Président des Etats-Unis, Harry S. Truman proclamait dans un acte unilatéral le droit de son pays à une "juridiction de contrôle" sur les ressources de son plateau. Il ne s'agissait pas réellement de souveraineté, mais cela créait un précédent qui entraînera de nombreuses autres déclarations du même type, émanant d'Etats Latino-Américains, d'Etats riverains du golf Persique...

Pour les Australiens, le plateau continental est clairement défini par l'article 76 de la Convention de 1982, comme étant le prolongement naturel du territoire national de l'Etat riverain et cette idée apparaît aux dirigeants de ce pays comme "la priorité" lorsqu'il s'agit pour eux de définir leurs frontières.

> *Article 76*
> *Définition du plateau continental*
>
> 1. Le plateau continental d'un Etat côtier comprend les fonds marins et leur sous-sol au-delà de sa mer territoriale, sur toute l'étendue du prolongement naturel du territoire terrestre de cet Etat jusqu'au rebord externe de la marge continentale, ou jusqu'à 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale, lorsque le rebord externe de la marge continentale se trouve à une distance inférieure.
>
> [...]
>
> 3. La marge continentale est le prolongement immergé de la masse terrestre de l'Etat côtier...

On remarquera tout de même que si la politique australienne est cohérente au regard du droit international "onusien", elle ne l'est plus si l'on se réfère au "Seas and Submerged Lands Act" signé en 1973 par tous les membres du Commonwealth (dont l'Australie fait partie). L'article 12 de cette Convention fait explicitement référence à la ligne médiane pour délimiter la frontière entre deux Etats et il n'est fait aucunement référence à un quelconque plateau continental.

B) LA POSITION INDONESIENNE

L'Indonésie qui a signé et ratifié la Convention de 1982 (elle n'avait pas ratifié celle de 1958) appuie essentiellement ses revendications sur le nouveau concept de "Zone Economique Exclusive". Cette notion a été exprimée pour la première fois en 1971, par le représentant kenyan auprès du Comité Economique Exécutif, et a été reprise par bon nombre de "pays en voie de développement" depuis cette date. Cette Zone Economique Exclusive telle qu'elle est définie par la Convention de 1982 (CF. articles 56 et 57) peut s'étendre jusqu'à 200 milles nautiques des côtes de l'Etat riverain qui aura le contrôle de l'ensemble de ses ressources minérales et piscicoles. La seule nécessité pour l'Etat riverain est de laisser le passage libre au trafic maritime.

Article 56. — Droits, juridiction et obligations de l'Etat côtier dans la zone économique exclusive

1. Dans la zone économique exclusive, l'Etat côtier a :

a) des droits souverains aux fins d'exploration et d'exploitation, de conservation et de gestion des ressources naturelles, biologiques ou non biologiques, des eaux surjacentes aux fonds marins, des fonds marins et de leur sous-sol, ainsi qu'en ce qui concerne d'autres activités tendant à l'exploration et à l'exploitation de la zone à des fins économiques, telles que la production d'énergie à partir de l'eau, des courants et des vents ;

b) juridiction, conformément aux dispositions pertinentes de la Convention, en ce qui concerne :

- i. la mise en place et l'utilisation d'îles artificielles, d'installations et d'ouvrages,
- ii. la recherche scientifique marine,
- iii. la protection et la préservation du milieu marin ;

c) les autres droits et obligations prévus par la Convention. (..)

Article 57. — Largeur de la zone économique exclusive

La zone économique exclusive ne s'étend pas au-delà de 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale.

Mais la position indonésienne est également relativement ambigüe. En effet, deux options contradictoires (au regard du droit international) sont adoptées simultanément.

Selon les circonstancs, le pays peut appuyer ses ambitions territoriales sur les textes ayant trait à la zone économique exclusive ; il considère alors que la notion de "Plateau Continental" a perdu de son importance au terme de la Convention de 1982 (Dans ce cas, puisque moins de 400 milles séparent l'Australie de Timor, les autorités indonésiennes sont favorables à un partage équitable de la zone en deux parties égales.

Cette proposition est conforme à l'article 74 de la Convention de 1982, peut également (pour en arriver aux mêmes conclusions sur le partage), l'Indonésie revendique sa part de la zone, qu'elle considère comme partie liée a son plateau continental. Elle estime alors que la fosse de Timor est juste un accident de terrain du plateau continental commun, qui serait tout simplement plus profond près de ses côtes que de celles de l'Australie.

> The provisions of the 1982 Convention on the Law of the Sea relating to the continental shelf (especially Article 76) and to boundary delimitation are not perfectly clear. Indonesia's view is that every country is entitled to a continental shelf of at least 200 nautical miles (nm) if no other country's interests are affected (regardless of whether or not the shelf actually extends that far), so that where the adjacent or opposite coastlines are less than 400 miles apart, as in the case of Timor and Australia, a median line would be appropriate. Australia does not accept that view, maintaining, on the contrary, that there are two separate propositions embodied in Article 76 of the Law of the Sea Convention. The first is that the coastal state is entitled to exercise jurisdiction over its continental shelf throughout its natural prolongation. The second is that where the continental shelf does not extend out to 200 nm, the coastal state is entitled to exercise jurisdiction over the seabed, regardless of its nature, out to 200 nm. In our view, the concept of natural prolongation of the continental shelf is expressly preserved in Article 76 of the Convention and indeed is given primacy. Notwithstanding these different interpretations, it is clearly in the interests of both parties to reach agreement on a seabed boundary in the Timor Gap as soon as possible, especially since oil exploration permits have been issued in respect of sites in the area and drilling cannot proceed pending resolution of the dispute.

Du reste les juristes qui ont rédigé la Convention de 1982 ne semblent guère se faire d'illusion sur ce point, puisqu'en cas de problème entre deux pays, ils se déclarent incompétents et en appellent à la résolution des désaccords " dans un esprit de compréhension et de coopération ".(Art 74). Pour ne pas se contenter de ce genre de "voeux pieux", ils ont tout de même imaginé la création d'un "Tribunal International du Droit de la Mer", dont les modalités de fonctionnement seront probablement délicates à mettre au point.

II) LES NEGOCIATIONS EN VUE DU PARTAGE DE LA ZONE

A- LE CONFLIT ENTRE LE PORTUGAL ET L'AUSTRALIE

Entre 1974 et 1975, au cours des deux dernières années de l'occupation portugaise de la partie orientale de l'île de Timor, le problème de délimitation des frontières maritimes s'est réellement posé.

Partant du principe que la moitié de la surface maritime séparant la partie orientale de l'île, de l'Australie leur appartenait, les autorités de Lisbonne ont délivré des permis au delà de la fosse de Timor. En conséquence, outre les concessions accordées à Timor Oil pour l'exploitation sur l'île même et à Adobe Oil Gas pour les recherches sur la bande côtière (septembre et décembre 1974), les autorités portugaises ont attribué 23192 milles carrés à l'Océanic de Denver, dans les eaux situées dans la zone du plateau continental australien.

Ce permis empiétait sur ceux déjà accordés par Canberra à Arco, Aquitaine et Exxon et il a bien entendu donné lieu à une protestation formelle de la part des Australiens. Au départ des Portugais, la compagnie "Océanic" a également dû abandonner ses droits dans la région.

Dans ce climat conflictuel, alors que les frontières se fixaient peu à peu autour de Timor, "la zone de Kelp" a été remis à plus tard et aucun accord n'a pu être passé entre les deux pays.

En définitive, la position indonésienne actuelle s'est largement inspirée des revendications portugaises de 1974-1975 et si l'interlocuteur de l'Australie a changé, le débat ne s'est que très peu modifié sur le fond.

B) LE CALENDRIER DES NEGOCIATIONS FRONTALIERES ENTRE L'AUSTRALIE ET L'INDONESIE DE 1970 à 1978

En dehors de la zone maritime s'étendant au sud de Timor-Est, les Australiens et les Indonésiens ont réglé un certain nombre de problèmes frontaliers qui les opposaient.

Nous ne nous attarderons pas spécialement sur ces accords qui sont relativement annexes par rapport à notre sujet, mais il convient tout de même d'avoir une idée même sommaire de l'historique de ces négociations, qui constituent en quelque sorte, un précédent auquel les deux parties peuvent se référer.

Bien que l'on puisse penser que la fixation provisoire des zones de pêche crée un précédent tout à fait intéressant, il faut bien comprendre que ses implications aussi bien politiques qu'économiques sont sans commune mesure avec celles que représentent un partage définitif de la zone entre les deux pays.

Aussi, et puisque même si "les Etats concernés dans un esprit de compréhension et de coopération, font tout leur possible pour conclure des arrangements provisoires de caractère pratique (...) pour ne pas compromettre ou entraver pendant cette période de transition la conclusion de l'accord définitif" (Convention de 1982 Art 74 (Paragraphe 3)), ce dernier tardait à venir et, devant cette regrettable absence de résultat un certain nombre de solutions restaient possibles.

L'Australie pouvait soit:

- faire des concessions à l'Indonésie et perdre ainsi le bénéfice de la majeure partie des richesses de la zone ;
- maintenir sa position et se présenter devant la Cour Internationale de Justice. Ce qui aurait eu le double défaut d'allonger exagéremment la période de tractation et de créer un climat réellement conflictuel entre les deux pays. De surcroît, dans ce genre de confrontation, la jurisprudence n'était pas favorable à l'Australie et l'avis de la Haute Cours, pour autant qu'il lui soit finalement favorables n'aurait pas été forcément respectée.

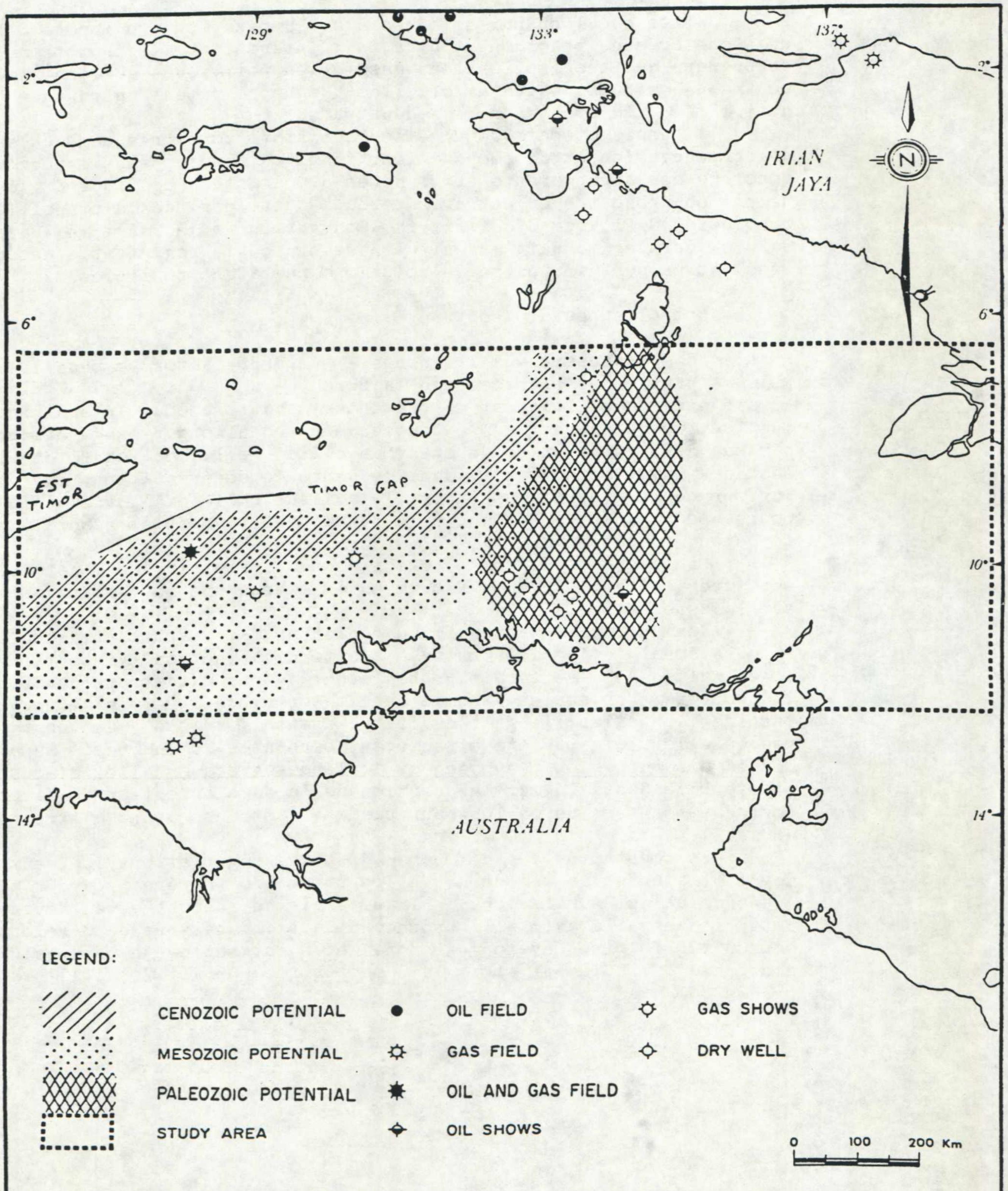
L'Indonésie de son côté est un peu tributaire de l'attitude de son interlocuteur, dans la mesure où il exerce une souveraineté de fait sur la zone.

Evidemment,Djakanta aurait pu également faire appel à la Cours International de justice, mais, si cette démarche était incertaine pour l'Australie, elle se serait probablement avérée catastrophique pour l'Indonésie. Non seulement elle aurait contribué à mettre de nouveau en lumière l'annexion illégale du Timor Oriental, mais du même coup pour peu qu'elle n'ait pas été directement condamnée, l'Indonésie aurait sans doute vu la décision renvoyée aux "calendes grecques" (les discussions à l'Assemblée Générale sur la question de la décolonisation du Timor portugais ont trainé en longueur pendant sept ans, avant d'être gelées en 1982).

En constatant cette impasse dans les négociations,les deux pays devaient s'entendre sur de nouvelles bases pour espérer pouvoir parvenir à une solution. Aussi, lors de la 6e série de rencontres en Novembre 1984, l'Australie a-t-'elle proposé d'établir une zone de développement commun (IDZ: Joint Development Zone) et c'est sur cette base qu'un accord sera finalement signé le 5 septembre 1988 (cf Vol III. pp282-283).

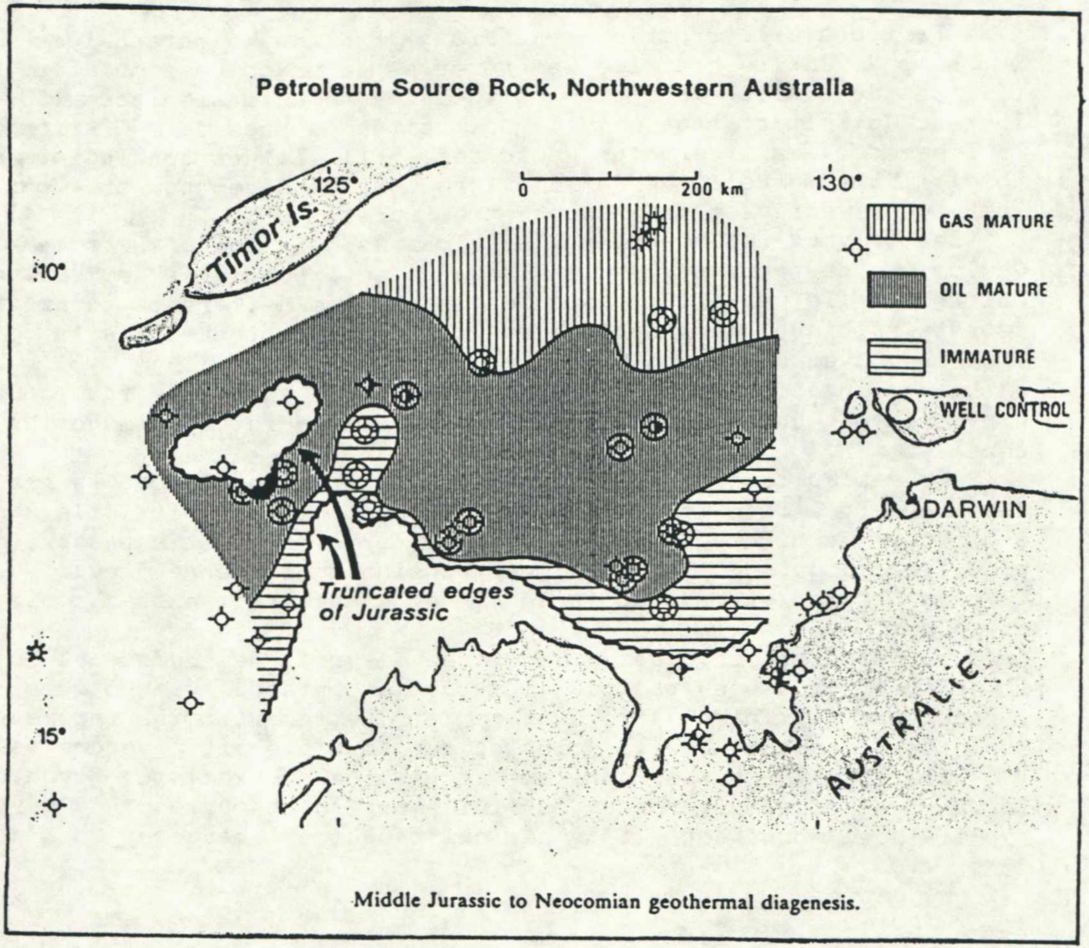
III EVALUATION DU POTENTIEL ECONOMIQUE DE LA ZONE DE KELP

A) LES RESERVES ET LES PERSPECTIVES


129°
133°
137°
2°
6°
10°
14°
IRIAN JAYA
N
EST TIMOR
TIMOR GAP
AUSTRALIA
LEGEND:
CENOZOIC POTENTIAL
MESOZOIC POTENTIAL
PALEOZOIC POTENTIAL
STUDY AREA
OIL FIELD
GAS FIELD
OIL AND GAS FIELD
OIL SHOWS
GAS SHOWS
DRY WELL
0
100
200 Km

Map of northern Australian continental shelf showing potential petroleum exploration areas for each sedimentary sequence

Source : P.32. p1702.


Petroleum Source Rock, Northwestern Australia
Timor Is.
125°
0
200 km
130°
10°
15°
GAS MATURE
OIL MATURE
IMMATURE
WELL CONTROL
Truncated edges of Jurassic
DARWIN
AUSTRALIE

Middle Jurassic to Neocomian geothermal diagenesis.

Source : P.33. p2039.

"En décembre 1983, on a annoncé la plus importante découverte en Australie depuis celle du détroit de Jabiru 1A dans la mer de Timor. (...)

D'après les premières estimations les réserves seraient évaluées à au moins 200 millions de barils pour la seule zone explorée (...). Les réserves globales sont estimées entre 500 millions et 5 milliards de Barils et à 50 TCF de gaz. On sait encore peu de chose sur le potentiel du bassin de Timor" (P.208. p470).

B) PERMIS ACCORDES PAR L'AUSTRALIE EN MER DE TIMOR

La Broke Hill Proprietary Company (BHP) qui a obtenu le permis sur le champ de Jabiru a estimé les réserves de sa concession à environ 250 millions de barils. Jabiru constituerait une extension vers l'Ouest de la zone de Kelp et bien qu'elle soit située à près de 200 kilomètres de la fosse de Timor, certains géologues en tirent des conclusions sur les possibilités pétrolières de la future zone de développement commun. Mais les études sérieuses sont encore très rares.

Les travaux réalisés par l'American Association of Petroleum Geologists ne prennent pas le risque de se lancer dans des évaluations chiffrées, ils tentent plutôt d'envisager les différents paramètres (stratigraphique, géographique et géochimique notamment) afin de définir les zones éventuellement riches en hydrocarbures.

Le responsable du secteur australien d'Elf Aquitaine fait pour sa part preuve d'un enthousiasme modéré face à la future production dans la zone.

Sur un plan technique et commercial, il remarquait que le gaz extrait dans le Kelp était très pauvre en condensat et donc difficile à exploiter. En effet, la fosse de Timor ne permet pas le passage d'un pipe-line jusqu'à l'île et la construction de ce genre d'équipement jusqu'à Darwin (environ 500 kilomètres) s'avererait extrêmement coûteuse.

Ces facteurs, conjugués à la baisse des prix des hydrocarbures et à l'instauration des quotas pour les pays exportateurs de pétrole (dont l'Indonésie fait partie) rendent le Kelp nettement moins interessant à exploiter. D'autant que la solution qui consisterait à vendre le gaz liquéfié (LNG) à Darwin, sur les marchés régionaux (Japon-Corée du Sud-Taïwan-Singapour) est rendue difficile par la concurrence de pays comme la Malaisie, Abou Dhabi et Brunéï qui produisent beaucoup et à moindre coût.

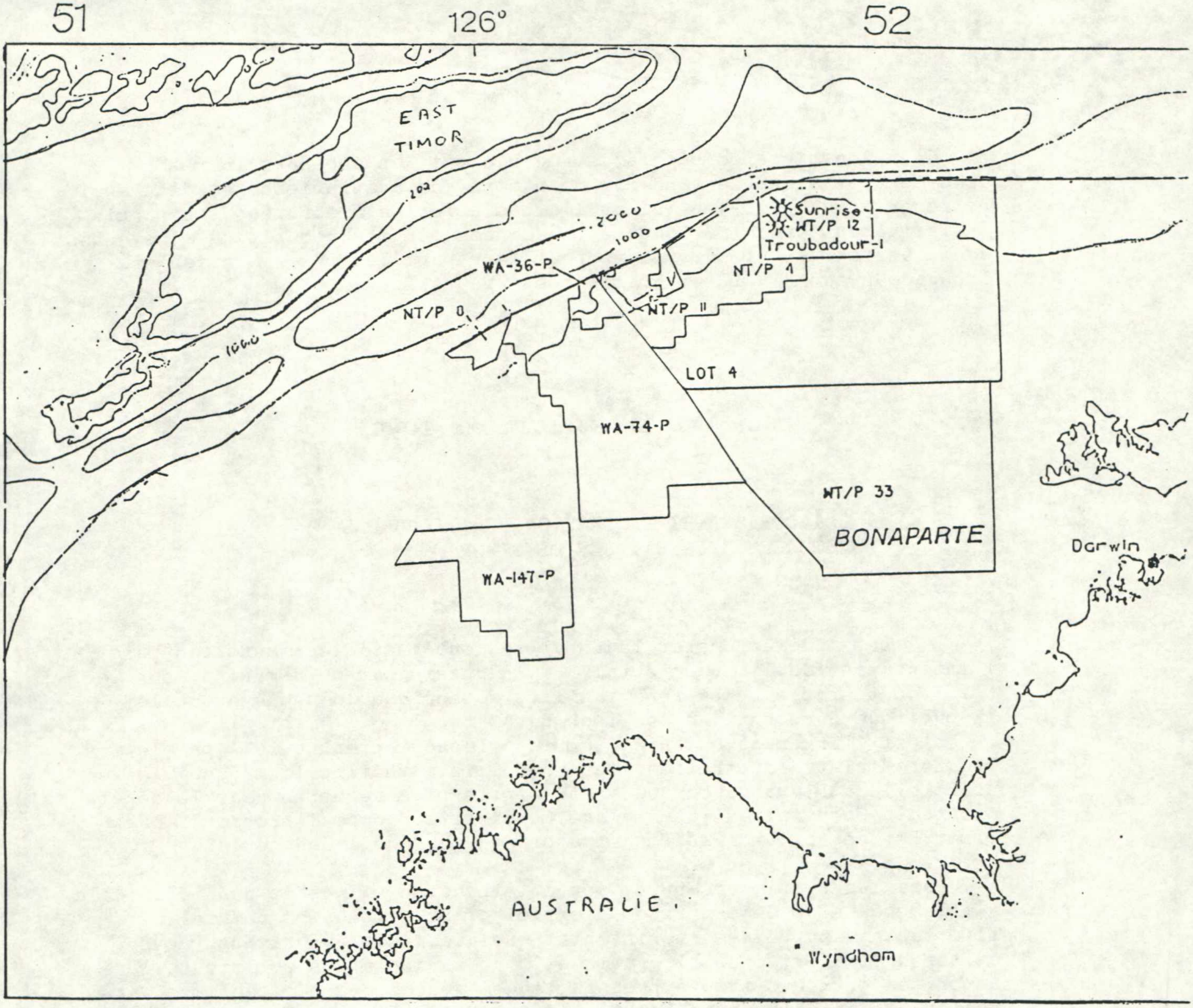
B) LES RESERVES SUPPOSEES DE LA ZONE DE KELP PAR RAPPORT AUX POTENTIELS AUSTRALIENS ET INDONESIENS

Les échantillons d'hydrocarbures extraits de la zone de Kelp (7500 barils par jour en 1984, soit environ 375 000 tonnes sur l'année) restent pour l'instant très faibles proportionnellement aux productions globales de l'Indonésie comme de l'Australie (voir document page suivante).

Par contre, les réserves estimées sont tout à fait considérables proportionnellement au potentiel global d'un pays comme l'Australie.

L'Australian Foreign Affairs Record remarquait dans son numéro d'avril 1986, l'importance que pouvait avoir la zone de Kelp (potentiellement le second plus important champ pétrolier d'Australie), dans la production globale du pays.

C) LES COMPAGNIES EXPLOITANTES


51
126°
52
EAST
TIMOR
100
2000
1000
1000
WA-36-P
NT/P 8
NT/P 4
NT/P 11
Sunrise
NT/P 12
Troubadour-1
LOT 4
WA-74-P
NT/P 33
BONAPARTE
Darwin
WA-147-P
AUSTRALIE
Wyndham

AUSTRALIAN PERMITS WHICH MAY BE AFFECTED
(IN WHOLE OR IN PART)
BY A JDZ

		%
NTP 4		
	EAPA	100
NTP 8, NTP 11 and NTP 12		
	Woodside Petroleum	50.00
	BP	25.00
	Shell	16.67
	BHP	8.33
NTP 33		
	Bond Corporation	30.00
	Esso Australia	30.00
	Tricentral	26.00
	Santos	5.00
	Silverton	1.00
	Canadian Farmees	0.50%
	Monarch	7.50

WA 36		
	Woodside Petroleum	50.00
	BP	16.67
	Chevron	16.67
	BHP	8.33
	Shell	8.33
WA 74P		
	Pelsart Resources	75.63
	WMC	16.25
	Charterhall Aust.	8.13
WA 147 P		
	Bridge Oil	33.33
	Kimberley Pet.	20.00
	Consolidated Pet.	11.17
	WMC	10.80
	Texas Int'l	10.00
	Weeks Australia	10.00
	Westbourne	4.70

préservation de leurs positions, acquises sous l'ancienne administration. Cet accord était indispensable pour Djakarta, car comme le précise les "Platt's and Oilgram News" du mardi 6 janvier 1976 : "la dernière chose dont les Indonésiens ont besoin aujourd'hui est que les pétroliers viennent annoncer partout qu'ils ont trouvé une nouvelle source de revenu pour la colonie". (CF p.336. p5).

Le contexte a évolué avec les années, et l'Indonésie a pu reprendre sérieusement ses explorations à l'aube des années 1980. Un groupe d'étude constitué d'experts sud-Coréens et indonésiens est même venu à Baucau à Timor-Est et a conclu que le potentiel pétrolier était "assez important".

Aujourd'hui, ayant réussi à interrompre les discussions de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur la question de Timor, et pouvant compter sur l'appui ou au moins la "neutralité bienveillante" de la plupart des pays occidentaux (le Portugal étant l'exception la plus notable), l'Indonésie est de nouveau largement en position de force.

L'intégration "De Facto" est reconnue par beaucoup et les contrats économiques que Djakarta a conclu avec ses "alliés" garantissent l'administration indonésienne de tout revirement fâcheux. Elle peut donc négocier et conclure n'importe quel type d'accord avec l'Australie, sans risque de retour de bâton politique.

B) L'INFLUENCE DES MILIEUX D'AFFAIRE PETROLIERS SUR LA POLITIQUE AUSTRALIENNE

L'Indonésie a interprété le revirement politique travailliste en 1984 comme étant le résultat des pressions de compagnies pétrolières des Etats du nord-ouest Australien. Dans quelle proportion y a t-il eu pression ? Il nous est impossible de répondre à cette question au vu des documents dont nous disposons, mais, toujours est-il que les compagnies avaient intérêt a ce qu'un accord soit rapidement conclu afin de débloquer la situation.

Djakarta a largement profité de l'influence des milieux d'affaire australiens pour forcer Canberra à faire des "gestes" qui débloqueraient la situation. Mais si l'industrie pétrolière est en quelque sorte un atout pour une Indonésie qui "a tout son temps", c'est aussi une "arme à double tranchant". En effet, le régime Suharto peut également craindre la pression de compagnies favorables à un contrôle australien sur les opérations. Dans ce cas, ces dernières risqueraient surtout de faire monter les enchères.

Par ailleurs, les exploitants jouent une carte tout à fait à part dans ce qui semble être , avant tout une querelle d'Etats. Leur logique ne peut pas être nationale, mêmes s'ils sont attachés a une Nation particulière. Les réactions de l'Australian Petroleum Exploration Association" lorsqu'il s'agit de créer une corporation, est représentative à cet égard.

Ce projet a été présenté par le Ministre australien "des Ressources de et de l'Energie" (le sénateur Evans) pour contrebalancer le poids conjoint de Pertmina et du Gouvernement indonésien, que ce soit dans les négociations ou dans les futurs champs d'exploitation, la position de Keith Orchisson, le Directeur Executif de l'A.P.E.A. est sans équivoque :

l'industrie serait totalement opposée à une corporation des hydrocarbures. Nous serions très surpris que le Gouvernement fasse un tel choix d'autant que le besoin d'une telle corporation ne s'est pas fait sentir. L'industrie d'exploration a la compétence et la volonté d'explorer et il n'y a pas de raison que le Gouvernement dépense l'argent des contribuables de cette manière.

Malgré les pressions d'une partie de la presse nationale australienne qui pense comme la "Financial Review" que : *L'établissement d'une Autorité statutaire, quelque chose comme la corporation australienne des hydrocarbures serait, la meilleure solution.*

ANNEXE - V -

INTERVENTION DANS LE CADRE DU COLLOQUE SUR L'"IDENTITE DU PEUPLE MAUBERE"